

PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Patrie



BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2022-2024

Projet du budget programme

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	5
INTRODUCTION	9
1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT	12
1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions	12
1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères	17
2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2022-2024	18
2.1. Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses du budget de l'Etat (en milliers de FCFA)	18
2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA)	20
2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA)	24
2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique	24
2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA)	25
2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA)	27
2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA)	29
2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition des immobilisations hors PIP (en milliers de FCFA)	31
2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA)	33
2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA)	36
1.1. Programmes et dotations au sens de la LOLF	44
1.2. Comptes d'affectation spéciale (CAS)	45
2. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION	47
2.1. BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION	47
2.1.1. Assemblée nationale (Section 110)	47
2.1.2. Présidence de la République (Section 120)	51

2.1.3.	Premier ministère (Section 130)	55
2.1.4.	Secrétariat général du Gouvernement (Section 131)	58
2.1.5.	Cour constitutionnelle (Section 140)	62
2.1.6.	Cour suprême (Section 150)	66
2.1.7.	Médiateur de la République (Section 160)	70
2.1.8.	Cour des comptes (Section 170)	74
2.1.9.	Conseil économique et social (Section 180)	79
2.1.10.	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190)	81
2.1.11.	Conseil supérieur de la magistrature (Section 421)	85
2.1.12.	Commission nationale des droits de l'homme (Section 921)	88

2.2. BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE.....93

2.2.1.	Ministère de l'économie et des finances (Section 210)	93
2.2.2.	Ministère de la plan et de la coopération (Section 220)	110
2.2.3.	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230)	118
2.2.4.	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240)	127
2.2.5.	Ministère des armées (Section 310)	137
2.2.6.	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (Section 410)	145
2.2.7.	Ministère de la justice et de la législation (Section 420)	154
2.2.8.	Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430)	163
2.2.9.	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (Section 510)	172
2.2.10.	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530)	184
2.2.11.	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins (Section 610)	192
2.2.12.	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social (Section 710)	204
2.2.13.	Ministère de la communication et des médias (Section 720)	217
2.2.14.	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740)	225
2.2.15.	Ministère des sports et des loisirs (Section 750)	235
2.2.16.	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760)	242
2.2.17.	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (Section 810)	250
2.2.18.	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (Section 811)	262
2.2.19.	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière (Section 813)	271
2.2.20.	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale (Section 820)	279
2.2.21.	Ministère de la promotion des investissements (Section 821)	288

2.2.22. Ministère des travaux publics (Section 830).....	294
2.2.23. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831)	302
2.2.24. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832)	309
2.2.25. Ministère délégué auprès de la Présidence de la République chargé de l'énergie et des mines (Section 840).....	318
2.2.26. Ministère de la culture et du tourisme (Section 850)	327
2.2.27. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860)	336
2.2.28. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870).....	345
2.2.29. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920)	357
2.2.30. Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (Section 121).....	369
3. PRESENTATION DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE.....	374
3.1. Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP).....	374
3.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH)	378
3.3. Fonds national de développement forestier (FNDF).....	382
3.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT).....	386
CONCLUSION.....	389
ETATS ANNEXES A LA LOI DE FINANCES, GESTION 2022.....	390
1- Prévision des dépenses par dotation et par programme	
2- Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la classification économique	
3- Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la classification fonctionnelle	
4- Tableau matriciel croisé de la classification économique et de la classification fonctionnelle	

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGR	Activité génératrice de revenus
AGRISEF	Accès des agriculteurs aux services financiers
AIDE	Appui à l'insertion et au développement de l'embauche
AIGE	Aéroport international Gnassingbé Eyadema
AJSEF	Accès des jeunes aux services financiers
AN	Assemblée nationale
ANADEB	Agence nationale d'appui au développement à la base
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
APSEF	Accès des pauvres aux services financiers
BAD	Banque africaine de développement
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BID	Banque islamique de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
BP	Budget programme
BSG	Budgétisation sensible au genre
CC	Cour Constitutionnelle
CCL	Centre de la construction et du logement
CdC	Cour des comptes
CDDI	Commissariat des douanes et des droits indirects
CES	Conseil économique et social
CI	Commissariat des impôts
CITAFRIC	Agence de développement urbain et municipal
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CNS	Conseil national de la statistique
CS	Cour suprême
CSM	Conseil supérieur de la magistrature
DBSG	Document budgétaire sensible au genre

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

DOB	Débat d'orientation budgétaire
DPBEP	Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle
DPPD	Document de programmation pluriannuelle des dépenses
DTS	Droits de tirages spéciaux
FAD	Fiche d'autorisation des dépenses
FAIEJ	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FBCF	Formation brute de capital fixe
FMI	Fonds monétaire international
FNFI	Fonds national de la finance inclusive
GAR	Gestion axée sur les résultats
HAAC	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication
IADM	Initiative pour l'annulation de la dette multilatérale
IDE	Investissements directs étrangers
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques
LDR	Loi de règlement
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MAEDR	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural
MAEATE	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur
MASPFA	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation
MATDDT	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires
MCICL	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale
MCM	Ministère de la communication et des médias
MCT	Ministère de la culture et du tourisme
MINARM	Ministère des armées
MDBJEJ	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes

MDHFCRIR	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEHV	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise
MEMPPC	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière
MEMPPC	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines
MEPS	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat
MERF	Ministère de l'environnement et des ressources forestières
MESR	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
MFPTDS	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social
MINOSI	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel
MJL	Ministère de la justice et de la législation
MPC	Ministère du plan et de la coopération
MPENTD	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale
MSHPAUS	Ministère de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins
MSL	Ministère des sports et loisirs
MSPC	Ministère de la sécurité et de la protection civile
MTP	Ministère des travaux publics
MTP	Ministère du désenclavement et des pistes rurales
MTRFA	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien
MUHRF	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OTR	Office togolais des recettes
PAIPJA	Projet d'appui à l'insertion et à la promotion des jeunes artisans
PAP	Projet annuel de performance
PDU-Lomé	Plan de développement urbain de Lomé
PIB	Produit intérieur brut
PIDU	Projet d'infrastructures et de développement urbain

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

PIP	Programme d'investissements publics
PIP	Programme d'Investissement Public
PLF	Projet de loi de finances
PM	Premier ministre
PND	Plan national de développement
PNHDI	Politique nationale de l'habitat et du développement urbain
PR	Présidence de la République
PTBA	Plan de travail et budget annuel
PTF	Partenaires techniques et financiers
PURISE	Projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et services électriques
RAP	Rapport annuel de performance
SCAPE	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
SDU	Stratégie de développement urbain du Grand Lomé
SEGUCE	Société d'exploitation du guichet unique du commerce extérieur
SNL	Stratégie nationale du logement
SSN	Système statistique national
TBAI	Tableau de bord annuel des indicateurs
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
UEMOA	Union économique et monétaire ouest Africaine
UMOA	Union monétaire ouest africaine

INTRODUCTION

L'engagement du Gouvernement d'assurer une gestion saine et efficace des finances publiques au Togo, a conduit à d'importantes réformes en matière institutionnelle et financière mises en œuvre depuis 2009.

L'adoption en 2014 de la loi n° 2014-009 du 11 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques et de la loi organique n° 2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances, conformes aux directives de 2009 de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) relatives aux finances publiques, donne un coup d'accélérateur à ces réformes.

La mise en œuvre des dispositions de ces lois, permet au gouvernement de passer du système de gestion des finances publiques par des "budgets moyens" à un système de "gestion axée sur les résultats" qui exige la présentation des budgets des ministères et institutions de la République sous forme de programmes et la reddition des comptes notamment les rapports annuels de performance.

Le budget programme est un outil de programmation et de gestion rationnelle des finances publiques qui intègre harmonieusement les fonctions de planification, de programmation et de budgétisation permettant d'établir une adéquation entre le caractère annuel du budget et le caractère pluriannuel des dépenses de l'Etat.

Le premier intérêt est que le budget programme améliore la lisibilité de l'action de l'Etat : le citoyen perçoit mieux à quoi servent les crédits budgétaires ; il sait à quelles fins est dépensé l'argent du contribuable, son argent.

Un autre intérêt est que le budget programme ne se contente pas seulement de modifier le mode de présentation des crédits. Il change aussi la manière d'utiliser les crédits en ce sens qu'à chaque programme doivent être associés :

- des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et ;
- des résultats attendus. Ces résultats sont mesurés par des indicateurs de performance, vérifiables de manière objective et font l'objet d'évaluations régulières.

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des dépenses d'investissement, notre Gouvernement a mis en œuvre la procédure des autorisations d'engagement et des crédits de paiement (AE/CP) dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget de l'Etat à partir de la loi de finances, exercice 2021.

Il permet la budgétisation des politiques sectorielles en fonction des objectifs fixés par les différents programmes des ministères et institutions et ceux du PND. Conformément aux dispositions des deux lois citées ci-dessus, le budget programme offre aussi l'opportunité au Gouvernement, à la société civile, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'à toutes autres parties prenantes de s'assurer que chaque FCFA dépensé dans le cadre de l'intervention publique l'a été avec économie, efficacité et efficience dans le respect de l'environnement au profit de l'ensemble de la population.

L'élaboration du budget de l'Etat 2022-2024 intervient dans un contexte économique mondial particulier, marqué par la persistance de la pandémie de la covid-19 et la régression de la croissance économique mondiale.

Au niveau national, si l'année 2021, marque le début de la mise en œuvre effective du budget programme, l'année 2022 concrétisera davantage, l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre le PND et la feuille de route gouvernementale en vue de renforcer les actions entreprises pour faire face aux enjeux de la pauvreté, de l'emploi, de l'inclusion et de l'approche équité genre. Le budget programme 2022-2024 est renforcé par la prise en compte du genre avec l'élaboration, pour la première fois, du Document de budgétisation sensible au genre (DBSG) dans six ministères pilotes (ministères chargés de l'action sociale, du développement à la base, de la santé, de l'enseignement primaire, de l'agriculture et des travaux publics). Le DBSG, annexé à la loi de finances, utilise des instruments de politique budgétaire et de gestion des finances publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et l'épanouissement des filles, des femmes et des personnes vulnérables.

Par ailleurs, le présent budget programme met l'accent sur les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la défense et sécurité, de l'énergie, de l'eau, de l'économie numérique et de la protection sociale qui continueront de recevoir une attention particulière. La réduction des déséquilibres régionaux au plan national et l'atteinte des ODD sont également des défis importants que le gouvernement entend relever.

Pour ce faire, les orientations et les choix stratégiques du budget programme 2022-2024, visent une adaptation rationnelle et un renforcement des actions déjà engagées en vue d'assurer la transformation structurelle de l'économie nationale. Ils devront permettre au Togo d'atteindre les ambitions de développement déclinées dans le PND et dans la feuille de route du Gouvernement 2020-2025.

Le projet de budget programme de l'Etat 2022-2024 est composé du « budget général » et des « comptes spéciaux du trésor (CST) ». Il prend en compte les budgets programmes de trente (30) ministères et de douze (12) institutions.

Ce projet de budget programme de l'Etat comprend cent huit (108) programmes dont quatre (4) pour les comptes d'affectation spéciale (CAS) et dix-huit (18) dotations.

A chaque programme, sont rattachés des objectifs stratégiques mesurés par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles. Les programmes budgétaires sont déclinés en quatre cent vingt (420) actions avec leurs objectifs spécifiques ou opérationnels mesurés également par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles.

Le document comporte quatre (4) parties à savoir (i) la cartographie des programmes et dotations budgétaires de l'Etat, (ii) la présentation du budget programme de l'Etat 2022-2024, (iii) le budget général par ministère et institution et (iv) la présentation des comptes d'affectation spéciale (CAS).

1. CARTOGRAPHIE DES PROGRAMMES ET DOTATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT

1.1. Cartographie des programmes et dotations des ministères et institutions

Sect°	Ministères et institutions	Dotations	Programme pilotage et soutien	Programmes opérationnels					CAS	
				1	2	3	4	5		
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique de l'assemblée nationale								
120	Présidence de la République (PR)	Pilotage stratégique de la Présidence de la République								
121	Inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (MIOSI)		Pilotage et soutien aux services du MIFOSI	Inclusion financière et microentreprise traditionnelle						
130	Premier ministre	Pilotage stratégique de la primature								
131	Secrétariat général du Gouvernement	Pilotage du Secrétariat général du gouvernement								
140	Cour constitutionnelle	Pilotage de la Cour constitutionnelle								
150	Cour suprême	Pilotage de la Cour suprême								
160	Médiature	Pilotage de la Médiature								
170	Cour des comptes	Pilotage de la Cour des comptes								
180	Conseil économique et social	Pilotage du Conseil économique et social								
190	Haute autorité de l'audiovisuel & de la communication (HAAC)	Pilotage de la HAAC								

Sect°	Ministères et	Dotations	Programme	Programmes opérationnels					CAS
210	Economie et finances (MEF)	Dotations : 1- Charges financières de la dette publique 2- Dépenses communes ordinaires 3- Dépenses Communes de transferts 4- Dépenses communes d'investissement	Pilotage et soutien aux services du MEF	Mobilisation des ressources financières	Gestion macroéconomique	Programmation et gestion budgétaire	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption	
220	Plan et Coopération (MPC)		Pilotage et soutien aux services du MPC	Planification du développement	Coopération au développement				
230	Affaires Etrangères, l'intégration Régionale et togolais de l'extérieur (MAEIRTE)		Pilotage et soutien aux services du MAEIRTE	Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional, régional et international sous régional, régional et international	Mobilisation de la diaspora et placement des togolais				
240	Développement à la base, jeunesse et emploi des jeunes (MDBJEJ)		Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	Développement à la base	Jeunesse				
310	Armées (MA)	Dotation : Infrastructures militaires + Besoins spécifiques MA + Renseignements	Pilotage et soutien aux services du MA	Préparation et emploi des Forces	Équipement, logistique et soutien interarmées	Anciens combattants, mémoires, lien armée - nation			
410	Administration territoriale, décentralisation et développement des territoires (MATDDT)		Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Décentralisation et déconcentration	Gouvernance politique et institutionnelle	Développement des territoires			
420	Justice et législation(JL)		Pilotage et soutien aux services du JL	Administration de la justice	Accès au droit et à la justice	Administration pénitentiaire et réinsertion			

Sect°	Ministères et	Dotations	Programme	Programmes opérationnels						CAS
421	Conseil supérieur de la magistrature	Dotation : Conseil supérieur de la magistrature								
921	Commission nationale des droits de l'homme	Dotation : Commission nationale des droits de l'homme								
430	Sécurité et protection civile (MSPC)	Dotation : Sécurité	Pilotage et soutien des services du MSPC	Sécurité intérieure et criminalité transfrontalière	Protection civile					CAS FNAFPP : Contribution au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation
510	Enseignements Primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (MEPSTA)		Pilotage et soutien aux services du MEPSTA	Enseignements préscolaire et primaire	Enseignement secondaire général	Enseignement technique et Formation professionnelle	Artisanat			
530	Enseignement supérieur et de la recherche (MESR)		Pilotage et soutien aux services du MESR	Enseignement supérieur	Recherche et innovation					
610	Santé, hygiène publique et accès universel aux soins (MSHPAUS)		Pilotage et soutien aux services du MSHPAUS	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	Couverture Santé Universelle	Réponse aux urgences sanitaires				
710	Fonction Publique, Travail et dialogue social (MFPTDS)		Pilotage et soutien aux services MFPTDS	Fonction publique	Modernisation de l'administration publique	Emploi	Travail	Protection sociale		
720	Communication et médias (MCM)		Pilotage et soutien aux services du MCM	Communication et information						
740	Action sociale, promotion de la femme et de l'alphabétisation (MASPFA)		Pilotage et soutien aux services du MASPFA	Promotion de l'action sociale	Protection de l'enfant	Genre et promotion de la femme	Alphabétisation et éducation non formelle			
	Sports et loisirs		Pilotage et soutien aux services du SL	Sports et loisirs						

Sect°	Ministères et	Dotations	Programme	Programmes opérationnels			CAS
760	Urbanisme, habitat et réforme foncière (MUHRF)		Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Développement des infrastructures de production de l'information géographique	Logement décent	Cadre de vie	CAS FSDH: Appui à la promotion immobilière
810	Agriculture, élevage et développement rural (MAEDR)		Pilotage et soutien aux services du MAEDR	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles et animales	Amélioration de la productivité et valorisation des produits	Sécurité alimentaire et résilience des populations	
811	Eau et Hydraulique Villageoise (MEHV)		Pilotage et soutien aux services du MEHV	Gestion intégrée des ressources en eau	Approvisionnement en eau potable	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	
	Economie maritime, de la pêche et de la protection côtière (MEMPPC)		Pilotage et soutien aux services du MEMPPC	Transport maritime	Filière halieutique	Développement et protection du littoral	
820	Commerce, industrie et consommation locale (MCICL)		Pilotage et soutien aux services du MCICL	Commerce et consommation locale	Industrie		
821	Ministère de la promotion des investissements		Pilotage et soutien aux services du MPI	Promotion des investissements			
830	Travaux publics (MTP)		Pilotage et soutien aux services du MTP	Réseaux de routes nationales	Développement des bâtiments publics		
831	Désenclavement et Pistes rurales(MDPR)		Pilotage et soutien aux services du MDPR	Développement et extension du réseau des pistes rurales			
832	Transports routiers, ferroviaire et aérien(MTRFA)		Pilotage et soutien aux services du MTRFA	Transport aérien	Services de transports routiers et ferroviaires		
840	Mines et énergies (MME)		Pilotage et soutien aux services du MME	Mines	Energies		

Sect°	Ministères et	Dotations	Programme	Programmes opérationnels			CAS
850	Culture et tourisme (MCT)		Pilotage et Soutien aux services du MCT	Culture	Tourisme		CAS FPDT : Promotion et développement du tourisme
860	Environnement et des ressources forestières (MERF)		Pilotage et soutien aux services du MERF	Gestion durable des écosystèmes	Environnement et mobilité durable		CAS FNDF : Appui au financement pour la gestion durable des forêts
870	Economie Numérique et transformation digitale (MENTG)		Pilotage et soutien aux services du MENTG	Infrastructures numériques et postales	Digitalisation des activités économiques et sociales		
920	Droits de l'homme, formation à la citoyenneté et relations avec les institutions de la République (MDHFCRIR)		Pilotage et soutien aux services du MDHFCRIR	Promotion et protection des droits de l'homme	Consolidation de la démocratie et de la paix	Relations avec les institutions de la République	
TOTAL		18	30	74			4

1.2. Tableau de répartition des actions par programme des ministères

N°	Ministères et institutions	Nombre de programmes	Nombre d'actions par programme						
			1	2	3	4	5	6	TOTAL
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	2	6	2	0	0	0	0	8
210	Ministère de l'économie et des finances	6	7	5	3	4	9	6	34
220	Ministère du plan et de la coopération	3	6	4	2	0	0	0	12
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	3	5	6	2	0	0	0	13
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	3	6	4	4	0	0	0	14
310	Ministère des armées	4	5	9	4	4	0	0	22
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	4	5	2	4	3	0	0	14
420	Ministère de la justice et de la législation	4	5	5	3	2	0	0	15
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	3	5	8	2	0	0	0	15
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	5	8	2	2	6	2	0	20
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	3	4	7	3	0	0	0	14
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	4	6	6	3	3	0	0	18
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	5	4	3	2	2	5	0	16
720	Ministère de la communication et des médias	2	7	6	0	0	0	0	13
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	5	6	4	2	3	2	0	17
750	Ministère des sports et loisirs	2	7	3	0	0	0	0	10
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	4	6	3	4	3	0	0	16
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	4	6	4	6	5	0	0	21
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	4	4	1	1	1	0	0	7
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	4	6	2	1	1	0	0	10
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	3	4	4	4	0	0	0	12
821	Ministère de la promotion des investissements	2	4	2	0	0	0	0	6
830	Ministère des travaux publics	3	6	2	1	0	0	0	9
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	2	4	1	0	0	0	0	5
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	3	6	4	4	0	0	0	14
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	3	5	4	2	0	0	0	11
850	Ministère de la culture et du tourisme	3	5	5	2	0	0	0	12
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	3	4	2	2	0	0	0	8
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	3	7	3	5	0	0	0	15
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	5	5	2	2	1	1	0	11
TOTAL		104	164	115	70	38	19	6	412

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

2. PRESENTATION DU BUDGET PROGRAMME DE L'ETAT 2022-2024

2.1. Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses du budget de l'Etat (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total 2022-2024
1	RECETTES BUDGETAIRES (a)	826 005 681	915 588 289	1 064 996 716	1 085 920 851	1 100 051 979	3 250 969 545
2	RECETTES FISCALES	655 154 877	729 528 157	814 717 258	878 136 103	968 728 999	2 661 582 360
3	Recettes liquides	531 509 746	600 000 000	680 650 000	763 800 000	854 900 000	2 299 350 000
4	Recettes non liquides	123 645 131	129 528 157	134 067 258	114 336 103	113 828 999	362 232 360
5	COMMISSARIAT DES IMPÔTS	331 057 559	354 353 527	420 743 446	483 227 405	562 193 595	1 466 164 446
6	Recettes liquides	287 902 006	318 000 000	366 350 000	424 000 000	497 300 000	1 287 650 000
7	Recettes non liquides	43 155 553	36 353 527	54 393 446	59 227 405	64 893 595	178 514 446
8	COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	324 097 318	375 174 630	393 973 812	394 908 698	406 535 404	1 195 417 914
9	Recettes liquides	243 607 740	282 000 000	314 300 000	339 800 000	357 600 000	1 011 700 000
10	Recettes non liquides	80 489 578	93 174 630	79 673 812	55 108 698	48 935 404	183 717 914
11	RECETTES NON-FISCALES	68 371 335	58 124 231	58 083 775	60 073 378	62 234 296	180 391 449
12	DONS	102 479 469	127 935 901	192 195 683	147 711 370	69 088 684	408 995 736
13	Dons projets	62 008 241	108 335 901	172 595 683	147 711 370	69 088 684	389 395 736
14	Fonds de concours	3 276 169					0
15	Appuis budgétaires	37 195 059	19 600 000	19 600 000	0	0	19 600 000
16	RESSOURCES DE TRESORERIE (b)	797 713 143	785 620 692	691 836 202	692 032 796	547 560 253	1 931 429 251
17	Droits de tirages spéciaux		111 722 661				0
18	Titres publics	445 205 870	535 265 854	533 300 940	557 560 922	469 181 836	1 560 043 698
19	Emprunts - projets	122 869 860	119 032 177	138 935 262	134 471 874	78 378 417	351 785 553
20	Autres emprunts	229 637 413	19 600 000	19 600 000	0	0	19 600 000
21	TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL (c)=a+b	1 623 718 824	1 701 208 981	1 756 832 917	1 777 953 647	1 647 612 232	5 182 398 796
22	RECETTES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (d)	2 025 682	1 659 766	3 139 182	3 288 062	3 570 205	9 997 449
23	TOTAL RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (e)= c+d	1 625 744 506	1 702 868 747	1 759 972 099	1 781 241 709	1 651 182 437	5 192 396 245
24	DEPENSES BUDGETAIRES (f)	1 130 352 151	1 219 276 822	1 317 189 101	1 317 764 655	1 267 859 642	3 902 813 397

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

N°	INTITULE	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total 2022-2024
25	DEPENSES ORDINAIRES	736 164 958	763 812 783	794 513 807	787 238 493	836 790 363	2 418 542 663
26	Charges financières de la dette publique	100 088 554	101 635 486	124 309 377	134 493 152	146 049 901	404 852 430
27	Dépenses de personnel	234 759 022	246 777 060	253 124 563	259 029 725	265 299 951	777 454 239
28	Dépenses d'acquisition de biens et services	132 069 431	140 631 024	142 476 010	138 842 914	171 074 913	452 393 837
29	Dépenses de transferts courants	145 602 820	145 241 056	140 536 599	140 536 599	140 536 599	421 609 797
30	Dépenses en atténuation de recettes	123 645 131	129 528 157	134 067 258	114 336 103	113 828 999	362 232 360
31	DEPENSES EN CAPITAL	394 187 193	455 464 039	522 675 294	530 526 162	431 069 279	1 484 270 734
32	Dépenses d'investissement (hors PIP)	10 930 596	63 451 100	16 883 560	17 555 416	18 338 432	52 777 407
33	Projets d'investissement	383 256 597	392 012 939	505 791 734	512 970 746	412 730 847	1 431 493 327
34	Sur ressources internes	198 378 496	164 644 861	194 260 790	230 787 502	265 263 746	690 312 038
35	Sur ressources externes	184 878 101	227 368 078	311 530 944	282 183 244	147 467 101	741 181 289
36	Emprunts	122 869 860	119 032 177	138 935 262	134 471 874	78 378 417	351 785 553
37	Dons	62 008 241	108 335 901	172 595 683	147 711 370	69 088 684	389 395 736
38	CHARGES DE TRESORERIE (g)	404 194 898	481 932 159	439 643 816	460 188 992	379 752 590	1 279 585 398
39	Amortissement dette intérieure	384 844 601	339 831 350	379 771 392	390 471 000	300 739 861	1 070 982 253
40	Compte spécia DTS à la BCEAO		111 722 661				
41	Amortissement dette extérieure	19 350 297	30 378 148	59 872 424	69 717 992	79 012 729	208 603 145
42	TOTAL DES CHARGES DU BUDGET GENERAL (h)= f+g	1 534 547 049	1 701 208 981	1 756 832 917	1 777 953 647	1 647 612 232	5 182 398 796
43	DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS) (i)	2 025 682	1 659 766	3 139 182	3 288 062	3 570 205	9 997 449
44	TOTAL CHARGES DU BUDGET DE L'ETAT (j)= i+h	1 536 572 732	1 702 868 747	1 759 972 099	1 781 241 709	1 651 182 437	5 192 396 245
45	Solde budgétaire dons compris (a-f)	-304 346 470	-303 688 533	-252 192 386	-231 843 804	-167 807 663	
46	Solde de trésorerie (b-g)	393 518 245	303 688 533	252 192 386	231 843 804	167 807 663	
47	Solde global (c-h)	89 171 774	0	0	0	0	
48	Déficit en % du PIB	-7,0%	-6,5%	-5,0%	-4,2%	-2,8%	
49	Pression fiscale	12,2%	12,9%	13,4%	13,9%	14,4%	
50	Masse salariale sur recettes fiscales	44,2%	41,1%	37,2%	33,9%	31,0%	
51	PIB	4 359 855 000	4 665 378 000	5 061 285 000	5 483 448 000	5 947 961 000	

2.2. Tableau récapitulatif des recettes par nature (en milliers de FCFA)

N°	INTITULE	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total 2022-2024
1	RECETTES BUDGETAIRES	821 799 083	915 588 289	1 064 996 716	1 085 920 851	1 100 051 979	3 250 969 545
2	RECETTES FISCALES	650 948 279	729 528 157	814 717 258	878 136 103	968 728 999	2 661 582 360
3	COMMISSARIAT DES IMPÔTS	331 057 625	354 353 527	420 743 446	483 227 405	562 193 595	1 466 164 446
4	IMPOTS DIRECTS	133 005 807	145 492 899	172 742 313	198 906 909	236 467 659	608 116 881
5	Impôts sur les revenus des personnes physiques	51 445 491	51 461 002	60 935 213	70 097 791	84 081 406	215 114 410
6	Retenue sur les revenus des capitaux mobiliers	9 023 203	11 267 507	13 321 952	14 994 367	17 444 659	45 760 978
7	Taxe sur les Plus-values de Cession (TPV)	4 321	7 466	8 889	10 209	11 877	30 975
8	IRPP (non ventilé)	42 417 968	40 186 029	47 604 372	55 093 215	66 624 870	169 322 457
9	Impôts sur les Sociétés	81 560 316	94 031 897	111 807 100	128 809 118	152 386 253	393 002 471
10	Impôt sur les Sociétés	74 025 940	81 511 854	96 875 511	113 374 967	136 046 012	346 296 490
11	Prélèvement BIC	7 534 375	12 520 043	14 931 589	15 434 151	16 340 241	46 705 981
12	AUTRES IMPÔTS DIRECTS	15 802 168	8 928 135	10 628 618	12 708 323	15 643 514	38 980 455
13	Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)	1 315 805	1 545 569	1 910 008	2 522 709	3 609 996	8 042 713
14	<i>dont TVM (SAFER)</i>	703 302	1 313 616	1 623 362	2 144 112	3 068 223	6 835 697
15	<i>TPU régime déclaratif</i>	339 840	179 538	211 905	243 375	283 146	738 426
16	Droits d'Immatr. /Prop. Foncière	1 237 726	313 078	370 163	472 750	621 505	1 464 418
17	Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	1 697 741	1 194 497	1 474 926	1 795 603	2 172 591	5 443 120
18	Droits de conservation de la propriété foncière (DCPF)	271 968	98 853	116 775	149 541	194 159	460 475
19	Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	81 468	46 273	54 710	70 375	90 063	215 148
20	Patente	7 204 066	5 496 384	6 490 131	7 453 970	8 672 054	22 616 155
21	Taxe professionnelle	3 653 552	53 943				
22	IMPOTS INDIRECTS	119 718 497	137 759 195	163 819 177	189 187 995	216 841 266	569 848 438

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

N°	INTITULE	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total 2022-2024
23	Taxe sur la Valeur Ajoutée	103 702 335	122 004 353	145 190 332	167 852 850	192 064 980	505 108 162
24	Taxe sur les Activités Financières	12 180 117	11 583 560	13 689 677	15 722 710	18 292 023	47 704 410
25	Taxe/Convention d'Assurance	2 570 967	2 696 359	3 190 768	3 664 624	4 263 475	11 118 867
26	Taxe sur les Produits des Jeux de Hasard	1 265 078	1 474 923	1 748 400	1 947 811	2 220 788	5 916 999
27	AUTRES IMPÔTS INDIRECTS	47 347 947	49 878 927	58 979 016	65 316 777	72 844 446	197 140 239
28	Taxe à l'Emission des Billets d'Avion (TEBA)	115 233	228 906	269 937	310 025	360 687	940 649
29	Droits d'Accises	47 232 713	49 650 021	58 709 079	65 006 752	72 483 759	196 199 590
30	Droits d'Accises/Produits Pétroliers	28 909 879	28 874 347	34 168 797	37 933 974	42 409 512	114 512 283
31	dont SAFER	15 233 565	14 450 685	17 100 387	17 283 146	19 222 729	53 606 262
32	Autres Droits d'Accises	18 322 834	20 775 674	24 540 282	27 072 778	30 074 247	81 687 307
33	AUTRES RECETTES FISCALES	15 183 206	12 294 371	14 574 322	17 107 401	20 396 710	52 078 433
34	Droits de Timbres	2 913 402	2 647 097	3 135 194	3 637 004	4 239 666	11 011 864
35	Droits D'enregistrement	11 949 736	8 815 438	10 459 041	12 412 297	14 975 276	37 846 614
36	Amendes et Pénalités	320 068	831 836	980 087	1 058 100	1 181 768	3 219 955
37	COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	319 890 654	375 174 630	393 973 812	394 908 698	406 535 404	1 195 417 914
38	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	137 982 852	159 378 488	167 218 052	167 618 312	171 703 126	506 539 490
39	Droit de douane	108 531 927	124 705 079	130 940 333	131 202 213	134 351 067	396 493 613
40	Redevance Statistique	24 458 997	28 592 423	29 906 987	30 026 615	30 777 281	90 710 883
41	Timbre douanier	313 434	367 726	385 377	386 919	398 139	1 170 435
42	Cartes et vignettes	448 119	713 901	746 027	747 519	769 197	2 262 743
43	Taxe de protection et d'entretien des infrastructures 80 %	4 230 375	4 999 359	5 239 328	5 255 046	5 407 442	15 901 816
44	IMPOTS ET TAXES INTERIEURS	176 001 006	201 222 600	211 484 953	212 428 826	220 078 682	643 992 461
45	Taxe sur la valeur Ajoutée (TVA)	176 001 006	201 222 600	211 484 953	212 428 826	220 078 682	643 992 461
47	AUTRES RECETTES FISCALES	3 179 853	10 757 423	11 260 066	10 846 808	10 658 549	32 765 423

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

N°	INTITULE	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total 2022-2024
48	Produits des crédits en douane 10%	9 141	10 780	11 254	11 029	11 349	33 632
49	Prélèvement National de Solidarité	1 669 773	5 358 944	5 626 891	5 643 772	5 779 222	17 049 885
50	Entrepôts fictifs 10 %	133	162	200	240	247	687
51	Amendes et pénalités	316 051	629 869	659 473	626 499	576 379	1 862 351
52	Confiscations et ventes en douane	1 184 756	4 757 668	4 962 248	4 565 268	4 291 352	13 818 868
53	TAXE A L'EXPORTATION	2 726 942	3 816 119	4 010 741	4 014 752	4 095 047	12 120 540
54	Taxe spéciale de réexportation	2 726 942	3 816 119	4 010 741	4 014 752	4 095 047	12 120 540
55	RECETTES NON-FISCALES	68 371 335	58 124 231	58 083 775	60 073 378	62 234 296	180 391 449
56	REVENUS DE L'ENTREPRISE ET DU DOMAINE	41 743 864	27 644 601	31 190 702	33 063 267	33 876 395	98 130 364
57	Produits des participations financières (dividendes)	18 974 704	19 487 322	23 773 903	24 523 903	25 273 903	73 571 709
58	Loyers d'immeubles	252 917	479 530	284 530	284 530	284 530	853 590
59	Redevances minières	1 872 025	2 810 089	3 033 809	3 156 374	3 219 502	9 409 685
60	Redevances de Dévpt des Infrastructures Aéroportuaires (RDIA)	4 713 560	4 435 460	3 678 460	4 678 460	4 678 460	13 035 380
62	Autres recettes domaniales	430 658	432 200	420 000	420 000	420 000	1 260 000
63	DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	9 173 512	10 220 271	9 382 372	9 889 279	10 348 044	29 619 695
64	Régies de recettes	5 703 718	0	5 832 372	6 039 279	6 298 044	18 169 695
65	ARCEP	1 053 081	0	750 000	750 000	750 000	2 250 000
66	Autres recettes de services (Contribution RDI)	2 416 713	10 220 271	1 200 000	1 400 000	1 500 000	4 100 000
67	Groupe ANTASER-AFRIQUE- Togo	0	0	1 600 000	1 700 000	1 800 000	5 100 000
68	PRODUITS FINANCIERS	6 949 189	10 039 359	6 720 359	6 800 000	6 900 000	20 420 359
69	Commission sur prêts rétrocédés	89 152	513 359	150 000	200 000	250 000	600 000
70	Produits divers (commissions sur transferts BCEAO)	6 151 817	8 600 000	6 150 000	6 150 000	6 150 000	18 450 000
71	Autres produits financiers (gains de change et com./dettes avalisées de l'Etat)	708 221	926 000	420 359	450 000	500 000	1 370 359
72	AUTRES RECETTES NON FISCALES	10 504 770	10 220 000	10 790 342	10 320 832	11 109 857	32 221 031

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

N°	INTITULE	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	Total 2022-2024
73	Prélèv./Apurement Dette Sect. Pétrolier (PADSP)	5 166 963	0	5 000 000	5 500 000	6 000 000	16 500 000
74	Divers reversements (Recettes consulaires, surcotes sur emprunts, pénalité, SRT etc)	2 941 007	10 000 000	4 990 342	3 970 832	4 179 857	13 141 031
75	Recettes consulaires	0	0	325 000	350 000	400 000	1 075 000
76	Société de Recouvrement du Togo (SRT)	0		150 000	150 000	150 000	450 000
77	Recettes en atténuation de dépenses	2 396 801	220 000	325 000	350 000	380 000	1 055 000
78	DONS	102 479 469	127 935 901	192 195 683	147 711 370	69 088 684	408 995 736
79	Dons projets	62 008 241	108 335 901	172 595 683	147 711 370	69 088 684	389 395 736
81	Appuis budgétaires	37 195 059	19 600 000	19 600 000			19 600 000
82	RESSOURCES DE TRESORERIE	731 135 970	897 343 353	691 836 202	692 032 796	547 560 253	1 931 429 251
84	Titres publics	356 034 096	646 988 515	533 300 940	557 560 922	469 181 836	1 560 043 698
85	Emprunts - projets	122 869 860	119 032 177	138 935 262	134 471 874	78 378 417	351 785 553
86	Autres Emprunts	229 637 413	19 600 000	19 600 000			19 600 000
87	Droits de tirages spéciaux		111 722 661				
89	TOTALE DES RECETTES	1 552 935 053	1 812 931 642	1 756 832 917	1 777 953 647	1 647 612 232	5 182 398 796

2.3. Tableau des dépenses de l'Etat par nature économique (en milliers de FCFA)

2.3.1. Tableau récapitulatif des dépenses par nature économique

N°	NATURE ECONOMIQUE DES DEPENSES	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1	DEPENSES ORDINAIRES	0	736 164 958	0	763 812 784	0	794 513 807	0	787 238 493	0	836 790 363
2	Charges financières de la dette		100 088 554		101 635 486		124 309 377		134 493 152		146 049 901
3	Dépenses de personnel		234 759 022		246 777 061		253 124 563		259 029 725		265 299 951
4	Dépenses en atténuation des recettes		123 645 131		129 528 157		134 067 258		114 336 103		113 828 999
5	Dépenses d'acquisition des biens et services		132 069 431		140 631 024		142 476 010		138 842 914		171 074 913
6	Dépenses de transferts courants		145 602 820		145 241 056		140 536 599		140 536 599		140 536 599
7	DEPENSES EN CAPITAL	394 187 193	394 187 193	760 068 725	455 464 039	712 664 650	522 675 294	490 666 527	530 526 162	305 912 728	431 069 279
8	Dépenses d'acquisition des immobilisations Hors PIP	10 930 596	10 930 596	63 481 100	63 451 100	16 883 560	16 883 560	17 555 416	17 555 416	18 338 432	18 338 432
9	Projets d'investissement public (PIP)	383 256 597	383 256 597	696 587 625	392 012 939	695 781 090	505 791 734	473 111 112	512 970 746	287 574 296	412 730 847
10	Ressources internes	198 378 496	198 378 496	263 669 104	164 644 861	270 392 593	194 260 790	214 898 259	230 787 502	197 217 025	265 263 746
11	Ressources externes	184 878 101	184 878 101	432 918 521	227 368 078	425 388 497	311 530 944	258 212 853	282 183 244	90 357 271	147 467 101
12	Emprunts	122 869 860	122 869 860	254 305 412	119 032 177	178 088 527	138 935 262	154 548 739	134 471 874	49 905 875	78 378 417
13	Dons	62 008 241	62 008 241	178 613 109	108 335 901	247 299 971	172 595 683	103 664 114	147 711 370	40 451 396	69 088 684
14	TOTAL	394 187 193	1 130 352 151	760 068 725	1 219 276 823	712 664 650	1 317 189 101	490 666 527	1 317 764 655	305 912 728	1 267 859 642

2.3.2. Tableau récapitulatif des dépenses de personnel (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	2 285 985	2 404 993	2 404 993	2 379 416	2 776 180
120	Présidence de la République	1 910 347	1 753 555	1 753 555	1 781 513	1 777 994
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	21 420	52 367	52 367	53 066	54 334
130	Premier ministre	394 060	354 113	354 113	362 252	363 725
131	Secrétariat général du Gouvernement	46 948	110 389	110 389	112 333	114 335
140	Cour constitutionnelle	168 327	238 633	238 633	240 994	243 424
150	Cour suprême	530 069	473 137	473 137	391 037	473 137
160	Médiateur de la République	24 960	34 300	34 300	34 721	34 721
170	Cour des comptes	661 602	745 206	745 206	751 925	758 779
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	73 812	85 364	85 364	89 628	93 029
210	Ministère de l'économie et des finances	5 005 065	10 405 745	10 405 745	10 158 625	10 263 154
	<i>Dont Dépenses communes</i>	832 938	4 511 440	4 511 440	4 511 440	4 511 440
220	Ministère du plan et de la coopération	1 045 750	1 215 422	1 215 422	1 213 356	1 209 780
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	7 398 691	7 653 275	7 653 275	7 875 831	8 074 960
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	233 935	200 247	200 247	204 278	204 808
310	Ministère des armées	36 986 591	40 003 568	40 003 568	41 511 574	42 722 560
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	1 441 311	1 882 839	1 882 839	1 873 991	1 909 252
420	Ministère de la justice et de la législation	4 383 077	5 027 583	5 027 583	5 108 574	5 208 626
421	Conseil supérieur de la magistrature	33 600	39 048	39 048	39 048	39 048
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	14 334 867	14 141 371	14 141 371	13 897 384	13 715 004

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de Personnel				
		2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
		CP	CP	CP	CP	CP
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	122 090 282	124 009 407	124 009 407	128 091 127	132 011 658
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	478 363	790 061	790 061	751 622	729 714
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	21 570 873	25 833 963	25 833 963	26 342 367	26 655 126
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	1 384 108	1 286 600	1 286 600	1 308 865	1 320 022
720	Ministère de la communication et des médias	2 429 527	1 677 312	1 677 312	1 660 808	1 644 470
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	1 818 232	1 674 408	1 674 408	1 695 116	1 663 294
750	Ministère des sports et loisirs	192 114	527 289	527 289	524 413	519 766
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	418 946	426 762	426 762	437 807	447 973
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	1 727 945	3 883 988	3 883 988	3 866 715	4 007 198
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	348 976	329 718	329 718	353 319	381 973
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	10 379	249 446	249 446	249 446	249 446
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	668 750	605 385	605 385	622 771	640 679
821	Ministère de la promotion des investissements	0	60 964	60 964	65 346	70 852
830	Ministère des travaux publics	1 083 372	621 114	621 114	607 662	619 335
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	5 877	88 292	88 292	88 292	88 292
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	129 633	455 960	455 960	457 112	462 124
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	388 499	312 758	312 758	322 873	324 729
850	Ministère de la culture et du tourisme	689 406	746 869	746 869	759 442	779 601
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	2 102 936	2 389 428	2 389 428	2 416 341	2 315 947
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	49 881	35 841	35 841	35 954	36 071
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	190 507	247 962	247 962	239 915	241 967
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	49 880	49 880	52 865	52 865
TOTAL		234 759 022	253 124 563	253 124 563	259 029 725	265 299 951

2.3.3. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition de biens et services (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	2 438 077	2 365 453	2 410 397	2 434 501	2 507 536
120	Présidence de la République	14 379 829	11 738 206	11 991 232	12 110 844	12 473 270
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	49 899	82 947	98 504	99 489	102 474
130	Premier ministre	891 900	734 522	810 478	817 963	840 642
131	Secrétariat général du Gouvernement	53 418	57 700	58 796	59 384	61 166
140	Cour constitutionnelle	50 256	85 426	87 049	87 920	90 557
150	Cour suprême	62 956	94 182	95 971	96 931	99 839
160	Médiateur de la République	28 042	48 690	49 615	50 111	51 615
170	Cour des comptes	192 469	292 369	297 924	300 903	309 930
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	0	0	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	71 516 316	86 532 805	85 561 426	81 317 965	111 832 910
	<i>Dont Dépenses communes</i>	68 269 779	85 468 284	84 399 195	80 130 486	110 623 342
220	Ministère du plan et de la coopération	187 733	250 047	254 799	257 347	265 066
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	5 751 473	4 633 836	5 800 680	5 858 687	6 034 447
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	665 536	58 210	69 316	70 009	72 109
310	Ministère des armées	18 741 528	20 617 757	21 009 494	21 219 589	21 856 177
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	516 487	367 677	424 163	428 209	440 472
420	Ministère de la justice et de la législation	880 703	711 074	774 584	782 330	805 800
421	Conseil supérieur de la magistrature	23 420	30 858	31 444	31 759	32 712
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	5 500 019	1 813 639	1 826 198	1 844 460	1 899 794
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	4 060 263	3 523 613	3 868 762	3 907 449	4 024 672
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	595 754	597 798	698 776	747 679	765 519

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition des biens et services				
		2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
		CP	CP	CP	CP	CP
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	1 985 814	1 809 700	1 844 084	1 862 525	1 918 401
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	306 564	224 761	229 031	231 322	238 261
720	Ministère de la communication et des médias	1 448 570	1 300 694	1 325 407	1 338 661	1 378 821
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabetisation	190 014	244 954	227 908	230 404	237 967
750	Ministère des sports et loisirs	143 650	225 376	249 658	252 655	259 719
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	76 521	97 889	99 749	100 746	103 769
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	364 595	509 378	569 056	574 747	591 989
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	98 195	141 558	154 248	155 790	160 464
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	27 743	60 018	66 158	66 820	68 825
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	11 779	153 926	156 851	158 419	163 172
821	Ministère de la promotion des investissements	104 933	75 000	106 425	107 489	110 714
830	Ministère des travaux publics	142 589	224 710	258 979	261 269	268 207
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	3 660	50 300	61 256	61 868	63 724
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	25 088	83 810	95 402	96 356	99 247
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	101 287	136 910	139 511	140 906	145 134
850	Ministère de la culture et du tourisme	167 039	240 351	244 918	247 367	254 788
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	114 168	161 852	164 927	166 576	171 574
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	43 299	59 854	65 991	66 651	68 651
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	127 844	193 174	196 844	198 813	204 777
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	0	0	0	0
TOTAL		132 069 431	140 631 024	142 476 010	138 842 914	171 074 913

2.3.4. Tableau récapitulatif des dépenses de transferts courants (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
		CP	CP	CP	CP	CP
110	Assemblée nationale	128 395	128 395	128 395	128 395	128 395
120	Présidence de la République	8 260 000	9 560 000	9 586 895	9 586 895	9 586 895
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	13 500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
130	Premier ministre	4 000	15 000	15 000	15 000	15 000
131	Secrétariat général du Gouvernement	15 000	4 000	4 000	4 000	4 000
140	Cour constitutionnelle	0	0	0	0	0
150	Cour suprême	0	0	0	0	0
160	Médiateur de la République	0	0	0	0	0
170	Cour des comptes	0	0	0	0	0
180	Conseil économique et social	1 000 000	300 000	500 000	500 000	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	210 720	210 720	210 720	210 720	210 720
210	Ministère de l'économie et des finances	28 429 027	32 660 659	31 205 000	31 205 000	31 205 000
	<i>Dont Dépenses communes</i>	8 600 000	10 300 000	8 600 000	8 600 000	8 600 000
220	Ministère du plan et de la coopération	971 000	971 000	971 000	971 000	971 000
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	3 075 023	3 058 500	2 058 500	2 058 500	2 058 500
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	7 135 000	7 135 000	7 135 000	7 135 000	7 135 000
310	Ministère des armées	0	0	0	0	0
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	3 470 000	4 470 000	5 790 000	5 790 000	5 790 000
420	Ministère de la justice et de la législation	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
421	Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	870 000	870 000	870 000	870 000	870 000
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	8 749 171	9 595 632	8 810 904	8 810 904	8 810 904

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses de transferts courants				
		2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
		CP	CP	CP	CP	CP
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	36 359 329	36 553 299	34 053 299	34 053 299	34 053 299
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	10 799 153	12 801 474	13 532 567	13 532 567	13 532 567
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	1 892 246	1 892 246	1 892 246	1 892 246	1 892 246
720	Ministère de la communication et des médias	2 320 000	750 000	750 000	750 000	750 000
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	1 055 365	1 055 500	1 077 200	1 077 200	1 077 200
750	Ministère des sports et loisirs	0	2 903 758	1 570 000	1 570 000	1 570 000
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	820 000	820 000	820 000	820 000	820 000
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	5 615 000	5 635 000	5 615 000	5 615 000	5 615 000
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	0	0	0	0	0
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	0	10 465 193	10 465 193	10 465 193	10 465 193
821	Ministère de la promotion des investissements	7 371 480	100 000	100 000	100 000	100 000
830	Ministère des travaux publics	160 000	160 000	160 000	160 000	160 000
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	0	0	0	0	0
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	1 150 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
850	Ministère de la culture et du tourisme	1 262 231	495 000	495 000	495 000	495 000
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	0	0	0	0	0
921	Commission nationale des droits de l'homme	350 680	350 680	440 680	440 680	440 680
TOTAL		145 602 820	145 241 056	140 536 599	140 536 599	140 536 599

2.3.5. Tableau récapitulatif des dépenses d'acquisition des immobilisations hors PIP (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition d'Immobilisation HPIP									
		2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	49 620	49 620	71 182	71 182	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
120	Présidence de la République	190 168	190 168	198 167	198 167	200 000	200 000	218 000	218 000	237 620	237 620
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	2 155	2 155	11 000	11 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
130	Premier ministre	42 198	42 198	65 800	65 800	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
131	Secrétariat général du Gouvernement	10 605	10 605	13 923	13 923	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
140	Cour constitutionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
150	Cour suprême	12 964	12 964	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
160	Médiateur de la République	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
170	Cour des comptes	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	531 378	531 378	12 289 988	12 289 988	8 767 530	8 767 530	8 766 900	8 766 900	8 770 021	8 770 021
	<i>Dont Dépenses communes</i>	499 698	499 698	12 231 648	12 231 648	8 665 000	8 665 000	8 665 000	8 665 000	8 665 000	8 665 000
220	Ministère du plan et de la coopération	7 480	7 480	15 626	15 626	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	243 505	243 505	248 584	248 584	350 000	350 000	381 501	381 501	415 836	415 836
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	149 832	149 832	100 000	100 000	150 000	150 000	163 500	163 500	178 215	178 215
310	Ministère des armées	8 321 855	8 321 855	48 677 986	48 677 986	3 100 000	3 100 000	3 379 000	3 379 000	3 683 110	3 683 110
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	6 928	6 928	26 480	26 480	150 000	150 000	163 500	163 500	178 215	178 215
420	Ministère de la justice et de la législation	12 432	12 432	15 000	15 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
421	Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	0	0	70 000	40 000	1 000 000	1 000 000	1 090 000	1 090 000	1 188 100	1 188 100
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	94 581	94 581	125 000	125 000	250 000	250 000	272 500	272 500	297 025	297 025
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	84 868	84 868	390 273	390 273	346 030	346 030	316 515	316 515	331 230	331 230

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Sect°	Ministères et Institutions	Dépenses d'acquisition d'Immobilisation HPIP									
		2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	368 795	368 795	169 165	169 165	250 000	250 000	272 500	272 500	297 025	297 025
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	13 528	13 528	31 673	31 673	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
720	Ministère de la communication et des médias	21 094	21 094	53 961	53 961	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	21 822	21 822	30 000	30 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
750	Ministère des sports et loisirs	200	200	45 908	45 908	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	9 616	9 616	15 000	15 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	162 121	162 121	100 000	100 000	200 000	200 000	218 000	218 000	237 620	237 620
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	73 910	73 910	75 000	75 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	39 982	39 982	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	10 586	10 586	21 000	21 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
821	Ministère de la promotion des investissements	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
830	Ministère des travaux publics	206 662	206 662	250 000	250 000	70 000	70 000	79 000	79 000	88 810	88 810
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	39 991	39 991	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	35 803	35 803	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	108 353	108 353	100 000	100 000	150 000	150 000	163 500	163 500	178 215	178 215
850	Ministère de la culture et du tourisme	23 794	23 794	25 000	25 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	12 537	12 537	25 384	25 384	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	1 233	1 233	5 000	5 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	20 000	20 000	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		10 930 596	10 930 596	63 481 100	63 451 100	16 883 560	16 883 560	17 555 416	17 555 416	18 338 432	18 338 432

2.3.6. Tableau récapitulatif des dépenses de projets d'investissement public (en milliers de FCFA)

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
110	Assemblée nationale	333 378	333 378	546 000	600 000	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000
120	Présidence de la République	1 336 654	1 336 654	947 554	947 554	850 250	850 250	755 000	755 000	752 324	752 324
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	5 853 092	2 787 248	4 711 374	1 250 106	0	0	0	0	0	0
130	Premier ministre	174 000	174 000	184 763	184 763	126 690	126 690	0	0	0	0
131	Secrétariat général du Gouvernement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
140	Cour constitutionnelle	0	0	1 185 510	372 447	1 151 408	1 151 408	570 881	570 881	0	0
150	Cour suprême	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
160	Médiateur de la République	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
170	Cour des comptes	253 025	253 025	0	0	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380
180	Conseil économique et social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
210	Ministère de l'économie et des finances	54 416 180	54 416 180	69 428 898	70 770 890	43 875 786	43 875 786	36 313 431	36 313 431	33 817 076	33 817 076
	<i>Dont Dépenses communes</i>	40 098 135	40 098 135	58 706 749	58 706 741	29 705 670	29 705 670	29 313 431	29 313 431	26 817 076	26 817 076
220	Ministère du plan et de la coopération	980 000	980 000	2 900 000	2 900 000	6 213 029	6 213 029	5 100 000	5 100 000	2 430 000	2 430 000
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration Africaine et des togolais de l'extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	12 280 953	11 582 116	8 076 127	7 412 092	11 515 313	10 937 503	22 615 921	14 242 575	11 400 000	11 900 000
310	Ministère des armées	3 111 141	3 111 141	2 518 707	2 518 707	46 768 787	41 431 471	76 629 741	80 632 728	79 289 932	80 624 261
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	1 985 731	1 985 731	7 275 082	7 275 082	13 588 391	13 588 391	7 221 211	7 221 211	3 894 003	3 894 003
420	Ministère de la justice et de la législation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
421	Conseil supérieur de la magistrature	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	0	0	622 755	622 755	1 153 750	1 153 750	1 334 638	1 334 638	860 470	860 470
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	1 835 431	1 835 431	49 869 148	4 496 274	42 921 311	14 640 653	0	19 454 723	0	11 952 018
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	17 002 097	1 939 892	31 724 747	4 732 823	15 395 859	5 056 702	431 458	6 752 018	529 366	3 114 534
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins	26 068 251	26 068 251	50 429 138	47 896 832	52 229 926	50 222 389	46 845 551	48 853 088	10 495 166	10 495 166
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	88 000	88 000	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0
720	Ministère de la communication et des médias	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	36 000	36 000	37 973	37 973	72 000	72 000	110 000	110 000	550 000	550 000
750	Ministère des sports et loisirs	130 471	130 471	251 390	251 390	2 983 100	820 364	0	850 000	0	1 312 736
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière	3 130 036	3 130 036	5 433 002	5 433 002	15 802 579	11 659 404	15 435 530	13 313 266	10 006 633	15 252 900
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	13 963 462	16 075 431	47 463 340	28 674 549	63 432 958	34 023 319	33 256 943	33 451 061	17 943 025	24 383 103
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	11 125 198	11 235 696	42 729 325	17 990 166	31 954 599	24 422 112	34 353 159	33 092 898	8 496 927	17 546 257
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	1 278 183	1 278 183	2 453 704	1 903 704	3 040 007	3 040 007	1 920 169	1 920 169	0	0
820	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale	3 043 860	3 043 860	3 059 342	3 059 342	1 883 257	1 883 257	500 000	500 000	500 000	500 000
821	Ministère de la promotion des investissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
830	Ministère des travaux publics	122 926 567	85 016 588	150 361 238	84 664 915	113 215 470	116 175 146	59 756 105	72 095 025	21 086 132	74 420 585
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	2 611 388	2 611 388	10 002 592	10 002 592	36 057 802	13 939 707	35 618 301	23 704 915	27 249 538	35 741 757
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	8 399 094	8 399 094	21 537 413	8 111 743	69 853 505	14 587 674	0	20 813 953	0	21 013 528

Sect°	Ministères et Institutions	Projets d'investissement public									
		2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	40 951 619	40 961 619	115 500 911	41 558 979	82 220 247	57 825 906	73 348 372	69 514 215	38 767 435	42 663 860
850	Ministère de la culture et du tourisme	193 998	193 998	199 737	199 737	100 000	100 000	55 719	55 719	0	0
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	7 470 844	4 080 117	8 682 706	8 682 706	19 920 874	19 920 874	12 500 173	12 500 173	2 800 000	2 800 000
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	6 733 662	7 133 662	57 784 149	28 790 816	15 386 949	15 386 949	6 312 478	6 312 478	12 850 889	12 850 889
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
921	Commission nationale des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		347 812 316	290 317 191	696 587 625	392 012 939	695 781 090	505 791 734	473 111 112	512 970 746	287 574 296	412 730 847

2.4. Tableau récapitulatif des dépenses par programme et par section (en milliers de FCFA)

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
INSTITUTIONS ET CREDITS GLOBAUX			43 293 816	378 949 092	74 171 296	441 391 202	43 486 011	432 380 495	42 084 642	417 267 562	40 802 640	458 496 517
INSTITUTIONS			2 402 613	36 621 488	3 232 899	34 709 446	5 115 341	38 122 555	4 106 211	37 217 950	5 320 564	39 400 759
110	Assemblée nationale	Pilotage stratégique du Assemblée nationale	382 998	5 235 457	617 182	5 509 216	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921
120	Présidence de la République	Pilotage stratégique du Présidence de la République	1 526 823	26 076 999	1 145 721	24 371 303	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103
130	Premier ministère	Pilotage stratégique du Premier ministère	216 198	1 506 158	250 563	1 346 296	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177
131	Secrétariat Général du Gouvernement	Pilotage stratégique du Secrétariat général du Gouvernement	10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906
140	Cour constitutionnelle	Pilotage stratégique du Cour constitutionnelle	0	218 583	1 185 510	666 601	1 151 408	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981
150	Cour suprême	Pilotage stratégique du Cour suprême	12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381
160	Médiateur de la République	Pilotage stratégique du Médiateur de la République	0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741
170	Cour des comptes	Pilotage stratégique du Cour des comptes	253 025	1 107 096	0	1 027 985	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 659	3 714 785	4 783 494
180	Conseil économique et social	Pilotage stratégique du Conseil économique et social	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000
190	Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	Pilotage stratégique du Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749
421	Conseil supérieur de la magistrature	Pilotage stratégique du Conseil supérieur de la magistrature	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760
921	Commission nationale des droits de l'homme	Pilotage stratégique du Commission nationale des droits de l'homme	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545
CREDITS GLOBAUX			40 891 203	342 327 605	70 938 397	406 681 756	38 370 670	394 257 940	37 978 431	380 049 612	35 482 076	419 095 758
210	Ministère de l'économie et des finances	Dotations 1: Charges financières de la dette publique	0	100 088 554	0	101 635 486	0	124 309 377	0	134 493 152	0	146 049 901

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Dotations 2: Dépenses communes ordinaires hors transferts	0	192 747 848	0	223 807 881	0	222 977 893	0	198 978 029	0	228 963 781
		Dotations 3: Dépenses communes de transferts	0	8 600 000	0	10 300 000	0	8 600 000	0	8 600 000	0	8 600 000
		Dotations 4: Dépenses communes d'investissement	40 891 203	40 891 203	70 938 397	70 938 389	38 370 670	38 370 670	37 978 431	37 978 431	35 482 076	35 482 076
MINISTERES			343 805 708	667 517 899	685 897 429	777 885 621	669 178 639	884 808 606	448 581 885	900 497 092	265 110 088	809 363 125
121	Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel	Pilotage et soutien aux services de l'IFSI	1 000	44 304	7 000	72 888	46 500	133 570	34 500	121 405	57 405	148 708
		Inclusion financière et secteur informel	5 854 247	3 316 418	4 715 374	1 814 886	3 500	567 301	20 000	585 650	2 000	567 505
		TOTAL	5 855 247	3 360 722	4 722 374	1 887 774	50 000	700 871	54 500	707 055	59 405	716 213
210	Ministère de l'économie et des finances	Pilotage et soutien aux services du MEF	5 837	1 087 095	9 611	1 545 894	17 999	1 500 607	18 340	1 172 534	18 690	1 196 435
		Mobilisation des ressources financières	4 455 557	21 455 557	0	19 553 911	0	19 801 214	0	19 801 807	0	19 802 412
		Gestion macroéconomique	2 739 752	2 983 366	3 725 176	5 433 722	2 175 785	2 547 780	5 776	368 176	5 886	379 454
		Programmation et gestion budgétaire	8 113	2 562 430	10 264	2 792 320	19 222	2 860 208	19 587	2 850 466	19 959	2 816 868
		Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	7 133 960	9 544 350	7 024 702	10 384 153	12 037 005	15 354 241	7 037 709	10 449 510	7 038 424	10 547 292
		Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption	6 506	1 333 895	10 736	1 719 311	22 635	1 870 132	20 488	1 899 070	22 062	1 928 842
		TOTAL	14 349 725	38 966 692	10 780 489	41 429 311	14 272 646	43 934 182	7 101 900	36 541 564	7 105 021	36 671 303
220	Ministère du plan et de la coopération	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	15 000	715 289	15 626	803 253	100 000	703 597	109 000	711 988	118 810	724 279
		Planification du développement	980 000	2 493 956	2 900 000	4 094 559	6 213 029	7 682 242	5 100 000	6 563 115	2 430 000	3 893 772
		Coopération au développement	0	107 321	0	256 398	0	368 411	0	375 600	0	376 605
		TOTAL	995 000	3 316 566	2 915 626	5 154 210	6 313 029	8 754 250	5 209 000	7 650 703	2 548 810	4 994 656
230	Ministère des affaires étrangères, de l'intégration	Pilotage et soutien aux services du MAEIRTE	67 804	1 091 576	79 883	691 055	123 549	1 058 182	134 668	1 084 549	146 789	1 121 101

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Africaine et des togolais de l'extérieur	Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	175 701	14 353 598	168 701	14 273 700	197 951	14 685 353	215 767	14 966 522	235 186	15 333 955
		Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	0	6 995	0	76 031	28 500	118 920	31 065	123 448	33 861	128 687
		TOTAL	243 505	15 452 169	248 584	15 040 786	350 000	15 862 455	381 501	16 174 519	415 836	16 583 743
240	Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	0	85 323	50 000	200 245	90 000	233 409	98 100	240 244	106 900	250 691
		Développement à la base	6 346 040	8 949 861	5 052 193	7 352 688	7 754 603	9 980 780	22 184 656	16 378 267	11 400 000	14 306 595
		Jeunesse	6 084 803	10 100 635	3 073 934	7 381 207	3 820 710	8 277 877	496 665	5 196 851	71 315	4 932 847
		TOTAL	12 430 843	19 135 819	8 176 127	14 934 140	11 665 313	18 492 066	22 779 421	21 815 362	11 578 215	19 490 132
310	Ministère des armées	DOTATION STRATÉGIQUE DE L'ARMÉE	36 000 000	38 422 155	47 889 346	50 311 501	41 017 584	43 439 739	78 011 072	80 433 227	81 596 402	84 018 557
		Pilotage et soutien du MINARM	4 700	32 721	43 440	196 138	43 440	371 780	43 440	375 199	43 440	385 559
		Préparation et emploi des forces	3 232 821	21 045 477	1 693 519	20 946 966	1 725 218	21 998 911	1 543 329	22 806 253	922 300	23 103 669
		Equipeement logistique et soutien interarmées	199 170	35 654 088	1 539 648	38 711 263	7 051 804	39 593 810	380 160	42 986 775	380 160	41 233 420
		Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	80	10 449	30 740	80 473	30 740	140 293	30 740	141 437	30 740	144 903
		TOTAL	39 436 771	95 164 890	51 196 693	110 246 341	49 868 787	105 544 533	80 008 741	146 742 891	82 973 042	148 886 107
410	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	4 740	488 098	21 980	367 194	112 000	533 092	76 000	498 729	146 000	576 720
		Décentralisation et déconcentration	1 987 919	6 275 553	5 087 986	10 531 197	13 414 359	20 189 533	6 471 870	13 243 771	3 618 718	10 418 346
		Gouvernance politique et institutionnelle	0	510 832	0	818 334	4 000	795 173	2 000	790 466	2 000	799 826
		Développement des territoires	0	145 974	2 191 596	2 292 465	208 032	317 594	834 841	943 946	305 500	417 051
		TOTAL	1 992 659	7 420 458	7 301 562	14 009 190	13 738 391	21 835 393	7 384 711	15 476 911	4 072 218	12 211 942
420	Ministère de la justice et de la législation	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	12 432	2 096 624	12 000	688 406	68 900	1 030 275	62 900	1 028 650	87 710	1 090 155
		Administration de la justice	0	1 869 566	3 000	3 209 994	13 100	3 251 601	28 100	3 319 921	13 100	3 359 800

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		Accès au droit et à la justice	0	60 603	0	121 203	3 000	137 439	3 000	139 401	3 000	141 420
		Administration pénitentiaire et réinsertion	0	1 409 419	0	1 621 192	15 000	1 642 852	15 000	1 671 931	15 000	1 701 861
		TOTAL	12 432	5 436 212	15 000	5 640 795	100 000	6 062 167	109 000	6 159 904	118 810	6 293 236
430	Ministère de la sécurité et de la protection civile	DOTATION STRATÉGIQUE DE LA SÉCURITÉ	0	0	0	1 232 707	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007
		Pilotage et soutien des services du MSPC	93 456	6 051 350	60 000	239 766	870 000	1 135 067	875 000	1 162 038	883 100	1 228 761
		Sécurité intérieure et transfrontalière	0	13 944 113	334 408	13 879 545	606 508	14 622 689	639 602	14 352 868	305 000	13 832 306
		Protection civile	0	802 879	298 347	1 729 770	677 242	2 096 556	910 036	2 384 569	860 470	2 335 294
		TOTAL	93 456	20 798 342	692 755	17 081 788	2 153 750	18 991 319	2 424 638	19 036 482	2 048 570	18 533 368
510	Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	Pilotage et soutien des services du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	1 261 418	15 656 231	11 922 461	10 759 631	117 938	12 176 154	128 552	12 507 744	140 122	12 886 069
		Enseignements Préscolaire et Primaire	24 248	75 258 971	27 192 712	74 367 309	36 032 652	85 202 474	91 355	90 664 206	99 577	87 894 945
		Enseignement secondaire général	288 257	35 532 342	7 887 635	41 115 472	3 646 867	44 436 157	38 423	47 967 098	41 881	46 621 381
		Enseignement technique et Formation professionnelle	356 089	9 692 592	2 991 340	10 634 316	3 370 854	9 053 523	10 900	8 684 145	11 881	8 978 236
		Artisanat	0	689 592	0	689 510	3 000	711 417	3 270	713 510	3 564	715 646
		TOTAL	1 930 012	136 829 729	49 994 148	137 566 238	43 171 311	151 579 726	272 500	160 536 704	297 025	157 096 277
530	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	Pilotage et soutien aux service du MESR	44 692	494 799	1 045 805	428 004	274 820	668 711	270 950	695 919	285 565	720 612
		Enseignement supérieur : orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires	35 575	35 001 489	9 137 241	37 798 703	34 160	35 031 583	34 020	35 019 691	34 020	35 012 059
		Recherche et innovation	17 007 840	1 970 753	21 931 974	4 763 264	15 432 909	5 244 574	443 003	6 905 523	541 011	3 261 625
		TOTAL	17 088 107	37 467 041	32 115 020	42 989 971	15 741 889	40 944 868	747 973	42 621 133	860 596	38 994 296
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès	Pilotage et soutien des services du ministère en charge de la santé	352 859	21 158 046	169 165	3 773 264	145 500	6 505 957	158 595	6 625 456	172 869	6 730 915

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	universel aux soins	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	4 825 224	17 766 824	25 511 347	57 716 142	25 705 196	56 408 762	31 039 114	66 147 245	980 394	34 335 302
		Couverture Santé Universelle	2 015 938	2 602 170	2 606 792	4 494 512	17 219 230	19 265 844	15 260 342	17 337 247	9 638 928	11 738 563
		Réponse aux urgences sanitaires	19 243 027	19 265 848	22 310 999	19 835 432	9 410 000	9 502 440	660 000	753 100	0	93 505
		TOTAL	26 437 048	60 792 888	50 598 303	85 819 349	52 479 926	91 683 003	47 118 051	90 863 048	10 792 191	52 898 285
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	Pilotage et soutien aux services du ministère chargé de la fonction publique	88 728	858 735	23 673	557 720	100 000	581 519	109 000	611 437	118 810	629 142
		Fonction publique	0	444 793	8 000	451 647	0	438 959	0	443 360	0	442 353
		Modernisation de l'administration publique	0	183 905	671 000	888 104	1 680 250	478 826	0	1 547 572	0	177 057
		Emploi	0	1 259 663	0	1 302 611	0	1 344 704	0	1 349 826	0	1 351 281
		Travail	12 800	932 086	0	902 132	0	963 870	0	969 488	0	969 506
		TOTAL	101 528	3 679 182	702 673	4 102 214	1 780 250	3 807 877	109 000	4 921 683	118 810	3 569 339
720	Ministère de la communication et des médias	Pilotage et soutien aux services du MCM	103 722	2 315 898	18 500	1 604 845	89 446	1 549 098	97 496	1 567 505	106 271	1 610 179
		Communication et information	17 372	2 400 639	35 461	2 418 163	10 554	2 303 621	11 504	2 290 964	12 539	2 281 921
		TOTAL	121 094	4 716 537	53 961	4 023 007	100 000	3 852 719	109 000	3 858 469	118 810	3 892 100
740	Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation	Pilotage et soutien aux services du ministère	57 822	1 536 259	30 000	1 218 811	100 000	1 436 645	109 000	1 452 880	118 810	1 491 927
		Promotion de l'action sociale	0	552 796	0	583 762	0	606 735	0	612 573	0	602 748
		Protection de l'enfant	0	355 090	0	387 517	0	332 297	0	337 065	0	318 977
		Genre et promotion de la femme	0	519 513	37 973	552 284	72 000	586 931	110 000	627 958	550 000	1 039 966
		Alphabétisation et éducation non formelle	0	176 822	0	180 269	0	188 908	0	191 244	0	193 653
		TOTAL	57 822	3 140 480	67 973	2 922 643	172 000	3 151 516	219 000	3 221 720	668 810	3 647 271
750	Ministère des sports et loisirs	Pilotage et soutien aux services du MSL	130 671	130 671	45 908	210 795	3 083 100	1 144 459	109 000	1 183 870	118 810	1 657 050
		Sports et loisirs	0	1 905 764	251 390	3 657 797	0	2 122 852	0	2 122 198	0	2 123 981
		TOTAL	130 671	2 036 435	297 298	3 868 592	3 083 100	3 267 311	109 000	3 306 068	118 810	3 781 031
760	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	7 117	297 310	10 500	254 451	97 000	351 035	107 000	380 250	116 810	406 094

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	foncière	Développement des infrastructures de production géographique	60 999	137 337	121 500	184 064	122 252	197 150	0	66 514	0	69 244
		Logement décent	207 362	450 454	350 500	583 685	749 889	967 841	1 000	215 623	1 000	208 846
		Cadre de vie	2 864 174	3 570 016	4 965 502	5 779 947	14 933 438	11 589 889	15 436 530	14 118 432	10 007 633	16 059 268
		TOTAL	3 139 652	4 455 118	5 448 002	6 802 147	15 902 579	13 105 915	15 544 530	14 780 819	10 125 443	16 743 452
810	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural	Pilotage et soutien aux services du ministère du MAEDR	405 345	2 141 364	400 000	3 882 113	265 716	2 968 119	218 000	2 925 791	237 620	2 958 211
		Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	2 768 137	3 522 280	17 683 238	6 925 899	18 720 546	9 795 596	13 677 806	9 031 540	1 754 098	6 487 891
		Amélioration de la productivité et valorisation des produits	10 573 140	13 817 247	24 274 468	19 444 685	36 118 948	21 134 154	11 579 137	18 968 639	9 188 927	14 772 160
		Sécurité alimentaire et résilience des populations	378 961	4 464 201	5 205 634	7 590 634	8 527 748	10 393 494	8 000 000	12 799 553	7 000 000	10 616 648
		TOTAL	14 125 583	23 945 092	47 563 340	37 843 331	63 632 958	44 291 363	33 474 943	43 725 523	18 180 645	34 834 910
811	Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise	Pilotage et soutien des services du MEHV	71 090	459 066	75 000	499 933	100 000	548 383	109 000	580 606	118 810	620 867
		Gestion intégrée des ressources en eau	151 141	180 754	327 108	223 244	100 000	489 575	837 870	874 073	685 837	723 210
		Approvisionnement en eau potable	10 622 099	10 780 345	42 172 631	17 727 729	31 854 599	23 622 000	33 515 289	32 276 895	7 811 090	16 883 027
		Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	351 958	421 913	229 586	116 546	0	396 120	0	29 432	0	30 399
		TOTAL	11 196 288	11 842 079	42 804 325	18 567 452	32 054 599	25 056 079	34 462 159	33 761 007	8 615 737	18 257 504
813	Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière	Pilotage et soutien aux services du ministère	0	0	12 500	71 936	33 000	174 673	35 970	178 115	39 699	183 511
		Transport maritime	0	0	1 756 250	1 325 471	155 515	226 758	9 810	81 142	10 492	82 048
		Développement de la pêche et de l'aquaculture	1 278 183	1 278 183	609 954	611 307	2 801 492	2 894 354	1 928 889	2 021 852	9 214	102 291
		Développement et protection du littoral	0	0	100 000	100 000	100 000	109 826	0	9 826	0	9 826
		TOTAL	1 278 183	1 278 183	2 478 704	2 108 714	3 090 007	3 405 611	1 974 669	2 290 935	59 405	377 676
820	Ministère du commerce, de	Pilotage et soutien des services du	5 000	287 343	380 135	689 208	587 800	850 104	96 556	363 496	106 117	380 985

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	l'industrie et de la consommation locale	MCICL										
		Commerce et consommation locale	3 049 537	10 641 493	2 575 377	13 393 416	1 193 957	11 998 308	510 914	11 328 168	511 132	11 341 665
		Industrie	0	163 409	124 830	283 602	201 500	362 274	1 530	163 719	1 561	165 204
		TOTAL	3 054 537	11 092 244	3 080 342	14 366 226	1 983 257	13 210 686	609 000	11 855 383	618 810	11 887 854
821	Ministère de la promotion des investissements	Pilotage et soutien des services du MPI	0	0	100 000	225 000	100 000	256 731	109 000	270 856	118 810	289 070
		Promotion des investissements	0	0	0	100 000	0	110 658	0	110 979	0	111 306
		TOTAL	0	0	100 000	325 000	100 000	367 389	109 000	381 835	118 810	400 376
830	Ministère des travaux publics	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	206 662	1 009 271	220 000	996 831	50 000	904 181	59 000	899 651	65 810	922 255
		Réseaux de routes nationales	116 161 611	83 489 880	148 495 931	79 218 246	108 155 736	111 815 299	59 776 105	71 724 393	21 109 132	71 852 803
		Développement des bâtiments publics	6 764 956	2 110 061	1 895 307	5 750 123	5 079 734	4 565 758	0	578 913	0	2 781 879
		TOTAL	123 133 229	86 609 211	150 611 238	85 965 200	113 285 470	117 285 239	59 835 105	73 202 956	21 174 942	75 556 937
831	Ministère du désenclavement et des pistes rurales	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	0	9 537	0	72 164	0	89 042	0	89 074	0	90 880
		Développement et extension du réseau des pistes rurales	2 651 379	2 651 379	10 027 592	10 072 676	36 107 802	14 050 213	35 672 801	23 820 501	27 308 943	35 862 298
		TOTAL	2 651 379	2 660 916	10 027 592	10 144 840	36 107 802	14 139 255	35 672 801	23 909 575	27 308 943	35 953 178
832	Ministère des transports routiers, ferroviaire et aérien	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires	35 805	35 805	25 000	192 100	50 000	191 154	54 500	197 563	59 405	205 364
		Transport aérien	65 000	619 582	80 000	866 082	0	757 259	0	752 711	0	752 711
		Services de transports routiers et ferroviaires	8 334 094	9 084 229	21 457 413	8 822 376	69 853 505	15 390 623	0	21 621 647	0	21 826 229
		TOTAL	8 434 899	9 739 616	21 562 413	9 880 558	69 903 505	16 339 036	54 500	22 571 921	59 405	22 784 304
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des mines	Pilotage et Soutien	1 634	387 599	58 250	337 384	86 035	258 923	87 535	262 625	102 250	282 660
		Mines	1 308 645	1 443 917	4 244 650	4 452 714	63 965	1 562 859	75 965	380 681	75 965	381 378
		Energie	39 749 692	39 848 241	111 298 011	37 470 063	82 220 247	56 726 393	73 348 372	69 618 188	38 767 435	42 767 900

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

SECT°	MINISTERES / INSTITUTIONS	PROGRAMMES / DOTATIONS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		TOTAL	41 059 971	41 679 756	115 600 911	42 260 161	82 370 247	58 548 175	73 511 872	70 261 494	38 945 650	43 431 938
850	Ministère de la culture et du tourisme	Pilotage et soutien aux services du MCT	19 998	1 568 976	25 000	616 390	100 000	726 423	109 000	741 891	118 810	765 064
		Culture	2 546	477 327	0	686 680	0	650 677	0	655 393	0	663 505
		Tourisme	195 248	290 164	199 737	406 715	100 000	309 687	55 719	269 244	0	219 630
		TOTAL	217 792	2 336 467	224 737	1 709 784	200 000	1 686 787	164 719	1 666 527	118 810	1 648 200
860	Ministère de l'environnement et des ressources forestières	Pilotage et soutien aux services du MERF	12 535	459 968	370 593	885 607	354 745	832 657	109 000	611 407	118 810	610 094
		Gestion durable des écosystèmes	2 905 164	3 521 242	2 501 915	4 665 866	3 303 884	5 208 838	2 400 000	4 315 430	2 800 000	4 637 247
		Environnement et mobilité durable	4 565 680	2 428 546	5 835 582	6 114 620	16 362 245	16 633 733	10 100 173	10 365 253	0	258 990
		TOTAL	7 483 380	6 409 757	8 708 090	11 666 092	20 020 874	22 675 228	12 609 173	15 292 090	2 918 810	5 506 331
870	Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale	Pilotage et soutien aux services du MENTD	1 233	83 232	5 000	84 474	50 000	136 119	54 500	141 323	59 405	148 274
		Infrastructures numériques et postales	6 733 662	6 942 591	20 706 669	20 919 390	6 255 000	6 466 721	500 000	711 790	0	211 860
		Digitalisation des activités économiques et sociales	0	402 500	37 077 480	8 087 647	9 131 949	9 135 941	5 812 478	5 816 470	12 850 889	12 854 881
		TOTAL	6 734 895	7 428 324	57 789 149	29 091 511	15 436 949	15 738 781	6 366 978	6 669 583	12 910 294	13 215 016
920	Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté, des relations avec les institutions de la République	Pilotage et soutien des actions du MDHFCRIR	20 000	214 652	20 000	224 149	50 000	261 144	54 500	262 531	59 405	274 403
		Renforcement des mesures de mise en œuvre et de protection des droits de l'homme au Togo	0	18 567	0	47 294	0	48 087	0	43 665	0	44 910
		Consolidation de la démocratie et de la paix	0	37 125	0	30 476	0	35 332	0	36 368	0	35 100
		Formation à la citoyenneté	0	46 154	0	94 129	0	112 656	0	112 656	0	113 015
		Relations avec les institutions de la République	0	10 477	0	42 207	0	37 587	0	38 008	0	38 721
		TOTAL	20 000	326 975	20 000	438 255	50 000	494 806	54 500	493 228	59 405	506 149
TOTAL GENERAL			387 099 524	1 046 466 992	760 068 725	1 219 276 823	712 664 650	1 317 189 101	490 666 527	1 317 764 655	305 912 728	1 267 859 642

1.1. Programmes et dotations au sens de la LOLF

Selon la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 27 juin 2014 à son article 12 : "Les lois de finances répartissent les crédits budgétaires qu'elles ouvrent entre les différents ministères et institutions constitutionnelles. A l'intérieur des ministères, ces crédits sont décomposés en programmes.

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. A ces programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Ces résultats, mesurés notamment par des indicateurs de performance, font l'objet d'évaluations régulières et donnent lieu à un rapport annuel de performance élaboré en fin d'exercice par les ministères et institutions constitutionnelles concernées".

L'article 13 de ladite loi prévoit que : "...Sans préjudice de leurs missions de contrôle et de vérification de la régularité des opérations financières, les corps et institutions de contrôle, ainsi que la Cour des comptes, contrôlent les résultats des programmes et en évaluent l'efficacité, l'économie et l'efficience".

Enfin, l'article 14 de la LOLF stipule que : " Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont inscrits en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir des dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politique publique ou des critères de performance.

Font l'objet de dotations :

- les crédits destinés aux pouvoirs publics pour chacune des institutions constitutionnelles qui couvrent pour chacune de ces institutions les dépenses de personnel, de biens et services, de transfert et d'investissement directement nécessaires à l'exercice de ses fonctions constitutionnelles ;
- les crédits globaux pour des dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties ;

- les charges financières de la dette de l'Etat.

Ainsi, les crédits répartis en dotation ne font pas l'objet de définition d'objectif, ni d'indicateur de performance permettant de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs.

Conformément aux dispositions de la LOLF devant régir le budget programme 2022-2024, les dotations ont été présentées par nature de dépense (personnel, biens et services, transferts et investissements) et par source de financement sur le moyen terme.

Toutefois, pour tenir compte de la spécificité de l'intervention de certains ministères, il a été jugé opportun de regrouper des crédits de ces ministères (qui ne devraient pas faire l'objet de définition d'objectifs et d'évaluation) au sein d'une dotation.

La présentation des allocations dans le budget programme 2022-2024 se présente dans le tableau suivant :

1.2. Comptes d'affectation spéciale (CAS)

ETAT RECAPITULATIF DES RECETTES DES CAS

CODE	LIBELLE DU CAS	2020	2021	2022	2023	2024	Total 2022-2024
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle							
	FNAFPP	656 741	602 883	1 439 689	1 493 773	1 634 629	4 568 091
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie							
	FSDH	570 018	356 883	1 081 689	1 135 773	1 226 635	3 444 097
Ministère de l'industrie et du tourisme							
	FPDT	250 000	250 000	142 804	148 516	158 941	450 261
Ministère de l'environnement des ressources forestières							
	FNDF	548 924	450 000	475 000	510 000	550 000	1 535 000
	TOTAL	2 025 682	1 659 766	3 139 182	3 288 062	3 570 205	9 997 449

ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES DES CAS

CODE	LIBELLE DU CAS	2 020		2 021		2 022		2 023		2 024		Total 2022-2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle												
	FNAFPP	64 127	656 741	62 425	602 883	131 000	1 439 689	54 000	1 493 773	49 000	1 634 629	234 000	4 568 091
	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et du cadre de vie												
	FSDH	468 903	570 018	248 531	356 883	844 856	1 081 689	893 440	1 135 773	976 802	1 226 635	2 715 098	3 444 097
	Ministère de l'industrie et du tourisme												
	FPDT	214 835	250 000	153 550	250 000	23 454	142 804	24 392	148 516	26 100	158 941	73 946	450 261
	Ministère de l'environnement des ressources forestières												
	FNDF	503 149	548 924	450 000	450 000	407 050	475 000	442 050	510 000	482 050	550 000	1 331 150	1 535 000
	TOTAL	1 251 014	2 025 682	914 506	1 659 766	1 406 360	3 139 182	1 413 882	3 288 062	1 533 952	3 570 205	4 354 194	9 997 449

2. BUDGET GENERAL PAR MINISTERE ET INSTITUTION

2.1.BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION

2.1.1. Assemblée nationale (Section 110)

Comme les années précédentes, les prévisions budgétaires 2022-2024 de l'Assemblée nationale tiennent non seulement compte des taux d'exécution des lignes budgétaires de la gestion 2021 mais aussi des nouveaux besoins de l'institution, ceci dans le respect de la lettre de cadrage du premier ministre.

❖ Mission de l'institution

Selon l'article 51 de la Constitution, le pouvoir législatif est exercé par le parlement composé de l'Assemblée nationale et le Sénat. La mission de l'Assemblée nationale est de voter les lois et de contrôler l'action gouvernementale (Article 81 de la Constitution).

❖ Politiques sectorielles et les stratégies

L'Assemblée nationale se veut, à l'horizon 2023 une institution dynamique, moderne, compétente et innovante afin de garantir des services de haute qualité aux députés dans leur mission constitutionnelle et conformément au plan stratégique de développement (PSD) de l'Assemblée nationale en cours de finalisation.

❖ Contraintes et défis de l'institution

Défis	Contraintes
Mobilisation des ressources humaines et le développement du vivre-ensemble	<ul style="list-style-type: none">- La carence d'une structure organisationnelle claire et efficace ainsi que d'un cadre et des outils de gestion des ressources humaines.- L'absence d'un plan institutionnel pour le renforcement des compétences des députés et du personnel parlementaire.- Les faibles expertises disponibles pour les séances et travaux des commissions.
Gestion financière, technique et logistique	<ul style="list-style-type: none">- La carence d'outils de gestion interne efficace et efficiente tels que des manuels de gestion, un système de gestion des finances publiques et du patrimoine,- L'absence d'un schéma directeur informatique, d'un système digital d'archivage et gestion documentaire, faible implantation du réseau Intranet, manque d'expertise supérieure.
Adaptation des services de production législative à l'évolution des besoins de députés	<ul style="list-style-type: none">- L'insuffisante expertise en appui aux députés dans le processus de discussion et d'approbation des lois.- L'inexistence d'un service de recherches, faibles connaissances en techniques de recherche législative par les députés et leur personnel d'appui et perte de la mémoire historique et institutionnelle.- L'inexistence de guides méthodologiques au profit des responsables des services législatifs leur permettant de systématiser les différents processus d'appui à la vie parlementaire.- L'absence d'un guide de procédures harmonisant le fonctionnement des commissions générales.

- ❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022 opérés par l'institution
- ✓ Amélioration du cadre de travail parlementaire à travers la construction d'une salle polyvalente ;
- ✓ Le renforcement des capacités des parlementaires et du personnel ;
- ✓ Le renforcement des équipement et matériels de travail ;
- ✓ Le recrutement du personnel pour l'efficacité du travail parlementaire.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de l'Assemblée Nationale	382 998	5 235 457	671 182	5 509 216	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921	1 978 810	17 277 018
Total des programmes		382 998	5 235 457	671 182	5 509 216	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921	1 978 810	17 277 018

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 852 459	0	4 838 034	0	4 943 785	0	4 942 312	0	5 412 111	0	15 298 208
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 285 985	0	2 344 186	0	2 404 993	0	2 379 416	0	2 776 180	0	7 560 589
Biens et Services	0	2 438 079	0	2 365 453	0	2 410 397	0	2 434 501	0	2 507 536	0	7 352 434
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	382 998	382 998	671 182	671 182	900 000	900 000	760 000	760 000	318 810	318 810	1 978 810	1 978 810
Dépenses d'investissement	49 620	49 620	71 182	71 182	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	333 378	333 378	600 000	600 000	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	1 651 000	1 651 000
Investissement financés sur RI	333 378	333 378	600 000	600 000	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	1 651 000	1 651 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	382 998	5 235 457	671 182	5 509 216	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921	1 978 810	17 277 018

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	382 998	5 235 457	671 182	5 509 216	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921	1 978 810	17 277 018
Hors Projets	49 620	4 902 079	71 182	4 909 216	100 000	5 043 785	109 000	5 051 312	118 810	5 530 921	327 810	15 626 018
Projets	333 378	333 378	600 000	600 000	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	1 651 000	1 651 000
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	382 998	5 235 457	671 182	5 509 216	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921	1 978 810	17 277 018

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 852 459	0	4 838 034	0	4 943 785	0	4 942 312	0	5 412 111	0	15 298 208
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 285 985	0	2 344 186	0	2 404 993	0	2 379 416	0	2 776 180	0	7 560 589
Biens et Services	0	2 438 079	0	2 365 453	0	2 410 397	0	2 434 501	0	2 507 536	0	7 352 434
Transferts Courants	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	128 395	0	385 185
Dépenses en capital	382 998	382 998	671 182	671 182	900 000	900 000	760 000	760 000	318 810	318 810	1 978 810	1 978 810
Dépenses d'investissement	49 620	49 620	71 182	71 182	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	333 378	333 378	600 000	600 000	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	1 651 000	1 651 000
Investissement financés sur RI	333 378	333 378	600 000	600 000	800 000	800 000	651 000	651 000	200 000	200 000	1 651 000	1 651 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	382 998	5 235 457	671 182	5 509 216	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921	1 978 810	17 277 018

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	15	0	17	0	16	0	16	0	14	0
Catégorie A2	32	0	30	0	30	0	29	0	28	0
Catégorie A3	4	0	4	0	4	0	4	0	4	0
Catégorie B	10	0	9	0	9	0	8	0	8	0
Catégorie C	15	0	14	0	14	0	13	0	13	0
Catégorie D	2	0	2	0	4	0	4	0	4	0
Contractuels	93	0	113	0	123	0	122	0	122	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	171	2 285 985	189	2 344 186	200	2 404 993	196	2 379 416	193	2 776 180

2.1.2. Présidence de la République (Section 120)

❖ Rappel sommaire de la mission de la Présidence de la République

La Présidence de la République exerce la plus haute fonction du pouvoir exécutif de l'Etat. Pour exercer cette fonction, les autres attributions constitutionnelles et exécuter son projet de société, le Président de la République dispose des services propres (Cabinet, Secrétariat Général, Etat-major particulier, collège de conseillers..) et des services rattachés (Inspection Générale d'Etat, Grande Chancellerie de l'Ordre National, ANR, HCRRUN, Haut Conseil pour la Mer, Haute Autorité de Prévention contre la Corruption et les Infractions Assimilées, Agence des Grands Projets, MIFA.....).

❖ Politiques et stratégies de la Présidence de la République

La Présidence de la République, en tant qu'institution constitutionnelle et première institution de souveraineté, ne dispose pas de politique publique et une partie de ses interventions est regroupée au sein d'une dotation : **“Pilotage stratégique du Président de la République”**. Cette dotation est décrite dans le document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD). Cette dotation est déclinée en une (01) action dénommée **« Action présidentielle »**.

❖ Résumé succinct des contraintes et défis de la Présidence de la République

Afin de réaliser avec succès le DPPD 2022-2024, les défis ci-après doivent être relevés :

- opérationnalisation de l'organigramme des Responsables de mise en œuvre du DPPD ;
- utilisation efficace des outils de programmation du DPPD ;
- renforcement des capacités des acteurs de la Présidence de la République dans la mise en œuvre de la réforme budgétaire ;
- renforcement de l'intégration de la dimension “genre et équité” dans les actions de la Présidence de la République en vue de prendre en compte les besoins des groupes socio-spécifiques dans l'action présidentielle ;
- renforcement des appuis spécifiques en vue de la consolidation de la sécurité et du maintien de la paix au Togo.

❖ Choix stratégique et budgétaire de l'année 2022

Produit conformément aux orientations de la lettre de cadrage n° 233/2021/PM/CAB du 16 août 2021 du Premier Ministre, les choix budgétaires sont cohérents avec les axes prioritaires du Plan National de Développement (PND) 2018-2022, précisément l'axe 3 “Moderniser le pays et renforcer ses structures”. Il est basé sur l'approche de la gestion axée sur les résultats (GAR) consacrée par la loi organique N°2014-013 du 27 juin 2014.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la Présidence de la République	1 526 823	26 076 998	1 459 026	24 684 062	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103	3 013 194	73 662 287
Total des programmes		1 526 823	26 076 998	1 459 026	24 684 062	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103	3 013 194	73 662 287

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	24 550 175	0	23 225 036	0	23 331 682	0	23 479 252	0	23 838 159	0	70 649 093
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 910 346	0	1 926 830	0	1 753 555	0	1 781 513	0	1 777 994	0	5 313 062
Biens et Services	0	14 379 829	0	11 738 206	0	11 991 232	0	12 110 844	0	12 473 270	0	36 575 346
Transferts Courants	0	8 260 000	0	9 560 000	0	9 586 895	0	9 586 895	0	9 586 895	0	28 760 685
Dépenses en capital	1 526 823	1 526 823	1 459 026	1 459 026	1 050 250	1 050 250	973 000	973 000	989 944	989 944	3 013 194	3 013 194
Dépenses d'investissement	190 169	190 169	198 167	198 167	200 000	200 000	218 000	218 000	237 620	237 620	655 620	655 620
Projets d'investissement	1 336 654	1 336 654	1 260 859	1 260 859	850 250	850 250	755 000	755 000	752 324	752 324	2 357 574	2 357 574
Investissement financés sur RI	1 336 654	1 336 654	1 260 859	1 260 859	850 250	850 250	755 000	755 000	752 324	752 324	2 357 574	2 357 574
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 526 823	26 076 998	1 459 026	24 684 062	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103	3 013 194	73 662 287

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 526 823	26 076 998	1 459 026	24 684 062	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103	3 013 194	73 662 287
Hors Projets	190 169	24 740 344	198 167	23 423 203	200 000	23 531 682	218 000	23 697 252	237 620	24 075 779	655 620	71 304 713
Projets	1 336 654	1 336 654	1 260 859	1 260 859	850 250	850 250	755 000	755 000	752 324	752 324	2 357 574	2 357 574
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 526 823	26 076 998	1 459 026	24 684 062	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103	3 013 194	73 662 287

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	24 550 175	0	23 225 036	0	23 331 682	0	23 479 252	0	23 838 159	0	70 649 093
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 910 346	0	1 926 830	0	1 753 555	0	1 781 513	0	1 777 994	0	5 313 062
Biens et Services	0	14 379 829	0	11 738 206	0	11 991 232	0	12 110 844	0	12 473 270	0	36 575 346
Transferts Courants	0	8 260 000	0	9 560 000	0	9 586 895	0	9 586 895	0	9 586 895	0	28 760 685
Dépenses en capital	1 526 823	1 526 823	1 459 026	1 459 026	1 050 250	1 050 250	973 000	973 000	989 944	989 944	3 013 194	3 013 194
Dépenses d'investissement	190 169	190 169	198 167	198 167	200 000	200 000	218 000	218 000	237 620	237 620	655 620	655 620
Projets d'investissement	1 336 654	1 336 654	1 260 859	1 260 859	850 250	850 250	755 000	755 000	752 324	752 324	2 357 574	2 357 574
Investissement financés sur RI	1 336 654	1 336 654	1 260 859	1 260 859	850 250	850 250	755 000	755 000	752 324	752 324	2 357 574	2 357 574
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 526 823	26 076 998	1 459 026	24 684 062	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103	3 013 194	73 662 287

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	21	0	20	0	25	0	25	0	24	0
Catégorie A2	140	0	140	0	155	0	153	0	150	0
Catégorie A3	2	0	2	0	10	0	10	0	10	0
Catégorie B	112	0	112	0	107	0	105	0	104	0
Catégorie C	38	0	34	0	36	0	32	0	28	0
Catégorie D	25	0	24	0	18	0	15	0	15	0
Contractuels	29	0	29	0	32	0	32	0	32	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	367	1 910 346	361	1 926 830	383	1 753 555	372	1 781 513	363	1 777 994

2.1.3. Premier ministre (Section 130)

❖ Mission de la Primature

La Primature, entant qu'institution de la République, a pour mission la coordination et le suivi de l'action gouvernementale. Le cabinet du Premier ministre est la structure qui assiste le Premier ministre en matière de coordination de l'action gouvernementale. Il contribue à la conception et au suivi de l'exécution de la politique générale du gouvernement en relation avec le secrétariat général du gouvernement.

❖ Liste des politiques sectorielles et les stratégies de la primature

La Primature élabore la Politique générale du Gouvernement, laquelle est mise en œuvre dans sa phase opérationnelle par les ministères sectoriels.

Entant qu'institution de la République, la Primature est érigée en dotation intitulée : **"dotation stratégique de la primature"**.

❖ Contraintes et défis de la primature

Comme contrainte essentielle de la Primature, on peut citer la stabilité du pays.

Le défi auquel est confronté la primature se résume à la proactivité des ministères dans la mise en œuvre des actions gouvernementales, notamment la mise en application des textes (lois, décrets) adoptés en conseil des ministres.

❖ Choix stratégique et budgétaires de l'année 2022

La Primature, pour l'année 2022, entend poursuivre la coordination et le suivi de l'action gouvernementale.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Le responsable de la dotation de la Primature est Monsieur **Etsri HOMEVOR**, Directeur de cabinet du Premier ministre.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la primature	354 227	1 644 187	250 563	1 346 296	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177	454 500	4 048 673
Total des programmes		354 227	1 644 187	250 563	1 346 296	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177	454 500	4 048 673

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 289 960	0	1 095 733	0	1 179 591	0	1 195 215	0	1 219 367	0	3 594 173
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	394 060	0	346 211	0	354 113	0	362 252	0	363 725	0	1 080 090
Biens et Services	0	891 900	0	734 522	0	810 478	0	817 963	0	840 642	0	2 469 083
Transferts Courants	0	4 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	45 000
Dépenses en capital	216 198	216 198	250 563	250 563	226 690	226 690	109 000	109 000	118 810	118 810	454 500	454 500
Dépenses d'investissement	42 198	42 198	65 800	65 800	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	174 000	174 000	184 763	184 763	126 690	126 690	0	0	0	0	126 690	126 690
Investissement financés sur RI	174 000	174 000	184 763	184 763	126 690	126 690	0	0	0	0	126 690	126 690
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	216 198	1 506 158	250 563	1 346 296	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177	454 500	4 048 673

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	354 227	1 644 187	250 563	1 346 296	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177	454 500	4 048 673
Hors Projets	42 198	1 332 158	65 800	1 161 533	100 000	1 279 591	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177	327 810	3 921 983
Projets	312 029	312 029	184 763	184 763	126 690	126 690	0	0	0	0	126 690	126 690
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	354 227	1 644 187	250 563	1 346 296	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177	454 500	4 048 673

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 289 960	0	1 095 733	0	1 179 591	0	1 195 215	0	1 219 367	0	3 594 173
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	394 060	0	346 211	0	354 113	0	362 252	0	363 725	0	1 080 090
Biens et Services	0	891 900	0	734 522	0	810 478	0	817 963	0	840 642	0	2 469 083
Transferts Courants	0	4 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	15 000	0	45 000
Dépenses en capital	216 198	216 198	250 563	250 563	226 690	226 690	109 000	109 000	118 810	118 810	454 500	454 500
Dépenses d'investissement	42 198	42 198	65 800	65 800	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	174 000	174 000	184 763	184 763	126 690	126 690	0	0	0	0	126 690	126 690
Investissement financés sur RI	174 000	174 000	184 763	184 763	126 690	126 690	0	0	0	0	126 690	126 690
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	216 198	1 506 158	250 563	1 346 296	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177	454 500	4 048 673

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	3	0	3	0	0	0	0	0
Catégorie A2	0	0	8	0	8	0	0	0	0	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	9	0	9	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	7	0	7	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	10	0	10	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	5	0	5	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	394 060	42	346 211	42	354 113	0	362 252	0	363 725

2.1.4. Secrétariat général du Gouvernement (Section 131)

❖ Mission du secrétariat général du Gouvernement (SGG)

Le secrétariat général du gouvernement est chargé d'assurer le bon fonctionnement et la régularité de l'action gouvernementale. Il assiste le Premier ministre dans sa mission de coordination et de suivi de l'action gouvernementale. Il est le conseiller juridique du gouvernement.

A ce titre, le secrétariat général du gouvernement organise le travail gouvernemental et veille au respect des procédures. Il prépare les dossiers du conseil des ministres en rapport avec le secrétariat général de la présidence de la République et assure le secrétariat du conseil des ministres.

Le secrétariat général du gouvernement coordonne la préparation des projets de loi et de règlements émanant des différents ministères ou institutions, examine leur exactitude juridique et formelle et vérifie la conformité de ces textes avec les dispositions constitutionnelles et normes internationales, ainsi que leur compatibilité avec la législation ou la réglementation en vigueur.

Il recueille les observations des départements ministériels concernés par les projets de loi, de décret et d'ordonnance et organise, si nécessaire, des réunions d'arbitrage sur ces textes.

❖ Liste des politiques sectorielles et les stratégies du SGG

Entant qu'entité de la Primature (une institution de la République), le SGG est érigé en dotation intitulée : **«Appui à la coordination et au suivi de l'action gouvernementale »**. A ce titre, le SGG ne dispose pas de politique sectorielle, ni de stratégie.

❖ Contraintes et défis du SGG

En terme de contraintes, le SGG fait face à l'insuffisance des enveloppes prévues pour les biens et services en vue de pouvoir créer des lignes budgétaires suivantes : frais de mission à l'intérieur, frais de mission à l'extérieur et frais de transport à l'extérieur.

Le défi auquel est confronté le SGG se résume à la proactivité des ministères dans l'élaboration et le suivi des textes (lois, décrets) à soumettre en conseil des ministres. Il se pose également de suivi des actions gouvernementales, notamment la mise en application des textes (lois, décrets) adoptés en conseil des ministres.

❖ Choix stratégique et budgétaires de l'année 2022

Entant qu'une dotation, le SGG pour l'année 2022, entend poursuivre l'appui à la coordination de l'action gouvernementale.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Le responsable de la dotation du SGG est Monsieur **Kanka-Malik NATCHABA**, ministre-secrétaire général du gouvernement.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique du Secrétariat Général du Gouvernement	10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906	163 905	692 308
Total des programmes		10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906	163 905	692 308

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	115 366	0	168 874	0	173 185	0	175 717	0	179 501	0	528 403
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	46 948	0	107 174	0	110 389	0	112 333	0	114 335	0	337 057
Biens et Services	0	53 418	0	57 700	0	58 796	0	59 384	0	61 166	0	179 346
Transferts Courants	0	15 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	12 000
Dépenses en capital	10 605	10 605	13 923	13 923	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	10 605	10 605	13 923	13 923	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906	163 905	692 308

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906	163 905	692 308
Hors Projets	10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906	163 905	692 308
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906	163 905	692 308

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	115 366	0	168 874	0	173 185	0	175 717	0	179 501	0	528 403
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	46 948	0	107 174	0	110 389	0	112 333	0	114 335	0	337 057
Biens et Services	0	53 418	0	57 700	0	58 796	0	59 384	0	61 166	0	179 346
Transferts Courants	0	15 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	4 000	0	12 000
Dépenses en capital	10 605	10 605	13 923	13 923	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	10 605	10 605	13 923	13 923	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	10 605	125 971	13 923	182 797	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906	163 905	692 308

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	8	0	9	0	10	0	10	0
Catégorie A2	0	0	4	0	3	0	2	0	2	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	2	0	2	0	2	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	46 948	12	107 174	14	110 389	14	112 333	14	114 335

2.1.5. Cour constitutionnelle (Section 140)

❖ Missions de la Cour Constitutionnelle

La Cour constitutionnelle est la plus haute juridiction de l'Etat en matière constitutionnelle. Elle est juge de la constitutionnalité de la loi et elle garantit les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques. Elle est l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics. Elle est juge de la régularité des consultations référendaires, des élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Elle statue sur le contentieux de ces consultations et élections.

❖ Politiques sectorielles de la Cour Constitutionnelle

Les politiques sectorielles de la Cour constitutionnelle reposent sur des fondements juridique et stratégique au niveau national. Elles reposent également sur des principes directeurs et des valeurs qui guideront la Cour dans l'accomplissement de sa mission avec pour objectif d'améliorer la contribution de la Cour à la promotion de la paix, des droits de l'homme, de l'Etat de droit, de l'enracinement de la démocratie, de la protection des citoyens, de l'épanouissement et du bien-être des populations togolaises, de la cohésion sociale et de la croissance économique aux fins de garantir un développement harmonieux et inclusif.

Les politiques sectorielles stratégiques sont organisées autour de trois (03) priorités :

- Renforcer le cadre juridico-légal et le cadre institutionnel de la Cour.
- Renforcer les capacités opérationnelles pour une meilleure offre des services de la Cour.
- Améliorer le financement, le cadre partenarial de coopération et la communication de la Cour.

Ces priorités sont traduites en programmes, projets et actions stratégiques.

❖ Contraintes et défis de la cour constitutionnelle

- Autonomie financière limitée ne permettant pas à la Cour constitutionnelle d'entreprendre librement la réalisation de ses missions ;
- Rigidité des procédures de financement du ministère des Finances.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de la cour pour l'année 2022

Renforcer les capacités opérationnelles pour une meilleure offre des services de la Cour, avec pour choix budgétaire le financement de la construction du siège de l'Institution.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la Cour constitutionnelle		218 583	1 813 063	1 294 154	281 673	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981	852 554	2 710 867
Total des programmes		0	218 583	1 813 063	1 294 154	281 673	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981	852 554	2 710 867

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	218 583	0	294 154	0	325 682	0	328 914	0	333 981	0	988 578
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	168 327	0	208 728	0	238 633	0	240 994	0	243 424	0	723 052
Biens et Services	0	50 256	0	85 426	0	87 049	0	87 920	0	90 557	0	265 526
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	1 813 063	1 000 000	281 673	1 151 408	570 881	570 881	0	0	852 554	1 722 289
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	1 813 063	1 000 000	281 673	1 151 408	570 881	570 881	0	0	852 554	1 722 289
Investissement financés sur RI	0	0	1 813 063	1 000 000	281 673	1 151 408	570 881	570 881	0	0	852 554	1 722 289
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	218 583	1 813 063	1 294 154	281 673	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981	852 554	2 710 867

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	218 583	1 813 063	1 294 154	281 673	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981	852 554	2 710 867
Hors Projets	0	218 583	0	294 154	0	325 682	0	328 914	0	333 981	0	988 578
Projets	0	0	1 813 063	1 000 000	281 673	1 151 408	570 881	570 881	0	0	852 554	1 722 289
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	218 583	1 813 063	1 294 154	281 673	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981	852 554	2 710 867

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	218 583	0	294 154	0	325 682	0	328 914	0	333 981	0	988 578
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	168 327	0	208 728	0	238 633	0	240 994	0	243 424	0	723 052
Biens et Services	0	50 256	0	85 426	0	87 049	0	87 920	0	90 557	0	265 526
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	1 813 063	1 000 000	281 673	1 151 408	570 881	570 881	0	0	852 554	1 722 289
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	1 813 063	1 000 000	281 673	1 151 408	570 881	570 881	0	0	852 554	1 722 289
Investissement financés sur RI	0	0	1 813 063	1 000 000	281 673	1 151 408	570 881	570 881	0	0	852 554	1 722 289
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	218 583	1 813 063	1 294 154	281 673	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981	852 554	2 710 867

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	2	0	2	0	11	0	11	0	11	0
Catégorie A2	3	0	3	0	9	0	9	0	9	0
Catégorie A3	0	0	0	0	3	0	3	0	3	0
Catégorie B	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie C	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0
Catégorie D	0	0	0	0	9	0	9	0	9	0
Contractuels	4	0	4	0	4	0	4	0	4	0
Volontaires	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	13	163 479	12	196 538	39	238 633	39	240 994	39	243 424

2.1.6. Cour suprême (Section 150)

❖ Mission de la Cour Suprême

Institution de la République, la Cour suprême du Togo est, aux termes des dispositions de l'article 120 de la Constitution du 14 octobre 1992, la plus haute juridiction de l'Etat en matière judiciaire et administrative. Elle a pour mission de veiller à la bonne application de la règle de droit par les juridictions inférieures. En clair, la Cour suprême vérifie la conformité de la décision à la règle de droit, ce qui lui permet d'assurer l'unité d'interprétation et d'application de la loi. Les décisions de la Cour suprême présentent donc un grand intérêt pour la santé du droit nécessaire à l'amélioration du climat des affaires. La Cour suprême, à travers sa délicate mission, contribue au règne de la paix sociale en répondant précisément aux exigences d'une justice juste et protectrice des droits de l'Homme, facteurs de développement durable.

❖ Politiques sectorielles et stratégies de l'institution

Les stratégies de l'institution se résument en renforcement des capacités des structures qui l'animent.

Il s'agit du cabinet de la présidence de la Cour, les deux (02) chambres judiciaire et administrative qui la composent et le parquet général.

❖ Contraintes et défis de l'institution

● Les contraintes sont entre autres :

- la non-adoption du projet de loi portant réorganisation et fonctionnement de la Cour suprême ;
- la non-approbation du décret d'application portant aide juridictionnelle ;
- l'insuffisance de ressources humaines ; la Cour suprême manque de ressources humaines pour doter ses différents services ;
- l'insuffisance notoire du budget alloué à la Cour ;
- l'inexistence d'infrastructures propres à la Cour suprême (siège de la Cour).

● Les défis de l'institution

- La réduction des délais de traitement des dossiers ;
- Le renforcement de l'accès équitable au droit et à la justice ;
- La bonne application de la règle de droit par les juridictions inférieures.

❖ Choix stratégique et budgétaire de l'année 2022

Le projet d'informatisation des chaînes judiciaires doit également être étendu à la Cour suprême pour répondre au renforcement de sa performance et à l'amélioration de l'accès au service public de la justice.

Ce choix stratégique va permettre la dématérialisation de toute la chaîne allant de l'enrôlement et à la publication en ligne, à l'instar de ce qui se fait actuellement au niveau de la chaîne commerciale du Tribunal de Lomé.

Dans ce cadre, les besoins en équipement informatique sont nécessaires pour la réalisation d'un tel projet.

Il importe également de souligner que ce système ne peut être mis en place sans des prérequis importants comme des infrastructures adéquates (la construction du siège de l'institution) et le personnel informaticien.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la Cour Suprême	12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381	163 905	1 793 957
Total des programmes		12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381	163 905	1 793 957

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	593 025	0	464 935	0	569 108	0	487 968	0	572 976	0	1 630 052
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	530 069	0	370 753	0	473 137	0	391 037	0	473 137	0	1 337 311
Biens et Services	0	62 956	0	94 182	0	95 971	0	96 931	0	99 839	0	292 741
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	12 964	12 964	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	12 964	12 964	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381	163 905	1 793 957

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381	163 905	1 793 957
Hors Projets	12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381	163 905	1 793 957
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381	163 905	1 793 957

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	593 025	0	464 935	0	569 108	0	487 968	0	572 976	0	1 630 052
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	530 069	0	370 753	0	473 137	0	391 037	0	473 137	0	1 337 311
Biens et Services	0	62 956	0	94 182	0	95 971	0	96 931	0	99 839	0	292 741
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	12 964	12 964	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	12 964	12 964	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	12 964	605 989	20 000	484 935	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381	163 905	1 793 957

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	24	0	25	0	10	0	15	0	15	0
Catégorie A2	4	0	4	0	8	0	8	0	8	0
Catégorie A3	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie B	8	0	8	0	3	0	3	0	3	0
Catégorie C	1	0	1	0	2	0	2	0	2	0
Catégorie D	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Contractuels	0	0	4	0	2	0	1	0	1	0
Hors hiérarchie	0	0	0	0	14	0	10	0	10	0
TOTAL	37	530 069	43	370 753	41	473 137	41	391 037	41	473 137

2.1.7. Médiateur de la République (Section 160)

❖ Mission du Médiateur de la République

La mission dévolue du Médiateur de la République est de deux ordres :

- Au service de l'administré, le médiateur se présente comme un protecteur du citoyen contre la toute-puissance de l'administration.
- Au service de l'administration, il se présente comme un levier de l'efficacité de l'action publique.

Ceci étant, le médiateur est une autorité administrative indépendante, chargée de recevoir les réclamations portées contre le fonctionnement de l'Etat et de ses démembrements. En tant qu'institution de promotion de la gouvernance administrative et de défense des droits de l'Homme, le médiateur est une autorité de règlement non juridictionnel des litiges entre l'Administration et le citoyen

Avec l'adoption de la nouvelle loi organique n°2021-006 du 01 avril 2021, le périmètre des attributions du médiateur a évolué. De conseiller de l'administration, il est chargé aujourd'hui de recevoir les déclarations de biens et avoirs des hautes personnalités et autres assujettis.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies

Avec des attributions de la loi organique, notamment en ce qui concerne le travail de médiation administrative et de réception des déclarations de biens et avoirs, le médiateur participe au renforcement de la gouvernance administrative par la mise en place d'une administration moderne et performante.

❖ Contraintes et défis

Les contraintes actuelles du médiateur sont le manque de personnel, de bâtiment adéquat et de budget conséquent.

Si ces contraintes sont levées, il fera face aux défis de la bonne gouvernance administrative, du respect des droits des administrés, de l'amélioration des relations entre administration et administré et de la proximité de l'institution avec les administrés par l'installation des Médiateurs délégués dans les régions administratives et des points focaux au sein des administrations.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Pour mener à bien ses objectifs que sont le règlement des conflits non juridictionnels entre les citoyens et l'administration et les nouvelles attributions que la déclaration des biens et avoirs en 2022, le médiateur compte faire :

- Des campagnes de sensibilisation des populations ;
- La mise en place ou l'installation des médiateurs régionaux et des points focaux dans les administrations ;
- Des missions d'études et de formation surtout sur le mécanisme de la déclaration des biens et avoirs.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique du Médiateur de la République	0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741	163 905	418 988
Total des programmes		0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741	163 905	418 988

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	53 002	0	82 834	0	83 915	0	84 832	0	86 336	0	255 083
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	24 960	0	34 144	0	34 300	0	34 721	0	34 721	0	103 742
Biens et Services	0	28 042	0	48 690	0	49 615	0	50 111	0	51 615	0	151 341
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741	163 905	418 988

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741	163 905	418 988
Hors Projets	0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741	163 905	418 988
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741	163 905	418 988

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	53 002	0	82 834	0	83 915	0	84 832	0	86 336	0	255 083
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	24 960	0	34 144	0	34 300	0	34 721	0	34 721	0	103 742
Biens et Services	0	28 042	0	48 690	0	49 615	0	50 111	0	51 615	0	151 341
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	53 002	0	82 834	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741	163 905	418 988

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie A2	2	24 960	2	34 144	2	34 300	2	34 721	2	34 721
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	24 960	2	34 144	2	34 300	2	34 721	2	34 721

2.1.8. Cour des comptes (Section 170)

❖ Mission de la Cour des comptes

Créée par la Constitution de la IV^{ème} République togolaise, la Cour des comptes est une institution supérieure de contrôle garante de la bonne gouvernance, de la transparence et de la responsabilisation afin de contribuer à assainir la gestion des deniers publics.

La loi organique n°98-014 du 10 juillet 1998 portant son organisation et son fonctionnement explicite ses attributions qui sont deux ordres :

- d'une part, les attributions d'ordre juridictionnel en vertu desquelles, elle juge les comptes des comptables publics, apure les gestions de fait en infligeant, le cas échéant, les sanctions prévues par la loi ;
- d'autre part, la Cour des comptes jouit d'attributions non juridictionnelles qui consistent en des missions de contrôles et en des missions d'assistance.

S'agissant des missions de contrôle, la Cour des comptes contrôle les comptes de l'Etat ainsi que ceux de ses démembrements tels que les collectivités locales, les établissements publics ; elle contrôle aussi les comptes et la gestion de tout organisme bénéficiant, de la part de l'Etat ou de ses démembrements, d'une aide financière ; de même, les comptes et la gestion de tout organisme faisant appel à la générosité publique, sont soumis à son contrôle.

Au titre des missions d'assistance, la Cour des comptes assiste le parlement et le gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle procède à toutes études de finances et de comptabilité publique qui lui sont demandées par le gouvernement ou par l'Assemblée Nationale.

Les attributions de la Cour des comptes ont été renforcées par le vote, à l'Assemblée nationale, de nouveaux textes organiques. Les nouvelles lois votées par l'Assemblée nationale visent à se conformer aux normes communautaires et internationales en matière de contrôle des finances publiques. Ainsi, ces nouvelles lois prévoient l'extension des attributions de la Cour des comptes en y ajoutant l'évaluation des politiques publiques, l'émission d'avis sur les rapports annuels de performance, le contrôle des visas des contrôleurs financiers et le contrôle de la gestion des responsables de programmes. Entre autres, les nouveaux textes énoncent l'affirmation de l'indépendance de la Cour des comptes et son autonomie financière et de gestion afin de respecter les normes de l'UEMOA et de l'INTOSAI.

❖ Contraintes majeures

Le Plan national de développement (PND) a été lancé le 4 mars 2019 et couvre la période 2018-2022. Il ambitionne d'assurer le développement économique et social du pays. Sa réussite repose sur deux grands défis :

- la mobilisation effective des ressources requises pour financer les actions projetées, dont le montant est évalué à 4 622,2 milliards de francs CFA ;
- l'instauration, autour de la mise en œuvre du PND, des réflexes de transparence et de reddition des comptes à tous les niveaux de l'action publique, pour atteindre l'effectivité et la qualité de la gestion et des services offerts aux citoyens.

Ces deux défis interpellent la Cour des comptes dont l'action permet de stimuler la collecte des ressources propres, d'instaurer la confiance des contribuables, des investisseurs privés et des partenaires au développement, autant qu'elle limite les gaspillages ; toutes choses qui équivalent à la mobilisation optimale des ressources en faveur du développement du Togo.

Dans la mouvance des réformes de la gestion publique, l'Etat togolais a engagé une politique d'informatisation et de dématérialisation progressive des processus et des procédures de gestion. La mobilisation des ressources fiscales et douanières, la gestion de la dette, l'exécution des dépenses de l'Etat, la gestion de la masse salariale de l'Etat sont autant de domaines dans lesquels l'informatisation domine le travail quotidien de gestion, d'analyse des données, d'échange mondialisé et d'accès à des sources d'information.

A l'évidence, le contrôle des finances publiques ne peut, dans un tel contexte, faire abstraction d'une prise en compte de l'informatique.

En matière de fourniture de services publics aux citoyens, des défis demeurent liés notamment à l'éducation, à la santé, aux infrastructures de transport, à l'énergie, à l'assainissement et aux TIC. A ces défis, s'ajoutent la faiblesse de l'administration, la corruption et diverses insuffisances en matière de capacités humaines, organisationnelles et techniques.

Face à tous ces défis, la Cour des comptes envisage de contribuer, par ses missions de contrôle, à les lever.

❖ **Choix stratégiques**

La Cour des comptes s'emploie à réaliser les missions qui lui sont dévolues par la loi, sous la forme d'objectifs de performance prédéfinis. Ces objectifs de performance forment l'ossature de la stratégie de la juridiction et tournent autour d'un enjeu principal qui est celui de la transparence et de la crédibilité de la gestion des finances publiques en faveur du développement durable du Togo. De manière spécifique, la Cour des comptes opère deux choix stratégiques qui sont :

- la contribution des travaux de la Cour à la mobilisation davantage de ressources pour le Programme National de Développement (PND) du Togo ;
- la conformité des travaux et de la gestion de la Cour aux normes ISSAI et aux bonnes pratiques du contrôle externe des finances publiques.

❖ **Dotation de la Cour des comptes**

Les crédits de la Cour des comptes sont regroupés en dotation.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la Cour des Comptes	253 025	1 107 096	327 680	1 355 665	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 659	3 714 785	4 783 494	6 881 608	10 046 276
Total des programmes		253 025	1 107 096	327 680	1 355 665	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 659	3 714 785	4 783 494	6 881 608	10 046 276

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	854 071	0	1 027 985	0	1 043 130	0	1 052 829	0	1 068 709	0	3 164 668
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	661 602	0	735 616	0	745 206	0	751 925	0	758 779	0	2 255 911
Biens et Services	0	192 469	0	292 369	0	297 924	0	300 903	0	309 930	0	908 757
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	253 025	253 025	327 680	327 680	1 636 993	1 636 993	1 529 830	1 529 830	3 714 785	3 714 785	6 881 608	6 881 608
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	253 025	253 025	327 680	327 680	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	6 717 703	6 717 703
Investissement financés sur RI	253 025	253 025	327 680	327 680	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	6 717 703	6 717 703
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	253 025	1 107 096	327 680	1 355 665	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 659	3 714 785	4 783 494	6 881 608	10 046 276

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	253 025	1 107 096	327 680	1 355 665	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 659	3 714 785	4 783 494	6 881 608	10 046 276
Hors Projets	0	854 071	0	1 027 985	50 000	1 093 130	54 500	1 107 329	59 405	1 128 114	163 905	3 328 573
Projets	253 025	253 025	327 680	327 680	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	6 717 703	6 717 703
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	253 025	1 107 096	327 680	1 355 665	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 659	3 714 785	4 783 494	6 881 608	10 046 276

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	854 071	0	1 027 985	0	1 043 130	0	1 052 829	0	1 068 709	0	3 164 668
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	661 602	0	735 616	0	745 206	0	751 925	0	758 779	0	2 255 911
Biens et Services	0	192 469	0	292 369	0	297 924	0	300 903	0	309 930	0	908 757
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	253 025	253 025	327 680	327 680	1 636 993	1 636 993	1 529 830	1 529 830	3 714 785	3 714 785	6 881 608	6 881 608
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	253 025	253 025	327 680	327 680	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	6 717 703	6 717 703
Investissement financés sur RI	253 025	253 025	327 680	327 680	1 586 993	1 586 993	1 475 330	1 475 330	3 655 380	3 655 380	6 717 703	6 717 703
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	253 025	1 107 096	327 680	1 355 665	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 659	3 714 785	4 783 494	6 881 608	10 046 276

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	33	0	33	0	34	0	35	0
Catégorie A2	0	0	9	0	9	0	10	0	10	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	2	0	3	0
Catégorie B	0	0	6	0	7	0	8	0	9	0
Catégorie C	0	0	2	0	2	0	3	0	4	0
Catégorie D	0	0	31	0	34	0	35	0	35	0
Contractuels	0	0	1	0	6	0	7	0	6	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	661 602	82	718 144	91	745 206	99	751 925	102	758 779

2.1.9. Conseil économique et social (Section 180)

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique du Conseil Economique et Social	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Total		0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Hors Projets	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	0	1 000 000	0	300 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000

2.1.10. Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (Section 190)

❖ Mission de la HAAC

La HAAC a pour mission de :

- Garantir et assurer la liberté et la protection de la presse et de tous les moyens de communication de masse ;
- Veiller à l'accès équitable des partis politiques, des associations, syndicats et des citoyens aux médias officiels ;
- Veiller à la qualité et au pluralisme de l'information ;
- Garantir l'éveil juridique en période électorale ;
- Professionnaliser la presse par le soutien de l'Etat ;
- Rendre compétitive la presse au Togo ;
- Mener des études et donner des avis sur toutes questions relatives à la communication et l'information ;
- Contrôler la publicité médiatique.

❖ Politique de la HAAC

La préoccupation majeure de la politique publique de la Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication est la professionnalisation des acteurs de la presse au Togo.

❖ Contraintes et défis de HAAC

Dans l'exécution de sa mission, la HAAC est souvent confronté à des difficultés liées à : l'insuffisance de ressources financières ; de personnels, d'infrastructures, d'équipements de monitoring des médias.

Afin de minimiser l'impact de ces faiblesses, la HAAC préconise de rationaliser la gestion des ressources disponibles à travers sa dotation.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

La dotation vise à améliorer la régulation des médias par une coordination performante et une gestion efficace des ressources mises à sa disposition. Cette dotation vise également l'augmentation de la productivité du personnel de l'Institution. Un dispositif de planification et de suivi-évaluation portera son regard sur l'exécution.

La HAAC entend à travers la mise en œuvre de cette dotation obtenir un certain nombre de résultats : une meilleure organisation et un fonctionnement plus performant de la HAAC, un bon rendement du personnel et une bonne réputation de l'Institution.

M. TELOU Pitalounani, Président de la HAAC, assure la coordination et la gestion de la dotation budgétaire de l'institution.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1	Dotation stratégique de la HAAC	Veiller au respect de l'éthique et de la déontologie en matière de presse et de communication	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181
Total des programmes			0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	73 812	0	106 173	0	85 364	0	89 628	0	93 029	0	268 021
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	632 160
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181
Hors Projets	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	73 812	0	106 173	0	85 364	0	89 628	0	93 029	0	268 021
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	210 720	0	632 160
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	0	284 532	0	316 893	0	296 084	0	300 348	0	303 749	0	900 181

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	2	12 528	3	17 376	3	17 594	3	18 178	3	18 761
Catégorie A2	8	29 573	8	31 111	8	32 375	8	32 796	8	34 059
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	2	5 353	2	5 774	1	3 155	1	3 365	1	3 365
Catégorie C	20	38 634	17	34 720	15	30 864	15	33 776	15	35 331
Catégorie D	1	1 082	1	1 195	1	1 195	1	1 333	1	1 333
Contractuels	8	11 787	7	13 608	7	11 834	7	12 636	7	12 636
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	41	73 812	38	106 173	35	85 364	35	89 628	35	93 029

2.1.11. Conseil supérieur de la magistrature (Section 421)

❖ Mission CSM

Le Conseil Supérieur de la Magistrature est institué par la constitution de la IV^e République adoptée par référendum le 27 Septembre 1992 en ses articles 115 alinéa 2, 116 et 117.

En application de l'article 117 alinéas 3 de la constitution, l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature sont régis par la loi organique N° 97-04 du 06 Mars 1997.

Dans ses missions, le Conseil Supérieur de la Magistrature joue un rôle important dans le recrutement, la nomination et l'avancement des magistrats. Il est aussi le conseil de discipline des magistrats ; enfin il intervient dans :

- la procédure des recours en grâce ;
- les questions relatives à l'indépendance de la magistrature ;
- la recherche des solutions aux revendications des magistrats.

❖ Politique sectorielle et stratégie de l'institution

L'affirmation des principes de conduite professionnelle des juges afin de renforcer la confiance de tous en la justice et permettre de mieux connaître le rôle du juge dans la cité est au cœur de sa politique. Sur ce, le Conseil Supérieur de la Magistrature participe à la stratégie de la politique nationale de la justice où les citoyens sont égaux devant la loi.

❖ Contraintes et défis

Il s'agit entre autres :

- ✓ la non adoption jusqu'à ce jour de la loi organique portant organisation, attributions et fonctionnement du CSM ;
- ✓ l'absence d'un siège propre au CSM avec un personnel d'appui qualifié ;
- ✓ l'absence du matériel roulant permettant les descentes dans les juridictions ;
- ✓ la non organisation d'un cadre légal d'auto saisine du CSM en tant qu'organe de discipline ;
- ✓ la poursuite de la publication intégrale des sanctions disciplinaires.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Le renforcement de l'organisation des ateliers de sensibilisation des magistrats sur leur éthique et déontologie afin de renforcer l'image de la justice en 2022.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation stratégique du Conseil Supérieur de la Magistrature	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059
Total des programmes		0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	23 420	0	30 858	0	31 444	0	31 759	0	32 712	0	95 915
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059
Hors Projets	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	33 600	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	39 048	0	117 144
Biens et Services	0	23 420	0	30 858	0	31 444	0	31 759	0	32 712	0	95 915
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	57 020	0	69 906	0	70 492	0	70 807	0	71 760	0	213 059

2.1.12. Commission nationale des droits de l'homme (Section 921)

❖ Missions de la CNDH

Aux termes de l'article 4 de la loi organique n°2021-015 du 03 août 2021 portant modification de la loi organique n° 2018-006 du 20 juin 2018 relative à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), la CNDH a pour missions, sur le territoire de la République togolaise de :

- promouvoir et protéger les droits de l'homme ;
- protéger les défenseurs des droits de l'homme ; et
- prévenir la torture et d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de privation de liberté ou tout autre lieu qu'elle aura identifié.

En résumé, la Commission est chargée de prévenir la torture ou autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de privation de liberté ou tout autre lieu qu'elle aurait identifié sur toute l'étendue du territoire national, d'assister les pouvoirs publics en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, de protéger les défenseur des droits de l'homme et de faire respecter les droits qui sont garantis et reconnus à la population à travers les instruments nationaux et internationaux auxquels le Togo est partie.

Pour remplir efficacement ses missions et ainsi contribuer à l'amélioration de la situation des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire national, la CNDH s'est doté d'un plan stratégique quinquennal.

❖ Stratégies de la CNDH

Afin d'être mieux outillé pour participer à la consolidation des droits de l'homme au Togo, la CNDH a élaboré son plan stratégique 2021-2025, le premier dans l'histoire de l'institution. Ce plan vise à positionner la Commission comme leader et référence en matière de droits de l'homme afin de permettre à la population une plus grande jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'horizon 2025. Son objectif global est de contribuer à l'amélioration des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire national. Pour se donner les moyens de cet objectif, le Plan stratégique met l'accent sur le développement institutionnel, organisationnel et des capacités de la CNDH aux niveaux central et régional ; sur une collaboration renforcée avec les ministères et institutions de l'Etat ; et sur une expansion des partenariats avec les organisations de la société civile togolaise, les institutions internationales et régionales des droits de l'homme et les autres partenaires techniques et financiers.

Ce plan s'articule autour de trois axes stratégiques : (1) Développement institutionnel ; (2) Promotion d'une culture des droits de l'homme et renforcement de la protection ; (3) Renforcement du Mécanisme national de prévention de la torture et autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants.

❖ **Contraintes et défis de la CNDH**

Le diagnostic institutionnel des capacités de la CNDH a permis de mettre en évidence les faiblesses de l'institution dans le contexte actuel. Entre autres faiblesses, nous pouvons citer :

- insuffisance de la subvention allouée par l'Etat ;
- inexistence d'infrastructures propres à la CNDH (siège et antennes) ;
- insuffisance et inadéquation des bureaux ;
- insuffisance de matériels roulants ;
- insuffisance de bureau et de matériel informatique (matériel informatique) ;
- faible visibilité de la CNDH et de ses actions sur le terrain ;
- faiblesse du partenariat technique et financier avec les PTF privant l'institution de ressources financières supplémentaires.

A la lumière des contraintes identifiées au niveau du diagnostic et des problèmes majeurs pour la promotion et la protection des droits de l'homme et pour la prévention de la torture, des défis majeurs ont été mis en relief. Les principaux défis identifiés sont relatifs à :

- l'amélioration de la capacité organisationnelle ;
- l'accroissement de sa subvention pour prendre en compte les activités du Mécanisme national de prévention de la torture ;
- l'intensification des activités en matière de promotion des droits de l'homme ;
- le renforcement de la protection des droits de l'homme ;
- l'accélération de la mise en œuvre du Mécanisme national de prévention de la torture.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

La CNDH a pour vision de se positionner comme leader et référence en matière de droits de l'homme, être plus accessible et permettre à la population une plus grande jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'horizon 2025.

Pour l'année 2022, le budget est estimé à **quatre cent quatre-vingt-dix millions cinq cent soixante mille (490 560 000) FCFA**. Il prend en compte le montant du transfert auquel s'ajoute celui du personnel mis à la disposition de l'institution et les indemnités de ses membres (commissaires).

❖ **Nom, prénom et titre du responsable de la CNDH**

Le Président par intérim, M. SRONVIE Yaovi, assure la coordination des interventions de la CNDH.

Tableau n°1 : Coût de la dotation (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Dotation stratégique de la CNDH	Garantir la promotion, la protection des droits de l'Homme et la prévention de la torture et autres peines de traitement inhumain ou dégradant	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650
Total des programmes			0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650

Tableau n°2 : Coût de la dotation par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	49 880	0	52 865	0	52 865	0	155 610
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	350 680	0	350 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	1 322 040
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650

Tableau n°3 : Sources de financement de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650
Hors Projets	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650

Tableau n°4 : Emplois des ressources de l'institution sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	49 880	0	52 865	0	52 865	0	155 610
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	350 680	0	350 680	0	440 680	0	440 680	0	440 680	0	1 322 040
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	350 680	0	350 680	0	490 560	0	493 545	0	493 545	0	1 477 650

Tableau n°5 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel de l'institution (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	0	0	3	15 733	3	16 608	3	16 608
Catégorie A2	0	0	0	0	6	23 052	6	24 316	6	24 316
Catégorie A3	0	0	0	0	1	2 889	1	3 019	1	3 109
Catégorie B	0	0	0	0	2	1 100	2	11 942	2	11 942
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	12	49 880	12	52 865	12	52 865

2.2.BUDGET GENERAL PAR MINISTÈRE

2.2.1. Ministère de l'économie et des finances (Section 210)

❖ Présentation de la mission du ministère

Suivant le décret N°2017-112/PR du 29 septembre 2017 fixant les attributions du ministre et portant organisation et fonctionnement du ministère de l'économie et des finances, le département met en œuvre la politique de l'Etat en matière économique et financière. Il assure la mobilisation et la gestion de ressources publiques, la gestion du patrimoine de l'Etat et le contrôle des finances publiques. Il veille à la maîtrise et à la stabilité du cadre macroéconomique.

La politique publique du ministère se situe dans le cadre de l'amélioration et la modernisation des instruments de gestion des finances publiques au Togo, telle que préconisée par les directives communautaires et les normes internationales. Le MEF mène des actions qui visent à moderniser le système de gestion des finances publiques. Ces actions permettent de moderniser les cadres juridiques de la mobilisation des ressources financières, de mettre en place une stratégie de maîtrise des dépenses publiques, d'assurer une gestion efficace et efficiente du patrimoine de l'Etat et de renforcer l'attractivité du pays.

❖ Politique sectorielle et les stratégies du ministère

Le document de programmation pluriannuelle des dépenses du MEF s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de la feuille de route du Gouvernement, des orientations du plan de riposte contre la covid-19 adopté par le Gouvernement, en cohérence avec le plan d'action de la réforme de la gestion des finances publiques.

L'objectif global est d'assurer le financement des politiques publiques suivant les normes communautaires et internationales. Pour atteindre cet objectif global, six (6) objectifs stratégiques sont retenus à savoir : (i) assurer le pilotage du ministère, (ii) accroître les ressources pour le financement des politiques publiques, (iii) assurer un cadrage macroéconomique adéquat, (iv) assurer la soutenabilité budgétaire, (v) assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat, et (vi) renforcer et améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques. Ces objectifs globaux se déclinent en objectifs spécifiques en lien avec les différentes actions contenues dans les programmes.

Les programmes du ministère sont articulés comme suit :

Programme 1 : Pilotage et soutien aux services du MEF ; Programme 2 : Mobilisation des ressources financières ; Programme 3 : Gestion macroéconomique ; Programme 4 : Programmation et gestion budgétaire ; Programme 5: Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat ; Programme 6 : Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption.

❖ Contraintes et défis

L'application intégrale des réformes économiques et financières, notamment, les réformes du cadre harmonisé de la gestion des finances publiques, nécessite le renforcement du cadre institutionnel, organisationnel et fonctionnel du ministère. Ainsi, la finalisation et l'adoption des textes relatifs à l'application des dispositions de la LOLF 2014 et du code de transparence seraient un atout pour la mise en œuvre des outils de la gestion axée sur les résultats. De nombreux défis se présentent au MEF. Il s'agit notamment de (i) la mobilisation et l'allocation rationnelle des ressources publiques, (ii) la gestion et le contrôle des dépenses publiques, (iii) la maîtrise du cadre macroéconomique et, (iv) l'intégration du Togo dans l'environnement régional et international.

❖ Choix stratégiques

En vue d'atteindre les objectifs de développement économique et social du pays, le ministère de l'économie et des finances compte :

- poursuivre le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des structures dans le domaine de la gestion des finances publiques ;
- accroître les recettes intérieures et extérieures en renforçant les capacités opérationnelles de l'office togolais des recettes (OTR) et en mettant un accent sur les ressources externes concessionnelles ;
- poursuivre une politique budgétaire favorisant l'augmentation des dépenses d'infrastructure et les dépenses sociales définie dans la feuille de route du gouvernement ;
- renforcer le système financier ;
- mettre en œuvre les réformes des finances publiques dont le budget programme ;
- améliorer le contrôle, le suivi et l'évaluation des dépenses publiques.

❖ Responsables de programme

Programmes	Nom du responsable de programme	Fonction
Programme 1 : Pilotage et soutien aux services du MEF	M. PANIAH Kofi Agbenoxevi	Secrétaire général, pi
Programme 2 : Mobilisation des ressources financières	M. TCHODIE Phillipe Kokou	Commissaire général de l'Office togolais des recettes
Programme 3 : Gestion macroéconomique	M. BOUARE Kname	Chef de la division prévision à la Direction générale des études et analyses économiques
Programme 4 : Programmation et gestion budgétaire	M. AMAWUDA Wolanyo Kodzo	Directeur général du budget et des finances
Programme 5 : Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	M. ADJABO Ekpao	Directeur général du trésor et de la comptabilité publique
Programme 6 : Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption	M. AKAKPO Iyatan Komi	Directeur national adjoint du contrôle financier

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF	Assurer le pilotage du ministère	Taux d'exécution des programmes du Ministère	Pourcentage	2019	50,0	50,0	50,0	60,0	70,0	75,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEF	Renforcer les capacités institutionnelle et organisationnelles du ministère	Nombre de cadre de concertations réglementaires par le Ministre	Unité	2019	0,0	0,0	12,0	12,0	12,0	12,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	Proportion	2019	0,0	0,0	25,0	25,0	30,0	50,0	DRH/DAC
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matériels et financières du ministère	Taux d'exécution du budget du ministère	Pourcentage	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Pourcentage de rapport de suivi -évaluation disponible	Pourcentage	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPSE
A1.5	Gestion et suivi-évaluation du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Pourcentage de base de donnée du ministère inter connecté	Pourcentage	2019	50,0	50,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DSI/CI

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A1.6	Suivi des réformes et programme financiers	Assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre des réformes et programmes financiers,	Proportion des réformes mise en œuvre dans les départements ministériels	Proportion	2019	60,0	60,0	65,0	70,0	80,0	90,0	SP-PRPF
			Proportions des réformes de programmes de PTFs mise en œuvre	Proportion	2019	70,0	70,0	75,0	80,0	85,0	90,0	SP-PRPF
A1.7	Genre et équité	Améliorer l'intégration du genre dans les actions du MEF	Nombre d'agents du ministère formé sur la prise en compte du genre dans la planification, la programmation et la budgétisation	Unité	2019	0,0	9,0	11,0	20,0	25,0	30,0	CELLULE GENRE
P2	Mobilisation des ressources financières	Accroître les ressources pour le financement des politiques publiques	Recettes budgétaires rapportées au PIB	Pourcentage	2020	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	OTR/UPF/DGTCP/API-ZF
A2.1	Conception et mise en œuvre de la politique fiscale	Renforcer la capacité fiscale des services opérationnels	Taux d'accroissement des nouveaux contribuables	Pourcentage	2020	ND	ND	7,0	10,0	11,0	11,0	UPF
			Taux de réduction des renoncements fiscaux	Pourcentage	2020	ND	ND	8,0	10,0	12,0	13,0	UPF
A2.2	Mobilisation des recettes fiscales	Accroître les recettes fiscales et douanières	Taux d'accroissement des recettes fiscales et douanières	Pourcentage	2020	4,8	4,8	-1,6	26,4	7,8	12,4	OTR
A2.3	Mobilisation des recettes non fiscales	Accroître les recettes non fiscales	Taux d'accroissement des recettes non fiscales	Pourcentage	2020	2,7	2,7	-14,6	-6,7	3,2	3,6	DDGTCP/RGE
A2.4	Mobilisation des ressources extérieures	Accroître les ressources externes en dons	Taux de décaissement des ressources en dons	Pourcentage	2020	55,0	55,0	80,0	82,0	85,0	87,0	DGTCP/DDPF
A2.5	Promotion des investissements	Promouvoir les investissements	Taux d'accroissement des investissements directs	Pourcentage	2020	-57,3	-57,3	0,0	10,0	20,0	30,0	API-ZF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	s privés dans la zone franche	privés	étrangers (IDE)									
P3	Gestion macroéconomique	Assurer un cadrage macroéconomique adéquat	Ecart de prévision (Prévision et réalisation du taux de croissance économique et recettes fiscales)	Pourcentage	2020	N/D	8,0	7,0	6,0	5,5	5,0	DGEAE
A3.1	Cadrage macroéconomique et élaboration des synthèses macroéconomiques	Assurer le suivi des indicateurs macroéconomiques	Proportion des documents de synthèses économiques élaborés (20)	Pourcentage	2019	80,0	80,0	80,0	85,0	88,0	90,0	DGEAE
A3.2	Etudes stratégiques et politique économique	Réaliser les études stratégiques économiques sectorielles	Nombre d'études stratégiques réalisées	Unité	2019	0,0	0,0	0,0	2,0	4,0	5,0	DGEAE
A3.3	Production des statistiques des finances publiques	Produire les statistiques des finances publiques	Taux de couverture du secteur public	Pourcentage	2019	40,0	40,0	40,0	60,0	80,0	80,0	DGEAE
P4	Programmation et gestion budgétaire	Assurer la soutenabilité budgétaire	Respect du déficit budgétaire communautaire	Pourcentage	2019	-0,7	-6,0	-6,1	-4,1	-3,0	-3,0	DGBF
A4.1	Cadrage budgétaire	Assurer l'équilibre budgétaire	Solde budgétaire dons compris rapporté au PIB	Pourcentage	2019	-0,5	-0,5	-6,0	-5,0	-4,0	-3,0	DGBF
A4.2	Elaboration des lois de finances	Elaborer et faire adopter les lois de finances dans les délais	Proportion de lois de finances déposées dans le délai	Pourcentage	2019	80,0	66,0	80,0	100,0	100,0	100,0	DGBF
			Délai de transmission de l'avant-projet de loi de finances	Délai de production	2019	45,0	45,0	45,0	45,0	45,0	45,0	DGBF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A4.3	Exécution budgétaire	Suivre l'exécution du budget de l'Etat	Délai de production du compte administratif de l'Etat	Délai de production	2019	30 Juin de l'année	30 Juin de l'année	30 Juin de l'année	30 Juin de l'année	30 Juin de l'année	30 Juin de l'année	DF
			Proportions des dossiers traités dans le délai réglementaire	Pourcentage	2019	90,0	90,0	95,0	95,0	98,0	98,0	DF
A4.4	Etudes et analyses budgétaires	Assurer l'efficacité et l'efficience des recettes et des dépenses publiques	Nombre de revues des recettes et des dépenses réalisées	Unité	2019	1,0	1,0	2,0	2,0	2,0	2,0	DGBF/DDPF
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat	Solde de trésorerie positif en fin d'exercice	Milliards de francs cfa	2019	56,5	56,5	100,0	100,0	100,0	100,0	DGTCP
A5.1	Tenue de la comptabilité et reddition des comptes	Assurer un meilleur suivi des opérations comptables et la reddition des comptes	Pourcentage des comptes de gestion déposés dans les délais à la Cour des comptes	Pourcentage	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DGTCP/ACCE
A5.2	Gestion des biens matériels autres que le matériel roulant et le domaine foncier de	Suivre l'utilisation des biens matériels autres que le matériel roulant et le domaine foncier de l'Etat	Nombre de contrôles effectués	Unité	2020	2,0	0,0	2,0	2,0	3,0	4,0	DMTA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	l'Etat											
A5.3	Gestion du parc automobile	Gérer rationnellement le parc automobile de l'Etat	Proportion de véhicules dotés de fiche de suivi renseignée	Pourcentage	2020	35,5	35,5	53,4	69,3	83,1	85,2	DGCA
A5.4	Gestion du domaine foncier de l'Etat	Renforcer la sauvegarde du domaine foncier de l'Etat	Réserves administratives immatriculées	Unité	2020	85,0	72,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DAD
			Proportion des contrats de baux administratifs, des réserves de l'Etat révisés	Pourcentage	2020	25,0	25,0	25,0	30,0	50,0	65,0	DAD
A5.5	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur bancaire	Veiller à la rentabilité des participations de l'Etat et aux entreprises et au respect de la réglementation bancaire	Pourcentage d'entreprises suivies	Pourcentage	2020	53,0	69,4	80,0	90,0	100,0	100,0	DGTCP/DOFIPE
			Pourcentage de banques suivies	Pourcentage	2020	76,0	76,0	80,0	90,0	100,0	100,0	DGTCP/DOFIPE
A5.6	Appui logistique et humain aux autres directions de la DGTCP	Assurer la gestion optimale des ressources de la DGTCP	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2020	99,0	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DGTCP/DAM
A5.7	Gestion de la dette publique	Maîtriser l'endettement public	Taux d'endettement public inférieur ou égal à 70%	Pourcentage	2020	58,6	58,6	59,8	60,0	59,0	57,7	DGTCP/DDPF
			Taux d'intérêt composite de la dette publique	Pourcentage	2020	4,5	4,5	4,5	4,5	4,0	4,0	DGTCP/DDPF
A5.8	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérations de	Eviter l'accumulation des arriérés et le risque de	Taux de couverture des besoins de trésorerie	Pourcentage	2020	100,0	104,7	100,0	100,0	100,0	100,0	DGTCP/TGE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	la banque du Trésor	préfinancement en améliorant le financement de la dépense publique										
A5.9	Prévention et gestion du contentieux de l'Etat	Assurer la sauvegarde des droits et intérêts de l'Etat	Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires et autres créances contentieuses	Pourcentage	2020	0,0	0,0	75,0	78,6	82,4	85,0	DGTCP/RGE
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption	Renforcer et améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques	Nombre de rapports sur les dépenses et les contrats publics passés publiés	Unité	2 019	75,0	75,0	80,0	83,0	88,0	95,0	DNCF
A6.1	Contrôle des finances publiques	Veiller à l'application de la réglementation financière	Pourcentage de services public contrôlé	Pourcentage	2 019	87,0	90,0	95,0	100,0	100,0	100,0	DNCF
A6.2	Contrôle de passation des marchés publics et des conventions de délégations de service public	Veiller à la célérité des procédures de passation des marchés public et délégation de service public	Délai moyen de traitement des dossiers	Jour	2 019	7,8	7,5	15,0	15,0	15,0	15,0	DNCMP
A6.3	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes à	Traiter les informations financières	Nombres d'opérations suspectées et suivies	Pourcentage	2 019	329,0	250,0	240,0	220,0	220,0	220,0	CENTIF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	destruction massives											
A6.4	Contrôle et audit des finances publiques	Sécuriser les deniers publics	Taux d'activités réalisées par rapport au programme annuel d'activité	Pourcentage	2 019	75,0	80,0	90,0	95,0	95,0	97,0	IGF
A6.5	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	Réduire le nombre de structures illégales	Proportion de structures illégales fermées	Pourcentage	2 019	6,0	6,0	6,0	8,0	10,0	10,0	CAS-IMEC
A6.6	Surveillance du secteur des assurances	Assainir le secteur des assurances	Proportion des structures des assurances contrôlées et respectant la réglementation	Pourcentage	2 019	16,0	70,0	74,0	78,0	80,0	85,0	DNA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MEF	Assurer le pilotage du ministère	5 837	1 087 095	9 611	1 545 294	17 999	1 500 607	18 340	1 172 534	18 690	1 196 435	55 029	3 869 577
P2	Mobilisation des ressources financières	Accroître les ressources pour le financement des politiques publiques	4 455 557	21 455 557	0	17 028 252	0	19 801 214	0	19 801 807	0	19 802 412	0	59 405 433
P3	Gestion macroéconomique	Assurer un cadrage macroéconomique adéquat	2 739 752	2 983 366	2 573 027	2 939 573	2 175 785	2 547 780	5 776	368 176	5 886	379 454	2 187 447	3 295 410
P4	Programmation et gestion budgétaire	Assurer la soutenabilité budgétaire	8 113	2 562 430	10 264	2 792 320	19 222	2 860 208	19 587	2 850 466	19 959	2 816 868	58 768	8 527 542
P5	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	Assurer la gestion rationnelle des deniers publics et des biens de l'Etat	7 133 960	9 544 350	7 019 760	10 379 211	12 037 005	15 354 241	7 037 709	10 449 510	7 038 424	10 547 292	26 113 138	36 351 043
P6	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude, le faux et la corruption	Renforcer et améliorer l'efficacité dans la gestion des finances publiques	6 506	1 333 895	10 736	1 719 311	22 635	1 870 132	20 488	1 899 070	22 062	1 928 842	65 185	5 698 045
Total des programmes			14 349 725	38 966 692	9 623 398	36 403 961	14 272 646	43 934 182	7 101 900	36 541 564	7 105 021	36 671 303	28 479 567	117 147 049

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 081 258	0	1 535 683	0	1 482 608	0	1 154 194	0	1 177 745	0	3 814 548
Personnel	0	605 630	0	797 715	0	716 355	0	374 791	0	384 821	0	1 475 968
Biens et Services	0	370 628	0	632 968	0	661 253	0	674 403	0	687 924	0	2 023 580
Transferts Courants	0	105 000	0	105 000	0	105 000	0	105 000	0	105 000	0	315 000
Dépenses en capital	5 837	5 837	9 611	9 611	17 999	17 999	18 340	18 340	18 690	18 690	55 029	55 029
Dépenses d'investissement	5 837	5 837	9 611	9 611	17 999	17 999	18 340	18 340	18 690	18 690	55 029	55 029
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5 837	1 087 095	9 611	1 545 294	17 999	1 500 607	18 340	1 172 534	18 690	1 196 435	55 029	3 869 577

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	17 000 000	0	17 028 252	0	19 801 214	0	19 801 807	0	19 802 412	0	59 405 433
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	28 252	0	31 214	0	31 807	0	32 412	0	95 433
Transferts Courants	0	17 000 000	0	17 000 000	0	19 770 000	0	19 770 000	0	19 770 000	0	59 310 000
Dépenses en capital	4 455 557	4 455 557	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	4 455 557	4 455 557	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	164 335	164 335	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	4 291 222	4 291 222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	4 455 557	21 455 557	0	17 028 252	0	19 801 214	0	19 801 807	0	19 802 412	0	59 405 433

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	243 613	0	366 546	0	371 995	0	362 400	0	373 568	0	1 107 963
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	166 043	0	282 715	0	286 188	0	276 198	0	286 963	0	849 349
Biens et Services	0	12 570	0	18 831	0	20 807	0	21 202	0	21 605	0	63 614
Transferts Courants	0	65 000	0	65 000	0	65 000	0	65 000	0	65 000	0	195 000
Dépenses en capital	2 739 752	2 739 752	2 573 027	2 573 027	2 175 785	2 175 785	5 776	5 776	5 886	5 886	2 187 447	2 187 447
Dépenses d'investissement	1 513	1 513	3 027	3 027	5 669	5 669	5 776	5 776	5 886	5 886	17 331	17 331
Projets d'investissement	2 738 239	2 738 239	2 570 000	2 570 000	2 170 116	2 170 116	0	0	0	0	2 170 116	2 170 116
Investissement financés sur RI	50 000	50 000	70 000	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	2 688 239	2 688 239	2 500 000	2 500 000	2 170 116	2 170 116	0	0	0	0	2 170 116	2 170 116
Transferts en capital											0	0
Total	2 739 752	2 983 366	2 573 027	2 939 573	2 175 785	2 547 780	5 776	368 176	5 886	379 454	2 187 447	3 295 410

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 554 317	0	2 782 056	0	2 840 986	0	2 830 879	0	2 796 909	0	8 468 774
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	440 374	0	628 027	0	677 098	0	665 018	0	629 036	0	1 971 152
Biens et Services	0	59 667	0	94 029	0	103 888	0	105 861	0	107 873	0	317 622
Transferts Courants	0	2 054 277	0	2 060 000	0	2 060 000	0	2 060 000	0	2 060 000	0	6 180 000
Dépenses en capital	8 113	8 113	10 264	10 264	19 222	19 222	19 587	19 587	19 959	19 959	58 768	58 768
Dépenses d'investissement	8 113	8 113	10 264	10 264	19 222	19 222	19 587	19 587	19 959	19 959	58 768	58 768
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	8 113	2 562 430	10 264	2 792 320	19 222	2 860 208	19 587	2 850 466	19 959	2 816 868	58 768	8 527 542

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 410 390	0	3 359 451	0	3 317 236	0	3 411 801	0	3 508 868	0	10 237 905
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 244 384	0	3 112 688	0	3 049 844	0	3 140 278	0	3 233 134	0	9 423 256
Biens et Services	0	116 006	0	196 763	0	217 392	0	221 523	0	225 734	0	664 649
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	7 133 960	7 133 960	7 019 760	7 019 760	12 037 005	12 037 005	7 037 709	7 037 709	7 038 424	7 038 424	26 113 138	26 113 138
Dépenses d'investissement	9 711	9 711	19 760	19 760	37 005	37 005	37 709	37 709	38 424	38 424	113 138	113 138
Projets d'investissement	7 124 249	7 124 249	7 000 000	7 000 000	12 000 000	12 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	26 000 000	26 000 000
Investissement financés sur RI	7 124 249	7 124 249	7 000 000	7 000 000	12 000 000	12 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	26 000 000	26 000 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	7 133 960	9 544 350	7 019 760	10 379 211	12 037 005	15 354 241	7 037 709	10 449 510	7 038 424	10 547 292	26 113 138	36 351 043

Tableau n°3.6 : Coût du programme 6 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 327 390	0	1 708 575	0	1 847 497	0	1 878 582	0	1 906 780	0	5 632 860
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	715 797	0	1 060 498	0	1 164 820	0	1 190 899	0	1 217 760	0	3 573 480
Biens et Services	0	56 843	0	93 077	0	127 677	0	132 683	0	134 020	0	394 380
Transferts Courants	0	554 750	0	555 000	0	555 000	0	555 000	0	555 000	0	1 665 000
Dépenses en capital	6 506	6 506	10 736	10 736	22 635	22 635	20 488	20 488	22 062	22 062	65 185	65 185
Dépenses d'investissement	6 506	6 506	10 736	10 736	22 635	22 635	20 488	20 488	22 062	22 062	65 185	65 185
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	6 506	1 333 895	10 736	1 719 311	22 635	1 870 132	20 488	1 899 070	22 062	1 928 842	65 185	5 698 045

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	7 370 264	31 987 231	7 123 398	33 903 961	12 102 530	41 764 066	7 101 900	36 541 564	7 105 021	36 671 303	26 309 451	114 976 933
Hors Projets	31 680	24 648 647	53 398	26 833 961	102 530	29 764 066	101 900	29 541 564	105 021	29 671 303	309 451	88 976 933
Projets	7 124 249	7 124 249	7 000 000	7 000 000	12 000 000	12 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	26 000 000	26 000 000
Fonds de contrepartie	214 335	214 335	70 000	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	6 979 461	6 979 461	2 500 000	2 500 000	2 170 116	2 170 116	0	0	0	0	2 170 116	2 170 116
Dons	6 832 542	6 832 542	2 500 000	2 500 000	2 170 116	2 170 116	0	0	0	0	2 170 116	2 170 116
BM	2 122 781	2 122 781	1 500 000	1 500 000	997 414	997 414	0	0	0	0	997 414	997 414
UE	565 458	565 458	1 000 000	1 000 000	1 172 702	1 172 702	0	0	0	0	1 172 702	1 172 702
BAD	4 144 303	4 144 303	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	146 919	146 919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BAD	146 919	146 919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	14 349 725	38 966 692	9 623 398	36 403 961	14 272 646	43 934 182	7 101 900	36 541 564	7 105 021	36 671 303	28 479 567	117 147 049

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	24 616 967	0	26 780 563	0	29 661 536	0	29 439 664	0	29 566 282	0	88 667 482
Personnel	0	4 172 227	0	5 881 643	0	5 894 305	0	5 647 185	0	5 751 714	0	17 293 204
Biens et Services	0	615 713	0	1 063 921	0	1 162 231	0	1 187 479	0	1 209 568	0	3 559 278
Transferts Courants	0	19 829 027	0	19 835 000	0	22 605 000	0	22 605 000	0	22 605 000	0	67 815 000
Dépenses en capital	14 349 725	14 349 725	9 623 398	9 623 398	14 272 646	14 272 646	7 101 900	7 101 900	7 105 021	7 105 021	28 479 567	28 479 567
Dépenses d'investissement	31 680	31 680	53 398	53 398	102 530	102 530	101 900	101 900	105 021	105 021	309 451	309 451
Projets d'investissement	14 318 045	14 318 045	9 570 000	9 570 000	14 170 116	14 170 116	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	28 170 116	28 170 116
Investissement financés sur RI	7 338 584	7 338 584	7 070 000	7 070 000	12 000 000	12 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	26 000 000	26 000 000
Investissement financés sur RE	6 979 461	6 979 461	2 500 000	2 500 000	2 170 116	2 170 116	0	0	0	0	2 170 116	2 170 116
Total des programmes par nature	14 349 725	38 966 692	9 623 398	36 403 961	14 272 646	43 934 182	7 101 900	36 541 564	7 105 021	36 671 303	28 479 567	117 147 049

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	262	955 882	304	1 339 395	358	1 347 103	330	1 395 193	325	1 445 300
Catégorie A2	231	586 807	334	1 190 675	464	1 311 764	423	1 329 590	419	1 236 991
Catégorie A3	1	30 230	33	192 716	78	199 384	71	207 512	71	213 287
Catégorie B	152	417 751	251	655 028	318	700 031	306	722 889	257	737 316
Catégorie C	326	713 169	416	1 159 651	428	942 500	398	948 435	154	975 153
Catégorie D	37	71 105	51	106 520	60	129 508	56	104 586	23	177 631
Contractuels	57	52 055	58	6 384	11	7 409	11	7 597	11	7 792
Volontaires	11	0	8	0	7	0	7	0	7	0
TOTAL	1077	4 172 227	1455	5 881 643	1724	5 894 305	1602	5 647 185	1267	5 751 714

Tableau n°7 : Dotation du ministère

Code	Nature de dépense	2020		2021		2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	CHARGE FINANCIÈRE	0	100 088 554	0	110 059 651	0	124 309 377	0	134 493 152	0	146 049 901
	Intérêts sur la dette intérieure	0	85 700 655	0	90 868 651	0	106 910 070	0	117 482 487	0	129 781 949
	Intérêts sur la dette extérieure	0	14 387 899	0	19 191 000	0	17 399 307	0	17 010 665	0	16 267 952
	DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	201 347 848	0	158 766 977	0	231 577 893	0	207 578 029	0	237 563 781
	Personnel	0	832 938	0	15 811 440	0	4 511 440	0	4 511 440	0	4 511 440
	Dépenses en atténuation des recettes	0	123 645 131	0	67 300 421	0	134 067 258	0	114 336 103	0	113 828 999
	Diverses	0	68 269 779	0	67 055 116	0	84 399 195	0	80 130 486	0	110 623 342
	Transferts courants	0	8 600 000	0	8 600 000	0	8 600 000	0	8 600 000	0	8 600 000
	DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	40 891 203	40 891 203	73 510 558	73 510 549	38 370 670	38 370 670	37 978 431	37 978 431	35 482 076	35 482 076
	DÉPENSES COMMUNES D'INVESTISSEMENT	793 068	793 068	11 726 348	11 726 348	8 665 000	8 665 000	8 665 000	8 665 000	8 665 000	8 665 000
	Aménagement du CASEF	793 068	793 068	242 348	242 348	1 845 000	1 845 000	1 845 000	1 845 000	1 845 000	1 845 000
	Equipement du CASEF	0	0	120 000	120 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
	Aménagement et équipements de l'infirmerie CASEF	0	0	14 000	14 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	Achat de véhicules	0	0	350 000	350 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
	Réhabilitation bâtiments administratifs	0	0	1 000 000	1 000 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
	Construction des écoles et universités	0	0	10 000 000	10 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
	Autres immobilisations HPIP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNS	40 098 135	40 098 135	61 784 210	61 784 201	29 705 670	29 705 670	29 313 431	29 313 431	26 817 076	26 817 076
	Ressources internes	40 098 135	40 098 135	48 855 097	48 855 097	25 913 081	25 913 081	25 913 081	25 913 081	25 962 869	25 962 869
	Provision pour contrepartie des projets	6 000 000	6 000 000	469 700	469 700	473 301	473 301	473 301	473 301	473 301	473 301
	Projets de développement des quartiers	0	0	3 000 000	3 000 000	0	0	0	0	0	0
	Etudes des projets	2 500 000	2 500 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
	PAPV	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
	Projet PIA (Prérequis)	0	0	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0	0	0
	Pro MIFA	438 135	438 135	385 397	385 397	439 780	439 780	439 780	439 780	489 568	489 568
	Réhabilitation du CASEF	1 160 000	1 160 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	PUDC	10 000 000	10 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ressources externes	0	0	12 929 113	12 929 104	3 792 589	3 792 589	3 400 350	3 400 350	854 207	854 207
	Emprunts	0	0	11 064 122	11 064 113	1 700 175	1 700 175	1 700 175	1 700 175	758 756	758 756
	PUDC	0	0	10 000 000	10 000 000	0	0	0	0	0	0
	Pro MIFA (Emprunt)	0	0	1 064 122	1 064 113	1 700 175	1 700 175	1 700 175	1 700 175	758 756	758 756
	Dons	0	0	1 864 991	1 864 991	2 092 414	2 092 414	1 700 175	1 700 175	95 451	95 451
	Pro MIFA (Don)	0	0	1 864 991	1 864 991	1 700 175	1 700 175	1 700 175	1 700 175	95 451	95 451
	Projet d'appui ciblé à l'exécution du PND (PAE-PND)	0	0	0	0	392 239	392 239	0	0	0	0
	TOTAL	40 891 203	342 327 605	73 510 558	342 337 177	38 370 670	394 257 940	37 978 431	380 049 612	35 482 076	419 095 758

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

2.2.2. Ministère de la plan et de la coopération (Section 220)

Selon les termes du décret 2012-004/PR en date du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministère chargé de la planification du développement a pour mission d'assurer l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de planification du développement et de mobilisation des ressources extérieures pour le financement du développement en relation avec les autres départements ministériels et institutions de l'Etat.

❖ Politique et stratégies du ministère

Pour accomplir cette mission, le ministère dispose des outils relatifs à la planification, à la mobilisation des ressources et aux statistiques.

- Outils de planification : le document-cadre du système national de planification, le guide d'implantation de la chaîne de planification, de programmation, de budgétisation, d'exécution et de suivi-évaluation (PPBESE), le guide d'élaboration des politiques sectorielles, le guide d'élaboration des politiques publiques, le guide d'intégration des données démographiques dans les documents de politiques sectorielles.
- Outils de mobilisation des ressources : la stratégie nationale de mobilisation de partenariat et de ressources, la politique sur l'aide au développement, la monographie des partenaires.
- Outils statistiques : la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS).
- Outils de suivi -évaluation : la politique intégrée de suivi-évaluation, le système intégré de suivi évaluation, le guide de suivi-évaluation. Par ailleurs, il y a le cadre institutionnel de suivi-évaluation assorti de projets de textes pour son opérationnalisation.

❖ Contraintes et défis

En termes de contraintes, on relève une insuffisance de capacités des ressources humaines, institutionnelle, organisationnelle, technique et managériale, une insuffisance de pratique de la culture de planification et de statistique, une insuffisance de capacité de mobilisation et d'absorption de ressources financières et de suivi-évaluation et la multiplicité des approches et méthodologies de conception d'instruments de planification.

Les grands défis à relever par le ministère sont relatifs au renforcement des capacités des cadres en technique de planification, de programmation et de suivi-évaluation en vue de l'opérationnalisation du système de planification dans tous les secteurs, à la mobilisation suffisante des partenaires pour accompagner la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, au suivi de la mise en œuvre des projets d'investissements publics ainsi que l'élargissement du programme d'investissement public aux investissements des collectivités locales, des entreprises publiques, etc.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires pour l'année 2022**

Les choix stratégiques et budgétaires opérés pour l'année 2022 tournent autour des orientations du gouvernement contenues dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025 et se présentent comme suit :

- le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- l'élaboration du rapport bilan 2021 de mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- le renforcement des capacités des ministères sectoriels et institutions de la République sur l'intégration des ODD et de l'Agenda 2030 dans la planification ;
- la revue des politiques sectorielles et publiques ;
- l'appui à l'actualisation des politiques sectorielles et publiques des ministères ;
- l'élaboration et l'actualisation du PIP 2023-2025 ; le suivi physique des projets d'investissement public ;
- le suivi administratif de l'exécution financière des projets d'investissements publics ;
- l'élaboration des rapports périodiques sur l'exécution des projets du PIP ;
- le renforcement des capacités des sectorielles sur la sélection, la hiérarchisation et la programmation des projets d'investissements publics au regard des instructions issues du séminaire gouvernemental de juillet 2021 ;
- la mobilisation des ressources extérieures pour le financement du développement
- la réalisation de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) ;
- la réalisation du recensement général de la population et de l'habitat, 5^e édition (RGPH 5).

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

La mise en œuvre de ces choix budgétaires se fera à travers trois (03) programmes à savoir :

- Programme 1 : pilotage et soutien aux services du ministère dont l'objectif principal est d'assurer le pilotage et la coordination des services du ministère, est placé sous la responsabilité de monsieur Bèguédouwè PANETO, Secrétaire général ;
- Programme 2 : planification du développement qui vise à assurer une meilleure coordination des actions du développement, est coordonné par madame AKPABIE Adoukoê Adjoavi, Directrice générale adjointe de la planification et du développement ;
- Programme 3 : coopération au développement qui vise à assurer une mobilisation et une coordination efficace du partenariat et de l'aide publique pour le financement des projets et programmes de développement est placé sous la responsabilité de madame ISSIFOU Alima, Directrice générale de la mobilisation de l'aide et du partenariat.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structu re respon sable
				Unité de mesure	Anné e	Val eur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Assurer le pilotage et la coordination des services du MPC	Taux d'exécution physique des programmes	%	2019	89,5	90,0	93,0	95,0	95,0	95,0	SG
A1.1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement et de la coopération	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MPDC	Nombre de cadres de concertation règlementaires tenus	nbre	2019	30,0	35,0	37,0	40,0	40,0	40,0	SG
			Proportion des recommandations issues des cadres de concertations mises en œuvre	%	2019	80,0	85,0	90,0	92,0	94,0	96,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2019	10,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2019	89,5	90,0	93,0	95,0	96,0	98,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement du MPDC	Pourcentage de rapports de suivi-évaluation disponibles	%	2019	0,0	1,0	2,0	3,0	3,0	3,0	DPSE
			Nombre de projets mûrs inscrits au PIP	nbre	2019	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DPSE
A1.4	Gestion du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de bases de données mises à jour	nbre	2019	2,0	3,0	3,0	4,0	4,0	4,0	CSI
			Taux d'accroissement de la fréquentation	%	2019	8,0	8,0	10,0	11,0	11,0	12,0	CDT
A1.5	Formation diplômante et modulaire en informatique	assurer une meilleure maitrise de l'outil informatique et doter les pays membres de l'IAI de cadres spécialisées en informatique	nombre de personnes formées en informatiques,	nbre	2019	19,0	15,0	20,0	90,0	100,0	110,0	CENET I
			Nombre de diplômés formés en génie logiciel et système de réseaux	nbre	2019	0,0	0,0	5,0	15,0	20,0	30,0	CENET I
A1.6	Genre et équité	favoriser la représentativité	proportion de femmes aux postes de	%	2019	22,0	22,0	25,0	30,0	30,0	0,0	CFG

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
		des femmes dans les actions du ministère	décision									
			Nombre d'agent du ministère formés en genre et équité	nbre	2019	0,0	0,0	40,0	30,0	5,0	5,0	CFG
P2	Planification du développement	assurer une meilleure coordination des actions du développement	Nombre d'actions de développement suivies et évaluées	nbre	2019	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DGPD
			Nombre de projet et programme évalué	nbre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	DGPD
A2.1	Analyse des rapports	Analyser les rapports pertinents pour la prise de décision	Nombre de rapports analysés	nbre	2019	0,0	0,0	30,0	35,0	40,0	45,0	DEG
A2.2	Coordination des actions du développement	Optimiser la programmation des investissements publics et accroître la contribution des secteurs à la réalisation des priorités nationales	Nombre de rapport semestriel de mise en œuvre du PIP élaboré	nbre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	DPPD
			Nombre de nouveaux projets ayant fait objet d'évaluation ex ante	nbre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	DPPD
A2.3	Intégration du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	assurer une meilleure prise en compte des questions de population et la capture du dividende démographique au Togo	Nombre de policy brief élaboré	nbre	2019	0,0	0,0	3,0	5,0	5,0	5,0	DEP
			Nombre de rapport du profil pays du dividende démographique	nbre	2019	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	DEP
A2.4	Développement du système statistique national	Produire des données statistiques adaptées aux besoins des utilisateurs	taux d'utilisateurs satisfaits	%	2019	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	INSEE D
P3	Coopération au développement	Assurer une mobilisation efficace du partenariat et de l'aide publique pour le financement des projets programmes de développement	Taux d'accroissement des ressources externes mobilisées	%	2019	15,8	1,3	5,1	10,0	10,0	16,0	DGMA P

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A3.1	accroître la mobilisation des ressources extérieures bilatérales pour le financement du développement	accroître la mobilisation des ressources extérieures bilatérales pour le financement du développement	Taux d'accroissement des ressources extérieures bilatérales mobilisées y compris les ONG	%	2019	0,0	15,1	2,0	5,0	5,0	8,0	DCB
			Nombre de nouveaux partenariats bilatéraux noués	Nbre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	3,0	DCB
A3.2	accroître la mobilisation des ressources extérieures multilatérales pour le financement du développement	accroître la mobilisation des ressources extérieures multilatérales pour le financement du développement	Taux d'accroissement des ressources extérieures multilatérales mobilisées	%	2019	53,8	0,0	3,0	5,0	5,0	8,0	DCM
			Nombre de nouveaux partenariats multilatéraux noués	nbre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	3,0	DCM/DCB

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien au service du MPDC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MPC	15 000	677 149	15 626	803 252	100 000	703 597	109 000	711 988	118 810	724 279	327 810	2 139 864
P2	Planification du développement	assurer une meilleure coordination des actions du développement	980 000	2 493 956	1 572 630	2 767 189	6 213 029	7 682 242	5 100 000	6 563 115	2 430 000	3 893 772	13 743 029	18 139 129
P3	Coopération au développement	Assurer une mobilisation efficace du partenariat et de l'aide publique pour le financement des projets programmes de développement	0	107 321	0	256 398	0	368 411	0	375 600	0	376 605	0	1 120 616
Total des programmes			995 000	3 278 426	1 588 256	3 826 839	6 313 029	8 754 250	5 209 000	7 650 703	2 548 810	4 994 656	14 070 839	21 399 609

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	662 149	0	787 626	0	603 597	0	602 988	0	605 469	0	1 812 054
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	339 833	0	510 079	0	324 298	0	322 341	0	319 103	0	965 742
Biens et Services	0	237 316	0	192 547	0	194 299	0	195 647	0	201 366	0	591 312
Transferts Courants	0	85 000	0	85 000	0	85 000	0	85 000	0	85 000	0	255 000
Dépenses en capital	15 000	15 000	15 626	15 626	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	15 000	15 000	15 626	15 626	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	15 000	677 149	15 626	803 252	100 000	703 597	109 000	711 988	118 810	724 279	327 810	2 139 864

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 513 956	0	1 194 559	0	1 469 213	0	1 463 115	0	1 463 772	0	4 396 100
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	583 956	0	274 559	0	547 713	0	541 015	0	540 672	0	1 629 400
Biens et Services	0	44 000	0	34 000	0	35 500	0	36 100	0	37 100	0	108 700
Transferts Courants	0	886 000	0	886 000	0	886 000	0	886 000	0	886 000	0	2 658 000
Dépenses en capital	980 000	980 000	1 572 630	1 572 630	6 213 029	6 213 029	5 100 000	5 100 000	2 430 000	2 430 000	13 743 029	13 743 029
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	980 000	980 000	1 572 630	1 572 630	6 213 029	6 213 029	5 100 000	5 100 000	2 430 000	2 430 000	13 743 029	13 743 029
Investissement financés sur RI	80 000	80 000	106 324	106 324	1 600 000	1 600 000	0	0	0	0	1 600 000	1 600 000
Investissement financés sur RE	900 000	900 000	1 466 306	1 466 306	4 613 029	4 613 029	5 100 000	5 100 000	2 430 000	2 430 000	12 143 029	12 143 029
Transferts en capital											0	0
Total	980 000	2 493 956	1 572 630	2 767 189	6 213 029	7 682 242	5 100 000	6 563 115	2 430 000	3 893 772	13 743 029	18 139 129

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	107 321	0	256 398	0	368 411	0	375 600	0	376 605	0	1 120 616
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	83 821	0	232 898	0	343 411	0	350 000	0	350 005	0	1 043 416
Biens et Services	0	23 500	0	23 500	0	25 000	0	25 600	0	26 600	0	77 200
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	107 321	0	256 398	0	368 411	0	375 600	0	376 605	0	1 120 616

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	95 000	2 378 426	121 950	2 360 533	1 700 000	4 141 221	109 000	2 550 703	118 810	2 564 656	1 927 810	9 256 580
Hors Projets	15 000	2 298 426	15 626	2 254 209	100 000	2 541 221	109 000	2 550 703	118 810	2 564 656	327 810	7 656 580
Projets	80 000	80 000	106 324	106 324	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	1 600 000	1 600 000	0	0	0	0	1 600 000	1 600 000
Financement extérieur	900 000	900 000	1 466 306	1 466 306	4 613 029	4 613 029	5 100 000	5 100 000	2 430 000	2 430 000	12 143 029	12 143 029
Dons	900 000	900 000	684 820	684 820	4 613 029	4 613 029	800 000	800 000	530 000	530 000	5 943 029	5 943 029
BM	900 000	900 000	684 820	684 820	3 221 286	3 221 286	800 000	800 000	530 000	530 000	4 551 286	4 551 286
UEMOA	0	0	0	0	191 743	191 743	0	0	0	0	191 743	191 743
UNFPA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CEA	0	0	0	0	1 200 000	1 200 000	0	0	0	0	1 200 000	1 200 000
Emprunts	0	0	781 486	781 486	0	0	4 300 000	4 300 000	1 900 000	1 900 000	6 200 000	6 200 000
BM	0	0	781 486	781 486	0	0	4 300 000	4 300 000	1 900 000	1 900 000	6 200 000	6 200 000
TOTAL DE FINANCEMENT	995 000	3 278 426	1 588 256	3 826 839	6 313 029	8 754 250	5 209 000	7 650 703	2 548 810	4 994 656	14 070 839	21 399 609

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 283 426	0	2 238 583	0	2 441 221	0	2 441 703	0	2 445 846	0	7 328 770
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 007 610	0	1 017 536	0	1 215 422	0	1 213 356	0	1 209 780	0	3 638 558
Biens et Services	0	304 816	0	250 047	0	254 799	0	257 347	0	265 066	0	777 212
Transferts Courants	0	971 000	0	971 000	0	971 000	0	971 000	0	971 000	0	2 913 000
Dépenses en capital	995 000	995 000	1 588 256	1 588 256	6 313 029	6 313 029	5 209 000	5 209 000	2 548 810	2 548 810	14 070 839	14 070 839
Dépenses d'investissement	15 000	15 000	15 626	15 626	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	980 000	980 000	1 572 630	1 572 630	6 213 029	6 213 029	5 100 000	5 100 000	2 430 000	2 430 000	13 743 029	13 743 029
Investissement financés sur RI	80 000	80 000	106 324	106 324	1 600 000	1 600 000	0	0	0	0	1 600 000	1 600 000
Investissement financés sur RE	900 000	900 000	1 466 306	1 466 306	4 613 029	4 613 029	5 100 000	5 100 000	2 430 000	2 430 000	12 143 029	12 143 029
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	995 000	3 278 426	1 588 256	3 826 839	6 313 029	8 754 250	5 209 000	7 650 703	2 548 810	4 994 656	14 070 839	21 399 609

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	79	0	79	0	72	0	71	0	71	0
Catégorie A2	110	0	110	0	109	0	107	0	107	0
Catégorie A3	1	0	1	0	4	0	4	0	4	0
Catégorie B	70	0	70	0	53	0	53	0	53	0
Catégorie C	55	0	55	0	42	0	40	0	40	0
Catégorie D	5	0	5	0	4	0	4	0	4	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	320	1 007 610	320	1 017 536	284	1 215 422	279	1 213 356	279	1 209 780

2.2.3. Ministère des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur (Section 230)

❖ Mission du ministère

Aux termes du décret N° 2012-004 /PR du 29 février 2012 portant attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministère des affaires étrangères met en œuvre la politique extérieure du Togo définie par le Président de la République. Il est chargé des relations internationales.

Le ministère négocie et signe, par délégation du Président de la République, les traités, les conventions et accords internationaux et veille à leur ratification. Il est responsable de la gestion des relations diplomatiques entre le Togo et les autres nations, les organisations internationales, régionales ou sous régionales et assure la promotion, la protection et la défense des intérêts du Togo et des nationaux vivant à l'étranger. Il élabore les stratégies visant à faire participer la diaspora à l'œuvre de construction nationale et au développement du pays. Il veille au bon fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires et s'assure qu'elles exécutent leur mission de représentation conformément aux règles, usages et pratiques internationaux.

Le ministère assure, en liaison avec le ministère chargé des finances et le ministère chargé de la planification et du développement, la cohérence et le suivi de la politique de coopération bilatérale, technique, sociale et culturelle définie par le Gouvernement. Il étudie toutes informations ou questions susceptibles d'affecter les orientations de la politique de coopération technique du Gouvernement."

Au titre des instruments internationaux, on peut mentionner les Conventions sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946 et des institutions spécialisées du 21 novembre 1947, les conventions de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et de 1963 sur les relations consulaires, la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques du 14 décembre 1973.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

La feuille de route gouvernementale, Togo 2025 que le ministère est appelé à mettre en œuvre.

- Contribuer au développement des infrastructures d'accueil scolaire par des campagnes de communication et la mise en place de programme de financement par la diaspora ;
- Contribuer à la promotion du tourisme local dans la sous-région ;
- Contribuer à l'attraction des investissements extérieurs notamment en assurant la promotion des opportunités d'investissements au Togo ;
- Contribuer à l'identification et au suivi des talents parmi les togolais à l'étranger afin de les attirer dans la fonction publique ;
- Contribuer à augmenter des revenus de l'Etat par attraction d'investissements extérieurs.

❖ Contraintes et défis du ministère

Au cours de ces dernières années, la pratique diplomatique s'est considérablement diversifiée suivant l'évolution des enjeux internationaux. Le ministère chargé des affaires étrangères doit pouvoir contribuer à la mise en œuvre d'orientation extérieure basée sur des considérations et réalités internationales, régionales et nationales afin de permettre au gouvernement de faire face aux nombreux besoins de la population.

Sur le plan international, les enjeux auxquels sont confrontés les Etats ne cessent de se complexifier. L'environnement international reste aujourd'hui marqué par la fragilité des questions économiques et financières, les crises sociopolitiques, la recrudescence de nouvelles menaces à la paix et à la sécurité internationales telles que la piraterie maritime, la criminalité transnationale organisée, le terrorisme international et l'extrémisme violent, les trafics illicites de tous genres et les questions migratoires.

Sur le plan régional, la promotion de l'intégration régionale demeure une priorité nationale. Aussi, la visibilité, le positionnement et le rayonnement du Togo constituent-ils des enjeux majeurs.

Sur le plan national, le défi majeur demeure de passer de la diplomatie classique représentative à un véritable instrument de soutien à la croissance économique et au développement. L'enjeu consisterait non seulement à donner du contenu à la diplomatie économique mais également à élaborer la politique étrangère y relative.

Prenant en compte l'importance des togolais de l'extérieur, il s'emploiera à mobiliser la diaspora pour optimiser leur contribution au développement national. Par ailleurs, la coordination interministérielle de la coopération au développement, la planification des actions au sein du ministère ajoutée à une volonté politique manifeste demeure une préoccupation du département.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Le ministère envisage redoubler d'efforts pour amener la diaspora à s'impliquer davantage au processus, par son investissement, dans les projets de développement socio-économiques.

A ce titre, à l'horizon 2022, le ministère envisage de déployer une diplomatie dynamique et offensive basée sur un réseau diplomatique suffisamment étendu pour contribuer significativement à l'atteinte des objectifs.

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	SALIFOU O. Afo	Secrétaire Général
P2 : Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional, régional et international	M. GNAMA Tchaa Batchassi	Directeur de la Coopération Internationale
P3 : Mobilisation de la diaspora et placement togolais dans organisations internationales	M. AZILAN A. K. Afetogbo	Directeur des Togolais de l'Extérieur

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeu r			2020	2021	2022	
P1	pilotage et soutien aux services du MAEIRTE	assurer la mise en œuvre effective et efficiente de tous les programmes du ministère	taux d'exécution des programmes du ministère	%	2019	73,0	73,0	85,0	90,0	92,0	95,0	SECRETARIA T GENERAL
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de cadres de concertation réglementaires tenus	Nombre	2019	22,0	22,0	22,0	23,0	24,0	24,0	Cabinet
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace, efficiente et optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Proportion d'agents (formés, promus, mutés)	%	2019	8,0	8,0	8,0	8,0	9,0	9,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2019	91,0	93,0	94,0	97,0	98,0	98,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation et suivi- évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	Nombre	2019	35,0	35,0	35,0	40,0	45,0	45,0	DPSE
A1.4	Gestion et suivi- évaluation du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de base de données mises en place	Nombre	2019	10,0	10,0	11,0	12,0	13,0	13,0	DCD
A1.5	Genre et équité	Favoriser la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion des femmes aux postes de décisions	%	2019	10,0	10,0	20,0	20,0	20,0	20,0	Cellule genre
P2	diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	Développer la coopération aux plans sous régional, régional et international	taux de couverture diplomatique	%	2019	55,0	55,0	55,0	57,0	65,0	65,0	DAP
A2.1	Renforcement du cadre	Formaliser les règles du	Taux d'appropriation	%	2019	5,0	5,0	10,0	20,0	40,0	40,0	DPE

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeu r			2020	2021	2022	
	juridique et réglementaire du protocole d'Etat et de gestion des privilèges et immunités	protocole d'Etat	des textes adoptés									
			Taux d'informatisation des documents	%	2019	5,0	5,0	20,0	40,0	50,0	50,0	DPE
A2.2	Extension du réseau diplomatique du Togo	Renforcer le réseau diplomatique du Togo	Proportion d'extension des missions diplomatiques	Nombre	2019	23,0	23,0	23,0	25,0	27,0	27,0	DAP
A2.3	Négociation, conclusion, ratification, suivi des accords et organisation des campagnes de sensibilisation	Renforcer la présence du Togo sur l'échiquier international	Nombre d'accords signés et ratifiés	Nombre	2019	15,0	15,0	15,0	17,0	20,0	20,0	DAJC
A2.4	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	Consolider la paix et la sécurité internationale	Nombre de participations du Togo aux initiatives internationales à la paix et à la sécurité	Nombre	2019	12,0	12,0	15,0	18,0	21,0	21,0	DADS
A2.5	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	Attirer les investisseurs et touristes étrangers	Nombre d'étrangers ayant contacté les représentations diplomatiques du Togo ou le ministère des affaires étrangères pour des informations économiques, culturelles et touristiques	Nombre	2019	50 000,0	50 000,0	50 500,0	55 000,0	60 000,0	60 000,0	DCI
A2.6	Promotion de la libre circulation des	Contribuer à l'intégration sous régionale et africaine	Nombre de barrières réduites	Nombre	2019	8,0	8,0	10,0	12,0	15,0	15,0	DIA

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
	personnes et des biens et l'accès des Togolais aux marchés communautaires											
P3	Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	Contribuer au développement national	part de la contribution de la diaspora au PIB	%	2019	0,9	1,0	1,2	1,3	1,4	1,4	DTE
A3.1	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	Mobiliser les investissements, compétences et savoir faire des Togolais de l'extérieur	Proportion des Togolais de l'extérieur ayant investi au Togo	%	2019	2,0	2,0	3,0	5,0	7,0	7,0	DTE
A3.2	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	Accroître la présence du Togo et des togolais dans les organisations internationales	Nombre de togolais dans les organisations internationales	Nombre	2019	155,0	155,0	160,0	165,0	170,0	170,0	DOI
			Taux de représentativité du Togo dans les postes et/ou organes internationaux	%	2019	47,0	47,0	49,0	52,0	56,0	56,0	DOI

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services MAEIRTE	Assurer la mise en œuvre effective et efficiente de tous les programmes du ministère	67 804	1 091 577	79 883	691 055	123 549	1 058 182	134 668	1 084 549	146 789	1 121 101	405 006	3 263 833
P2	Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans sous régional et international	Développer la coopération aux plans sous régional, régional et international	175 701	14 353 598	168 701	13 273 700	197 951	14 685 353	215 767	14 966 522	235 186	15 333 955	648 904	44 985 830
P3	Mobilisation de la diaspora et placement des togolais dans les organisations internationales	Contribuer au développement national	0	6 995	0	76 031	28 500	118 920	31 065	123 448	33 861	128 687	93 426	371 055
Total des programmes			243 505	15 452 170	248 584	14 040 786	350 000	15 862 455	381 501	16 174 519	415 836	16 583 743	1 147 336	48 620 718

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 023 773	0	611 172	0	934 633	0	949 881	0	974 313	0	2 858 826
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	750 445	0	283 517	0	429 970	0	440 231	0	449 735	0	1 319 936
Biens et Services	0	273 328	0	327 655	0	504 663	0	509 650	0	524 577	0	1 538 890
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	67 804	67 804	79 883	79 883	123 549	123 549	134 668	134 668	146 789	146 789	405 006	405 006
Dépenses d'investissement	67 804	67 804	79 883	79 883	123 549	123 549	134 668	134 668	146 789	146 789	405 006	405 006
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	67 804	1 091 577	79 883	691 055	123 549	1 058 182	134 668	1 084 549	146 789	1 121 101	405 006	3 263 833

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	14 177 897	0	13 104 999	0	14 487 402	0	14 750 755	0	15 098 769	0	44 336 926
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	6 648 247	0	6 750 318	0	7 162 885	0	7 373 518	0	7 561 608	0	22 098 010
Biens et Services	0	5 471 150	0	4 296 181	0	5 266 017	0	5 318 738	0	5 478 661	0	16 063 416
Transferts Courants	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 058 500	0	6 175 500
Dépenses en capital	175 701	175 701	168 701	168 701	197 951	197 951	215 767	215 767	235 186	235 186	648 904	648 904
Dépenses d'investissement	175 701	175 701	168 701	168 701	197 951	197 951	215 767	215 767	235 186	235 186	648 904	648 904
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	175 701	14 353 598	168 701	13 273 700	197 951	14 685 353	215 767	14 966 522	235 186	15 333 955	648 904	44 985 830

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	6 995	0	76 031	0	90 420	0	92 383	0	94 826	0	277 629
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	66 031	0	60 420	0	62 083	0	63 617	0	186 120
Biens et Services	0	6 995	0	10 000	0	30 000	0	30 300	0	31 209	0	91 509
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	28 500	28 500	31 065	31 065	33 861	33 861	93 426	93 426
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	28 500	28 500	31 065	31 065	33 861	33 861	93 426	93 426
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	6 995	0	76 031	28 500	118 920	31 065	123 448	33 861	128 687	93 426	371 055

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	243 505	15 452 170	248 584	14 040 786	350 000	15 862 455	381 501	16 174 519	415 836	16 583 743	1 147 336	48 620 718
Hors Projets	243 505	15 452 170	248 584	14 040 786	350 000	15 862 455	381 501	16 174 519	415 836	16 583 743	1 147 336	48 620 718
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	243 505	15 452 170	248 584	14 040 786	350 000	15 862 455	381 501	16 174 519	415 836	16 583 743	1 147 336	48 620 718

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	15 208 665	0	13 792 202	0	15 512 455	0	15 793 019	0	16 167 908	0	47 473 381
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	7 398 692	0	7 099 866	0	7 653 275	0	7 875 831	0	8 074 960	0	23 604 067
Biens et Services	0	5 751 473	0	4 633 836	0	5 800 680	0	5 858 687	0	6 034 447	0	17 693 815
Transferts Courants	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 058 500	0	2 058 500	0	6 175 500
Dépenses en capital	243 505	243 505	248 584	248 584	350 000	350 000	381 501	381 501	415 836	415 836	1 147 336	1 147 336
Dépenses d'investissement	243 505	243 505	248 584	248 584	350 000	350 000	381 501	381 501	415 836	415 836	1 147 336	1 147 336
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	243 505	15 452 170	248 584	14 040 786	350 000	15 862 455	381 501	16 174 519	415 836	16 583 743	1 147 336	48 620 718

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	97	0	97	0	99	0	99	0	99	0
Catégorie A2	18	0	18	0	20	0	20	0	20	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	18	0	18	0	19	0	19	0	19	0
Catégorie C	16	0	16	0	16	0	16	0	16	0
Catégorie D	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Contractuels	6	0	6	0	6	0	6	0	6	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	156	7 398 692	156	7 099 866	161	7 653 275	161	7 875 831	161	8 074 960

2.2.4. Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Section 240)

❖ Mission du ministère

Le ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a pour mission de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Comme attribution, le ministère doit :

- Impulser la dynamique nécessaire pour promouvoir et soutenir le développement harmonieux des communautés à la base, assurer la prise en compte des préoccupations de ces communautés dans les politiques et stratégies de croissance pour la réduction de la pauvreté ;
- Veiller au renforcement des capacités des organisations et collectivités locales en matière de développement à la base et à la mise en œuvre de la politique du développement à la base à travers les différents programmes sectoriels, la microfinance et les activités génératrices de revenus ;
- Mobiliser en collaboration avec le ministère des affaires étrangères et de la coopération, le ministère de l'économie et des finances et le ministère de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire, les ressources pour le financement des initiatives de développement à la base ;
- Elaborer avec les ministères concernés notamment, le ministère de l'emploi, le ministère de la formation professionnelle le plan de formation des jeunes et connaître toutes les questions relatives à l'encadrement et l'emploi des jeunes, à leur insertion socio-économique, à leur participation à la prise des décisions et à leur intégration dans le processus de développement et de construction nationale.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du Ministère

- ✓ La politique nationale de développement à la base (PNDB),
- ✓ La politique nationale de jeunesse (PNJ),
- ✓ Plan stratégique national pour l'emploi des jeunes (PSNEJ);

❖ Contraintes et défis du ministère

Pour accélérer la participation des communautés à la base et des jeunes à la réalisation des objectifs de développement durable et à la mise en œuvre du PND et en lien avec la feuille de route du Gouvernement, le ministère devra développer des stratégies visant à lutter prioritairement contre la pauvreté et doter de façon équitable les communautés, les organisations et les jeunes de moyens nécessaires à la création des richesses. Les grands défis à relever s'inscrivent donc dans des enjeux d'ordre économique, technique, organisationnel, socio culturel, environnemental et d'équité et d'égalité du genre.

Le défi majeur que le ministère devra relever est de mettre en place le Registre Social Unique (RSU) conformément à la feuille de route du Gouvernement et de rendre viable et durable les communautés et organisations à la base. En cinq (5) ans, soit de 2019 à 2023, toutes les actions entreprises devraient contribuer à

la réduction de la vulnérabilité des populations à la base en accompagnant plus de 10 000 organisations à la base. A terme et plus précisément à l'horizon 2030, les ODD 1, 8 et 10 pourraient être atteints.

Les actions du ministère dans le cadre de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes intègrent les ODD 8 et 4 et participant à l'atteinte de l'effet 3 « *Les populations, en particulier les jeunes et les femmes, ont accès à un emploi productif, décent et durable* » de l'axe 3 du PND. Dans le même sens, le ministère devra contribuer à la conduite de la réforme relative au renforcement des mécanismes d'appui aux très petites et moyennes entreprises (TPME).

Aussi, à l'horizon 2030, à travers l'ANVT, l'employabilité de plus de 13 000 jeunes diplômés sera-t-elle améliorée. Une proportion de 25% pourra s'insérer sur le marché du travail et une proportion non négligeable sera insérée à travers l'entrepreneuriat. Aussi, plus de 15 000 jeunes déscolarisés sans qualification pourront-ils participer à des travaux d'utilité publique et le 1/3 sera installé après l'apprentissage des métiers de l'artisanat.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Les choix stratégiques du ministère pour l'année 2022 portent sur le développement intégré et équitable des communautés à la base, la responsabilisation accrue des bénéficiaires de projets, le suivi du niveau d'atteinte du minimum vital commun, la mise en place des plateformes multifonctionnelles solaires pour répondre à l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), ODD 8 (croissance économique), l'actualisation de la politique nationale du développement à la base, l'élaboration d'un nouveau plan stratégique national pour la jeunesse et l'emploi des jeunes, la mise en place des écoles d'excellence dans le cadre de l'alimentation scolaire, etc.

❖ **Mention des noms, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Programme	Noms et prénoms et titre du responsable	Titre /Fonction du responsable de Programme
Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	M. AGBISSO A. Wanata	Secrétaire Général du Ministère
Développement à la Base	M. Yawotse VOVOR	Directeur de Cabinet
Jeunesse	M. ANALA Arime Telata	Directeur de la Jeunesse

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	Améliorer la qualité des services publics du MDBJEJ	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du ministère	Taux	2019	87,6	95,0	96,0	96,0	96,0	96,0	SG
A1.1	Pilotage et Coordination des actions du MDBJEJ	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MDBJEJ	Nombre de cadres de concertation règlementaires tenus	Nbre	2017	20,0	22,0	23,0	23,0	23,0	23,0	SG
			Proportion des recommandations issues des cadres de concertations mises en œuvre	Proportion	2017	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0
A1.2	Gestion des ressources humaines du MDBJEJ	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	Proportion	2017	10,0	20,0	20,0	25,0	26,0	28,0	SG
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières du MDBJEJ	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Taux	2017	80,0	80,0	80,0	90,0	92,0	93,0	SG/DAAF
			Proportion des structures tenant la comptabilité matière	Pourcentage	2019	0,0	80,0	90,0	100,0	100,0	100,0	SG/DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et Analyse Socio-Economique	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Pourcentage de rapports de suivi-évaluation disponibles	Pourcentage	2017	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.5	Gestion du système d'information, documentation	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Proportion de données statistique publiées	Proportion	2017	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	et archives											
A1.6	Genre et équité	Assurer la promotion de l'équité genre	Proportion des hommes et femmes occupant des postes de responsabilité au sein du ministère	Proportion	2020	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	Cellule genre
P2	Développement à la base	Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre	Nombre d'organisations de développement à la base accompagnées	Nombre	2019	2 000,0	0,0	2 100,0	2 100,0	2 150,0	2 200,0	DDC
A2.1	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	Améliorer les capacités d'auto développement des communautés à la base	Proportion des communautés à la base ayant réalisé un microprojet	Pourcentage	2019	6,0	7,0	6,0	7,0	7,0	7,0	DDC/ ANADEB
A2.2	Valorisation des potentialités productives locales	Contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations à la base	Pourcentage des membres des organisations à la base ayant augmenté leurs revenus	Pourcentage	2018	70,0	72,0	72,0	73,0	74,0	75,0	ANADEB/DDC/ PTFM
A2.3	Amélioration des infrastructures de base	Contribuer à l'amélioration de l'accès des hommes et des femmes aux infrastructures de base	Nombre d'unités d'infrastructures socio-économiques et communautaires de base mises en place	Pourcentage	2019	67,0	186,0	87,0	191,0	153,0	153,0	ANADEB/DDC
A2.4	Promotion des filets sociaux	Agir sur les vecteurs qui handicapent les couches les plus vulnérables	Nombre de bénéficiaires directs des filets sociaux (cantine scolaire et transfert monétaire)	Nombre	2019	140 000,0	150 000	155 000,0	320 000,0	330 000,0	200 000,0	ANADEB/DDC

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P3	Jeunesse	Bâtir un type de jeune autonome sur les plans économique et social et, imbu de valeurs républicaines	Proportion de jeunes filles et garçons de 15-35 ans participant aux actions citoyennes	Pourcentage	2019	7,6	2,0	3,8	6,0	6,0	6,0	DNJ
			Nombre d'emplois créés	Nombre	2019	14 560,0	20 860,0	17 400,0	12 300,0	6 300,0	4 300,0	DNJ
A3.1	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	Inciter les jeunes filles et garçons de 15-35 ans à la participation aux actions citoyennes	Nombre de jeunes filles et garçons de 15-35 ans formés / sensibilisés sur les valeurs citoyennes	Nombre	2019	201 681,0	52 800,0	100 000,0	160 000,0	160 000,0	160 000,0	DNJ,CNJ
			Nombre d'unités d'infrastructures socio-éducatives réalisées	Nombre	2019	3,0	3,0	3,0	4,0	3,0	3,0	DNJ
A3.2	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	Renforcer le cadre de promotion de l'emploi des jeunes	Proportion de mesures du Haut Conseil implémentées	Proportion	2019	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	CNEJ
			Nombre de conventions de partenariat signées (PTF ; public ; privé ; OSC)	Nbre	2019	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	CNEJ
A3.3	Renforcement de l'employabilité des jeunes	Renforcer les compétences des jeunes pour leur insertion professionnelle	Nombre de volontaires insérés	Nombre	2019	1 112,0	5 003,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	ANVT
			Nombre de jeunes ayant renforcé leur employabilité y compris les jeunes vulnérables (enfants de rues, enfants portefaix, enfants toxicomanes, enfants professionnels de sexe, ...) et les jeunes en situation de handicap	Nbre	2019	25 438,0	27 103,0	19 861,0	16 639,0	11 346,0	11 186,0	ANVT/FAIEJ/PAEIJ-SP/PAIAJ

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A3.4	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	Promouvoir l'auto-emploi et la création d'entreprises par les jeunes filles et garçons y compris avec un handicap	Nombre de TPME créées / renforcées par les jeunes filles et garçons y compris les jeunes vulnérables (enfants de rues, enfants portefaix, enfants toxicomanes, enfants professionnels de sexe, ...) et les jeunes en situation de handicap	Nbre	2019	1 719,0	7 389,0	9 260,0	6 230,0	1 020,0	860,0	FAIEJ/PAEIJ-SP/PAIAJ
			Volumes de financement mobilisés au profit des TPME y compris les jeunes vulnérables (enfants de rues, enfants portefaix, enfants toxicomanes, enfants professionnels de sexe, ...) et les jeunes en situation de handicap	FCFA	2019	5 260 462 620,8	5 848 232 925,0	7 774 093 000,0	5 201 400 000,0	1 086 540 000,0	1 030 194 000,0	FAIEJ/PAEIJ-SP/PAIAJ

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	Améliorer la qualité des services publics du MDBJEJ	0	113 557	50 000	200 245	90 000	233 409	98 100	240 244	106 900	250 691	295 000	724 344
P2	Développement à la base	Contribuer à la réduction de la pauvreté des communautés et des organisations à la base en tenant compte du genre	6 346 040	8 949 861	2 093 783	4 687 278	7 754 603	9 980 780	22 184 656	16 378 267	11 400 000	14 306 595	41 339 259	40 665 642
P3	Jeunesse	Bâtir un type de jeune autonome sur les plans économique et social et, imbu de valeurs républicaines	6 084 803	10 100 635	2 991 930	7 381 207	3 820 710	8 277 877	496 665	5 196 851	71 315	4 932 847	4 388 690	18 407 574
Total des programmes			12 430 843	19 164 053	5 135 713	12 268 730	11 665 313	18 492 066	22 779 421	21 815 362	11 578 215	19 490 132	46 022 949	59 797 560

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	113 557	0	150 245	0	143 409	0	142 144	0	143 791	0	429 344
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	85 724	0	106 035	0	89 909	0	87 951	0	87 498	0	265 358
Biens et Services	0	27 833	0	44 210	0	53 500	0	54 193	0	56 293	0	163 986
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	50 000	50 000	90 000	90 000	98 100	98 100	106 900	106 900	295 000	295 000
Dépenses d'investissement	0	0	50 000	50 000	90 000	90 000	98 100	98 100	106 900	106 900	295 000	295 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	113 557	50 000	200 245	90 000	233 409	98 100	240 244	106 900	250 691	295 000	724 344

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 603 822	0	2 593 495	0	2 591 987	0	2 592 776	0	2 592 776	0	7 777 539
Personnel	0	25 984	0	13 495	0	11 671	0	12 460	0	12 460	0	36 591
Biens et Services	0	2 838	0	5 000	0	5 316	0	5 316	0	5 316	0	15 948
Transferts Courants	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	2 575 000	0	7 725 000
Dépenses en capital	6 346 040	6 346 040	2 093 783	2 093 783	7 754 603	7 388 793	22 184 656	13 785 491	11 400 000	11 713 819	41 339 259	32 888 103
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	6 346 040	6 346 040	2 093 783	2 093 783	7 754 603	7 388 793	22 184 656	13 785 491	11 400 000	11 713 819	41 339 259	32 888 103
Investissement financés sur RI	89 000	89 000	153 193	153 193	462 000	96 190	0	51 991	0	313 819	462 000	462 000
Investissement financés sur RE	6 257 040	6 257 040	1 940 590	1 940 590	7 292 603	7 292 603	22 184 656	13 733 500	11 400 000	11 400 000	40 877 259	32 426 103
Total	6 346 040	8 949 861	2 093 783	4 687 278	7 754 603	9 980 780	22 184 656	16 378 267	11 400 000	14 306 595	41 339 259	40 665 642

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 714 669	0	4 678 308	0	4 669 167	0	4 674 367	0	4 675 351	0	14 018 884
Personnel	0	150 461	0	109 308	0	98 667	0	103 867	0	104 851	0	307 384
Biens et Services	0	4 208	0	9 000	0	10 500	0	10 500	0	10 500	0	31 500
Transferts Courants	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	4 560 000	0	13 680 000
Dépenses en capital	6 084 803	5 385 966	2 991 930	2 702 899	2 855 708	3 608 710	155 400	522 484	136 315	257 496	3 147 423	4 388 690
Dépenses d'investissement	149 890	149 890	50 000	50 000	60 000	60 000	65 400	65 400	71 315	71 315	196 715	196 715
Projets d'investissement	5 934 913	5 236 076	2 941 930	2 652 899	2 795 708	3 548 710	90 000	457 084	65 000	186 181	2 950 708	4 191 975
Investissement financés sur RI	211 820	211 820	676 212	314 947	213 717	298 717	90 000	245 084	65 000	186 181	368 717	729 982
Investissement financés sur RE	5 723 093	5 024 256	2 265 718	2 337 952	2 581 991	3 249 993	0	212 000	0	0	2 581 991	3 461 993
Total	6 084 803	10 100 635	2 991 930	7 381 207	2 855 708	8 277 877	155 400	5 196 851	136 315	4 932 847	3 147 423	18 407 574

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	450 710	7 882 757	929 405	7 990 188	910 717	7 949 470	594 765	7 869 862	178 215	8 090 132	1 683 697	23 909 464
Hors Projets	149 890	7 581 937	100 000	7 522 048	150 000	7 554 563	163 500	7 572 787	178 215	7 590 132	491 715	22 717 482
Projets	82 284	82 284	647 198	285 933	285 717	285 717	406 265	220 084	0	186 181	691 982	691 982
Fonds de contrepartie	218 536	218 536	182 207	182 207	475 000	109 190	25 000	76 991	0	313 819	500 000	500 000
Financement extérieur	11 980 133	11 281 296	4 206 308	4 278 542	10 754 596	10 542 596	22 184 656	13 945 500	11 400 000	11 400 000	44 339 252	35 888 096
Dons	10 689 589	9 990 752	3 476 308	3 548 542	10 754 596	10 542 596	12 200 000	12 412 000	5 700 000	5 700 000	28 654 596	28 654 596
BM	9 073 643	9 073 643	1 541 117	1 541 117	7 000 000	7 000 000	12 200 000	12 200 000	5 700 000	5 700 000	24 900 000	24 900 000
BAD (FAD/FAT)	1 302 549	603 712	994 977	1 204 200	2 742 088	2 742 088	0	0	0	0	2 742 088	2 742 088
BAD (FAT)	0	0	234 214	97 225	719 905	507 905	0	212 000	0	0	719 905	719 905
BOAD	313 397	313 397	706 000	706 000	292 603	292 603	0	0	0	0	292 603	292 603
Emprunts	1 290 544	1 290 544	730 000	730 000	0	0	9 984 656	1 533 500	5 700 000	5 700 000	15 684 656	7 233 500
BM	0	0	0	0	0	0	9 984 656	1 533 500	5 700 000	5 700 000	15 684 656	7 233 500
BAD (FSN)	1 290 544	1 290 544	730 000	730 000	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	12 430 843	19 164 053	5 135 713	12 268 730	11 665 313	18 492 066	22 779 421	21 815 362	11 578 215	19 490 132	46 022 949	59 797 560

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	7 432 047	0	7 422 048	0	7 404 563	0	7 409 287	0	7 411 917	0	22 225 767
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	262 169	0	228 838	0	200 247	0	204 278	0	204 808	0	609 333
Biens et Services	0	34 878	0	58 210	0	69 316	0	70 009	0	72 109	0	211 434
Transferts Courants	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	7 135 000	0	21 405 000
Dépenses en capital	12 430 843	11 732 006	5 135 713	4 846 682	11 665 313	11 087 503	22 779 421	14 406 075	11 578 215	12 078 215	46 022 949	37 571 793
Dépenses d'investissement	149 890	149 890	100 000	100 000	150 000	150 000	163 500	163 500	178 215	178 215	491 715	491 715
Projets d'investissement	12 280 953	11 582 116	5 035 713	4 746 682	11 515 313	10 937 503	22 615 921	14 242 575	11 400 000	11 900 000	45 531 234	37 080 078
Investissement financés sur RI	300 820	300 820	829 405	468 140	760 717	394 907	431 265	297 075	0	500 000	1 191 982	1 191 982
Investissement financés sur RE	11 980 133	11 281 296	4 206 308	4 278 542	10 754 596	10 542 596	22 184 656	13 945 500	11 400 000	11 400 000	44 339 252	35 888 096
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	12 430 843	19 164 053	5 135 713	12 268 730	11 665 313	18 492 066	22 779 421	21 815 362	11 578 215	19 490 132	46 022 949	59 797 560

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	14	62 543	14	78 797	15	68 949	15	72 448	15	73 031
Catégorie A2	21	75 330	19	62 879	17	63 484	16	62 207	15	61 328
Catégorie A3	1	0	1	0	1	3 343	1	3 553	1	3 553
Catégorie B	6	14 367	6	25 251	6	17 460	6	18 723	6	18 723
Catégorie C	6	16 847	3	6 266	2	3 995	2	4 125	2	2 061
Catégorie D	14	18 384	11	17 747	8	12 512	8	12 852	8	13 419
Contractuels	3	25 848	3	35 328	3	6 480	3	6 480	3	6 480
Volontaires	11	7 920	11	7 920	11	7 920	11	7 920	11	7 920
TOTAL	76	262 169	68	228 838	63	200 247	62	204 278	61	204 808

2.2.5. Ministère des armées (Section 310)

❖ Mission du Ministère

Le ministère des armées sous l'autorité de la Présidence de la République, a pour mission d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la nation. Les forces armées participent en outre à la sauvegarde de la sécurité intérieure, aux efforts de développement national à travers les travaux d'utilité publique et humanitaire. Elles contribuent à la sécurité et à la stabilité régionale et internationale.

❖ Politique et stratégies du ministère

La vision du Togo en matière de défense consiste à se doter à l'horizon 2030 d'une armée moderne, efficace et opérationnelle capable de défendre l'intégrité territoriale ainsi que les intérêts supérieurs de la nation. Trois axes principaux forment la trame de la politique nationale de défense et de sécurité du ministère des armées :

- Axe 1 : Sauvegarde de la souveraineté et de la défense du Togo, ses intérêts nationaux et préservation de ses populations contre toutes attaques extérieures ou toutes agressions intérieures ;
- Axe 2 : Coordination du renseignement et modélisation de l'engagement des forces au niveau national et international ;
- Axe 3 : Gestion des ressources humaines dans le domaine du recrutement et de la formation pour répondre à l'évolution technologique et au standard requis par les échanges et les engagements internationaux.

❖ Contraintes et défis

Les contraintes réelles auxquelles sont confrontées les forces armées togolaises est l'arrimage optimal du budget (outil annuel opérationnel) à la Loi de programmation militaire 2021-2025 du 24 décembre 2020 pour atteindre le modèle d'armée défini. En effet, l'allocation triennale des ressources budgétaires est en deçà des objectifs chiffrés de l'effort de défense consacré par la ladite loi.

Les défis du ministère des armées sont :

- Amélioration du cadre juridique et institutionnel par la poursuite de l'élaboration des textes réglementaires et la révision de certains textes existants ;
- Consolidation des ressources humaines et matérielles des FAT par un effort pluriannuel de recrutement et de formation du personnel,
- Acquisition de matériels et d'équipements majeurs, ainsi que de réhabilitation et de construction d'infrastructures de défense et sanitaire ;
- Renforcement des capacités de renseignement et de commandement, de projection de forces et de soutien logistique ;
- Affermissement du lien armée-nation ;
- Consolidation de la dimension genre.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Le ministère des armées s'est fixé comme choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022, une approche globale intégrant le renforcement continu des moyens d'actions des forces armées par l'acquisition d'équipements majeurs ainsi que la formation, la consolidation de la coopération en matière de défense, l'affermissement des liens de sécurité collective, la poursuite des projets de construction d'infrastructures de défense, le démarrage effectif de la construction de l'hôpital de référence des armées pour sceller davantage le lien armée-nation et enfin, réduire les disparités liées à la représentativité du personnel militaire féminin, tant sur le plan numérique que sur le plan de la prise de décision.

❖ Liste des responsables de programme du ministère des armées

PROGRAMME	NOM ET PRÉNOMS	TITRE	DÉSIGNATION PROGRAMME
P1	Commissaire Colonel BASSAYI Pessé Egbarè	Directeur des affaires financières	Pilotage et soutien du ministère
P2	Général de Brigade MAGANAWÉ Dadja	Chef d'état-major général des FAT	Préparation et emploi des forces
P3	Commissaire Colonel AMEGNRAN Komi	Directeur central du commissariat des armées	Équipement logistique et soutien interarmées
P4	Colonel WAGUENA Lao	Directeur de la mémoire et du patrimoine de défense	Anciens combattants, mémoires, lien armée-nation

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Co de	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalis ation	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien du MINARM	Améliorer la gouvernance du secteur de la défense	Taux d'exécution physique des programmes	%	2019	75,0	97,0	98,0	98,0	98,0	99,0	SGA
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MINARM	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Taux d'exécution physique des activités des services	%	2019	70,0	80,0	80,0	85,0	90,0	95,0	SG
A1.2	Suivi des ressources humaines	Assurer l'optimisation d'emploi	Taux de réalisation du format des effectifs planifiés	%	2019	80,0	80,0	85,0	90,0	95,0	98,0	DRH
A1.3	Planification, programmation et suivi des ressources matérielles et financières	Améliorer le processus de planification, de suivi et évaluation des programmes et projets de développement	Proportion des projets éligibles au PIP	%	2019	70,0	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DAF
A1.4	Gestion du système d'information	Assurer la bonne gouvernance du système d'information	Taux d'effectivité des services réalisés en ligne	%	2019	30,0	30,0	70,0	80,0	90,0	95,0	Secrétariat administratif
A1.5	Genre et équité	Promouvoir le recrutement et d'employabilité des jeunes filles dans les FAT	Proportion des jeunes filles dans les FAT	%	2019	10,0	10,0	6,0	8,0	10,0	12,0	Cellule genre
P2	Préparation et emploi des forces	Assurer avec efficience et efficacité les missions des Forces Armées Togolaises	Etat de la situation sécuritaire du pays	%	2019	70,0	80,0	80,0	90,0	90,0	95,0	EMG
			Capacité de déploiement et de projection des Forces	%	2019	70,0	80,0	80,0	80,0	85,0	90,0	EMG
A2.1	Planification des moyens et conduites des opérations	Assurer une posture opérationnelle permanente	Taux d'opérationnalisation des moyens	%	2019	60,0	70,0	80,0	85,0	95,0	98,0	EMG/DIV.PLAN
			Taux d'exécution des opérations	%	2019	15,0	30,0	80,0	80,0	90,0	90,0	EMG/DIV. PLAN
A2.2	Préparation des forces terrestres	Mise en condition opérationnelle des forces terrestres en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces terrestres	%	2019	70,0	70,0	70,0	80,0	85,0	86,0	EMAT
A2.3	Préparation des forces aériennes	Mise en condition opérationnelle des forces aériennes en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces aériennes	%	2019	60,0	60,0	65,0	70,0	80,0	85,0	EMAA
A2.4	Préparation des forces navales	Mise en condition opérationnelle des forces navales en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des forces navales	%	2019	70,0	70,0	75,0	80,0	85,0	90,0	EMMN
A2.5	Préparation des Unités de la gendarmerie nationale	Mise en condition opérationnelle des unités de la gendarmerie en vue de leur emploi	Taux de disponibilité des unités de la gendarmerie	%	2019	75,0	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DGGN
A2.6	Formation commune	Assurer la formation qualifiante des cadres des FAT	Proportion des cadres qualifiés par rapport au format défini	%	2019	60,0	60,0	65,0	70,0	75,0	80,0	EMG/DIV.FORM
A2.7	Appui à la protection civile	Contribuer au secours des personnes en cas de sinistre	Taux de couverture nationales des unités des sapeurs-pompiers	%	2019	60,0	65,0	70,0	80,0	85,0	88,0	CSP

Co de	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalis ation	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A2.8	Organisation de la réserve opérationnelle	Contribuer à renforcer les capacités des FAT	Taux de mobilisation des réservistes	%	2019	75,0	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	RO
A2.9	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	Assurer la sécurisation du territoire national	Taux de couverture sécuritaire des frontières	%	2019	80,0	90,0	92,0	93,0	93,0	95,0	EMG
P3	Equipement logistique et soutien interarmées	Disposer de matériels et équipements modernes et adaptés	Taux de couverture des besoins techniques et logistiques des Forces	%	2019	20,0	30,0	40,0	50,0	50,0	60,0	DCCA
A3.1	Equipement commun	Assurer le fonctionnement courant	Taux d'exécution du budget de fonctionnement	%	2019	40,0	40,0	45,0	50,0	60,0	70,0	DCCA
A3.2	Approvisionnement et ravitaillement	Assurer le soutien des forces en matériel du commissariat	Taux de couverture des besoins en soutien de l'homme	%	2019	60,0	60,0	70,0	80,0	90,0	90,0	GRA
A3.3	Maintien en condition du matériel	Satisfaire les besoins des forces en matériels majeurs et assurer leur disponibilité technique et opérationnelle	Taux de disponibilité du matériel	%	2019	60,0	60,0	75,0	80,0	90,0	90,0	DCMS
A3.4	Soutien Santé	Assurer le soutien médical des forces	Taux de couverture médicale	%	2019	75,0	75,0	80,0	85,0	90,0	92,0	DCSSA
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Raffermir le lien armée – nation	Taux de participation des civils aux activités organisées par les militaires	%	2019	55,0	60,0	70,0	80,0	80,0	90,0	DMPD
A4.1	Anciens Combattants	Renforcer les forces opérationnelles	Taux de mobilisation de la réserve	%	2019	30,0	30,0	40,0	40,0	50,0	50,0	DMPD
A4.2	Aide à la reconversion	Assurer la réinsertion du militaire à la vie civile	Taux de réinsertion	%	2019	40,0	40,0	50,0	50,0	60,0	60,0	SIRPA
A4.3	Mémoires des Armées	Pérenniser l'histoire des armées	Taux de publication des ouvrages sur l'histoire des armées	0	0	10,0	10,0	20,0	20,0	30,0	30,0	BOG
A4.4	Lien Armée Nation	Promouvoir les activités de cohésion	Taux de participation des civils aux journées portes ouvertes	0	0	30,0	40,0	40,0	50,0	50,0	55,0	BPSA
			Impact des activités militaires sur la population	%	2019	10,0	11,0	15,0	20,0	25,0	35,0	EMG/ Div Plan & Ops

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien du MINARM	Améliorer la gouvernance du secteur de la défense	4 700	32 721	43 440	196 138	43 440	371 780	43 440	375 199	43 440	385 559	130 320	1 132 538
P2	Préparation et emploi des forces	Assurer avec efficience et efficacité les missions des Forces Armées Togolaises	3 232 821	21 045 477	1 693 519	20 946 966	1 725 218	21 998 911	1 543 329	22 806 253	922 300	23 103 669	4 190 847	67 908 832
P3	Equipement logistique et soutien interarmées	Disposer de matériels et équipements modernes et adaptés	199 170	35 654 088	380 160	37 551 775	7 051 804	39 593 810	380 160	42 986 775	380 160	41 233 420	7 812 124	123 814 004
P4	Anciens combattants, mémoires lien armée-nation	Raffermir le lien armée – nation	80	10 449	30 740	80 473	30 740	140 293	30 740	141 437	30 740	144 903	92 220	426 633
Total des programmes			3 436 771	56 742 735	2 147 859	58 775 352	8 851 202	62 104 794	1 997 669	66 309 664	1 376 640	64 867 550	12 225 511	193 282 008

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	28 021	0	152 698	0	328 340	0	331 759	0	342 119	0	1 002 218
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	31 848	0	25 848	0	25 848	0	25 848	0	77 544
Biens et Services	0	28 021	0	120 850	0	302 492	0	305 911	0	316 271	0	924 674
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	4 700	4 700	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	130 320	130 320
Dépenses d'investissement	4 700	4 700	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	43 440	130 320	130 320
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	4 700	32 721	43 440	196 138	43 440	371 780	43 440	375 199	43 440	385 559	130 320	1 132 538

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	17 812 656	0	19 253 447	0	20 273 693	0	21 262 924	0	22 181 369	0	63 717 985
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	11 758 929	0	13 105 757	0	14 050 383	0	14 969 271	0	15 674 577	0	44 694 231
Biens et Services	0	6 053 727	0	6 147 690	0	6 223 310	0	6 293 653	0	6 506 792	0	19 023 755
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	3 232 821	3 232 821	1 693 519	1 693 519	1 725 218	1 725 218	1 543 329	1 543 329	922 300	922 300	4 190 847	4 190 847
Dépenses d'investissement	121 680	121 680	334 300	334 300	334 300	334 300	334 300	334 300	334 300	334 300	1 002 900	1 002 900
Projets d'investissement	3 111 141	3 111 141	1 359 219	1 359 219	1 390 918	1 390 918	1 209 029	1 209 029	588 000	588 000	3 187 947	3 187 947
Investissement financés sur RI	3 111 141	3 111 141	1 359 219	1 359 219	1 390 918	1 390 918	1 209 029	1 209 029	588 000	588 000	3 187 947	3 187 947
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	3 232 821	21 045 477	1 693 519	20 946 966	1 725 218	21 998 911	1 543 329	22 806 253	922 300	23 103 669	4 190 847	67 908 832

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	35 454 918	0	37 171 615	0	37 879 321	0	38 603 628	0	39 518 931	0	116 001 880
Personnel	0	25 219 982	0	25 285 938	0	25 918 989	0	26 508 107	0	27 013 787	0	79 440 883
Biens et Services	0	10 234 936	0	11 885 677	0	11 960 332	0	12 095 521	0	12 505 144	0	36 560 997
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	199 170	199 170	380 160	380 160	7 051 804	1 714 489	380 160	4 383 147	380 160	1 714 489	7 812 124	7 812 124
Dépenses d'investissement	199 170	199 170	380 160	380 160	380 160	380 160	380 160	380 160	380 160	380 160	1 140 480	1 140 480
Projets d'investissement	0	0	0	0	6 671 644	1 334 329	0	4 002 987	0	1 334 329	6 671 644	6 671 644
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	6 671 644	1 334 329	0	4 002 987	0	1 334 329	6 671 644	6 671 644
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	199 170	35 654 088	380 160	37 551 775	7 051 804	39 593 810	380 160	42 986 775	380 160	41 233 420	7 812 124	123 814 004

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	10 369	0	49 733	0	109 553	0	110 697	0	114 163	0	334 413
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	7 680	0	8 348	0	8 348	0	8 348	0	8 348	0	25 044
Biens et Services	0	2 689	0	41 385	0	101 205	0	102 349	0	105 815	0	309 369
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	80	80	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	92 220	92 220
Dépenses d'investissement	80	80	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	30 740	92 220	92 220
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	80	10 449	30 740	80 473	30 740	140 293	30 740	141 437	30 740	144 903	92 220	426 633

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	3 436 771	56 742 735	2 147 859	58 775 352	8 851 202	62 104 794	1 997 669	66 309 664	1 376 640	64 867 550	12 225 511	193 282 008
Hors Projets	325 630	53 631 594	788 640	57 416 133	788 640	59 379 547	788 640	61 097 648	788 640	62 945 221	2 365 920	183 422 416
Projets	3 111 141	3 111 141	1 359 219	1 359 219	8 062 562	2 725 247	1 209 029	5 212 016	588 000	1 922 329	9 859 591	9 859 591
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	3 436 771	56 742 735	2 147 859	58 775 352	8 851 202	62 104 794	1 997 669	66 309 664	1 376 640	64 867 550	12 225 511	193 282 008

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	53 305 964	0	56 627 493	0	58 590 907	0	60 309 008	0	62 156 581	0	181 056 496
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	36 986 591	0	38 431 891	0	40 003 568	0	41 511 574	0	42 722 560	0	124 237 701
Biens et Services	0	16 319 373	0	18 195 602	0	18 587 339	0	18 797 434	0	19 434 022	0	56 818 795
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	3 436 771	3 436 771	2 147 859	2 147 859	8 851 202	3 513 887	1 997 669	6 000 656	1 376 640	2 710 969	12 225 511	12 225 511
Dépenses d'investissement	325 630	325 630	788 640	788 640	788 640	788 640	788 640	788 640	788 640	788 640	2 365 920	2 365 920
Projets d'investissement	3 111 141	3 111 141	1 359 219	1 359 219	8 062 562	2 725 247	1 209 029	5 212 016	588 000	1 922 329	9 859 591	9 859 591
Investissement financés sur RI	3 111 141	3 111 141	1 359 219	1 359 219	8 062 562	2 725 247	1 209 029	5 212 016	588 000	1 922 329	9 859 591	9 859 591
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	3 436 771	56 742 735	2 147 859	58 775 352	8 851 202	62 104 794	1 997 669	66 309 664	1 376 640	64 867 550	12 225 511	193 282 008

Tableau n°6 : Dotation du ministère

Nature de dépense	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CHARGE FINANCIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	7 266 465
Matériels	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	2 422 155	0	7 266 465
DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	36 000 000	36 000 000	4 389 346	4 389 346	41 017 584	41 017 584	78 011 072	78 011 072	81 596 402	81 596 402	200 625 059	200 625 059
DÉPENSES COMMUNES D'INVESTISSEMENT	36 000 000	36 000 000	4 389 346	4 389 346	2 311 360	2 311 360	2 590 360	2 590 360	2 894 470	2 894 470	7 796 190	7 796 190
Acquisition de mobilier et matériel spécifiques pour les services militaires	8 000 000	8 000 000	4 389 346	4 389 346	2 311 360	2 311 360	2 590 360	2 590 360	2 894 470	2 894 470	7 796 190	7 796 190
Urgences sécuritaires	28 000 000	28 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNS	0	0	0	0	38 706 224	38 706 224	75 420 712	75 420 712	78 701 932	78 701 932	192 828 869	192 828 869
Ressources internes	0	0	0	0	38 706 224	38 706 224	75 420 712	75 420 712	78 701 932	78 701 932	192 828 869	192 828 869
Renforcement des capacités opérationnelles des Forces armées togolaises	0	0	0	0	38 706 224	38 706 224	75 420 712	75 420 712	78 701 932	78 701 932	192 828 869	192 828 869
Ressources externes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	36 000 000	38 422 155	4 389 346	6 811 501	41 017 584	43 439 739	78 011 072	80 433 227	81 596 402	84 018 557	200 625 059	207 891 524

2.2.6. Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (Section 410)

❖ Rappel sommaire de la mission du ministère

Le ministère de mise en œuvre de la politique de l'État en matière d'administration générale du territoire, de décentralisation et de développement des territoires, veille au respect de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales et œuvre à la sauvegarde de l'intérêt général et de la légalité. Il assure le suivi de l'application de la loi relative à la décentralisation et appuie ces collectivités dans leur mission de formation, de consolidation et de promotion de la citoyenneté.

Il assure le développement des territoires grâce à la poursuite de l'aménagement du territoire pour l'opérationnalisation intégrale des communes, à travers les attributions du ministère délégué chargé du développement des territoires.

❖ Liste des politiques sectorielles et stratégies du secteur/Ministère

- Feuille de route de la décentralisation et des élections locales, année 2016.

❖ Résumer succinctement les contraintes et les défis du ministère

Les contraintes qui rendent difficile la bonne exécution de la mission que le Gouvernement a confiée au MATDDT sont de trois ordres. Il s'agit de l'absence d'une structure de planification, de suivi-évaluation et d'un système sectoriel d'information d'une part et le besoin de renforcement du cadre juridique en matière gouvernance territoriale, politique et institutionnelle d'autre part. Par ailleurs, la faiblesse de la planification du développement des territoires se révèle aussi comme une contrainte majeure.

Les défis suivants sont donc à relever, en vue de permettre au MATDDT d'assurer une bonne exécution de sa mission ; notamment le transfert de compétences et de ressources de l'Etat aux collectivités territoriales, la nomination des gouverneurs, la démarcation et délimitation des frontières, ainsi que la détermination des limites administratives.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Les perspectives qui attendent le MATDDT sont la poursuite de l'opérationnalisation des collectivités territoriales et le renforcement du cadre juridique et institutionnel relatif à la gouvernance territoriale, politique et institutionnelle.

Les actions prioritaires pour 2022 se présentent comme suit :

- poursuivre la mise en œuvre de la décentralisation et dynamiser le système de financement des collectivités locales ;
- contribuer aux efforts visant à la préservation du climat de paix, de sécurité et de la stabilité politique ;
- rendre effectives les politiques de sécurisation et de démarcation des frontières ;

- accélérer, superviser et suivre les conseils coutumiers ou des consultations populaires en vue de la désignation des chefs traditionnels dans les localités ayant des vacances et régences ;
- régler la liberté d'association et l'exercice des cultes au Togo.

En termes d'investissements, les priorités du ministère, pour l'année 2022, sont entre autres :

- réhabilitation et équipement des bureaux et résidences dans les préfectures ;
- construction des équipements marchands et non marchands dans les communes ;
- construction des nouvelles mairies;
- élaboration du schéma national d'aménagement du territoire;
- élaboration et mise en œuvre de dix (10) plans de développement de dix (10) communes
- appui à la mise en œuvre des réformes, projets des ministères sectoriels à caractère sociaux et économiques.

❖ **Les noms, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Programmes et actions	Objectifs des programmes	Titre
Pilotage et soutien aux services du MATDDT	DOUTI Lardja	SECRETAIRE GENERAL
Décentralisation et déconcentration	PALI Essossinam	Directeur de la décentralisation et des collectivités locales
Gouvernance politique et institutionnelle	IDOH Agbeko	Directeur des libertés publiques et des affaires politiques
Développement des territoires	EDJAM Abalo	Directeur Général de l'Aménagement du Territoire

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisa tion	Estima tion	Cibles prévues			Structur e respons able
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Assurer le pilotage et la coordination des actions du ministère	Taux d'exécution des programmes du ministère	%	2019	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	SG
A1.1	Coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MATDDT	Nombre de cadres de concertation règlementaires tenus	Unité	2019	2,0	3,0	4,0	4,0	4,0	4,0	SG
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Pourcenta ge	2019	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	Unité	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPSE
A1.4	Gestion et suivi-évaluation du système d'information et archives	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de bases de données mises à jour	Unité	2019	0,3	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	DADL
A1.5	Genre et équité	Favoriser la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion de femmes aux postes de décision	Pourcenta ge	2019	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	CELLUL E
P2	Décentralisation et déconcentration	Rendre efficace et efficiente, la gouvernance territoriale	Nombre de dispositions prises	Unité	2019	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	DDCL
A2.1	Renforcement de la déconcentration	Accentuer le rapprochement de l'administration centrale auprès des collectivités territoriales	Nombre de dispositions prises	Unité	2019	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	DATF
A2.2	Consolidation de la décentralisation	Renforcer le cadre juridique et institutionnel et poursuivre le développement et la gouvernance locale	Nombre de dispositions mises en œuvre	Unité	2019	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0	DDCL
P3	Gouvernance politique et institutionnelle	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit	Nombre de mesures adoptées et mises en œuvre	Unité	2019	6,0	9,0	6,0	6,0	6,0	7,0	DLPAP
A3.1	Consolidation des libertés publiques et politiques	Renforcer les valeurs démocratiques et citoyennes	Nombre de mesures mises en œuvre	Unité	2019	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	DLPAP
A3.2	Consolidation des libertés d'associations religieuses, culturelles et ordres philosophiques	Renforcer les libertés culturelles	Nombre de mesures adoptées et mises en œuvre	Unité	2019	0,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	DDC
A3.3	Renforcement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	Consolider les acquis et moderniser les équipements de la CENI	Nombre d'équipements nouveaux acquis	Unité	2019	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	2,0	DAE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisa tion	Estima tion	Cibles prévues			Structur e respons able
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A3.4	Consolidation de la chefferie traditionnelle	Renforcer la chefferie traditionnelle	Nombre de mesures prises	Unité	2019	0,0	0,0	1,0	2,0	3,0	3,0	DCT
P4	Développement des territoires	Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement harmonieux et équilibré du territoire national	Proportion d'outils d'aménagement du territoire élaborés	Pourcent age	2019	0,0	0,2	0,5	0,8	1,0	1,0	DGAT
A4.1	Développement des instruments de gestion harmonieuse du territoire	Assurer une meilleure répartition des infrastructures et des équipements socio collectifs sur le territoire national	Nombre d'instruments d'aménagement du territoire élaborés	Unité	2019	0,0	1,0	1,0	1,0	2,0	2,0	DOST
A4.2	Appui à la planification et au développement régional et local	Renforcer les collectivités territoriales en techniques d'élaboration des outils de planification régionale et local de développement	Nombre d'outils de planification régionale et locale élaborés	Unité	2019	0,0	0,0	16,0	1,0	17,0	17,0	DPAR
A4.3	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du territoire	Assurer la disponibilité et la diffusion de l'information sur l'aménagement du territoire	Nombre de cartes thématiques élaborées	Unité	2019	0,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	DIC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	Assurer le pilotage et la coordination des actions du ministère	4 740	488 098	21 980	367 194	112 000	533 092	76 000	498 729	146 000	576 720	334 000	1 608 541
P2	Décentralisation et déconcentration	Rendre efficace et efficiente, la gouvernance territoriale	1 987 919	6 275 553	3 532 178	8 975 389	13 414 359	20 189 533	6 471 870	13 243 771	3 618 718	10 418 346	23 504 947	43 851 651
P3	Gouvernance politique et institutionnelle	Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit	0	510 832	0	818 334	4 000	795 173	2 000	790 466	2 000	799 826	8 000	2 385 465
P4	Développement des territoires	Assurer une gestion optimale de l'espace en vue d'un développement harmonieux et équilibré du territoire national	0	145 974	414 916	515 785	208 032	317 594	834 841	943 946	305 500	417 051	1 348 373	1 678 591
Total des programmes			1 992 659	7 420 458	3 969 074	10 676 702	13 738 391	21 835 393	7 384 711	15 476 911	4 072 218	12 211 942	25 195 320	49 524 247

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	483 357	0	345 214	0	421 092	0	422 729	0	430 720	0	1 274 541
Personnel	0	209 727	0	202 750	0	247 152	0	248 754	0	251 036	0	746 942
Biens et Services	0	273 630	0	142 464	0	173 940	0	173 975	0	179 684	0	527 599
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	4 740	4 740	21 980	21 980	112 000	112 000	76 000	76 000	146 000	146 000	334 000	334 000
Dépenses d'investissement	4 740	4 740	21 980	21 980	112 000	112 000	76 000	76 000	146 000	146 000	334 000	334 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4 740	488 098	21 980	367 194	112 000	533 092	76 000	498 729	146 000	576 720	334 000	1 608 541

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 287 635	0	5 443 211	0	6 775 174	0	6 771 901	0	6 799 628	0	20 346 704
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	943 301	0	1 086 611	0	1 138 524	0	1 131 251	0	1 154 206	0	3 423 981
Biens et Services	0	209 334	0	171 600	0	201 650	0	205 650	0	210 422	0	617 722
Transferts Courants	0	3 135 000	0	4 185 000	0	5 435 000	0	5 435 000	0	5 435 000	0	16 305 000
Dépenses en capital	1 987 919	1 987 919	3 532 178	3 532 178	13 414 359	13 414 359	6 471 870	6 471 870	3 618 718	3 618 718	23 504 947	23 504 947
Dépenses d'investissement	2 188	2 188	4 500	4 500	20 000	20 000	71 785	71 785	24 715	24 715	116 500	116 500
Projets d'investissement	1 985 731	1 985 731	3 527 678	3 527 678	13 394 359	13 394 359	6 400 085	6 400 085	3 594 003	3 594 003	23 388 447	23 388 447
Investissement financés sur RI	80 000	80 000	130 000	130 000	1 399 508	1 399 508	313 905	313 905	1 700 000	1 700 000	3 413 413	3 413 413
Investissement financés sur RE	1 905 731	1 905 731	3 397 678	3 397 678	11 994 851	11 994 851	6 086 180	6 086 180	1 894 003	1 894 003	19 975 034	19 975 034
Transferts en capital											0	0
Total	1 987 919	6 275 553	3 532 178	8 975 389	13 414 359	20 189 533	6 471 870	13 243 771	3 618 718	10 418 346	23 504 947	43 851 651

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	510 832	0	818 334	0	791 173	0	788 466	0	797 826	0	2 377 465
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	162 587	0	508 721	0	424 600	0	421 888	0	430 449	0	1 276 937
Biens et Services	0	13 245	0	24 613	0	21 573	0	21 578	0	22 377	0	65 528
Transferts Courants	0	335 000	0	285 000	0	345 000	0	345 000	0	345 000	0	1 035 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	4 000	4 000	2 000	2 000	2 000	2 000	8 000	8 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	4 000	4 000	2 000	2 000	2 000	2 000	8 000	8 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	510 832	0	818 334	4 000	795 173	2 000	790 466	2 000	799 826	8 000	2 385 465

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	145 974	0	100 869	0	109 562	0	109 105	0	111 551	0	330 218
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	125 696	0	71 869	0	72 562	0	72 099	0	73 562	0	218 223
Biens et Services	0	20 278	0	29 000	0	27 000	0	27 006	0	27 989	0	81 995
Transferts Courants	0	0	0	0	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	0	0	414 916	414 916	208 032	208 032	834 841	834 841	305 500	305 500	1 348 373	1 348 373
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	14 000	14 000	13 715	13 715	5 500	5 500	33 215	33 215
Projets d'investissement	0	0	414 916	414 916	194 032	194 032	821 126	821 126	300 000	300 000	1 315 158	1 315 158
Investissement financés sur RI	0	0	344 916	344 916	184 032	184 032	821 126	821 126	300 000	300 000	1 305 158	1 305 158
Investissement financés sur RE	0	0	70 000	70 000	10 000	10 000	0	0	0	0	10 000	10 000
Transferts en capital											0	0
Total	0	145 974	414 916	515 785	208 032	317 594	834 841	943 946	305 500	417 051	1 348 373	1 678 591

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	86 928	5 514 727	501 396	7 209 024	1 733 540	9 830 542	1 298 531	9 390 731	2 178 215	10 317 939	5 210 286	29 539 213
Hors Projets	6 928	5 434 727	26 480	6 734 108	150 000	8 247 002	163 500	8 255 700	178 215	8 317 939	491 715	24 820 642
Projets	80 000	80 000	474 916	474 916	1 091 572	1 091 572	1 135 031	1 135 031	2 000 000	2 000 000	4 226 603	4 226 603
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	491 968	491 968	0	0	0	0	491 968	491 968
Financement extérieur	1 905 731	1 905 731	3 467 678	3 467 678	12 004 851	12 004 851	6 086 180	6 086 180	1 894 003	1 894 003	19 985 034	19 985 034
Dons	1 905 731	1 905 731	3 467 678	3 467 678	12 004 851	12 004 851	6 086 180	6 086 180	1 894 003	1 894 003	19 985 034	19 985 034
KFW	1 905 731	1 905 731	3 397 678	3 397 678	9 056 842	9 056 842	1 883 904	1 883 904	941 952	941 952	11 882 698	11 882 698
UEMOA	0	0	70 000	70 000	10 000	10 000	0	0	0	0	10 000	10 000
AFD	0	0	0	0	2 938 009	2 938 009	4 202 276	4 202 276	952 051	952 051	8 092 336	8 092 336
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 992 659	7 420 458	3 969 074	10 676 702	13 738 391	21 835 393	7 384 711	15 476 911	4 072 218	12 211 942	25 195 320	49 524 247

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	5 427 798	0	6 707 628	0	8 097 002	0	8 092 200	0	8 139 724	0	24 328 927
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 441 311	0	1 869 951	0	1 882 839	0	1 873 991	0	1 909 252	0	5 666 083
Biens et Services	0	516 487	0	367 677	0	424 163	0	428 209	0	440 472	0	1 292 844
Transferts Courants	0	3 470 000	0	4 470 000	0	5 790 000	0	5 790 000	0	5 790 000	0	17 370 000
Dépenses en capital	1 992 659	1 992 659	3 969 074	3 969 074	13 738 391	13 738 391	7 384 711	7 384 711	4 072 218	4 072 218	25 195 320	25 195 320
Dépenses d'investissement	6 928	6 928	26 480	26 480	150 000	150 000	163 500	163 500	178 215	178 215	491 715	491 715
Projets d'investissement	1 985 731	1 985 731	3 942 594	3 942 594	13 588 391	13 588 391	7 221 211	7 221 211	3 894 003	3 894 003	24 703 605	24 703 605
Investissement financés sur RI	80 000	80 000	474 916	474 916	1 583 540	1 583 540	1 135 031	1 135 031	2 000 000	2 000 000	4 718 571	4 718 571
Investissement financés sur RE	1 905 731	1 905 731	3 467 678	3 467 678	12 004 851	12 004 851	6 086 180	6 086 180	1 894 003	1 894 003	19 985 034	19 985 034
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 992 659	7 420 458	3 969 074	10 676 702	13 738 391	21 835 393	7 384 711	15 476 911	4 072 218	12 211 942	25 195 320	49 524 247

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	0	0	85	58742,87	85	0	85	0
Catégorie A2	0	0	0	0	374	0	374	0	374	0
Catégorie A3	0	0	0	0	10	0	10	0	10	0
Catégorie B	0	0	0	0	427	0	427	0	427	0
Catégorie C	0	0	0	0	55	0	55	0	55	0
Catégorie D	0	0	0	0	5	0	5	0	5	0
Contractuels	0	0	0	0	86	0	86	0	86	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	1 441 311	0	1 869 951	1042	1 882 839	1042	1 873 991	1042	1 909 252

2.2.7. Ministère de la justice et de la législation (Section 420)

❖ Mission du ministère

Conformément aux dispositions du décret n° 2012-004 du 29 février 2012 relatifs aux attributions des ministres d'Etat et ministres, la mission du garde des sceaux, ministre de la justice et de législation se décline en plusieurs attributions à savoir : (i) la préparation et la mise en œuvre, « dans le respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire », de la politique du gouvernement « dans le domaine de la justice et du sceau, de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion des anciens détenus; (ii) l'organisation des moyens et le fonctionnement « du service public de la justice » ; (iii) « l'organisation des auxiliaires de justice » et le « contrôle de la discipline au sein de leurs professions » ; (iv) l'appui aux différents ministères dans l'élaboration, la mise en œuvre et la codification « de la législation et de la réglementation en vigueur en matière civile, sociale, pénale, commerciale, administrative et des sceaux de l'Etat ».

❖ POLITIQUE SECTORIELLE ET STRATEGIE DU MINISTERE

- Politique nationale de la justice (PNJ) ;
- Stratégie nationale de la justice pour enfants (SNJE) ;

❖ CONTRAINTES ET DEFIS

Il s'agit : de l'accès au droit et à la justice pour tous ; de la révision du corpus normatif/législatif ; de l'incorporation dans l'ordre juridique interne des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et leur application effective ; de l'effectivité de la coopération et de l'assistance judiciaire internationale ; du renforcement des infrastructures et équipements ; de la capacité à lutter contre la criminalité transnationale organisée, la cybercriminalité, le blanchiment des capitaux, la piraterie sur mer, le trafic de drogue et des êtres humains et plus particulièrement des enfants ; de la restauration de l'image de la justice dans tous ses aspects ; de la mise en œuvre du principe de séparation des pouvoirs ; de l'entrave à l'exécution des décisions de justice ; de la lutte contre la corruption ; de la célérité dans le traitement des dossiers ; de l'amélioration du climat des affaires ; de la séparation des fonctions judiciaires ; de l'adaptation du système pénitentiaire aux normes internationales ; de l'adoption de l'organigramme du ministère ; du renforcement du cadre partenarial, de mobilisation de ressources et de pilotage.

❖ **RESPONSABLES DES PROGRAMMES**

PROGRAMMES	RESPONSABLE DU PROGRAMME	TITRE
Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	MISSITE KomlanAworou	Magistrat, Secrétaire général du ministère de la justice
Administration de la justice	EDORH Gbéboumey	Magistrat, directeur des affaires civiles, sociales et commerciales
Accès au droit et à la justice	TCHAGNAO Mama Raouf	Administrateur civil, directeur de l'accès au droit et à la justice
Administration pénitentiaire et réinsertion	IDRISSOU Akibou	Magistrat, directeur de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	Améliorer la qualité des services publics du ministère de la justice et de la législation	Taux d'exécution des programmes du ministère	%	2018	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Secrétariat général
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de cadres de concertation tenus	Nombre	2020	48,0	15,0	48,0	12,0	12,0	12,0	Cabinet
			Proportion des rapports de suivi rédigés	%	2020	33,0	33,0	66,0	100,0	100,0	100,0	Secrétariat général
A1.2	Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Proportion d'agents ayant bénéficié au moins d'une formation dans l'année	%	2018	15,0	20,0	25,0	30,0	35,0	40,0	Direction des affaires administratives et financières
			Taux d'exécution du budget	%	2018	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires administratives et financières
A1.3	Formation des acteurs judiciaires	Assurer la formation initiale et continue des professionnels de la justice	Nombre d'élèves recrutés formés	Nombre	2013	62,0	0,0	40,0	24,0	0,0	35,0	Centre de formation des professions de justice
			Nombre d'acteurs de la justice formés	Nombre	2019	86,0	10,0	190,0	150,0	80,0	80,0	Centre de formation des professions de justice
A1.4	Contrôle des juridictions et services	Améliorer le contrôle des juridictions et services	Proportion des plaintes reçues et traitées	%	2020	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires
			Proportion des juridictions et services contrôlés	%	2019	0,0	18,8	31,3	31,3	31,3	31,3	Inspection générale des services juridictionnels et pénitentiaires
A1.5	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion des jeunes et femmes occupant des postes de responsabilité	%	2020	6,9	6,9	9,3	12,3	15,3	18,3	Cellule genre

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P2	Administration de la justice	Améliorer l'efficacité de la justice	Pourcentage des affaires définitivement réglées par les cours d'appel de Kara et Lomé	%	2019	34,0	39,0	44,0	49,0	53,0	58,0	Direction des affaires civiles sociales et commerciales
			Délai moyen de traitement des affaires commerciales	Jour	2019	1 080,0	90,0	88,0	80,0	80,0	80,0	Direction des affaires civiles sociales et commerciales
A2.1	Réforme de la législation	Moderniser le cadre législatif, réglementaire et organisationnel	Nombre de textes législatifs et réglementaires élaborés et actualisés par an	Nombre	2020	2,0	2,0	2,0	2,0	1,0	2,0	Direction de la législation
A2.2	Supervision et contrôle des juridictions civiles, sociales, commerciales et en matière du contentieux administratif	Renforcer les capacités opérationnelles des juridictions	Proportion des dossiers de contentieux civil, social, commercial et administratif reçus et traités	%	2018	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires civiles, sociales et commerciales
A2.3	Supervision et contrôle des parquets et des juridictions répressives	Renforcer les capacités de supervision et de contrôle des parquets et des juridictions répressives	Proportion des dossiers de contentieux pénal et des procédures de grâces reçus et traités	%	2020	98,0	98,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Direction des affaires pénales et des grâces
			nombre de parquets interconnectés à des unités de polices judiciaires	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	7,0	Direction des affaires pénales et des grâces
A2.4	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	Pourcentage des affaires définitivement réglées par la cour d'appel de Lomé	%	2019	34,0	39,0	44,0	49,0	54,0	59,0	Cour d'appel de Lomé
A2.5	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	Renforcer la performance des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	Pourcentage des affaires définitivement réglées par la cour d'appel de Kara	%	2019	35,0	40,0	45,0	50,0	55,0	60,0	Cour d'appel de Kara
P3	Accès au droit et à la justice	Rapprocher le droit et la justice du justiciable et du citoyen	Nombre de personnes ayant bénéficié de l'aide juridique	Nombre	2020	1 348,0	1 348,0	1 648,0	1 948,0	2 248,0	2 550,0	Direction de l'accès au droit et à la justice
A3.1	Renforcement de l'accès au droit et à la justice	Améliorer la justice alternative	Taux de conciliations/médiations réussies	%	0	0,0	87,8	88,8	89,0	90,0	91,0	Direction de l'accès au droit et à la justice

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			Nombre d'enfant ayant bénéficié des mesures alternatives	Nombre	2020	36,0	36,0	20,0	15,0	15,0	8,0	Direction de l'accès au droit et à la justice
A3.2	Service de nationalité, du sceau et de l'identité biométrique pour tous	Améliorer le service de la nationalité, du sceau et de l'identité biométrique	Délai moyen de traitement des dossiers de nationalité	Mois	2018	1,0	2,0	4,0	2,0	1,0	1,0	Direction de la nationalité et du sceau
A3.3	Implémentation du droit OHADA	Faciliter l'accessibilité des textes de l'OHADA	Nombre d'acteurs sensibilisés sur l'application des textes OHADA	Nombre	2019	57,0	0,0	50,0	50,0	50,0	50,0	Commission nationale OHADA
			Nombre d'acteurs judiciaires formés sur les actes uniformes	Nombre	2018	21,0	0,0	50,0	50,0	50,0	50,0	Commission nationale OHADA
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion	Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle	Taux d'occupation des prisons	%	2019	185,0	185,0	180,0	175,0	160,0	130,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion
A4.1	Surveillance des prisons	Améliorer les conditions de surveillance	Nombre de détenus évadés	Nombre	2020	8,0	8,0	3,0	1,0	0,0	0,0	Corps des Surveillants de l'Administration Pénitentiaire
			Nombre d'incidents signalés	Nombre	2020	2,0	2,0	1,0	1,0	0,0	0,0	Corps des Surveillants de l'Administration Pénitentiaire
A4.2	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	Améliorer les conditions de détention et de réinsertion socioprofessionnelles des détenus	Taux de réinsertion des détenus	%	2018	4,0	4,0	5,0	7,0	7,0	10,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion
			Taux d'occupation des prisons	%	2019	179,0	158,0	166,0	150,0	145,0	140,0	Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du ministère de la justice et de la législation	Améliorer la qualité des services publics du ministère de la justice et de la législation	12 432	2 096 624	12 000	688 406	68 900	1 030 275	62 900	1 028 650	87 710	1 090 155	219 510	3 149 080
P2	Administration de la justice	Améliorer l'efficacité de la justice	0	1 869 566	3 000	3 209 994	13 100	3 251 601	28 100	3 319 921	13 100	3 359 800	54 300	9 931 322
P3	Accès au droit et à la justice	Rapprocher le droit et la justice du justiciable et du citoyen	0	60 603	0	121 203	3 000	137 439	3 000	139 401	3 000	141 420	9 000	418 261
P4	Administration pénitentiaire et réinsertion	Améliorer l'administration pénitentiaire et la réinsertion socio professionnelle	0	1 409 419	0	1 621 192	15 000	1 642 852	15 000	1 671 931	15 000	1 701 861	45 000	5 016 643
Total des programmes			12 432	5 436 212	15 000	5 640 795	100 000	6 062 167	109 000	6 159 904	118 810	6 293 236	327 810	18 515 307

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 084 192	0	676 406	0	961 375	0	965 750	0	1 002 445	0	2 929 570
Personnel	0	1 742 898	0	428 733	0	671 193	0	667 822	0	681 047	0	2 020 062
Biens et Services	0	211 294	0	117 673	0	160 182	0	167 928	0	191 398	0	519 508
Transferts Courants	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	130 000	0	390 000
Dépenses en capital	12 432	12 432	12 000	12 000	68 900	68 900	62 900	62 900	87 710	87 710	219 510	219 510
Dépenses d'investissement	12 432	12 432	12 000	12 000	68 900	68 900	62 900	62 900	87 710	87 710	219 510	219 510
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	12 432	2 096 624	12 000	688 406	68 900	1 030 275	62 900	1 028 650	87 710	1 090 155	219 510	3 149 080

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 869 566	0	3 206 994	0	3 238 501	0	3 291 821	0	3 346 700	0	9 877 022
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 713 361	0	3 075 366	0	3 085 872	0	3 139 192	0	3 194 071	0	9 419 135
Biens et Services	0	156 205	0	131 628	0	152 629	0	152 629	0	152 629	0	457 887
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	3 000	3 000	13 100	13 100	28 100	28 100	13 100	13 100	54 300	54 300
Dépenses d'investissement	0	0	3 000	3 000	13 100	13 100	28 100	28 100	13 100	13 100	54 300	54 300
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	1 869 566	3 000	3 209 994	13 100	3 251 601	28 100	3 319 921	13 100	3 359 800	54 300	9 931 322

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	60 603	0	121 203	0	134 439	0	136 401	0	138 420	0	409 261
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	5 727	0	76 051	0	89 287	0	91 249	0	93 268	0	273 805
Biens et Services	0	24 876	0	15 152	0	15 152	0	15 152	0	15 152	0	45 456
Transferts Courants	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	9 000	9 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	60 603	0	121 203	3 000	137 439	3 000	139 401	3 000	141 420	9 000	418 261

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 409 419	0	1 621 192	0	1 627 852	0	1 656 931	0	1 686 861	0	4 971 643
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	921 091	0	1 174 571	0	1 181 231	0	1 210 310	0	1 240 240	0	3 631 780
Biens et Services	0	488 328	0	446 621	0	446 621	0	446 621	0	446 621	0	1 339 863
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	45 000	45 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	1 409 419	0	1 621 192	15 000	1 642 852	15 000	1 671 931	15 000	1 701 861	45 000	5 016 643

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	12 432	5 436 212	15 000	5 640 795	100 000	6 062 167	109 000	6 159 904	118 810	6 293 236	327 810	18 515 307
Hors Projets	12 432	5 436 212	15 000	5 640 795	100 000	6 062 167	109 000	6 159 904	118 810	6 293 236	327 810	18 515 307
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	12 432	5 436 212	15 000	5 640 795	100 000	6 062 167	109 000	6 159 904	118 810	6 293 236	327 810	18 515 307

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	5 423 780	0	5 625 795	0	5 962 167	0	6 050 904	0	6 174 426	0	18 187 497
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	4 383 077	0	4 754 721	0	5 027 583	0	5 108 574	0	5 208 626	0	15 344 783
Biens et Services	0	880 703	0	711 074	0	774 584	0	782 330	0	805 800	0	2 362 714
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	12 432	12 432	15 000	15 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	12 432	12 432	15 000	15 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	12 432	5 436 212	15 000	5 640 795	100 000	6 062 167	109 000	6 159 904	118 810	6 293 236	327 810	18 515 307

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	237	0	237	0	257	0	257	0	257	0
Catégorie A2	263	0	263	0	298	0	298	0	298	0
Catégorie A3	4	0	4	0	4	0	4	0	4	0
Catégorie B	221	0	221	0	221	0	221	0	221	0
Catégorie C	392	0	392	0	392	0	392	0	392	0
Catégorie D	82	0	82	0	82	0	82	0	82	0
Contractuels	0	0	0	0	15	0	15	0	15	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OTAL	1199	4 383 077	1199	4 754 721	1269	5 027 583	1269	5 108 574	1269	5 208 626

2.2.8. Ministère de la sécurité et de la protection civile (Section 430)

❖ Mission du ministère

Les missions du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile sont régies par le décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres et la lettre de mission du ministère.

Aux termes de ce décret, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a pour missions :

- La protection des personnes et de leurs biens, la sureté des institutions, la protection des édifices publics et privés, la préservation de l'ordre, de la tranquillité et de la paix publics ; la lutte contre toutes les formes de criminalités ; la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent - qui du fait de la situation sécuritaire délétère actuelle dans notre sous-région - constituent une menace réelle et imminente pour notre pays. L'exécution de l'ensemble de ces missions de sécurité intérieure comporte, de nos jours plus que par le passé, d'importantes implications du point de vue budgétaire ;
- la prévention et la gestion des situations d'urgence en ce moment où notre pays, comme les autres de la sous-région, est confronté de façon récurrente aux catastrophes naturelles ou d'origine anthropique avec de graves conséquences pour les populations, nécessitent beaucoup de moyens financiers.

La vision du ministère est de garantir la sécurité, la libre circulation et la protection des personnes et des biens au Togo dans le respect des droits humains pour un développement durable, d'ici 2030.

❖ Politiques et stratégies du ministère

- Le plan stratégique du ministère de la sécurité et de la protection civile (2013-2017)
- La politique publique du ministère de la sécurité et de la protection civile (2020-2025)
- La politique nationale de la protection civile (2017-2030).

❖ Contraintes et défis du ministère

Les contraintes

Elles sont relatives à :

- l'absence d'une stratégie nationale clairement définie en matière de sécurité intérieure ainsi qu'un plan d'action ;
- l'insuffisance d'équipements, de matériels et de moyens d'intervention ;
- la faiblesse du dispositif informatisé de collecte, de traitement, d'analyse et d'échanges des données relatives à la sécurité intérieure de l'Etat ;

- la faiblesse du dispositif de contrôle aux frontières ;

Les défis :

- La garantie de la sécurité du territoire national pour la promotion du climat des affaires ;
- Le maillage complet et cohérent du territoire national pour lutter efficacement contre toutes formes de criminalité et menaces ;
- Le renforcement de la police de proximité pour la coproduction de la sécurité du territoire national ;
- Le renforcement de la réduction des risques de catastrophe.
- Les ressources humaines diversifiées et compétentes.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Pour l'année 2022, les priorités du ministère se tournent vers :

- la poursuite des actions de réforme du secteur de la sécurité à travers l'élaboration d'une stratégie nationale de sécurité intérieure ;
- le renforcement de la sécurité intérieure pour contribuer à l'amélioration de la vie socio-économique du pays ;
- le renforcement de la coopération sécuritaire pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée, l'extrémisme violent et le terrorisme ;
- la préservation de la paix dans la sous-région et dans le monde ;
- la prévention et la préparation à la réponse aux situations d'urgence.

❖ NOM, PRENOMS ET TITRE DE CHAQUE RESPONSABLE DE PROGRAMME

Ministère de la sécurité et de la protection civile	Nom du Responsable de programme	Fonction
Programme1 : Pilotage et soutien des services du MSPC	Lieutenant-Colonel AKOBI Messan	Secrétaire Général du MSPC
Programme2 : Sécurité intérieure et Criminalité transfrontalière	Lieutenant-Colonel OKPAOUL Yaovi	Directeur Général de la Police Nationale
Programme3 : Protection civile	Lieutenant-Colonel BAKA Yoma	Directeur Général de l'Agence Nationale de la Protection Civile.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC	Taux d'exécution physique des programmes	%	2018	78,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
			Indice de satisfaction globale des usagers du MSPC	nbre (1 à 5)	2018	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSPC	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MSPC	Nombre de cadres de concertation règlementaires tenus	nombre	2018	58,0	56,0	65,0	70,0	80,0	85,0	SG
			Taux de réalisation des mesures de réformes	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de couverture des programmes du ministère en personnel	%	2018	80,0	90,0	90,0	91,0	92,0	95,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2018	96,0	98,0	99,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Proportion de projets mûrs inscrits au PIP	%	2018	50,0	70,0	90,0	85,0	90,0	92,0	DESPSE
			Proportion de données statistiques publiées	%	2018	45,0	55,0	60,0	65,0	70,0	75,0	DCIA
A1.4	Formation	Doter le ministère en personnel qualifié	Proportion de personnels recyclés/formés	%	2018	23,0	20,0	25,0	30,0	40,0	45,0	ENP
A1.5	Prise en compte du genre	Améliorer la représentativité des femmes dans les structures du ministère	Proportion des femmes dans le personnel du ministère	%	2018	8,0	32,0	33,0	34,0	35,0	36,0	Cellule genre
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière	Assurer une meilleure protection des personnes et des biens	Indice de sécurité nationale (cf GPI)	rang en Afrique	2018	25,0	21,0	20,0	19,0	18,0	17,0	DGPN
A2.1	Lutte contre la criminalité	Renforcer la prévention et la répression des infractions	Taux de criminalité (nombre d'infractions / population)	%	2018	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	DCPJ
			Taux d'élucidation des infractions	%	2019	83,6	83,6	83,6	84,6	85,0	85,5	DCPJ

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			constatées (Nombre de cas élucidés/Nombre de cas constatés)									
A2.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	Garantir la paix et la tranquillité de la population	Taux de couverture des manifestations (nombre de manifestations couvertes / nombre total de manifestations enregistrées)	%	2018	65,0	70,0	70,0	72,0	75,0	76,0	DCSP
			Nombre de points fixes et opérations de police menées	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.3	Développement de la police de proximité	Créer une synergie d'action entre les forces de sécurité et la population	Proportion de faits suspects dénoncés par la population (nombre de faits dénoncés par la population / nombre de tous les faits enregistrés)	%	2018	19,0	21,0	22,0	23,0	24,0	25,0	IGSS
A2.4	Gestion des flux migratoires	Maîtriser les entrées et les sorties sur le territoire national	Taux d'immigration irrégulière (nombre d'irréguliers / nombre total d'entrées)	%	2018	10,0	8,0	7,0	6,0	5,0	5,0	DGDN
			Taux de détection irrégulières (nombre d'irréguliers / nombre total d'entrées)	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.5	Renforcement de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Taux d'accidents mortels (Nombre d'accidents mortels / Nombre total d'accidents)	%	2018	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	DSR
A2.6	Coopération sécuritaire internationale	Réduire la criminalité transfrontalière	Nombre d'opérations conjointes réalisées	Nombre	2018	4,0	5,0	6,0	8,0	10,0	10,0	DCIOE
			Taux de crime transfrontalier (total de crime transfrontalier organisé /total des infractions constatées)	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.7	Développement des capacités de renseignement et de surveillance du territoire	Améliorer le dispositif de collecte d'informations	Proportion de faits d'insécurité élucidés (Nombre de faits élucidés/Nombre total de faits	%	2018	76,0	79,0	80,0	81,0	82,0	83,0	DCRI

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	national		d'insécurité enregistrés)									
			Taux de renseignements opérationnels (Nombre de renseignements exploités/ nombre d'informations recueillies)	0	2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2.8	Intensification des actions de lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent	Renforcer la résilience des populations face au phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme	Taux de résilience de la population face au phénomène de l'extrémisme violent et du terrorisme (Nombre de personnes sensibilisées/ population totale)	%	2018	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	CIPLEV
			Taux de couverture du territoire national en comités locaux (Nombre de comités locaux installés/Total des comités locaux prévus)	%	2018	20,0	37,0	70,0	80,0	100,0	100,0	CIPLEV
P3	Protection civile	Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes	Taux de la population couverte par la prévention et l'alerte (population couverte/population totale)	%	2018	8,0	11,0	11,0	15,0	18,0	19,0	ANPC
A3.1	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	Renforcer la capacité des populations à faire face aux catastrophes	Taux de la population résiliente dans les zones à risques (effectif des populations bénéficiaires / nombre total de population à risques)	%	2018	14,0	17,0	18,0	20,0	22,0	23,0	ANPC
			Taux de victimes liées aux catastrophes (nombre total des victimes / population)	%	2018	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	ANPC
A3.2	Appui à la mise en œuvre de la politique et des orientations du gouvernement en matière de protection civile	Améliorer la réglementation en matière de protection civile	Proportion d'agrément et autorisations accordés	%	2018	68,0	70,0	75,0	80,0	95,0	95,0	DPC
			Proportion des recommandations mises en œuvre	%	2018	60,0	62,0	65,0	68,0	70,0	70,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MSPC	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSPC	93 456	6 051 350	30 000	239 766	870 000	1 135 067	875 000	1 162 038	883 100	1 228 761	2 628 100	3 525 866
P2	Sécurité intérieure et transfrontalière	Assurer une meilleure protection des personnes et des biens	0	13 944 113	308 347	13 853 484	606 508	14 622 689	639 602	14 352 868	305 000	13 832 306	1 551 110	42 807 863
P3	Protection civile	Dynamiser le système de gestion des situations d'urgence et de catastrophes	0	802 879	324 408	1 755 831	677 242	2 096 556	910 036	2 384 569	860 470	2 335 294	2 447 748	6 816 418
Total des programmes			93 456	20 798 342	662 755	15 849 081	2 153 750	17 854 312	2 424 638	17 899 475	2 048 570	17 396 361	6 626 958	53 150 147

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	5 957 894	0	209 766	0	265 067	0	287 038	0	345 661	0	897 766
Personnel	0	656 803	0	76 410	0	78 452	0	82 161	0	85 450	0	246 063
Biens et Services	0	5 281 091	0	113 356	0	166 615	0	184 877	0	240 211	0	591 703
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	93 456	93 456	30 000	30 000	870 000	870 000	875 000	875 000	883 100	883 100	2 628 100	2 628 100
Dépenses d'investissement	93 456	93 456	30 000	30 000	870 000	870 000	875 000	875 000	883 100	883 100	2 628 100	2 628 100
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	93 456	6 051 350	30 000	239 766	870 000	1 135 067	875 000	1 162 038	883 100	1 228 761	2 628 100	3 525 866

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	13 944 113	0	13 545 137	0	14 016 181	0	13 713 266	0	13 527 306	0	41 256 753
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	13 678 064	0	13 032 480	0	13 448 524	0	13 145 609	0	12 959 649	0	39 553 782
Biens et Services	0	216 049	0	462 657	0	517 657	0	517 657	0	517 657	0	1 552 971
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	0	0	308 347	308 347	606 508	606 508	639 602	639 602	305 000	305 000	1 551 110	1 551 110
Dépenses d'investissement	0	0	10 000	10 000	130 000	130 000	215 000	215 000	305 000	305 000	650 000	650 000
Projets d'investissement	0	0	298 347	298 347	476 508	476 508	424 602	424 602	0	0	901 110	901 110
Investissement financés sur RI	0	0	298 347	298 347	476 508	476 508	424 602	424 602	0	0	901 110	901 110
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	13 944 113	308 347	13 853 484	606 508	14 622 689	639 602	14 352 868	305 000	13 832 306	1 551 110	42 807 863

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	802 879	0	1 431 423	0	1 419 314	0	1 474 533	0	1 474 824	0	4 368 670
Personnel	0	0	0	626 504	0	614 395	0	669 614	0	669 905	0	1 953 913
Biens et Services	0	2 879	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	4 919	0	14 757
Transferts Courants	0	800 000	0	800 000	0	800 000	0	800 000	0	800 000	0	2 400 000
Dépenses en capital	0	0	324 408	324 408	677 242	677 242	910 036	910 036	860 470	860 470	2 447 748	2 447 748
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	324 408	324 408	677 242	677 242	910 036	910 036	860 470	860 470	2 447 748	2 447 748
Investissement financés sur RI	0	0	324 408	324 408	522 492	522 492	731 036	731 036	522 762	522 762	1 776 290	1 776 290
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	671 458	671 458
Total	0	802 879	324 408	1 755 831	677 242	2 096 556	910 036	2 384 569	860 470	2 335 294	2 447 748	6 816 418

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	93 456	20 798 342	662 755	15 849 081	1 999 000	17 699 562	2 245 638	17 720 475	1 710 862	17 058 653	5 955 500	52 478 689
Hors Projets	93 456	20 798 342	40 000	15 226 326	1 000 000	16 700 562	1 090 000	16 564 837	1 188 100	16 535 891	3 278 100	49 801 289
Projets	0	0	622 755	622 755	999 000	999 000	1 155 638	1 155 638	522 762	522 762	2 677 400	2 677 400
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	671 458	671 458
Dons	0	0	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	671 458	671 458
PNUD	0	0	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	671 458	671 458
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	93 456	20 798 342	662 755	15 849 081	2 153 750	17 854 312	2 424 638	17 899 475	2 048 570	17 396 361	6 626 958	53 150 147

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	20 704 887	0	15 186 326	0	15 700 562	0	15 474 837	0	15 347 791	0	46 523 189
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	14 334 867	0	13 735 394	0	14 141 371	0	13 897 384	0	13 715 004	0	41 753 758
Biens et Services	0	5 500 019	0	580 932	0	689 191	0	707 453	0	762 787	0	2 159 431
Transferts Courants	0	870 000	0	870 000	0	870 000	0	870 000	0	870 000	0	2 610 000
Dépenses en capital	93 456	93 456	662 755	662 755	2 153 750	2 153 750	2 424 638	2 424 638	2 048 570	2 048 570	6 626 958	6 626 958
Dépenses d'investissement	93 456	93 456	40 000	40 000	1 000 000	1 000 000	1 090 000	1 090 000	1 188 100	1 188 100	3 278 100	3 278 100
Projets d'investissement	0	0	622 755	622 755	1 153 750	1 153 750	1 334 638	1 334 638	860 470	860 470	3 348 858	3 348 858
Investissement financés sur RI	0	0	622 755	622 755	999 000	999 000	1 155 638	1 155 638	522 762	522 762	2 677 400	2 677 400
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	154 750	154 750	179 000	179 000	337 708	337 708	671 458	671 458
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	93 456	20 798 342	662 755	15 849 081	2 153 750	17 854 312	2 424 638	17 899 475	2 048 570	17 396 361	6 626 958	53 150 147

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	51	0	52	152 289	72	208 308	72	217 638	72	231 008
Catégorie A2	522	0	522	2 270 245	606	2 180 515	601	2 195 451	596	2 221 269
Catégorie A3	63	0	63	351 193	98	222 625	98	230 206	98	243 081
Catégorie B	409	0	409	1 169 116	441	1 232 045	438	1 234 861	431	1 235 388
Catégorie C	511	0	511	1 586 305	437	1 373 078	383	1 200 485	343	1 070 446
Catégorie D	4 400	0	4 400	8 182 245	4 465	8 899 600	4 409	8 793 542	4 374	8 688 611
Contractuels	0	0	0	24 000	0	25 200	0	25 200	0	25 200
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5956	14 334 867	5957	13 735 394	6119	14 141 371	6001	13 897 384	5914	13 715 004

Tableau n°7 : Dotation du ministère

Code	Nature de dépense	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	CHARGE FINANCIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DÉPENSES COMMUNES ORDINAIRES	0	0	0	1 132 707	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021
	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Matériels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Diverses	0	0	0	1 132 707	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021
	Transferts courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DÉPENSES COMMUNES EN CAPITAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DÉPENSES COMMUNES D'INVESTISSEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	PROJETS D'INVESTISSEMENTS COMMUNS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ressources internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ressources externes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	0	1 132 707	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007	0	3 411 021

2.2.9. Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (Section 510)

❖ Mission du ministère

Le Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat (MEPSTA) a pour mission première, de coordonner, de proposer, de planifier les activités du système éducatif Togolais et de mettre en œuvre la politique du gouvernement relative à l'accès de tous les citoyens au savoir, en ce qui concerne l'éducation au niveau du préscolaire, du primaire, du secondaire général et technique de qualité accessible à tous en phase avec le marché du travail et de promouvoir l'artisanat.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du Ministère

Le Togo depuis 2010, s'est doté d'une politique sectorielle de l'éducation dont les objectifs principaux se déclinent comme suit :

Axe1 : équilibrer la pyramide éducative nationale tout en corrigeant les disparités et la qualité du service éducatif ;

Axe2 : améliorer l'efficacité et la qualité du service éducatif ;

Axe3 : développer un partenariat efficace avec les différents membres du corps social ;

Axe4 : améliorer la gestion et la gouvernance du système éducatif national.

L'évolution de cette politique conduit efficacement à l'atteinte des objectifs des différentes stratégies nationales de développement, notamment :

- la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE 2013-2017),
- la vision du Forum Mondial de Dakar (avril 2000) et,
- la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (OMD, septembre 2000),
- le Plan National de Développement (PND 2018-2022) et
- la feuille de route gouvernementale (Togo Vision 2025).

❖ Contraintes et défis du ministère

L'enveloppe budgétaire selon la lettre de cadrage, oblige le MEPSTA à arbitrer ses dépenses en fonction du budget alloué et le contexte de la pandémie COVID-19 qui amène à une réorganisation du monde scolaire complique de plus les défis auxquels le ministère fait face notamment les objectifs relatifs à l'accès et à la qualité. Il s'agit spécifiquement à court, à moyen et à long termes, de réhabiliter, d'augmenter les capacités physiques des établissements scolaires et centre de formation professionnelle, de les équiper d'outils digitaux, d'y améliorer la qualité des enseignements et de renforcer les capacités techniques et professionnelles des artisans en vue de leur pleine contribution à la croissance de l'économie nationale.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Les choix stratégiques et budgétaires du ministère sont opérés autour des financements sur les ressources internes et externes.

À cet effet, une partie importante des ressources allouées au ministère provient des recettes de l'état (ressources internes) représentant 92% des dépenses ordinaires (personnel, biens et services, transfert courant). Aussi, pour compléter ses ressources intérieures afin de répondre aussi bien aux engagements internationaux que nationaux, le ministère à travers l'état sollicite des dons et prêts (ressources extérieures) auprès des partenaires techniques et financiers (UNICEF, BID, PME/IDA, AFD) pour le financement de ces projets d'investissements, représentant environ 8% du budget alloué. Le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) 2022-2024 du MEPSTA a été élaboré conformément au canevas retenu dans le guide d'élaboration des DPPD.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

N° D'ordre	Programme	Nom et Prénoms	Titre du responsable de programme
1	Pilotage et Soutien des services du Ministère	TITORA Tawuim	Secrétaire Générale
2	Enseignement Préscolaire et Primaire	DARA-AHATO Yawo Dotsè	Directeur des Enseignements Préscolaire et Primaire
3	Enseignement Secondaire Général	NOUWOSSAN Komlan	Directeur de l'Enseignement Secondaire Général
4	Enseignement Technique et formation professionnelle	ADAM-TSAR Essogbaré	Directrice de l'Enseignement Secondaire Technique
5	Artisanat	DERMANE Moutala	Directeur de l'Artisanat

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des services du MEPSTA	Améliorer la qualité des services publics du MEPSTA	Taux d'exécution physiques des programmes opérationnels du ministère	%	2019	0,0	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.1	Pilotage et Coordination du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	Nombre de cadres de concertation réglementaire tenu par le ministre	u	2019	0,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	Ratio élèves/enseignants de l'Etat au primaire public	u	2019	0,0	59,4	56,5	53,6	50,7	47,9	DRH
			Niveau moyen d'aléa dans l'affectation des enseignants de l'Etat du secondaire public (y.c l'enseignement technique)	%	2019	0,0	43,7	38,9	34,2	29,5	24,7	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion optimale des ressources matérielles et financières du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	Taux d'exécution du budget	%	2019	0,0	97,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAF
			Pourcentage de structures tenant la comptabilité matière	%	2019	0,0	75,0	85,0	100,0	100,0	100,0	0
A1.4	Formation initiale et continue des enseignants et des personnels d'encadrement	Améliorer le rendement des enseignants et l'encadrement pédagogique	Pourcentage d'enseignants ayant bénéficié de formation initiale (y.c l'enseignement technique)	%	2019	0,0	13,1	28,5	43,9	59,2	74,6	DF
A1.5	Prospective ,Planification, programmation, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et	Pourcentage de services ayant élaboré leur rapport annuel d'activités	%	2019	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPEE

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
		projets de développement du ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat	Pourcentage de services disposant des outils de planification	%	2019	86,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	0
A1.6	Augmentation des capacités d'accueil scolaires et des centres de formation professionnelle	Renforcer les infrastructures physiques et équiper les établissements et scolaires et centres de formation professionnelle des outils digitaux	Effectif d'élèves par classe au niveau de l'enseignement de base	u	2019	0,0	69,6	64,7	59,7	54,8	49,9	Projet de construction scolaire du ministère
			Elèves par classe pour l'enseignement technique	u	2019	0,0	40,0	36,0	35,0	34,0	33,0	DSRP
A1.7	Gestion du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information du ministère et assurer le raccordement à internet de tous les établissements scolaires, centres de formation et services	Nombre de bases de données mises en place	u	2019	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	CNDP-TICE
			Pourcentage d'établissements scolaires connectés aux réseaux internet	%	2019	0,0	2,0	19,6	37,2	54,8	72,4	0
A1.8	Gestion et équité	Favoriser la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion des femmes au poste de décision	%	2019	0,0	5,5	10,4	15,3	20,2	25,1	Cellule genre
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire	Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle	Taux de couverture au préscolaire (4-5 ans)	%	2019	0,0	43,7	44,3	44,9	45,5	46,1	DEPP
			Part des élèves maîtrisant les bases fondamentales de lecture en fin de primaire	%	2019	14,0	20,0	26,0	32,0	38,0	44,0	0
A2.1	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	Assurer la mise en œuvre efficace et efficiente des actions du préscolaire et primaire	Coefficient d'efficience au préscolaire et primaire	u	2019	0,0	0,7	0,9	1,0	1,0	1,0	DEPP
A2.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement au préscolaire et primaire	Améliorer la qualité de l'enseignement préscolaire et primaire et garantir la maîtrise des	Pourcentage d'élèves ayant obtenu une note supérieure ou égale à 10/20 en français	%	2019	0,0	56,6	63,3	70,0	76,7	83,4	IEPP

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
		fondamentaux en lecture et en mathématiques	et en mathématiques au CEPD									
			Pourcentage d'enseignants du préscolaire et primaire publics ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	%	2019	0,0	12,3	12,3	25,0	60,0	75,0	IEPP
P3	Enseignement secondaire général	Accroître l'accès et la rétention dans l'enseignement secondaire général	Taux de rétention au collège	%	2019	0,0	41,7	44,8	47,9	51,0	54,1	DESG
			Taux d'accès en seconde	%	2019	0,0	27,7	25,9	26,7	31,4	36,1	0
A3.1	Coordination et suivi des actions du secondaire général	Assurer la mise en œuvre efficace et efficiente des actions du secondaire général	Coefficient d'efficience au secondaire général	u	2017	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	DESG
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement au secondaire général	Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général et garantir la maîtrise des fondamentaux en lecture et en mathématiques	Pourcentage d'élèves disposant des manuels de français, anglais, mathématiques et sciences expérimentales	%	2019	0,0	43,0	50,8	58,7	66,5	74,3	IESG
			Pourcentage d'enseignants du secondaire publics ayant reçu au moins une visite d'un personnel d'encadrement	%	2019	0,0	6,5	23,2	39,9	56,6	73,3	IESG
P4	Enseignement technique et Formation professionnelle	Accroître l'accès à l'enseignement technique, à la formation professionnelle et assurer l'adéquation emploi-formation	Pourcentage des nouveaux inscrits en seconde dans l'enseignement technique par rapport à l'ensemble des admis au BEPC	%	2019	0,0	13,3	16,7	20,0	22,0	23,0	DEST

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			Pourcentage d'apprenants/étudiants sortant de formation technique et professionnelle contribuant à la création d'emplois stables et de la richesse nationale	%	2019	ND	13,3	26,7	40,0	45,0	50,0	0
A4.1	Coordination des activités pédagogiques et administratives des établissements de l'enseignement technique	Assurer le bon déroulement des activités pédagogiques et administratives des établissements	Taux d'exécution physique annuelle des activités prévues	%	2018	70,0	75,0	76,0	78,0	85,0	90,0	DEST
A4.2	Coordination des activités pédagogiques et administratives des centres de formation professionnelle	Assurer le bon déroulement des activités pédagogiques et administratives des centres	Taux d'exécution annuelle des activités prévues	%	2018	70,0	75,0	75,5	80,0	85,0	90,0	DFPA
			Nombre de jeunes et adultes ayant bénéficié d'une formation de courte durée	u	2019	0,0	ND	60,0	100,0	300,0	600,0	0
A4.3	Amélioration de la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Améliorer la qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	Proportion d'enseignants inspectés	%	2018	0,0	20,0	48,0	50,0	55,0	60,0	DPP
			Proportion de curricula élaborés ou révisés	%	2018	30,0	60,0	69,0	70,0	75,0	80,0	0
A4.4	Appui au renforcement des capacités des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Assurer au besoin les formations initiale et continue des enseignants/formateurs et des personnels du monde du travail	Proportion des formateurs formés en formation initiale et continue	%	2018	ND	ND	9,8	15,0	20,0	25,0	INFPP
			Nombre d'agents du monde du travail formés	u	0	0,0	ND	71,0	142,0	213,0	284,0	0
A4.5	Promotion de l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers de l'industrie	Renforcer l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers de l'industrie	Nombre de jeunes formés aux métiers de l'industrie	u	2018	70,0	353,0	340,0	340,0	340,0	340,0	CFMI
			Nombre d'agents du monde du travail formés dans les	u	2019	0,0	ND	100,0	200,0	300,0	400,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			métiers de l'industrie									
A4.6	Amélioration de l'employabilité des jeunes/ adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	Renforcer l'employabilité des jeunes/adultes dans les métiers agro-sylvo pastoral et de l'artisanat	Nombre de jeunes/adultes accompagnés dans leur parcours d'insertion	u	2019	0,0	ND	350,0	350,0	350,0	350,0	PAFPE
P5	Artisanat	Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois	Nombre de nouvelles entreprises artisanales créées	u	2018	0,0	1 060,0	1 200,0	1 200,0	1 200,0	1 200,0	DA
			Nombre d'emplois créés dans le secteur	u	2018	ND	3 269,0	2 500,0	3 000,0	3 500,0	3 600,0	0
A5.1	Coordination des actions de l'artisanat	Créer un environnement juridique favorable et renforcer la gouvernance des structures d'encadrement du secteur	Proportion des responsables des CRM ayant maîtrisé les textes en vigueur	%	2018	ND	ND	70,0	60,0	70,0	80,0	DA
			Proportion des responsables de structures d'encadrement ayant reçu des renforcements de capacités	%	2018	ND	45,0	70,0	80,0	85,0	90,0	0
A5.2	Promotion du secteur de l'artisanat	Mettre en place des conditions favorables à la création et au développement des entreprises artisanales et rendre compétitifs les produits et services artisanaux sur les marchés	Nombre d'artisans bénéficiant de formations managériales, entrepreneuriales et en perfectionnement	u	2018	550,0	4 291,0	3 000,0	3 000,0	3 500,0	3 500,0	DA
			Proportion des centres de ressources pour l'artisanat renforcée en équipement	%	2018	ND	18,5	25,5	44,0	65,0	86,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MEPSTA	Améliorer la qualité des services publics du MEPSTA	1 261 418	15 656 231	21 817 556	19 819 998	117 938	12 176 154	128 552	12 507 744	140 122	12 886 069	386 613	37 569 967
P2	Enseignements Préscolaire et Primaire	Promouvoir la scolarisation préscolaire et primaire universelle	24 248	82 588 436	35 583 455	82 143 705	36 032 652	85 202 474	91 355	90 664 206	99 577	87 894 945	36 223 584	263 761 626
P3	Enseignement secondaire général	Accroître l'accès et la rétention dans l'enseignement secondaire général	288 257	35 532 342	9 164 940	41 115 472	3 646 867	44 436 157	38 423	47 967 098	41 881	46 621 381	3 727 170	139 024 636
P4	Enseignement technique et Formation professionnelle	Accroître l'accès à l'enseignement technique, à la formation professionnelle et assurer l'adéquation emploi-formation	356 089	9 692 592	1 847 629	10 634 316	3 370 854	9 053 523	10 900	8 684 145	11 881	8 978 236	3 393 635	26 715 904
P5	Artisanat	Rendre le secteur de l'artisanat plus viable, compétitif, créateur de richesse et d'emplois	0	689 592	0	689 510	3 000	711 417	3 270	713 510	3 564	715 646	9 834	2 140 573
Total des programmes			1 930 012	144 159 194	68 413 580	154 403 001	43 171 311	151 579 726	272 500	160 536 704	297 025	157 096 277	43 740 836	469 212 706

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	14 394 813	0	9 537 768	0	12 058 216	0	12 379 192	0	12 745 947	0	37 183 355
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	10 607 389	0	6 436 600	0	8 893 636	0	9 186 366	0	9 467 537	0	27 547 539
Biens et Services	0	3 259 157	0	2 561 168	0	2 824 580	0	2 852 825	0	2 938 410	0	8 615 815
Transferts Courants	0	528 267	0	540 000	0	340 000	0	340 000	0	340 000	0	1 020 000
Dépenses en capital	1 261 418	1 261 418	21 817 556	10 282 230	117 938	117 938	128 552	128 552	140 122	140 122	386 613	386 613
Dépenses d'investissement	64 758	64 758	61 185	61 185	117 938	117 938	128 552	128 552	140 122	140 122	386 613	386 613
Projets d'investissement	1 196 660	1 196 660	21 756 371	10 221 045	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	1 196 660	1 196 660	15 959 988	4 424 662	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	5 796 383	5 796 383	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 261 418	15 656 231	21 817 556	19 819 998	117 938	12 176 154	128 552	12 507 744	140 122	12 886 069	386 613	37 569 967

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	82 564 188	0	72 904 247	0	74 809 615	0	77 038 364	0	79 185 805	0	231 033 784
Personnel	0	75 697 536	0	65 964 595	0	67 614 602	0	69 840 110	0	71 977 731	0	209 432 442
Biens et Services	0	245 748	0	318 748	0	324 109	0	327 350	0	337 171	0	988 630
Transferts Courants	0	6 620 904	0	6 620 904	0	6 870 904	0	6 870 904	0	6 870 904	0	20 612 712
Dépenses en capital	24 248	24 248	35 583 455	9 239 458	36 032 652	10 392 859	91 355	13 625 842	99 577	8 709 140	36 223 584	32 727 842
Dépenses d'investissement	24 248	24 248	48 715	48 715	83 812	83 812	91 355	91 355	99 577	99 577	274 744	274 744
Projets d'investissement	0	0	35 534 740	9 190 743	35 948 840	10 309 047	0	13 534 487	0	8 609 563	35 948 840	32 453 098
Investissement financés sur RI	0	0	2 234 740	0	4 234 740	579 614	0	775 626	0	1 979 500	4 234 740	3 334 740
Investissement financés sur RE	0	0	33 300 000	9 190 743	31 714 100	9 729 433	0	12 758 862	0	6 630 063	31 714 100	29 118 358
Transferts en capital											0	0
Total	24 248	82 588 436	35 583 455	82 143 705	36 032 652	85 202 474	91 355	90 664 206	99 577	87 894 945	36 223 584	263 761 626

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	35 244 085	0	39 577 677	0	41 238 754	0	42 570 584	0	43 860 983	0	127 670 320
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	34 440 802	0	38 697 768	0	40 299 290	0	41 625 725	0	42 899 778	0	124 824 793
Biens et Services	0	403 283	0	479 909	0	539 464	0	544 859	0	561 204	0	1 645 527
Transferts Courants	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	1 200 000
Dépenses en capital	288 257	288 257	9 164 940	1 537 795	3 646 867	3 197 403	38 423	5 396 514	41 881	2 760 398	3 727 170	11 354 315
Dépenses d'investissement	5 574	5 574	15 100	15 100	35 250	35 250	38 423	38 423	41 881	41 881	115 553	115 553
Projets d'investissement	282 683	282 683	9 149 840	1 522 695	3 611 617	3 162 153	0	5 358 092	0	2 718 518	3 611 617	11 238 762
Investissement financés sur RI	100 000	100 000	310 485	100 000	2 794 300	579 614	0	2 375 171	0	50 000	2 794 300	3 004 785
Investissement financés sur RE	182 683	182 683	8 839 355	1 422 695	817 317	2 582 539	0	2 982 921	0	2 668 518	817 317	8 233 977
Transferts en capital											0	0
Total	288 257	35 532 342	9 164 940	41 115 472	3 646 867	44 436 157	38 423	47 967 098	41 881	46 621 381	3 727 170	139 024 636

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	9 336 503	0	8 786 687	0	7 874 071	0	8 111 101	0	8 342 418	0	24 327 590
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	8 639 073	0	8 076 882	0	7 147 803	0	7 383 070	0	7 609 046	0	22 139 919
Biens et Services	0	147 430	0	159 805	0	176 268	0	178 031	0	183 372	0	537 670
Transferts Courants	0	550 000	0	550 000	0	550 000	0	550 000	0	550 000	0	1 650 000
Dépenses en capital	356 089	356 089	1 847 629	1 847 629	3 370 854	1 179 452	10 900	573 044	11 881	635 818	3 393 635	2 388 314
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	10 000	10 000	10 900	10 900	11 881	11 881	32 781	32 781
Projets d'investissement	356 089	356 089	1 847 629	1 847 629	3 360 854	1 169 452	0	562 144	0	623 937	3 360 854	2 355 533
Investissement financés sur RI	71 406	71 406	238 877	238 877	861 829	487 118	0	304 892	0	69 819	861 829	861 829
Investissement financés sur RE	284 683	284 683	1 608 752	1 608 752	2 499 025	682 334	0	257 252	0	554 118	2 499 025	1 493 704
Transferts en capital											0	0
Total	356 089	9 692 592	1 847 629	10 634 316	3 370 854	9 053 523	10 900	8 684 145	11 881	8 978 236	3 393 635	26 715 904

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	689 592	0	689 510	0	708 417	0	710 240	0	712 081	0	2 130 739
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	34 947	0	35 527	0	54 076	0	55 856	0	57 565	0	167 497
Biens et Services	0	4 645	0	3 983	0	4 341	0	4 384	0	4 516	0	13 241
Transferts Courants	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	650 000	0	1 950 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	3 000	3 000	3 270	3 270	3 564	3 564	9 834	9 834
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	3 000	3 000	3 270	3 270	3 564	3 564	9 834	9 834
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	689 592	0	689 510	3 000	711 417	3 270	713 510	3 564	715 646	9 834	2 140 573

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 462 647	143 691 829	18 869 090	136 384 428	8 140 869	138 585 419	272 500	144 537 669	297 025	147 243 578	8 710 394	430 366 666
Hors Projets	94 581	142 323 763	125 000	131 620 889	250 000	136 939 073	272 500	141 081 980	297 025	145 144 259	819 525	423 165 312
Projets	1 196 660	1 196 660	15 959 988	4 424 662	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	171 406	171 406	2 784 102	338 877	7 890 869	1 646 346	0	3 455 689	0	2 099 319	7 890 869	7 201 354
Financement extérieur	467 365	467 365	49 544 490	18 018 573	35 030 442	12 994 307	0	15 999 034	0	9 852 699	35 030 442	38 846 040
Dons	467 365	467 365	47 710 171	16 184 254	22 857 942	11 064 307	0	11 379 034	0	5 652 699	22 857 942	28 096 040
AFD	198 183	198 183	9 540 248	2 123 588	1 361 678	2 960 292	0	3 149 529	0	2 668 518	1 361 678	8 778 338
IDA/PME	0	0	33 300 000	9 190 743	19 541 600	7 799 433	0	8 138 862	0	2 430 063	19 541 600	18 368 358
KFW	269 183	269 183	907 859	907 859	1 954 664	304 581	0	90 644	0	554 118	1 954 664	949 343
BM	0	0	3 962 064	3 962 064	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	1 834 319	1 834 319	12 172 500	1 930 000	0	4 620 000	0	4 200 000	12 172 500	10 750 000
IDA	0	0	0	0	12 172 500	1 930 000	0	4 620 000	0	4 200 000	12 172 500	10 750 000
BM	0	0	1 834 319	1 834 319	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 930 012	144 159 194	68 413 580	154 403 001	43 171 311	151 579 726	272 500	160 536 704	297 025	157 096 277	43 740 836	469 212 706

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	142 229 182	0	131 495 889	0	136 689 073	0	140 809 480	0	144 847 234	0	422 345 787
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	129 419 747	0	119 211 372	0	124 009 407	0	128 091 127	0	132 011 658	0	384 112 192
Biens et Services	0	4 060 263	0	3 523 613	0	3 868 762	0	3 907 449	0	4 024 672	0	11 800 883
Transferts Courants	0	8 749 171	0	8 760 904	0	8 810 904	0	8 810 904	0	8 810 904	0	26 432 712
Dépenses en capital	1 930 012	1 930 012	68 413 580	22 907 112	43 171 311	14 890 653	272 500	19 727 223	297 025	12 249 043	43 740 836	46 866 919
Dépenses d'investissement	94 581	94 581	125 000	125 000	250 000	250 000	272 500	272 500	297 025	297 025	819 525	819 525
Projets d'investissement	1 835 431	1 835 431	68 288 580	22 782 112	42 921 311	14 640 653	0	19 454 723	0	11 952 018	42 921 311	46 047 394
Investissement financés sur RI	1 368 066	1 368 066	18 744 090	4 763 539	7 890 869	1 646 346	0	3 455 689	0	2 099 319	7 890 869	7 201 354
Investissement financés sur RE	467 365	467 365	49 544 490	18 018 573	35 030 442	12 994 307	0	15 999 034	0	9 852 699	35 030 442	38 846 040
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 930 012	144 159 194	68 413 580	154 403 001	43 171 311	151 579 726	272 500	160 536 704	297 025	157 096 277	43 740 836	469 212 706

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	3 014	18 839 267	3 293	18 402 798	4 154	15 586 668	4 634	16 235 590	5 189	16 891 431
Catégorie A2	5 763	26 814 887	7 059	26 409 573	9 265	32 441 363	10 206	33 410 342	11 297	34 348 197
Catégorie A3	8	1 197 093	214	645 528	169	634 762	242	794 096	315	926 722
Catégorie B	19 660	74 976 217	23 331	71 284 696	23 792	71 753 871	25 267	74 135 804	26 892	76 399 117
Catégorie C	1 916	6 950 693	991	2 876 157	836	3 300 561	842	3 228 252	848	3 164 314
Catégorie D	137	609 451	66	143 267	62	292 182	62	287 043	62	281 876
Contractuels	3	31 836	4	63 686	-	-	-	-	-	-
Volontaires	1	302	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	30502	129 419 747	34958	119 211 372	38278	124 009 407	41253	128 091 127	44603	132 011 658

2.2.10. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Section 530)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a une mission l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique de l'Etat en matière d'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que des services à la communauté.

❖ Politiques sectorielles et stratégies

- Cadre politique

Le Togo dispose d'une Politique Sectorielle de l'Education (PSE) commune aux trois sous-secteurs et élaborée en 2010.

La politique a pour objectifs majeurs de : i) garantir un enseignement de qualité pour tous avec des enseignant(e)s qualifiés ; ii) réguler les flux et améliorer la pertinence et la qualité de l'offre de formation professionnelle et technique afin d'élever le niveau d'employabilité des sortants et de contribuer efficacement au développement économique et social du pays et iii) réduire les disparités qui existent, en matière d'éducation, entre les régions, les sexes, le milieu urbain et rural, les riches et les pauvres et les personnes en situation de handicap.

- Cadre stratégique

Les actions du sous-secteur sont articulées autour des priorités stratégiques suivantes :

- renforcer l'accès équitable à l'enseignement supérieur ;
- améliorer la qualité dans le système ;
- améliorer la gestion et le pilotage dans le sous-secteur ;
- dynamiser la recherche.

❖ Contraintes et défis

Le sous-secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche est marqué par des faiblesses :

- insuffisances en matière de pilotage du système ;
- croissance importante des effectifs universitaires ;
- effectifs universitaires pléthoriques ;
- insuffisance des structures d'accueil universitaires ;

- taux d'encadrement peu satisfaisant ;
- insuffisance de ressources humaines qualifiées, de moyens matériels et financiers en matière de recherche ;
- insuffisance d'infrastructures adéquates dans le domaine de la technologie et d'innovation,
- faible valorisation des résultats de la recherche.

Néanmoins, le sous-secteur ambitionne de réaliser de nombreux défis : (i) dispenser une formation scientifique, culturelle et professionnelle, dans ses dimensions initiales et continue ; (ii) former des diplômés et des citoyens responsables capables de s'intégrer dans tous les domaines de l'activité humaine ; (iii) promouvoir, créer et diffuser les connaissances par la recherche et fournir l'expertise appropriée pour aider au développement culturel, social et économique du pays ; (iv) améliorer l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur ; (v) participer à des réseaux de coopération internationale à des fins d'échanges, d'enseignement et de recherche ; (vi) mettre un accent particulier sur la recherche et la valorisation de ses résultats.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Au titre de l'exercice 2022, le MESR s'est assigné cinq (05) axes prioritaires d'actions en lien avec l'axe 3 du PND et les objectifs prioritaires du projet P11 de la feuille de route ministérielle. Il s'agit de :

- ✓ la mise en œuvre des actions de la feuille de route du ministère (interconnexion des établissements d'enseignement supérieur, acquisition d'équipements de télécommunications, mise en œuvre de nouvelles offres de formation) ;
- ✓ l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur ;
- ✓ la promotion des centres d'excellence afin de favoriser l'insertion professionnelle des diplômés ;
- ✓ le développement de la recherche par la poursuite de l'exécution du programme d'appui à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur en science et ingénierie dans les universités publiques du Togo (PARESI-UPT), des centres d'excellence et des centres universitaires ;
- ✓ Le démarrage de l'exécution du projet intitulé VaRRIWA (Valorisation des résultats de la recherche en Afrique de l'Ouest).

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

Programme	Nom du responsable	Prénoms	Titre du responsable
1-Pilotage et soutien aux services du ministère	AGBENOTO	Koffi Mawunyo	Secrétaire général
2- Enseignement supérieur : Orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires	JONDO	Koffi	Directeur de l'enseignement supérieur
3- Recherche et innovation	KOKOU	Koami	Directeur de la recherche scientifique et technique

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux service du MESR	Améliorer la qualité des services du MESR	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MESR	%	2018	80,0	87,0	90,0	91,0	92,0	93,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MESR	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MESR	Nombre de cadre de concertation réglementaire tenues par le Ministre	Nombre	2018	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	SG
A1.2	gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion des structures tenant la comptabilité matières	%	2018	10,0	10,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget du ministère	%	2018	92,2	93,0	94,0	95,0	96,0	97,0	DAAF
A1.3	prospective, planification et suivi-évaluation des actions et du système d'information	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Pourcentage de rapport de suivi évaluation disponible	%	2018	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPE
			Nombre d'annuaire statistique d'enseignement supérieur disponible	Nombre	2018	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DPPE
A1.4	genre et équité	Assurer la promotion du genre	Proportion de femmes occupant des postes de responsabilité	%	2018	23,8	26,5	27,0	35,0	40,0	50,0	Cellule Genre
P2	enseignement supérieur : orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires	Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur	Ratio Etudiants/enseignant dans les UPT	Nombre	2018	103,5	105,5	104,0	102,0	102,0	101,0	DES
A2.1	appui aux étudiants	Inciter les étudiants à la culture de l'excellence	Nombre de bénéficiaires de bourse et allocations pour les études dans les UPT	Nombre	2018	56 000,0	63 000,0	73 400,0	75 900,0	78 900,0	82 400,0	DBS
A2.2	gestion de la formation dans l'enseignement supérieur	Réglementer les activités des établissements d'enseignement supérieur	Pourcentage d'établissements disposant d'agrément	%	2018	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
A2.3	renforcement des capacités de l'université de Lomé	Offrir des meilleures conditions de vie et d'études à l'Université de Lomé	Ratio Etudiants/enseignant à l'UL	Ratio	2018	97,0	120,0	124,0	126,0	131,0	134,0	UL
A2.4	renforcement des capacités de l'université de Kara	Offrir des meilleures conditions de vie et d'études à l'Université de Kara	Ratio Etudiants/enseignant à l'UK	Ratio	2018	98,0	91,0	84,0	78,0	73,0	68,0	UK

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A2.5	renforcement des centres de formation et organismes charges des examens	Organiser efficacement les examens du Bac et du BTS	Pourcentage d'admis au Bac suite aux réclamations	%	2018	2,6	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	OBAC
			Pourcentage d'admis au BTS suite aux réclamations	%	2018	6,4	7,4	7,0	7,0	7,0	7,0	OBTB
A2.6	amélioration de la qualité de l'enseignement	Assurer la qualité de la formation dans l'enseignement supérieur	Nombre d'élèves-professeurs formés	Nombre	2018	294,0	495,0	116,0	234,0	245,0	245,0	ENS
			Pourcentage d'enseignants - chercheurs formés en pédagogie universitaire	%	2018	nd	nd	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
A2.7	renforcement du dispositif des cours en ligne au Togo	Diversifier les modalités de formation dans l'enseignement supérieur	Pourcentage de parcours de niveau licence développés pour la formation à distance	%	2018	nd	nd	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
			Pourcentage d'apprenants de niveau licence inscrits pour la formation à distance	%	0	nd	nd	100,0	100,0	100,0	100,0	DES
P3	Recherche et innovation	Promouvoir une recherche au service du développement durable	Part du financement de la recherche dans le budget du ministère	%	2018	nd	nd	nd	20,8	26,1	19,4	DRST
			Nombre de projets exécutés destinés à la valorisation des résultats de la recherche	Nombre	2018	11,0	11,0	12,0	12,0	13,0	14,0	DRST
A3.1	Renforcement des infrastructures de recherche	Accroître les équipements de recherche dans le pays	Nbre de laboratoires construits répondant aux normes internationales	Unité	2018	33,0	0,0	33,0	0,0	3,0	0,0	UGP-PARESI
A3.2	Promotion des centres d'excellence	Rendre fonctionnel les centres d'excellence	Nombre de centre d'excellence opérationnel	Unité	2018	1,0	3,0	3,0	3,0	3,0	4,0	UGP-CE
			Taux d'insertion professionnel des togolais formés dans les centres d'excellence	%	2018	nd	80,0	80,0	90,0	90,0	90,0	UGP-CE
A3.3	Promotion de l'éducation, la science, la culture et les langues nationales	Assurer la promotion des langues nationales et la culture	Nombre de publications sur les langues nationales faites	Unité	2018	3,0	3,0	3,0	6,0	6,0	6,0	ANL
			Nombre d'activités de promotion de la culture réalisées	Unité	2018	4,0	4,0	5,0	5,0	5,0	5,0	CNT-UNESCO

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MESR	Améliorer la qualité des services du MESR	44 692	494 799	28 778	351 027	274 820	668 711	270 950	695 919	285 565	720 612	831 335	2 085 242
P2	Enseignement supérieur : orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires	Améliorer la qualité du système d'enseignement supérieur	35 575	35 193 874	238 179	35 401 415	34 160	35 031 583	34 020	35 019 691	34 020	35 012 059	102 200	105 063 333
P3	recherche et innovation	Promouvoir une recherche au service du développement durable	17 007 840	1 970 753	3 051 445	4 941 398	1 966 123	5 244 574	11 545	6 905 523	11 645	3 261 625	1 989 313	15 411 722
Total des programmes			17 088 107	37 659 426	3 318 402	40 693 840	2 275 103	40 944 868	316 515	42 621 133	331 230	38 994 296	2 922 848	122 560 297

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	450 107	0	322 249	0	393 891	0	424 969	0	435 047	0	1 253 907
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	205 891	0	176 523	0	113 137	0	109 362	0	101 600	0	324 099
Biens et Services	0	244 216	0	145 726	0	280 754	0	315 607	0	333 447	0	929 808
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	44 692	44 692	28 778	28 778	274 820	274 820	270 950	270 950	285 565	285 565	831 335	831 335
Dépenses d'investissement	44 692	44 692	18 778	18 778	274 820	274 820	270 950	270 950	285 565	285 565	831 335	831 335
Projets d'investissement	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	44 692	494 799	28 778	351 027	274 820	668 711	270 950	695 919	285 565	720 612	831 335	2 085 242

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	35 052 045	0	35 163 236	0	34 999 112	0	34 985 671	0	34 978 039	0	104 962 822
Personnel	0	377 252	0	436 698	0	583 957	0	565 163	0	557 531	0	1 706 651
Biens et Services	0	335 464	0	387 209	0	381 856	0	387 209	0	387 209	0	1 156 274
Transferts Courants	0	34 339 329	0	34 339 329	0	34 033 299	0	34 033 299	0	34 033 299	0	102 099 897
Dépenses en capital	35 575	141 829	206 096	206 096	34 160	34 160	34 020	34 020	34 020	34 020	102 200	102 200
Dépenses d'investissement	35 575	35 575	34 020	34 020	34 160	34 160	34 020	34 020	34 020	34 020	102 200	102 200
Projets d'investissement	0	106 254	172 076	172 076	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	106 254	172 076	172 076	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	35 575	35 193 874	206 096	35 369 332	34 160	35 033 272	34 020	35 019 691	34 020	35 012 059	102 200	105 065 022

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	131 372	0	170 655	0	150 822	0	141 960	0	135 446	0	428 228
Personnel	0	87 605	0	105 792	0	92 967	0	77 097	0	70 583	0	240 647
Biens et Services	0	23 767	0	44 863	0	37 855	0	44 863	0	44 863	0	127 581
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	17 007 840	1 839 381	3 051 445	5 053 948	1 966 123	5 093 752	11 545	6 763 563	11 645	3 126 179	1 989 313	14 983 494
Dépenses d'investissement	5 743	5 743	51 445	51 445	37 050	37 050	11 545	11 545	11 645	11 645	60 240	60 240
Projets d'investissement	17 002 097	1 833 638	3 000 000	5 002 503	1 929 073	5 056 702	0	6 752 018	0	3 114 534	1 929 073	14 923 254
Investissement financés sur RI	6 496 652	500 000	0	1 528 949	23 615	752 411	0	2 662 223	0	1 076 684	23 615	4 491 318
Investissement financés sur RE	10 505 445	1 333 638	3 000 000	3 473 554	1 905 458	4 304 291	0	4 089 795	0	2 037 850	1 905 458	10 431 936
Total	17 007 840	1 970 753	3 051 445	5 224 603	1 966 123	5 244 574	11 545	6 905 523	11 645	3 261 625	1 989 313	15 411 722

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	6 582 662	36 325 788	318 402	37 503 491	369 645	36 640 577	316 515	38 531 338	331 230	36 956 446	1 017 390	112 128 361
Hors Projets	86 010	35 719 534	104 243	35 760 383	346 030	35 888 166	316 515	35 869 115	331 230	35 879 762	993 775	107 637 043
Projets	1 800 000	306 254	214 159	298 081	0	555 254	0	431 458	0	529 366	0	1 516 078
Fonds de contrepartie	4 696 652	300 000	0	1 445 027	23 615	197 157	0	2 230 765	0	547 318	23 615	2 975 240
Financement extérieur	10 505 445	1 333 638	3 000 000	3 190 349	1 905 458	4 304 291	0	4 089 795	0	2 037 850	1 905 458	10 431 936
Dons	566 410	145 003	2 000 000	902 000	1 572 125	1 175 415	0	834 878	0	755 098	1 572 125	2 765 391
Allemagne	0	78 593	0	212 000	1 572 125	324 723	0	235 975	0	174 644	1 572 125	735 342
BM	566 410	66 410	2 000 000	690 000	0	850 692	0	598 903	0	580 454	0	2 030 049
Autres donateurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	9 939 035	1 188 635	1 000 000	2 288 349	333 333	3 128 876	0	3 254 917	0	1 282 752	333 333	7 666 545
BM	4 000 000	721 552	1 000 000	1 275 000	333 333	1 463 290	0	1 220 266	0	524 386	333 333	3 207 942
BID	5 939 035	467 083	0	1 013 349	0	1 665 586	0	2 034 651	0	758 366	0	4 458 603
TOTAL DE FINANCEMENT	17 088 107	37 659 426	3 318 402	40 693 840	2 275 103	40 944 868	316 515	42 621 133	331 230	38 994 296	2 922 848	122 560 297

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	35 633 524	0	35 656 140	0	35 542 136	0	35 552 600	0	35 548 532	0	106 643 268
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	670 748	0	719 013	0	790 061	0	751 622	0	729 714	0	2 271 397
Biens et Services	0	603 447	0	577 798	0	698 776	0	747 679	0	765 519	0	2 211 974
Transferts Courants	0	34 359 329	0	34 359 329	0	34 053 299	0	34 053 299	0	34 053 299	0	102 159 897
Dépenses en capital	17 088 107	2 025 902	3 318 402	5 037 700	2 275 103	5 402 732	316 515	7 068 533	331 230	3 445 764	2 922 848	15 917 029
Dépenses d'investissement	86 010	86 010	104 243	104 243	346 030	346 030	316 515	316 515	331 230	331 230	993 775	993 775
Projets d'investissement	17 002 097	1 939 892	3 214 159	4 933 457	1 929 073	5 056 702	0	6 752 018	0	3 114 534	1 929 073	14 923 254
Investissement financés sur RI	6 496 652	606 254	214 159	1 743 108	23 615	752 411	0	2 662 223	0	1 076 684	23 615	4 491 318
Investissement financés sur RE	10 505 445	1 333 638	3 000 000	3 190 349	1 905 458	4 304 291	0	4 089 795	0	2 037 850	1 905 458	10 431 936
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	17 088 107	37 659 426	3 318 402	40 693 840	2 275 103	40 944 868	316 515	42 621 133	331 230	38 994 296	2 922 848	122 560 297

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	68	0	82	0	80	0	74	0	71	0
Catégorie A2	58	0	53	0	55	0	53	0	51	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	23	0	21	0	21	0	22	0	19	0
Catégorie C	18	0	15	0	13	0	11	0	12	0
Catégorie D	11	0	9	0	8	0	8	0	7	0
Contractuels	5	0	6	0	6	0	6	0	6	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	183	670 748	186	719 013	183	790 061	174	751 622	166	729 714

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

2.2.11. Ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins (Section 610)

❖ Mission du ministère

Aux termes du décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le MSHPAUS est chargé de la définition et de la mise en œuvre des programmes d'amélioration de la couverture sanitaire ainsi que des stratégies de prévention et de lutte contre les grandes endémies. Il est chargé de définir les orientations et de coordonner les actions en matière de la sécurité santé au travail. Il met en place des mécanismes appropriés pour le renforcement de l'hygiène publique, le contrôle de l'exercice des professions de santé ainsi que des établissements de soins et de leurs démembrements afin d'apporter à chaque citoyen, des soins et services de qualité, en tenant compte du contexte socio-économique et administratif du pays, notamment la décentralisation, les ressources mobilisables et les potentialités humaines.

Le MSHPAUS assure la permanence, la continuité du fonctionnement des services de santé, l'accès facile et équitable aux soins de santé et la coordination de tous les programmes et actions visant à la protection de la jeune fille, de la mère et de l'enfant, la réduction de la morbidité et de la mortalité liée aux maladies visant l'accès universel aux soins. Il met en place des mesures pour protéger la population contre les risques sociaux et professionnels.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

La vision du secteur est d'« assurer à toute la population le niveau de santé le plus élevé possible en mettant tout en œuvre pour développer un système de santé performant basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, accessible et équitable, capable de satisfaire le droit à la santé de tous en particulier les plus vulnérables ».

Pour réaliser cette vision, la politique nationale de santé a retenu des mesures de réformes dans les domaines tels que : (i) la gouvernance et le pilotage stratégique ; (ii) le financement de la santé ; (iii) la gestion des ressources humaines ; (iv) la gestion des médicaments, réactifs, consommables et dispositifs médicaux essentiels ; (v) les prestations des services ; (vi) la sécurité sanitaire et (VII) la prise en compte de la dimension genre et équité.

❖ Contraintes et défis du ministère

Contraintes

Le secteur fait face aux contraintes suivantes :

- Insuffisance dans la coordination des actions du secteur ;
- Faible couverture des besoins de financement de la santé ;
- Déficit quantitatif et qualitatif en ressources humaines en santé
- Faible capacité de gestion des médicaments au niveau des formations sanitaires ;

- Faible promotion des médicaments essentiels génériques ;
- Faible disponibilité de la chaîne de froid pour le stockage des produits sanguins dans les hôpitaux ;
- Faible fonctionnalité du circuit d'approvisionnement en produits sanguins ;
- Insuffisance de plateaux technique moderne dans les hôpitaux de référence ;
- Insuffisance de réglementation du cadre de travail des Agents de Santé Communautaire ;
- Fragmentation des initiatives de financement de la santé vers la couverture sanitaire universelle avec comme conséquence des inégalités parmi les populations couvertes et coût de gestions énormes ;
- Faibles capacités de prise en charge des maladies potentielles épidémiques (insuffisance d'infrastructures de prises en charge, insuffisance de matériels et équipements etc...).

Défis du ministère

Au regard des contraintes sus mentionnées, plusieurs défis restent à relever, entre autres :

- Renforcer le pilotage et de la coordination des actions du secteur ;
- Explorer des sources alternatives de financement de la santé ;
- Mettre en œuvre de façon optimale le plan de développement des ressources humaines en Santé (RHS) y compris l'amélioration de leur gestion ;
- Améliorer la gestion du système d'information sanitaire ;
- Améliorer l'accès et l'utilisation des services, la prévention et la lutte contre les maladies ;
- Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique ;
- Renforcer les équipements et les infrastructures d'urgence ;
- Mettre en application la loi instituant l'assurance maladie universelle ;
- Définir des mécanismes et processus de réponse et de gestion des crises sanitaires ;
- Mettre en place des mécanismes de gestion de l'approvisionnement en médicaments stratégiques sur l'ensemble de toute la chaîne logistique.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Le budget exercice 2022, du MSHPAUS vise à : (i) poursuivre le processus de généralisation de la couverture maladie pour une large partie de la population (ii) développer les capacités des services et des soins de santé en terme d'infrastructures, d'équipements et de personnel afin de couvrir l'ensemble du territoire,

(iii) améliorer la qualité de l'offre de services et de soins de santé, (iv) renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et aux autres urgences de santé publique, (v) assurer le pilotage et la coordination des interventions du secteur. Ces objectifs intègrent la dimension genre et équité en santé.

Ainsi, quatre (04) programmes ont été identifiés au sein du secteur et pilotés par quatre (04) responsables de programme.

Les quatre (04) programmes et leur responsable

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

Programmes	Nom du Responsable de Programme	Titre/Fonction
<u>Programme1</u> : Pilotage et soutien des services du ministère chargé de la santé	Dr WOTOBÉ Kokou	Secrétaire Général
<u>Programme 2</u> : Offre de service de santé de qualité et de lutte contre la maladie	Dr BEWELI Essotoma	Directeur Général de l'Action Sanitaire
<u>Programme3</u> : Couverture santé universelle	M. ISSA Aboubakar	Chef Division de la Planification et de la Carte Sanitaire
<u>Programme 4</u> : Réponse aux urgences sanitaires	Dr APETSIANYI Yawa Djatougbe	Directrice de la Région Sanitaire du Grand Lomé

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des services du ministère en charge de la santé	Coordonner les actions du ministère	Taux d'exécution physique du budget des programmes opérationnels du ministère	%	2019	95,0	80,0	90,0	92,5	95,0	98,0	SG
			Nombre de réunions de coordinations organisées	Nombre	2019	ND	1,0	3,0	4,0	4,0	4,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions	Coordonner les actions du ministère	Taux d'exécution physique des programmes	%	2019	ND	ND	80,0	85,0	87,5	91,5	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Augmenter la disponibilité du personnel de santé qualifié	Densité du personnel traceur de santé	pour 10000	2019	7,0	8,2	9,5	10,0	10,5	11,0	DRH
			Nombre de personnels de santé recrutés	Nombre	2019	757,0	767,0	734,0	2 000,0	1 500,0	2 000,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2019	91,8	98,0	98,5	99,0	99,5	100,0	DAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Assurer la planification et la programmation au sein du ministère	Nombre de rapport de performance	Nombre	2019	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DEPP
A1.5	Gestion du système d'information sanitaire	Assurer la disponibilité de l'information sanitaire de qualité	Taux de complétude des rapports du SNIS	%	2019	95,0	96,0	98,0	0,0	100,0	100,0	DSINISI
A1.6	Genre et équité dans l'administration générale	Réaliser toutes les activités programmées dans l'action genre du ministère.	Pourcentage d'activités réalisées	%	2019	ND	ND	50,0	80,0	95,0	100,0	Cellule focale genre
P2	Offre de services de santé de	Améliorer l'accès aux service de santé	Taux de fréquentation des formations sanitaires	%	2019	47,6	45,6	59,8	61,0	62,2	63,4	DESR

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	qualité et lutte contre la maladie	de qualité, la prévention et la lutte contre les maladies	Nombre de décès maternels pour 100 mille naissances vivantes	Nombre	2019	ND	325,0	250,0	224,8	199,6	174,4	DSME
A2.1	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Améliorer la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	Létalité maternelle de causes obstétricales directes dans les formations sanitaires	%	2019	1,7	1,4	1,3	1,2	1,1	0,7	DSME
			Pourcentage d'enfants de 0-11 mois ayant reçu 3 doses de vaccin Pentavalent (DTC-HepB-Hib3)	%	2019	90,6	88,0	93,0	94,0	94,0	96,0	Div Immunisation
A2.2	Lutte contre la maladie	Réduire la morbidité liée aux maladies	Nombre de PVVIH bénéficiant actuellement d'un TARV	Nombre	2019	78 985,0	80 160,0	94 230,0	94 230,0	100 230,0	112 138,0	PNLS-IST/HV
			Nombre de cas de tuberculose toutes formes confondues dépistés	Nombre	2019	2 664,0	2 383,0	2 649,0	2 666,0	2 681,0	2 681,0	PNLT
A2.3	Promotion de la santé	Renforcer la promotion de la santé	Nombre de séances d'informations organisées au sein de la population (émissions télé et radiophoniques, causeries éducatives)	Nombre	2019	33 246,0	64 937,0	67 143,0	87 286,0	113 472,0	147 513,0	Diiv Promotion de la Santé
			Nombre de sensibilisations réalisées avec véhicules sonorisés	Nombre	2019	98,0	162,0	71,0	75,0	78,0	101,0	Diiv Promotion de la Santé
A2.4	Amélioration de Hygiène publique	Améliorer l'hygiène publique	Nombre de villages certifié FDAL	Nombre	2019	545,0	3 644,0	1 234,0	1 673,0	2 112,0	2 551,0	DHAB
			Nombre de concessions qui ont bénéficié des visites des services d'hygiène et assainissement	Nombre	2019	121 163,0	57 473,0	173 800,0	208 600,0	253 400,0	288 200,0	DHAB
A2.5	Disponibilité des médicaments, des vaccins, des	Améliorer la disponibilité des médicaments et	Pourcentage d'établissements de santé sans rupture de stock d'au moins un médicament	%	2019	54,6	47,1	57,4	58,8	60,2	61,6	DPML

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	produits sanguins et autres produits de santé	autres produits essentiels de qualité	traceur au cours des 3 derniers mois									
			Proportion des besoins non satisfaits en concentrés de globules rouges (CGR)	%	2019	26,0	20,5	18,4	17,5	16,0	5,0	CNTS
A2.6	Appui aux structures sanitaires et spécificités nationales	Renforcer les capacités de prise en charge, de gestion et de coordination des structures sanitaires et spécificités nationales	Taux d'occupation des lits	%	2019	58,9	48,6	41,4	43,4	45,6	47,7	DESR
			Proportion de structures sanitaires ayant organisé deux supervisions semestrielles intégrées	%	2019	66,0	41,7	70,0	75,0	80,0	85,0	SP-PNDS
P3	Couverture Santé Universelle	Améliorer la disponibilité et l'accès des services essentiels de base	Pourcentage de villages qui disposent d'un agent de santé communautaire formé sur les soins intégrés (diarrhée, pneumonie, paludisme)	%	2019	71,9	79, 84	80,0	82,0	83,0	84,0	SP PNDS
			Proportion de la population couverte par la couverture maladie universelle	%	2019	45,0	ND	47,0	48,0	52,0	55,0	DGPS
A3.1	Accès aux soins primaires et de base	Améliorer la disponibilité des services essentiels de base	Nombre de formation sanitaires construites et/ou réhabilitées	Nombre	2019	6,0	0,0	15,0	25,0	20,0	25,0	DISEM
			Nombre de formations sanitaires équipées	Nombre	2019	31,0	0,0	9,0	15,0	12,0	20,0	DISEM
A3.2	Personnel de santé y compris les Agents de Santé Communautaire et des personnes âgées	Améliorer la disponibilité du personnel de santé au niveau primaire de soins et au niveau communautaire	Ratio du personnel traceurs	Nombre	2019	7,0	8,2	9,0	9,5	10,0	10,5	DRH
			Nombre d'ASC formés sur la PCIME	Nombre	2019	157,0	170,0	250,0	250,0	300,0	350,0	DSCPA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A3.3	Couverture maladie universelle	Mettre en place la couverture maladie universelle	Loi sur l'assurance maladie votée par l'Assemblée Nationale	Non/Oui	2019	ND	ND	En cours	Oui	Oui	Oui	DGPS
			Nombre de femmes enceintes ayant bénéficié de la prise en charge du Programme National d'Accompagnement de la Femme Enceinte et du Nouveau-né (PNAFE)	Nombre	2019	ND	ND	174 000,0	177 592,0	218 125,0	220 000,0	PNAFE
P4	Réponse aux urgences sanitaires	Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique	Nombre d'épidémies couvertes par le systèmes d'urgence sanitaires	Nombre	2019	4,0	5,0	décompte	décompte	décompte	décompte	Div.SIUSR
A4.1	Préparations aux urgences de santé publique	Renforcer les stratégies de prévention et de préparation aux urgences sanitaires et crises sanitaires	Promptitude des rapports de surveillance épidémiologique	%	2019	97,0	80,0	85,0	100,0	100,0	100,0	DSIUSR
			Nombre de centres des opérations d'urgence construits, équipés et fonctionnels	Nombre	2019	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0	6,0	COUSP
A4.2	Gestion des urgences et crises sanitaires	Renforcer les stratégies de réponse appropriées aux urgences et crises sanitaires	Proportion d'épidémie ayant bénéficié d'une réponse dans les 14 jours suivant la notification	%	2019	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DSIUSR / COUSP
A4.3	Genre et équité dans la Réponse aux urgences sanitaires	Réaliser toutes activités programmées dans l'action genre et équité	Nombre de document d'analyse disponible	Nombre	2019	ND	ND	ND	1,0	1,0	1,0	Cellule focale genre
			Plan de riposte contre les urgences sanitaires sensible au genre est révisé, disponible et vulgarisé	Nombre	2019	ND	ND	ND	1,0	1,0	1,0	Cellule focale genre

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du ministère en charge de la santé	Coordonner les actions du ministère	352 859	21 158 046	169 165	3 773 264	145 500	6 505 957	158 595	6 625 456	172 869	6 730 915	476 964	19 862 327
P2	Offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie	Améliorer l'accès aux services de santé de qualité, la prévention et la lutte contre les maladies	4 825 224	17 766 824	27 568 041	59 772 836	25 705 196	56 408 762	31 039 114	66 147 245	980 394	34 335 302	57 724 705	156 891 309
P3	Couverture Santé Universelle	Améliorer la disponibilité et l'accès des services essentiels de base	2 015 938	2 602 170	2 300 260	4 187 980	17 219 230	19 265 844	15 260 342	17 337 247	9 638 928	11 738 563	42 118 500	48 341 654
P4	Réponse aux urgences sanitaires	Renforcer la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique	19 243 027	19 265 848	10 079 467	10 136 206	9 410 000	9 502 440	660 000	753 100	0	93 505	10 070 000	10 349 046
Total des programmes			26 437 048	60 792 888	40 116 933	77 870 285	52 479 926	91 683 003	47 118 051	90 863 048	10 792 191	52 898 285	110 390 168	235 444 335

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	20 805 188	0	3 604 099	0	6 360 457	0	6 466 861	0	6 558 046	0	19 385 364
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	19 444 767	0	2 232 844	0	4 906 387	0	5 002 136	0	5 061 039	0	14 969 562
Biens et Services	0	1 043 927	0	1 032 620	0	1 065 435	0	1 076 089	0	1 108 372	0	3 249 897
Transferts Courants	0	316 494	0	338 635	0	388 635	0	388 635	0	388 635	0	1 165 905
Dépenses en capital	352 859	352 859	169 165	169 165	145 500	145 500	158 595	158 595	172 869	172 869	476 964	476 964
Dépenses d'investissement	352 859	352 859	169 165	169 165	145 500	145 500	158 595	158 595	172 869	172 869	476 964	476 964
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	352 859	21 158 046	169 165	3 773 264	145 500	6 505 957	158 595	6 625 456	172 869	6 730 915	476 964	19 862 327

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	12 941 600	0	32 204 795	0	32 711 103	0	33 100 594	0	33 354 908	0	99 166 604
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	2 126 106	0	19 576 454	0	19 443 931	0	19 827 331	0	20 063 190	0	59 334 451
Biens et Services	0	762 494	0	602 341	0	609 079	0	615 170	0	633 625	0	1 857 874
Transferts Courants	0	10 052 999	0	12 026 000	0	12 658 093	0	12 658 093	0	12 658 093	0	37 974 279
Dépenses en capital	4 825 224	4 825 224	27 568 041	27 568 041	25 705 196	23 697 659	31 039 114	33 046 651	980 394	980 394	57 724 705	57 724 705
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	84 500	84 500	92 105	92 105	100 394	100 394	276 999	276 999
Projets d'investissement	4 825 224	4 825 224	27 568 041	27 568 041	25 620 696	23 613 159	30 947 009	32 954 546	880 000	880 000	57 447 705	57 447 705
Investissement financés sur RI	1 762 859	1 762 859	830 431	830 431	568 932	568 932	353 063	353 063	80 000	80 000	1 001 995	1 001 995
Investissement financés sur RE	3 062 365	3 062 365	26 737 610	26 737 610	25 051 764	23 044 227	30 593 946	32 601 483	800 000	800 000	56 445 710	56 445 710
Transferts en capital											0	0
Total	4 825 224	17 766 824	27 568 041	59 772 836	25 705 196	56 408 762	31 039 114	66 147 245	980 394	34 335 302	57 724 705	156 891 309

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	586 232	0	1 887 720	0	2 046 614	0	2 076 905	0	2 099 635	0	6 223 154
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	1 301 141	0	1 450 205	0	1 478 801	0	1 496 392	0	4 425 398
Biens et Services	0	179 393	0	174 740	0	169 570	0	171 266	0	176 404	0	517 239
Transferts Courants	0	406 839	0	411 839	0	426 839	0	426 839	0	426 839	0	1 280 517
Dépenses en capital	6 699 071	6 699 071	2 300 260	2 300 260	17 219 230	17 219 230	15 260 342	15 260 342	9 638 928	9 638 928	42 118 500	42 118 500
Dépenses d'investissement	15 938	15 938	0	0	20 000	20 000	21 800	21 800	23 762	23 762	65 562	65 562
Projets d'investissement	6 683 133	6 683 133	2 300 260	2 300 260	17 199 230	17 199 230	15 238 542	15 238 542	9 615 166	9 615 166	42 052 938	42 052 938
Investissement financés sur RI	2 000 000	2 000 000	2 300 260	2 300 260	5 629 230	5 629 230	3 038 542	3 038 542	1 065 166	1 065 166	9 732 938	9 732 938
Investissement financés sur RE	4 683 133	4 683 133	0	0	11 570 000	11 570 000	12 200 000	12 200 000	8 550 000	8 550 000	32 320 000	32 320 000
Transferts en capital											0	0
Total	6 699 071	7 285 303	2 300 260	4 187 980	17 219 230	19 265 844	15 260 342	17 337 247	9 638 928	11 738 563	42 118 500	48 341 654

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	22 821	0	56 739	0	92 440	0	93 100	0	93 505	0	279 046
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	31 739	0	33 440	0	34 100	0	34 505	0	102 046
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	22 821	0	25 000	0	59 000	0	59 000	0	59 000	0	177 000
Dépenses en capital	19 243 027	19 243 027	10 079 467	10 079 467	9 410 000	9 410 000	660 000	660 000	0	0	10 070 000	10 070 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	19 243 027	19 243 027	10 079 467	10 079 467	9 410 000	9 410 000	660 000	660 000	0	0	10 070 000	10 070 000
Investissement financés sur RI	12 697 651	12 697 651	68 170	68 170	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	6 545 376	6 545 376	10 011 297	10 011 297	9 410 000	9 410 000	660 000	660 000	0	0	10 070 000	10 070 000
Transferts en capital											0	0
Total	19 243 027	19 265 848	10 079 467	10 136 206	9 410 000	9 502 440	660 000	753 100	0	93 505	10 070 000	10 349 046

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	16 829 307	51 185 147	3 368 026	41 121 378	6 448 162	47 658 776	3 664 105	45 401 564	1 442 191	43 548 285	11 554 458	136 608 625
Hors Projets	368 797	34 724 637	169 165	37 922 517	250 000	41 460 614	272 500	42 009 959	297 025	42 403 119	819 525	125 873 692
Projets	16 197 651	16 197 651	2 925 929	2 925 929	4 976 350	4 976 350	2 375 477	2 375 477	852 102	852 102	8 203 929	8 203 929
Fonds de contrepartie	262 859	262 859	272 932	272 932	1 221 812	1 221 812	1 016 128	1 016 128	293 064	293 064	2 531 004	2 531 004
Financement extérieur	9 607 741	9 607 741	36 748 907	36 748 907	46 031 764	44 024 227	43 453 946	45 461 483	9 350 000	9 350 000	98 835 710	98 835 710
Dons	6 343 610	6 343 610	30 682 182	30 682 182	44 231 764	42 224 227	35 083 946	37 091 483	4 330 000	4 330 000	83 645 710	83 645 710
BANQUE MONDIALE	3 281 245	3 281 245	3 944 572	3 944 572	19 180 000	19 180 000	4 490 000	4 490 000	3 530 000	3 530 000	27 200 000	27 200 000
KFW	484 825	484 825	3 667 935	3 667 935	3 211 582	1 204 045	0	2 007 537	0	0	3 211 582	3 211 582
GIZ	1 107 911	1 107 911	1 311 914	1 311 914	2 492 950	2 492 950	0	0	0	0	2 492 950	2 492 950
GAVI ALLIANCE	406 379	406 379	735 884	735 884	421 797	421 797	328 640	328 640	0	0	750 437	750 437
AFD	0	0	310 000	310 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Mondial	0	0	20 111 877	20 111 877	18 325 435	18 325 435	29 272 806	29 272 806	0	0	47 598 241	47 598 241
Fonds Mondial pour l'Assainissement	1 063 250	1 063 250	600 000	600 000	600 000	600 000	992 500	992 500	800 000	800 000	2 392 500	2 392 500
Emprunts	3 264 131	3 264 131	6 066 725	6 066 725	1 800 000	1 800 000	8 370 000	8 370 000	5 020 000	5 020 000	15 190 000	15 190 000
BANQUE MONDIALE	3 264 131	3 264 131	6 066 725	6 066 725	1 800 000	1 800 000	8 370 000	8 370 000	5 020 000	5 020 000	15 190 000	15 190 000
AFD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	26 437 048	60 792 888	40 116 933	77 870 285	52 479 926	91 683 003	47 118 051	90 863 048	10 792 191	52 898 285	110 390 168	235 444 335

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	34 355 840	0	37 753 352	0	41 210 614	0	41 737 459	0	42 106 094	0	125 054 167
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	21 570 873	0	23 142 178	0	25 833 963	0	26 342 367	0	26 655 126	0	78 831 456
Biens et Services	0	1 985 814	0	1 809 700	0	1 844 084	0	1 862 525	0	1 918 401	0	5 625 010
Transferts Courants	0	10 799 153	0	12 801 474	0	13 532 567	0	13 532 567	0	13 532 567	0	40 597 701
Dépenses en capital	26 437 048	26 437 048	40 116 933	40 116 933	52 479 926	50 472 389	47 118 051	49 125 588	10 792 191	10 792 191	110 390 168	110 390 168
Dépenses d'investissement	368 797	368 797	169 165	169 165	250 000	250 000	272 500	272 500	297 025	297 025	819 525	819 525
Projets d'investissement	26 068 251	26 068 251	39 947 768	39 947 768	52 229 926	50 222 389	46 845 551	48 853 088	10 495 166	10 495 166	109 570 643	109 570 643
Investissement financés sur RI	16 460 510	16 460 510	3 198 861	3 198 861	6 198 162	6 198 162	3 391 605	3 391 605	1 145 166	1 145 166	10 734 933	10 734 933
Investissement financés sur RE	9 607 741	9 607 741	36 748 907	36 748 907	46 031 764	44 024 227	43 453 946	45 461 483	9 350 000	9 350 000	98 835 710	98 835 710
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	26 437 048	60 792 888	40 116 933	77 870 285	52 479 926	91 683 003	47 118 051	90 863 048	10 792 191	52 898 285	110 390 168	235 444 335

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	858	6 558 205	1 004	3 670 177	1 050	5 227 496	1 071	5 330 573	1 083	5 393 984
Catégorie A2	2 826	5 663 010	3 306	10 244 689	3 768	12 903 133	3 842	13 157 560	3 888	13 314 078
Catégorie A3	21	470 934	25	116 143	48	127 228	49	129 736	50	131 280
Catégorie B	1 585	3 712 927	1 854	5 749 277	2 130	5 772 007	2 172	5 885 820	2 198	5 955 836
Catégorie C	508	4 236 915	594	2 186 978	463	955 587	472	974 430	478	986 021
Catégorie D	319	928 882	373	1 174 914	424	812 883	432	828 911	438	838 772
Contractuels	0	0	0	0	0	714 232	0	728 315	0	736 979
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6117	21 570 873	7156,89	23 142 178	7883	25 833 963	8 038	26 342 367	8 134	26 655 126

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

2.2.12. Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social (Section 710)

❖ Mission du ministère ;

Le ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social applique la politique du gouvernement en matière de fonction publique, du travail et de l'emploi. A ce titre, il veille au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de fonction publique, du travail et de l'emploi ; œuvre à la réforme et à la modernisation permanente de la fonction publique ; veille au respect des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail ; crée un environnement qui facilite le dialogue social et favorise la promotion du travail décent ; définit la stratégie de lutte contre le chômage, le sous-emploi, le travail des enfants et le travail illégal.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur/Ministère

Les politiques et stratégies mises en œuvre par le MFPTDS à travers son budget programme concernent :

- le Projet de renforcement de la gouvernance publique (PRGP) ;
- le Programme pays de promotion du travail décent (PPTD)
- la Politique nationale de l'emploi (PNE) ;
- la Politique nationale du travail (PNT) ;
- la stratégie de migration professionnelle.

❖ Contraintes et défis du ministère

Dans le cadre de l'exercice de ses missions le MFPTDS est confronté à des contraintes ci-après :

- insuffisance de ressources financières, humaines et matérielles ;
- vétusté des outils de gestion des ressources humaines de l'Etat ;
- absence de la digitalisation des procédures et formalités administratives ;
- absence de réel programme d'insertion des diplômés sur le marché de l'emploi ;
- Insuffisance de renforcement des capacités des agents.

Les défis à relever dans le cadre de la mise en œuvre du présent DPPD sont les suivants :

- rationaliser et valoriser le personnel de l'Etat ;
- promouvoir une administration de qualité ;
- offrir un service de qualité ;
- assurer le contrôle permanent de l'effectif et de la masse salariale ;
- encourager l'utilisation des TIC dans l'administration publique ;

- dématérialiser la gestion du personnel de l'Administration ;
- améliorer la compétence des fonctionnaires et des travailleurs ;
- améliorer l'employabilité de la main d'œuvre ;
- développer le potentiel de création d'emplois dans le pays ;
- améliorer le système d'information du marché du travail ;
- renforcer la protection des travailleurs ;
- promouvoir le dialogue social ;
- promouvoir la conformité en sécurité et santé sur les lieux du travail ;
- renforcer l'intervention de l'inspection du travail dans les unités de l'économie informelle ;
- renforcer les capacités du système d'inspection du travail.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Au titre de l'année 2022, le MFPTDS s'est fixé comme objectifs d'améliorer l'exécution du budget du ministère, de développer les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise et les rendre plus compétitives en compétences et en flexibilité, de contribuer à une déconcentration équilibrée de l'autorité au sein des administrations publiques, de faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail, et de contribuer à la préservation et à la consolidation de la paix sociale ainsi qu'au renforcement du climat des affaires et de l'attractivité de l'économie togolaise.

En lien avec ses priorités, le MFPTDS entend mettre en œuvre les activités ci-après :

- l'élaboration d'un Projet de transformation de l'administration publique ;
- la réforme de l'école nationale d'administration ;
- la réforme de l'agence nationale pour l'emploi ;
- l'élaboration d'un programme d'insertion des diplômés ;
- la création d'un centre de services administratifs partagés ;
- l'élaboration et la vulgarisation des textes d'application du nouveau code du travail
- la réalisation d'une étude diagnostique pour la refonte du statut général de la fonction publique ;
- la mise en place d'une stratégie de simplification et de dématérialisation de procédures et formalités administratives ;
- le recrutement et la formation des hauts cadres de l'administration à l'ENA ;
- l'organisation d'un concours de recrutement général ;
- la mise en œuvre du programme pays de promotion du travail décent (PPTD).

❖ Responsables des programmes

Programme 1 : M. ASSIH Atissim, Secrétaire Général ;

Programme 2 : M. BASSOWA Tchatcha, Directeur Général de la Fonction Publique ;

Programme 3 : Madame FIANKE, Directrice de la Gestion Informatique du Personnel de l'Etat ;

Programme 4 : M. KONDO Loking, Directeur Général de l'Emploi ;

Programme 5 : M. DOUAMENYO Komi, Directeur Général du Travail.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère chargé de la fonction publique	Améliorer la qualité des services du ministère chargé de la fonction publique	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du ministère	%	2019	78,0	81,0	85,0	90,0	90,0	93,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MFPTDS	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MFPTDS	Nombre de cadre de concertation réglementaires tenus	Nombre	2019	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières du MFPTDS	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du MFPTDS	Proportion d'agents ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2019	27,3	23,3	23,5	23,5	25,0	27,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget du MFPTDS	%	2019	90,0	95,0	98,0	98,0	98,0	98,0	DAAF
A1.3	Prospectives, Planification, programmation et suivi-évaluation du MFPTDS	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement du MFPTDS	Nombre de rapports de suivi élaboré	Nombre	2019	2,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	DPSE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A1.4	Genre et équité	Veiller à la promotion des femmes au sein du ministère	Proportion de femmes occupant un poste de responsabilité	%	2019	18,0	18,0	21,0	22,0	23,0	23,0	Cellule Genre
P2	Fonction publique	Développer les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise et les rendre plus compétitives en compétences et en flexibilité	Proportion de talents identifiés	%	2019	0,0	0,0	8,0	8,0	28,0	28,0	DGFP, DRFP, ENA
			Proportion de hauts cadres de l'administration formés	%	2019	0,0	0,0	18,0	18,0	28,0	18,0	DGFP, DRFP
A2.1	Recrutement et formation des agents de l'Etat	Doter l'administration des agents publics de qualité et refondre le statut général de la fonction publique	Nombre de talents stratégiques constitués et suivi parmi les togolais de l'intérieur et de l'extérieur	Nombre	2019	ND	40,0	90,0	90,0	120,0	120,0	DGFP, DGIPE
			Nombre de fonctionnaires recrutés	Nombre	2019	3 430,0	5 520,0	4 705,0	6 500,0	7 000,0	7 500,0	DGFP, SG, CAB
A2.2	Gestion des carrières des agents	Rendre les agents publics togolais plus compétitifs en compétence et en flexibilité	Nombre de textes modifiant l'ordonnancement juridique de la fonction publique	Nombre	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	4,0	DGFP, SG, CAB
A2.3	Formation des agents de l'Etat	Former les hauts cadres de l'administration	Nombre de hauts cadres de l'administration	Nombre	2019	0,0	0,0	50,0	60,0	140,0	140,0	ENA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
		publique togolaise	publique formés									
P3	Modernisation de l'administration publique	Contribuer à une déconcentration équilibrée de l'autorité au sein des administrations publiques	Taux de satisfaction des usagers du service public	%	2019	47,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DRA, DGIPE
			Nombre de services délivrés au niveau régional par les six services essentiels identifiés	Nombre	2019	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	DRA, DGIPE
A3.1	Coordination des réformes administratives et appui aux collectivités territoriales	Impulser les réformes et mettre en place des centres de services dans les régions	Nombre d'actes portant simplification des procédures et formalités administratives signés	Nombre	2019	1,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	CAB, SG, DRA
			Nombre de centres de services administratifs partagés opérationnels	Nombre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	DGFP, DGIPE, SG
A3.2	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Nombre de structures interconnectées avec la DGIPE	Nombre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	DGIPE
			Proportion de nouvelles recrues immatriculées	Pourcentage	2019	92,0	93,0	95,0	95,0	96,0	96,0	DGIPE
P4	Emploi	Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail	Taux d'insertion des stagiaires	Pourcentage	2019	39,6	15,0	20,0	20,0	20,0	20,0	DGE, DPE, DEPSE, ANPE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A4.1	Développement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	Promouvoir l'insertion des demandeurs d'emploi	Outils de promotion d'emploi développés/ actualisés	Nombre	2019	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	DGE, DPE, DEPSE
A4.2	Insertion des demandeurs d'emploi	Réformer l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) et améliorer l'insertion des demandeurs d'emploi	Nombre de porteurs de projet accompagnés	Nombre	2019	327,0	108,0	436,0	581,0	775,0	1 033,0	ANPE
P5	Travail	Contribuer à la préservation et à la consolidation de la paix sociale ainsi qu'au renforcement du climat des affaires et de l'attractivité de l'économie togolaise	Proportion d'investisseurs satisfaits de la législation du travail	%	2019	20,0	20,0	40,0	50,0	60,0	70,0	DGT
			Proportion d'entreprises ayant connu des conflits collectifs de travail	%	2019	26,2	32,0	27,0	25,0	20,0	20,0	DGT
A5.1	Promotion et dynamisation du dialogue social et tripartisme	Réformer le conseil national du dialogue social (CNDS) et renforcer le dialogue social	Proportion de conflits de travail résolus	%	2019	83,0	86,0	88,0	90,0	90,0	90,0	DGT, DDSRP, CNDS
			Nouveau décret portant reorganisation du CNDS	Nombre	2019	ND	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	DGT, DDSRP, CNDS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A5.2	Promotion des normes du travail	Améliorer le cadre juridique et réglementaire du travail	Nombre de décrets et arrêtés du nouveau code du travail signés	Nombre	2019	0,0	0,0	10,0	15,0	10,0	10,0	DGT,DNRI
A5.3	Contrôle du respect des règles en matière du travail	Rendre les conditions de travail conformes à la législation en vigueur au Togo	Proportion de travailleurs touchés par les visites d'inspection ayant un salaire en dessous du SMIG	%	2019	10,0	10,0	8,0	7,0	5,0	5,0	DGT, DRT, IPTLS
			Proportion de travailleurs reçus par la cellule d'écoute victimes de harcèlement	%	2019	56,0	53,0	50,0	45,0	45,0	45,0	DGT, DRT, IPTLS
A5.4	Contrôle de la sécurité et santé au travail	Réduire les maladies et les accidents professionnels	Proportion d'infractions relevées liées à la sécurité et santé au travail	%	2019	23,0	20,0	18,0	15,0	15,0	15,0	IMT, CEPS
			Proportion de travailleurs pris en charge sur les risques psychosociaux	%	2019	77,0	80,0	83,0	85,0	85,0	85,0	IMT, CEPS
A5.5	Conduite des études et recherches sur les conditions du travail	Produire des données en matière du travail	Nombre de rapports, d'études et de recherches élaborés	Nombre	2019	2,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	DERS

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère chargé de la fonction publique	Améliorer la qualité des services du ministère chargé de la fonction publique	88 728	858 735	23 673	557 720	100 000	581 519	109 000	611 437	118 810	629 142	327 810	1 822 098
P2	Fonction publique	Développer les ressources humaines de l'Etat et la main d'œuvre togolaise et les rendre plus compétitives en compétences et en flexibilité	0	444 793	8 000	451 647	0	438 959	0	443 360	0	442 353	0	1 324 672
P3	Modernisation de l'administration publique	Contribuer à une déconcentration équilibrée de l'autorité au sein des administrations publiques	0	183 905	671 000	888 104	1 680 250	478 826	0	1 547 572	0	177 057	1 680 250	2 203 455
P4	Emploi	Faciliter l'insertion professionnelle sur le marché du travail	0	1 259 663	0	1 302 611	0	1 344 704	0	1 349 826	0	1 351 281	0	4 045 812
P5	Travail	Contribuer à la préservation et à la consolidation de la paix sociale ainsi qu'au renforcement du climat des affaires et de l'attractivité de l'économie togolaise	12 800	932 086	0	902 132	0	963 870	0	969 488	0	969 506	0	2 902 863
Total des programmes			101 528	3 679 182	702 673	4 102 214	1 780 250	3 807 877	109 000	4 921 683	118 810	3 569 339	2 008 060	12 298 900

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	770 007	0	534 047	0	481 519	0	502 437	0	510 332	0	1 494 288
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	536 660	0	414 387	0	354 405	0	373 032	0	373 988	0	1 101 425
Biens et Services	0	233 347	0	119 660	0	127 114	0	129 405	0	136 344	0	392 863
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	88 728	88 728	23 673	23 673	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	728	728	23 673	23 673	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	88 000	88 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	88 000	88 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	88 728	858 735	23 673	557 720	100 000	581 519	109 000	611 437	118 810	629 142	327 810	1 822 098

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	444 793	0	443 647	0	438 959	0	443 360	0	442 353	0	1 324 672
Personnel	0	192 379	0	181 558	0	182 670	0	187 071	0	186 064	0	555 805
Biens et Services	0	15 068	0	24 743	0	23 943	0	23 943	0	23 943	0	71 829
Transferts Courants	0	237 346	0	237 346	0	232 346	0	232 346	0	232 346	0	697 038
Dépenses en capital	0	0	8 000	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	8 000	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	444 793	8 000	451 647	0	438 959	0	443 360	0	442 353	0	1 324 672

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	183 905	0	217 104	0	178 826	0	167 322	0	177 057	0	523 205
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	152 621	0	175 295	0	137 517	0	126 013	0	135 748	0	399 278
Biens et Services	0	16 284	0	26 809	0	21 309	0	21 309	0	21 309	0	63 927
Transferts Courants	0	15 000	0	15 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	0	0	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
Transferts en capital											0	0
Total	0	183 905	671 000	888 104	1 680 250	478 826	0	1 547 572	0	177 057	1 680 250	2 203 455

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 259 663	0	1 302 611	0	1 344 704	0	1 349 826	0	1 351 281	0	4 045 812
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	48 843	0	86 513	0	128 606	0	133 728	0	135 183	0	397 518
Biens et Services	0	10 820	0	16 098	0	16 098	0	16 098	0	16 098	0	48 294
Transferts Courants	0	1 200 000	0	1 200 000	0	1 200 000	0	1 200 000	0	1 200 000	0	3 600 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	1 259 663	0	1 302 611	0	1 344 704	0	1 349 826	0	1 351 281	0	4 045 812

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	919 286	0	902 132	0	963 870	0	969 488	0	969 506	0	2 902 863
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	453 604	0	424 781	0	483 403	0	489 021	0	489 039	0	1 461 462
Biens et Services	0	25 782	0	37 451	0	40 567	0	40 567	0	40 567	0	121 701
Transferts Courants	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	439 900	0	1 319 700
Dépenses en capital	12 800	12 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	12 800	12 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	12 800	932 086	0	902 132	0	963 870	0	969 488	0	969 506	0	2 902 863

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	101 528	3 679 182	31 673	3 431 214	100 000	3 507 877	109 000	3 541 433	118 810	3 569 339	327 810	10 618 650
Hors Projets	13 528	3 591 182	31 673	3 431 214	100 000	3 507 877	109 000	3 541 433	118 810	3 569 339	327 810	10 618 650
Projets	88 000	88 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
Dons	0	0	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
PNUD	0	0	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	101 528	3 679 182	702 673	4 102 214	1 780 250	3 807 877	109 000	4 921 683	118 810	3 569 339	2 008 060	12 298 900

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 577 654	0	3 399 541	0	3 407 877	0	3 432 433	0	3 450 529	0	10 290 840
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 384 108	0	1 282 534	0	1 286 600	0	1 308 865	0	1 320 022	0	3 915 488
Biens et Services	0	301 300	0	224 761	0	229 031	0	231 322	0	238 261	0	698 614
Transferts Courants	0	1 892 246	0	1 892 246	0	1 892 246	0	1 892 246	0	1 892 246	0	5 676 738
Dépenses en capital	101 528	101 528	702 673	702 673	1 780 250	400 000	109 000	1 489 250	118 810	118 810	2 008 060	2 008 060
Dépenses d'investissement	13 528	13 528	31 673	31 673	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	88 000	88 000	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
Investissement financés sur RI	88 000	88 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	671 000	671 000	1 680 250	300 000	0	1 380 250	0	0	1 680 250	1 680 250
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	101 528	3 679 182	702 673	4 102 214	1 780 250	3 807 877	109 000	4 921 683	118 810	3 569 339	2 008 060	12 298 900

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	138	0	136	0	138	0	137	0	137	0
Catégorie A2	99	0	115	0	115	0	115	0	115	0
Catégorie A3	6	0	6	0	6	0	6	0	6	0
Catégorie B	42	0	55	0	56	0	54	0	51	0
Catégorie C	63	0	72	0	67	0	66	0	65	0
Catégorie D	21	0	22	0	22	0	22	0	22	0
Contractuels	16	0	17	0	5	0	5	0	5	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	385	1 384 108	423	1 282 534	409	1 286 600	405	1 308 865	401	1 320 022

2.2.13. Ministère de la communication et des médias (Section 720)

❖ Missions du MCM

Conformément au décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'État et ministres, le MCM met en œuvre la politique du gouvernement en matière de communication et des médias.

A ce titre, le ministère de la communication et des médias porte-parole du gouvernement est chargé de :

- appliquer la politique d'information et de communication définie par le gouvernement,
- assurer la gestion et le contrôle technique des structures de communication écrite et audiovisuelle du secteur public,
- apporter un appui technique à la haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication dans la régulation ;
- définir la politique de communication publicitaire ainsi que la stratégie et la gestion de la communication institutionnelle et gérer les relations entre le gouvernement et la presse nationale et internationale;
- apporter un appui technique aux autres ministères pour la réalisation de leur campagne d'information, d'éducation et de communication,
- coordonner les activités des conseillers en communication des autres départements ministériels et des institutions.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du Ministère

La politique publique s'appuie essentiellement sur les missions et charges dévolues au ministère, prend en compte le programme d'action du Gouvernement, les Objectifs de développement durable (ODD), la Feuille de Route (FDR) et les engagements internationaux dans les domaines de la communication. Elle s'inscrit donc dans le processus des réformes nationales et communautaires. Le programme se rapporte au FDR à travers l'axe 3 « Moderniser le pays et renforcer ses structures ».

❖ Contraintes et défis

Les différentes composantes du MCM sont en général confrontées à des difficultés liées au cadre juridique et institutionnel, à l'insuffisance de ressources et infrastructures adéquates.

En ce qui concerne la communication, on note l'inadéquation des infrastructures et équipements de communication par rapport aux nouvelles données basées, entre autres sur l'économie, le business et le bien-être social : certains bâtiments administratifs et techniques des médias d'Etat sont en état de délabrement avancé.

Les équipements de production et de diffusions audiovisuelles analogiques sont obsolètes et vétustes entraînant une inégale couverture géographique par les différents médias. A ces zones d'ombre, il faut relever l'insuffisance de communicateurs spécialisés dans les domaines transversaux tels que le business, l'agriculture, l'industrie, les transports, le tourisme, la santé, le sport, l'éducation à la citoyenneté et au civisme, l'environnement...

D'autres facteurs constituent des menaces, il s'agit de l'absence de textes réglementaires définissant la structuration, les attributions et le fonctionnement des services extérieurs.

Le MCM a en charge la mise en œuvre de la politique nationale en matière de communication. Pour ce faire, le MCM doit relever des défis notamment, (i) en dotation en ressources financières nécessaires à la réalisation des projets d'investissement, (ii) en ressources humaines qualifiées, (iii) en numérisation / digitalisation des médias.

❖ **Choix stratégique et budgétaire de l'année 2022**

- Avoir des médias modernes qui assurent un service public d'information et de communication de qualité ;
- Transformer les médias d'Etat en office ;
- Basculer la diffusion analogique vers le numérique
- Une politique publicitaire efficiente ;

Un meilleur rayonnement de notre pays en matière de communication.

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme**

Programme I : Dr TINAKA Wédiabalo, Secrétaire général du MCM

Programme II : Adri Dibaba GNASSEMBE, Directeur de la Direction Nationale des Radios Rurales

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2020	2021	2022	
P1	Pilotage et soutien aux services du MCM	Assurer le pilotage et la coordination des services du MCM	Taux d'exécution des programmes du MCM	Pourcentag e	2019	75,0	80,0	85,0	89,0	95,0	96,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCM	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MCM	Nombre de cadres de concertation réglementaires tenus	unité	2019	8,0	5,0	12,0	40,0	40,0	40,0	Cabinet
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du MCM	Nombre du personnel du MCM ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	unité	2019	36,0	100,0	108,0	48,0	70,0	75,0	(DRH)/DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2019	99,0	98,0	98,0	98,0	99,0	99,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi- évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	unité	2019	4,0	1,0	10,0	12,0	12,0	12,0	(DEP/DPSE) / DAAF
A1.5	Gestion du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de base de données mises à jour	unité	2019	1,0	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0	(DEP/DPSE) / DAAF

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2020	2021	2022	
A1.6	Genre et équité	Assurer l'équité genre	Nombre de femmes/jeunes/ personnes handicapées ayant accédé à un poste de décision	unité	2019	1,0	4,0	2,0	2,0	3,0	5,0	Cellule genre
A1.7	Communication sur l'action gouvernementale	0	Nombre d'action de communications cordonnées par ministère	unité	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cabinet
P2	Communication et information	Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous	Taux de couverture de la population par la télévision, radio Lomé et radio Kara	Pourcentage	2019	44,0	55,0	85,0	89,0	98,0	99,0	DNRR
A2.1	Modernisation des médias au Togo	Accroître l'accessibilité de tous aux services des médias	Nombre de demandes de services enregistrés	unité	2019	3 180,0	5 830,0	3 500,0	4 000,0	4 500,0	5 000,0	DNRR
A2.2	Télévision	Renforcer le taux de couverture télévisuel de la population	Taux de couverture de la population par la télévision	Pourcentage	2019	0,0	20,0	20,0	80,0	95,0	97,0	Télévision togolaise
A2.3	Radio	Renforcer le taux de couverture radiophonique de la population	Taux de couverture de la population par radio Lomé et radio Kara	Pourcentage	2019	87,0	90,0	90,0	97,0	100,0	100,0	Radio Lomé / Radio Kara
A2.4	Presse écrite et presse en ligne	Accroître l'accessibilité de l'ATOP sur le plan national et international	Nombre de personnes ayant consulté le site internet	unité	2019	0,0	2 555,0	2 000,0	7 000,0	9 000,0	9 500,0	ATOP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A2.5	Formation	Renforcer les capacités des journalistes et techniciens des médias publics et privés	Nombre de journalistes et techniciens du public et du privé formés	unité	2019	148,0	186,0	190,0	80,0	90,0	95,0	CFRC
A2.6	Renforcement des capacités logistiques	Doter les organes publics (TVT, Radio Lomé, Radio Kara, ATOP et Radios Rurales) de moyens logistiques (motos et véhicules)	Nombre de moyens roulant acquis	unité	2019	3,0	9,0	6,0	4,0	5,0	6,0	DNRR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MCM	Assurer le pilotage et la coordination des services du MCM	103 722	2 315 898	18 500	1 604 845	89 446	1 549 098	97 496	1 567 505	106 271	1 610 179	293 213	4 726 782
P2	Communication et information	Améliorer la fourniture des services de communication et d'information de qualité accessible à tous	17 372	2 400 639	35 461	2 418 163	10 554	2 303 621	11 504	2 290 964	12 539	2 281 921	34 597	6 876 506
Total des programmes			121 094	4 716 537	53 961	4 023 007	100 000	3 852 719	109 000	3 858 469	118 810	3 892 100	327 810	11 603 288

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 212 176	0	1 586 345	0	1 459 652	0	1 470 008	0	1 503 908	0	4 433 569
Personnel	0	858 806	0	286 513	0	150 476	0	149 240	0	148 017	0	447 733
Biens et Services	0	1 203 370	0	1 149 832	0	1 159 177	0	1 170 768	0	1 205 891	0	3 535 836
Transferts Courants	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	150 000	0	450 000
Dépenses en capital	103 722	103 722	18 500	18 500	89 446	89 446	97 496	97 496	106 271	106 271	293 213	293 213
Dépenses d'investissement	3 722	3 722	18 500	18 500	89 446	89 446	97 496	97 496	106 271	106 271	293 213	293 213
Projets d'investissement	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	103 722	2 315 898	18 500	1 604 845	89 446	1 549 098	97 496	1 567 505	106 271	1 610 179	293 213	4 726 782

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 383 267	0	2 382 702	0	2 293 067	0	2 279 461	0	2 269 382	0	6 841 909
Personnel	0	1 551 674	0	1 631 840	0	1 526 836	0	1 511 568	0	1 496 452	0	4 534 857
Biens et Services	0	231 593	0	150 862	0	166 230	0	167 893	0	172 929	0	507 052
Transferts Courants	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	600 000	0	1 800 000
Dépenses en capital	17 372	17 372	35 461	35 461	10 554	10 554	11 504	11 504	12 539	12 539	34 597	34 597
Dépenses d'investissement	17 372	17 372	35 461	35 461	10 554	10 554	11 504	11 504	12 539	12 539	34 597	34 597
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	17 372	2 400 639	35 461	2 418 163	10 554	2 303 621	11 504	2 290 964	12 539	2 281 921	34 597	6 876 506

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	121 094	4 716 537	53 961	4 023 007	100 000	3 852 719	109 000	3 858 469	118 810	3 892 100	327 810	11 603 288
Hors Projets	21 094	4 616 537	53 961	4 023 007	100 000	3 852 719	109 000	3 858 469	118 810	3 892 100	327 810	11 603 288
Projets	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	121 094	4 716 537	53 961	4 023 007	100 000	3 852 719	109 000	3 858 469	118 810	3 892 100	327 810	11 603 288

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	4 595 443	0	3 969 046	0	3 752 719	0	3 749 469	0	3 773 290	0	11 275 478
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 410 480	0	1 918 352	0	1 677 312	0	1 660 808	0	1 644 470	0	4 982 590
Biens et Services	0	1 434 963	0	1 300 694	0	1 325 407	0	1 338 661	0	1 378 821	0	4 042 888
Transferts Courants	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	750 000	0	2 250 000
Dépenses en capital	121 094	121 094	53 961	53 961	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	21 094	21 094	53 961	53 961	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	121 094	4 716 537	53 961	4 023 007	100 000	3 852 719	109 000	3 858 469	118 810	3 892 100	327 810	11 603 288

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	46	412 900	45	247 927	44	229 106	44	227 055	44	225 024
Catégorie A2	165	727 674	170	668 237	155	615 921	153	609 762	153	603 665
Catégorie A3	0	0	18	62 615	12	44 964	12	44 515	12	44 070
Catégorie B	209	704 111	188	543 183	160	467 600	158	462 924	158	458 295
Catégorie C	151	418 424	147	304 981	126	262 993	126	260 363	123	257 760
Catégorie D	58	117 689	56	81 209	42	53 786	42	53 248	42	52 716
Contractuels	9	29 682	4	10 200	6	2 941	6	2 941	6	2 941
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	638	2 410 480	628	1 918 352	545	1 677 312	541	1 660 808	538	1 644 470

2.2.14. Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation (Section 740)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de protection sociale des personnes vulnérables, d'équité et d'égalité genre, de promotion de la femme, ainsi que d'alphabétisation et d'éducation non formelle. Il conçoit, met en œuvre et fait le suivi des programmes et projets de communication, de promotion et de mobilisation sociale dans les domaines de la protection sociale des personnes vulnérables, du genre, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation.

Il planifie, programme et coordonne les actions du gouvernement en ce qui concerne l'organisation et l'encadrement des populations en vue de leur participation à l'autopromotion sociale. Il organise l'assistance de l'Etat aux personnes vulnérables ou démunies et coordonne, de concert avec les ministères et organismes concernés, les secours d'urgence en cas de catastrophes naturelles et/ou anthropiques ainsi que la protection et la prise en charge des réfugiés et demandeurs d'asile. Le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation réalise des études périodiques sur la situation de la femme et des personnes vulnérables susceptibles d'orienter ou de réorienter la politique du gouvernement et les actions des organisations non gouvernementales, des associations et des partenaires intervenant dans le secteur.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du secteur/Ministère

- la politique nationale de l'action sociale ;
- la politique nationale du bien-être de l'enfant ;
- la politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre ;
- la stratégie nationale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle.

❖ Contraintes et des défis du ministère

Concernant les défis du ministère, il s'agit, pour l'essentiel de disposer de moyens conséquents pour une identification efficace et une couverture maximale des groupes cibles, de traduire dans le vécu quotidien des populations les dispositions légales et réglementaires promouvant les droits des femmes et des filles, de répondre efficacement à la forte demande des communautés en matière d'ouverture des centres d'alphabétisation et d'éducation non formelle (AENF).

Il s'agit par ailleurs, de renforcer les capacités techniques et opérationnelles du secteur. En effet, la formation des cadres du ministère en approche PPBSE et le renforcement du dispositif de suivi/évaluation avec la production des indicateurs clés faciliteront l'appréciation des progrès réalisés. L'accent sera aussi mis sur la dotation au secteur de moyens logistiques et informatiques nécessaires, aussi bien au niveau central que déconcentré, pour permettre de porter efficacement l'action sociale au niveau des communautés à la base.

En termes de perspectives, il s'agit, entre autres, de l'amélioration de la coordination et du suivi-évaluation des activités, du recrutement sectoriel du personnel, pour plus de performance dans les interventions du ministère.

❖ Précision sur les choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Pour la gestion 2022, le ministère compte s'atteler à :

- l'appui à l'installation professionnelle des personnes handicapées ;
- l'appui aux indigents et aux personnes victimes de catastrophes naturelles et anthropiques ;
- l'appui à l'intégration socioéconomique des réfugiés ;
- l'adoption et la mise en œuvre de la politique nationale du bien-être de l'enfant ;
- l'appui à la formation professionnelle des adolescents et jeunes à risque de traite ;
- l'assurance de la prise en charge des enfants victimes de traite ;
- la détection et prise en charge des enfants victimes de violence ;
- l'organisation du forum national de la femme ;
- la mise en œuvre du Projet d'autonomisation des femmes rurales au Togo (PAFeRT) ;
- la mise à disposition des données sur les violences basées sur le genre (VBG) ;
- l'évaluation du projet PAAFF ;
- l'élaboration des normes et standards en ENF ;
- la Coordination et supervision des activités du cabinet du ministre ;
- l'élaboration et exécution des projets de budget annuel, de DPPD du ministère ;
- la gestion des ressources matérielles et financières.

❖ Noms, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Liste des programmes	Responsable de programme		
	Nom	Prénom	Titre
P1 : Pilotage et soutien aux services du ministère	BILEBA	N'Gmébib	Secrétaire Général du MASPFA
P2 : Promotion de l'action sociale	AGBONON	Sivah	Directeur Général de l'action sociale
P3 : Protection de l'enfant	Dr. KONDOH	Kandalé	Directeur Général de la protection de l'enfant
P4 : Genre et promotion de la femme	Mme OURO-AISSAH	Akanti	Directrice Générale du genre et de la promotion de la femme
P5 : Alphabétisation et éducation non formelle	ABETE	Baoumodom	Directeur Général de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère	Taux d'exécution physique des programmes du ministère	%	2019	81,0	82,0	83,0	100,0	100,0	100,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de cadres de concertation réglementaires tenus	Unité	0	0,0	4,0	4,0	12,0	15,0	18,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer la gestion optimale des ressources humaines		0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2018	98,7	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et évaluation des programmes et projets de développement	Proportion de rapports de suivi-évaluation disponibles	%	2019	67,0	25,0	50,0	50,0	50,0	50,0	DPSE
			Nombre de régions disposant d'une base de données fonctionnelle	Unité	2019	1,0	2,0	2,0	3,0	4,0	5,0	DPSE
A1.5	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.7	Formation	Améliorer l'adaptation de la formation à l'ENFS au marché d'emploi	Texte réglementaire de basculement en LMD adopté	Unité	2019	ND	ND	ND	1,0	0,0	0,0	ENFS
			Nombre d'élèves d'ENFS ayant obtenu leur diplôme	Unité	2019	100,0	107,0	120,0	118,0	98,0	98,0	ENFS
P2	Promotion de l'action sociale	Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des	Pourcentage des ménages ayant subi un choc	%	2015	81,4	75,4	70,4	67,4	67,2	67,0	DGAS

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
		populations	Taux de prise en charge des personnes vulnérables enregistrées	%	2019	ND	ND	ND	0,0	0,0	0,0	DGAS
A2.1	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	Réduire la vulnérabilité des personnes handicapées	Nombre de personnes handicapées installées	Unité	2019	0,0	0,0	30,0	35,0	38,0	40,0	DPH
A2.2	Protection des personnes âgées en situation de précarité	Réduire la vulnérabilité des personnes âgées	Proportion des personnes âgées identifiées ayant bénéficié d'au moins une prise en charge sociale	%	2019	66,1	65,5	65,0	67,0	69,0	70,0	DPA
A2.3	Assistance sociale aux indigents et aux personnes victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Assurer l'assistance aux indigents et le relèvement des populations victimes des catastrophes naturelles et ou anthropiques	Proportion des personnes victimes de catastrophe naturelles et ou anthropiques ayant bénéficiées d'au moins une assistance	%	2019	60,0	80,0	80,0	85,0	90,0	95,0	DGC
			Proportion des indigents identifiés ayant bénéficiés d'au moins une assistance	%	2019	68,0	72,0	80,0	82,0	85,0	90,0	ASN
A2.4	Assistance aux réfugiés	Rendre autonome les réfugiés	Proportion des réfugiés assistés	%	2019	67,0	68,0	70,0	71,0	72,0	74,0	CNAR
P3	Protection de l'enfant	Assurer le bien-être de tous les enfants	Taux de prise en charge des enfants vulnérables	%	2019	10,6	14,3	24,8	27,7	30,8	34,1	DGPE
A3.1	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	Réduire la vulnérabilité des enfants	Nombre d'enfants vulnérables détectés	Unité	2018	16 742,0	15 500,0	15 000,0	14 500,0	14 000,0	13 500,0	DPSV
A3.2	Prise en charge des enfants vulnérables	Assurer la prise en charge des enfants vulnérables	Nombre d'enfants vulnérables pris en charge	Unité	2018	1 766,0	2 215,0	3 715,0	4 015,0	4 315,0	4 600,0	DAED

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			Nombre d'enfants vulnérables réinsérés sur le plan socio-professionnel	Unité	2019	200,0	225,0	250,0	275,0	300,0	325,0	DAED
P4	Genre et promotion de la femme	Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo	Indice de la condition de la femme (ICF)	%	2018	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	DGGPF
			Proportion de femmes occupant des postes de direction dans l'administration publique et parapublique	%	2019	ND	ND	ND	11,5	12,0	12,5	DGGPF
A4.1	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	Améliorer la participation des femmes aux instances de prise de décisions	Proportion de femmes occupant des poste de direction dans l'administration publique	%	2018	9,0	11,0	11,5	12,0	12,2	12,5	DGDF
A4.2	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	Assurer aux femmes l'autonomisation économique	Nombre de femmes propriétaires d'entreprises formées	Unité	2019	180,0	80,0	180,0	200,0	220,0	240,0	DCPAEF
A4.3	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	Protéger les hommes et les femmes contre toutes les formes de violence	Nombre des victimes de violences basées sur le genre prises en charge	Unité	2019	2 004,0	2 010,0	2 020,0	2 030,0	2 040,0	2 045,0	DFEJF
P5	Alphabétisation et éducation non formelle	Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes	Taux d'alphabétisation	%	2018	63,3	64,0	66,0	68,0	70,0	72,0	DGAENF
			Proportion d'alphabétisés parmi les inscrits	%	2019	ND	ND	ND	65,0	67,0	69,0	DGAENF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A5.1	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	Réduire le taux d'analphabétisme des jeunes et adultes	Pourcentage des analphabètes ayant accès aux programmes d'alphabétisation et d'éducation continue	%	2018	27,0	ND	30,0	33,0	35,0	38,0	DAFA
			Taux de réussite des apprenants	%	2019	88,0	ND	88,0	90,0	91,0	92,0	DAFA
A5.2	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	Offrir une éducation de qualité aux enfants hors du système éducatif	Pourcentage d'enfants (9-14 ans) hors-école ayant bénéficié des formules alternatives d'éducation	%	2019	4,0	ND	15,0	18,0	20,0	21,0	DENFA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du ministère	57 822	1 517 212	30 000	1 285 097	100 000	1 436 645	109 000	1 452 880	118 810	1 491 927	327 810	4 381 452
P2	Promotion de l'action sociale	Contribuer à la réduction de la vulnérabilité des populations	0	552 796	0	583 762	0	606 735	0	612 573	0	602 748	0	1 822 056
P3	Protection de l'enfant	Assurer le bien-être de tous les enfants	0	355 090	0	387 517	0	332 297	0	337 065	0	318 977	0	988 339
P4	Genre et promotion de la femme	Instaurer un environnement favorable à l'équité et à l'égalité de genre au Togo	0	519 513	37 973	552 284	72 000	586 931	110 000	627 958	550 000	1 039 966	732 000	2 254 855
P5	Alphabétisation et éducation non formelle	Promouvoir l'alphabétisation des hommes et des femmes	0	176 822	0	180 269	0	188 908	0	191 244	0	193 653	0	573 805
Total des programmes			57 822	3 121 433	67 973	2 988 929	172 000	3 151 516	219 000	3 221 720	668 810	3 647 271	1 059 810	10 020 507

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 459 390	0	1 255 097	0	1 336 645	0	1 343 880	0	1 373 117	0	4 053 642
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 305 183	0	1 047 543	0	1 124 119	0	1 128 858	0	1 150 532	0	3 403 509
Biens et Services	0	136 707	0	190 054	0	173 326	0	175 822	0	183 385	0	532 533
Transferts Courants	0	17 500	0	17 500	0	39 200	0	39 200	0	39 200	0	117 600
Dépenses en capital	57 822	57 822	30 000	30 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	21 822	21 822	30 000	30 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	36 000	36 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	36 000	36 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	57 822	1 517 212	30 000	1 285 097	100 000	1 436 645	109 000	1 452 880	118 810	1 491 927	327 810	4 381 452

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	552 796	0	583 762	0	606 735	0	612 573	0	602 748	0	1 822 056
Personnel	0	153 335	0	182 962	0	206 205	0	212 043	0	202 218	0	620 466
Biens et Services	0	14 596	0	15 800	0	15 530	0	15 530	0	15 530	0	46 590
Transferts Courants	0	384 865	0	385 000	0	385 000	0	385 000	0	385 000	0	1 155 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	552 796	0	583 762	0	606 735	0	612 573	0	602 748	0	1 822 056

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	355 090	0	387 517	0	332 297	0	337 065	0	318 977	0	988 339
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	181 013	0	216 517	0	161 647	0	166 415	0	148 327	0	476 389
Biens et Services	0	21 077	0	18 000	0	17 650	0	17 650	0	17 650	0	52 950
Transferts Courants	0	153 000	0	153 000	0	153 000	0	153 000	0	153 000	0	459 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	355 090	0	387 517	0	332 297	0	337 065	0	318 977	0	988 339

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	519 513	0	514 311	0	514 931	0	517 958	0	489 966	0	1 522 855
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	108 929	0	101 811	0	102 849	0	105 876	0	77 884	0	286 609
Biens et Services	0	10 584	0	12 500	0	12 082	0	12 082	0	12 082	0	36 246
Transferts Courants	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	400 000	0	1 200 000
Dépenses en capital	0	0	37 973	37 973	72 000	72 000	110 000	110 000	550 000	550 000	732 000	732 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	37 973	37 973	72 000	72 000	110 000	110 000	550 000	550 000	732 000	732 000
Investissement financés sur RI	0	0	37 973	37 973	72 000	72 000	110 000	110 000	550 000	550 000	732 000	732 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	519 513	37 973	552 284	72 000	586 931	110 000	627 958	550 000	1 039 966	732 000	2 254 855

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	176 822	0	180 269	0	188 908	0	191 244	0	193 653	0	573 805
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	69 772	0	71 669	0	79 588	0	81 924	0	84 333	0	245 845
Biens et Services	0	7 050	0	8 600	0	9 320	0	9 320	0	9 320	0	27 960
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	176 822	0	180 269	0	188 908	0	191 244	0	193 653	0	573 805

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	57 822	3 121 433	67 973	2 988 929	172 000	3 151 516	219 000	3 221 720	668 810	3 647 271	1 059 810	10 020 507
Hors Projets	21 822	3 085 433	30 000	2 950 956	100 000	3 079 516	109 000	3 111 720	118 810	3 097 271	327 810	9 288 507
Projets	36 000	36 000	37 973	37 973	72 000	72 000	110 000	110 000	550 000	550 000	732 000	732 000
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	57 822	3 121 433	67 973	2 988 929	172 000	3 151 516	219 000	3 221 720	668 810	3 647 271	1 059 810	10 020 507

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 063 611	0	2 920 956	0	2 979 516	0	3 002 720	0	2 978 461	0	8 960 697
Personnel	0	1 818 232	0	1 620 502	0	1 674 408	0	1 695 116	0	1 663 294	0	5 032 818
Biens et Services	0	190 014	0	244 954	0	227 908	0	230 404	0	237 967	0	696 279
Transferts Courants	0	1 055 365	0	1 055 500	0	1 077 200	0	1 077 200	0	1 077 200	0	3 231 600
Dépenses en capital	57 822	57 822	67 973	67 973	172 000	172 000	219 000	219 000	668 810	668 810	1 059 810	1 059 810
Dépenses d'investissement	21 822	21 822	30 000	30 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	36 000	36 000	37 973	37 973	72 000	72 000	110 000	110 000	550 000	550 000	732 000	732 000
Investissement financés sur RI	36 000	36 000	37 973	37 973	72 000	72 000	110 000	110 000	550 000	550 000	732 000	732 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	57 822	3 121 433	67 973	2 988 929	172 000	3 151 516	219 000	3 221 720	668 810	3 647 271	1 059 810	10 020 507

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	28	0	30	0	30	0	30	0	30	0
Catégorie A2	231	0	218	0	215	0	215	0	215	0
Catégorie A3	2	0	7	0	7	0	7	0	7	0
Catégorie B	203	0	184	0	180	0	180	0	180	0
Catégorie C	78	0	75	0	71	0	71	0	71	0
Catégorie D	32	0	31	0	29	0	29	0	29	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	574	1 818 232	545	1 620 502	532	1 674 408	532	1 695 116	532	1 663 294

2.2.15. Ministère des sports et des loisirs (Section 750)

❖ Mission du ministère

Conformément au décret n° 2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'État et ministres, « le ministre des sports et des loisirs assure la mise en œuvre de la politique de l'État en matière des sports et des loisirs. Il élabore, promeut et coordonne les programmes de développement du sport ainsi que les actions et programmes qui concourent à l'expansion des loisirs ».

En outre, le ministre des sports et des loisirs veille à la formation des cadres des sports et des loisirs, suit et contrôle les activités des fédérations et associations sportives et de loisirs. Il assure l'organisation et le contrôle du mouvement sportif national.

❖ Politiques sectorielles et stratégique du ministère

- la politique nationale des sports,
- la politique nationale des loisirs,
- le plan stratégique national de lutte contre le dopage.

❖ Contraintes et défis

Défis

- Rendre opérationnel les nouvelles structures créées, notamment l'office de gestion des infrastructures et équipements sportifs (OGIES) et la Direction de la médecine des sports et du contrôle du dopage (DMSCD) ;
- Finaliser la construction des centres de développement des sports de Kpalimé et de Bassar.
- Organiser le recensement et la codification des jeux traditionnels.
- Faire la promotion des métiers connexes de sports et de loisirs,
- Relancer la détection des talents et les placer dans les centres internationaux de formation
- Renforcer les infrastructures et équipements sportifs et de loisirs et intensifier la pratique des loisirs.
- Doter es deux (2) composantes en ressources financières, matérielles et humaines nécessaires.
- Renforcer le cadre juridique et institutionnel du secteur
- Construire des infrastructures et équipements modernes

Contraintes

- Insuffisance de ressources financières, matérielles et humaines nécessaires,
- Insuffisance du cadre juridique et institutionnel du secteur
- Insuffisance d'infrastructures et équipements modernes.

❖ **Choix stratégique et budgétaire de l'année 2022**

- ✓ Pilotage et soutien aux services du ministère : la coordination des actions, la gestion de la communication et de l'information, la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière, la prospection, la planification, la programmation et le suivi évaluation des actions,
- ✓ Sports et loisirs : rendre le sport togolais plus compétitif et les activités de loisirs plus attractives

❖ **Noms et titre des responsables de programme**

Programme	Responsable	Titre
Pilotage et soutien aux services du ministère	M. AGANO Kodzo Dogbéda	Secrétaire général du ministère des sports et des loisirs
Sports et loisirs	M.OURO-GANDI Tchagnani	Chargé de mission du Ministre

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MSL	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSL	Taux d'exécution des programmes du MSL	Pourcentage	2019	65,0	75,0	80,0	85,0	90,0	95,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSL	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MSL	Nombre de cadres de concertations	Nombre	2019	0,0	2,0	10,0	15,0	20,0	25,0	Cabinet
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel du MSL ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	Pourcentage	2019	0,0	0,0	10,0	30,0	50,0	60,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	2019	0,0	56,0	90,0	95,0	95,0	98,0	DAF
A1.4	Prospectives, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et évaluation des programmes et projets de développement	Nombre d'outils de planification et de programmation	Nombre	2019	0,0	5,0	5,0	6,0	6,0	7,0	DEP
			Nombre de projets disposant d'études de faisabilité inscrits au PIP	Nombre	2019	0,0	1,0	3,0	3,0	5,0	5,0	DEP
A1.5	Gestion du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de bases de données mises à jour	Nombre	2019	0,0	2,0	3,0	4,0	5,0	7,0	DEP
			Proportion des données statistiques publiées	Pourcentage	2019	0,0	3,0	5,0	10,0	15,0	20,0	Cabinet
A1.6	Cellule genre	Promouvoir la représentativité des femmes dans les actions du MSL	Nombre de femmes aux postes de décision	Nombre	2019	0,0	1,0	2,0	5,0	5,0	8,0	CG
A1.7	Formation	Renforcer les capacités des professionnels et	Nombre de professionnels et acteurs du ministère formés	Nombre	2019	0,0	1,0	35,0	40,0	45,0	45,0	DRH

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
		des acteurs du ministère										
P2	Sports et loisirs	Rendre le sport togolais plus compétitif et les activités de loisirs plus attractives	Nombre de médailles et trophées remportées	Nombre	2019	10,0	0,0	10,0	15,0	20,0	25,0	DSEP
			Nombre d'infrastructures et équipements des loisirs adéquats et modernes réhabilités ou construits	Nombre	2019	35,0	35,0	35,0	40,0	45,0	48,0	DL
A2.1	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	Disposer des infrastructures sportives adéquates	Nombre d'infrastructures sportives de proximité (Régionales et communales) construites	Nombre	2019	5,0	0,0	8,0	10,0	12,0	15,0	DIESL
			Nombre d'infrastructures sportives construites répondant aux normes internationales	Nombre	2019	3,0	3,0	3,0	4,0	5,0	5,0	DIESL
A2.2	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	Favoriser la diversification des disciplines sportives et contribuer à relever le niveau de performance du sport togolais	Nombre de sportifs de haut niveau	Nombre	2019	25,0	25,0	30,0	35,0	45,0	50,0	DSEP
			Nombre de participation aux compétitions internationales	Nombre	2019	15,0	0,0	16,0	20,0	23,0	25,0	DSEP
A2.3	Dynamisation de la pratique des loisirs	Disposer d'infrastructures modernes adaptées et promouvoir la pratique des activités récréologiques	Nombre d'infrastructures de loisirs de proximités construites	Nombre	2019	1,0	0,0	1,0	2,0	3,0	4,0	DL
			Taux de fréquentation des espaces de loisirs	Pourcentage	2019	5,0	1,0	10,0	15,0	20,0	25,0	DL

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MSL	Assurer le pilotage et la coordination des services du MSL	130 671	130 671	297 298	462 185	3 083 100	1 144 459	109 000	1 183 870	118 810	1 657 050	3 310 910	3 985 379
P2	Sports et loisirs	Rendre le sport togolais plus compétitif et les activités de loisirs plus attractives	0	1 905 764	0	2 072 649	0	2 122 852	0	2 122 198	0	2 123 981	0	6 369 032
Total des programmes			130 671	2 036 435	297 298	2 534 834	3 083 100	3 267 311	109 000	3 306 068	118 810	3 781 031	3 310 910	10 354 411

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	164 887	0	224 095	0	224 870	0	225 504	0	674 469
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	85 092	0	121 698	0	120 802	0	119 920	0	362 420
Biens et Services	0	0	0	79 795	0	102 397	0	104 068	0	105 584	0	312 049
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	130 671	130 671	297 298	297 298	3 083 100	920 364	109 000	959 000	118 810	1 431 546	3 310 910	3 310 910
Dépenses d'investissement	200	200	45 908	45 908	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	130 471	130 471	251 390	251 390	2 983 100	820 364	0	850 000	0	1 312 736	2 983 100	2 983 100
Investissement financés sur RI	130 471	130 471	251 390	251 390	2 983 100	820 364	0	850 000	0	1 312 736	2 983 100	2 983 100
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	130 671	130 671	297 298	462 185	3 083 100	1 144 459	109 000	1 183 870	118 810	1 657 050	3 310 910	3 985 379

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 905 764	0	2 072 649	0	2 122 852	0	2 122 198	0	2 123 981	0	6 369 032
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	192 114	0	357 068	0	405 591	0	403 611	0	399 846	0	1 209 048
Biens et Services	0	143 650	0	145 581	0	147 261	0	148 587	0	154 135	0	449 984
Transferts Courants	0	1 570 000	0	1 570 000	0	1 570 000	0	1 570 000	0	1 570 000	0	4 710 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	1 905 764	0	2 072 649	0	2 122 852	0	2 122 198	0	2 123 981	0	6 369 032

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	130 671	2 036 435	297 298	2 534 834	3 083 100	3 267 311	109 000	3 306 068	118 810	3 781 031	3 310 910	10 354 411
Hors Projets	200	1 905 964	45 908	2 283 444	100 000	2 446 947	109 000	2 456 068	118 810	2 468 295	327 810	7 371 311
Projets	130 471	130 471	251 390	251 390	2 983 100	820 364	0	850 000	0	1 312 736	2 983 100	2 983 100
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	130 671	2 036 435	297 298	2 534 834	3 083 100	3 267 311	109 000	3 306 068	118 810	3 781 031	3 310 910	10 354 411

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 905 764	0	2 237 536	0	2 346 947	0	2 347 068	0	2 349 485	0	7 043 501
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	192 114	0	442 160	0	527 289	0	524 413	0	519 766	0	1 571 468
Biens et Services	0	143 650	0	225 376	0	249 658	0	252 655	0	259 719	0	762 033
Transferts Courants	0	1 570 000	0	1 570 000	0	1 570 000	0	1 570 000	0	1 570 000	0	4 710 000
Dépenses en capital	130 671	130 671	297 298	297 298	3 083 100	920 364	109 000	959 000	118 810	1 431 546	3 310 910	3 310 910
Dépenses d'investissement	200	200	45 908	45 908	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	130 471	130 471	251 390	251 390	2 983 100	820 364	0	850 000	0	1 312 736	2 983 100	2 983 100
Investissement financés sur RI	130 471	130 471	251 390	251 390	2 983 100	820 364	0	850 000	0	1 312 736	2 983 100	2 983 100
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	130 671	2 036 435	297 298	2 534 834	3 083 100	3 267 311	109 000	3 306 068	118 810	3 781 031	3 310 910	10 354 411

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	26	127 776	26	157 618	47	201 086	47	199 075	47	197 084
Catégorie A2	21	78 385	22	88 240	26	89 097	26	88 206	26	87 324
Catégorie A3	0	0	0	0	1	2 920	1	2 891	1	2 862
Catégorie B	32	84 272	31	86 300	37	104 384	37	103 341	37	102 307
Catégorie C	45	91 309	43	84 063	59	98 157	59	97 176	59	96 205
Catégorie D	20	27 147	20	27 936	29	31 645	29	31 328	29	31 015
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	144	192 114	142	442 160	199	527 289	199	524 413	199	519 766

2.2.16. Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (Section 760)

❖ Missions du ministère

Conformément au décret n°2018-129/PR du 22 août 2018 relatif aux attributions du ministre, et portant organisation et fonctionnement du ministère, le MUHRF met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière.

A ce titre, le MUHRF est chargé de :

- définir et coordonne les interventions de l'Etat et des différents acteurs dans les opérations d'aménagement et en matière de politique urbaine, foncière et de l'habitat dans les villes et les établissements humains ;
- élaborer et mettre en œuvre les programmes de développement urbain, de planification et de viabilisation des espaces urbains ;
- veiller à l'accès sécurisé à la propriété foncière et à un logement décent à toutes les couches sociales du pays ;
- assister, en relation avec le ministre chargé de l'administration territoriale et le ministre chargé de la planification du développement, les collectivités territoriales en matière de gestion urbaine, de l'habitat et de mise à disposition d'outils de planification urbaine ;
- œuvrer, en collaboration avec les autres ministres concernés par la question de ville, à l'amélioration de la qualité du cadre de vie à travers, notamment : l'accès à un service d'assainissement adéquat et d'aménagement des espaces verts.

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du Ministère

La politique publique s'appuie essentiellement sur les missions et charges dévolues au ministère, prend en compte le programme d'action du Gouvernement, les Objectifs de développement durable (ODD), la feuille de route du gouvernement (FDR), politique nationale de l'habitat et du développement urbain (PNH DU) qui est en cohérence avec les objectifs du Plan national de développement (PND). Cette politique publique s'inscrit donc dans le processus des réformes nationales et communautaires. Le programme se rapporte au PND à travers l'axe 3 « consolider le développement social et les mécanismes d'inclusion », par le biais de l'effet 10 « les populations ont accès à un meilleur cadre de vie et à des logements décents »

❖ Contraintes et défis

Les différentes composantes du MUHRF sont en général confrontées à des difficultés liées au cadre juridique et institutionnel, à l'insuffisance de ressources humaines, financière et infrastructures adéquates.

Le diagnostic du secteur de l'habitat et du développement urbain a permis de dégager les problématiques majeures comme un développement spatial peu harmonieux des centres urbains; une insuffisance d'informations à référence spatiale à jour et fiables, une production et gestion foncières non adaptées, des

logements décents à promouvoir, un financement de l'urbanisation inopérant, un financement du logement difficilement accessible, une mobilité urbaine à améliorer, le besoin croissant en matière d'assainissement et de salubrité publique et des capacités du secteur limitées.

Pour ce faire, le MUHRF doit relever des défis notamment, (i) améliorer la qualité des services publics du MUHRF ; (ii) assurer un développement spatial harmonieux par la mise à disposition des informations à référence spatiale à jour et fiables ; (iii) répondre aux besoins en logements décents des populations et (iv) préserver un environnement urbain sain, viable et durable pour la population.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

- L'amélioration de l'offre de logements décents par la construction de 3000 logements ;
- l'élaboration de schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme de douze (12) communes, l'élaboration de plans de détail des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; l'implantation de la voirie et des réserves administratives ;
- le contrôle du respect des normes de construction par l'instruction des demandes de permis de construire ;
- le projet de densification du réseau géodésique ;
- la production de cartes analogiques à moindre coût ;
- l'aménagement, assainissement et bitumage des rues urbaines à Lomé
- l'aménagement de la voirie et des ouvrages de drainage des eaux pluviales par la mise en œuvre du projet d'infrastructures et de développement urbain (PIDU) ;
- la production et la promotion des matériaux locaux de construction ;
- la promotion des aménagements paysagers et la protection des espaces publics par l'aménagement d'espaces verts dans la ville de Lomé.

Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Programme I : OUADJA Kossi Gbati, Secrétaire général du MUHRF

Programme II : NIKABOU KPAPOU, Directeur de la Cartographie

Programme III : DAKEY Koffi Kouma, DG Urbanisme et de l'Habitat

Programme IV : BLAKIME Tétou-ouyo, DG Infrastructures et Equipements Urbains

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Améliorer la qualité des services publics du MUHRF	Taux d'exécution physique des programme opérationnels du ministère	%	2020	63,5	63,5	65,0	65,5	70,0	75,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions	Renforcer les capacités institutionnelles du ministère	Nombre de cadre de concertation réglementaire tenus par an	Nombre	2020	36,0	36,0	48,0	48,0	48,0	48,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2020	0,0	0,0	0,0	10,0	15,0	25,0	DAAF/DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion optimale de ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2020	100,0	93,7	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.4	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliore le processus de planification ,de suivi et de l'évaluation des programmes et projet de développement	Pourcentage des rapport de suivi-évaluation	%	2020	0,0	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A1.5	Gestion du système d'information	Améliore la gestion et le traitement des informations	Nombre de bases de données mise en place	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPPSE
A1.6	Genre et Equité	Favoriser la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion de jeunes et femmes aux postes de décision	%	2020	12,0	12,0	15,0	20,0	25,0	30,0	Cellule genre
P2	Développement des infrastructures de production géographique	Répondre au besoin national en information à référence spatiale à jour et fiable	Taux de couverture national en information géographique à jour	%	2020	48,0	48,0	48,0	48,0	74,0	100,0	DGIGC
A2.1	Bornes géodésique	Mettre en œuvre la planification de l'occupation du territoire national	Proportion de bornes géodésiques construites observés et nivelés par an	%	2020	138,0	24,0	44,0	32,0	0,0	0,0	DIG
A2.2	Cartographique de masse	Couvrir les besoins des acteurs de développement en matière de cartes analogiques à moindre coût	Nombre de carte analogiques produits par ans	Nombre	2020	218,0	218,0	141,0	280,0	300,0	320,0	DC
A2.3	Observatoire de	Doter les acteurs de	Proportion de villes couvertes	%	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	CITAFRIC

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	développement	développement de données urbaines	par l'observatoire									
P3	Logement décent	Répondre aux besoins en logements décents des populations	Taux d'accès aux logement décents	%	2020	0,0	0,0	0,0	15,0	30,0	30,0	DGUH
A3.1	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	Assurer une meilleure gestion de l'espace urbain	proportion de SDAU implantés	%	2020	7,0	15,0	17,0	30,0	0,0	0,0	DDU
			Proportion de plan de détails exécutés	%	2020	2,0	4,0	15,0	26,0	0,0	0,0	DDU
A3.2	Contrôle du respect des normes de construction	Renforcer la qualité et la sécurité des construction	Nombre de permis de construire instruits par ans	Nombre	2020	158,0	158,0	142,0	227,0	265,0	303,0	DH
A3.3	Réforme foncière et logement sociaux décent	Permettre à tous les togolais d'accéder à un logement décent et améliorer la gouvernance foncière et faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre de logement décents construits par an	Nombre	2022	3 000,0	0,0	0,0	3 000,0	6 000,0	6 000,0	DGUH
A3.4	Production et promotion des matériaux locaux de construction	Promouvoir la production et l'utilisation des matériaux locaux de construction	Nombre de matériaux locaux produits par an	Nombre	2020	0,0	205,0	240,0	240,0	280,0	280,0	CCL
P4	Cadre de vie	Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population	Proportion de communes ayant bénéficié d'un projet d'amélioration du cadre de vie	%	2010	11,0	11,0	8,0	13,0	17,0	25,0	DGIEU
A4.1	Aménagement de la voirie	Faciliter la circulation urbaine et contribuer à la sécurisation du transport routier	Mètre linéaire de route aménager	ml	2010	38 791,0	0,0	4 407,0	3 321,0	3 321,0	3 321,0	DIU/SP-PIDU
			Mètre linéaire de caniveaux construits	0	2010	38 791,0	0,0	4 407,0	3 321,0	3 321,0	3 321,0	DIU/SP-PIDU
A4.2	Assainissement et gestion des déchets	Contribuer à la réduction des risques d'inondations et préserver la salubrité publique	Linéaire des ouvrages d'assainissement construits et entretenus dans les communes	ml	2020	8 000,0	8 000,0	10 000,0	12 000,0	15 000,0	18 000,0	ANASAP
			Volumes de déchets évacués à la décharges finale	mettre cube	2020	15 000,0	15 000,0	16 000,0	18 000,0	20 000,0	22 000,0	ANASAP
A4.3	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	Contribuer à l'embellissement de l'environnement urbain	Surface d'espace verts aménager	m²	2020	4 776,0	4 776,0	1 664,0	15 600,0	15 600,0	15 600,0	DCV

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	Améliorer la qualité des services publics du MUHRF	7 117	297 310	10 500	254 451	97 000	351 035	107 000	380 250	116 810	406 094	320 810	1 137 379
P2	Développement des infrastructures de production géographique	Répondre au besoin national en information à référence spatiale à jour et fiable	60 999	137 337	121 500	184 064	122 252	197 150	0	66 514	0	69 244	122 252	332 908
P3	Logement décent	Répondre aux besoins en logements décents des populations	207 362	450 454	412 542	645 727	749 889	967 841	1 000	215 623	1 000	208 846	751 889	1 392 310
P4	Cadre de vie	Préserver un environnement urbain sain viable et durable pour la population	2 864 174	3 570 016	5 207 410	6 021 855	14 933 438	11 589 889	15 436 530	14 118 432	10 007 633	16 059 268	40 377 601	41 767 589
Total des programmes			3 139 652	4 455 118	5 751 952	7 106 097	15 902 579	13 105 915	15 544 530	14 780 819	10 125 443	16 743 452	41 572 552	44 630 186

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	290 193	0	243 951	0	254 035	0	273 250	0	289 284	0	816 569
Personnel	0	231 613	0	165 512	0	173 736	0	191 954	0	205 125	0	570 815
Biens et Services	0	58 580	0	78 439	0	80 299	0	81 296	0	84 159	0	245 754
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	7 117	7 117	10 500	10 500	97 000	97 000	107 000	107 000	116 810	116 810	320 810	320 810
Dépenses d'investissement	7 117	7 117	10 500	10 500	97 000	97 000	107 000	107 000	116 810	116 810	320 810	320 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	7 117	297 310	10 500	254 451	97 000	351 035	107 000	380 250	116 810	406 094	320 810	1 137 379

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	76 338	0	62 564	0	74 898	0	66 514	0	69 244	0	210 656
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	50 632	0	36 864	0	49 198	0	40 814	0	43 384	0	133 396
Biens et Services	0	5 706	0	5 700	0	5 700	0	5 700	0	5 860	0	17 260
Transferts Courants	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	20 000	0	60 000
Dépenses en capital	60 999	60 999	121 500	121 500	122 252	122 252	0	0	0	0	122 252	122 252
Dépenses d'investissement	999	999	1 500	1 500	1 000	1 000	0	0	0	0	1 000	1 000
Projets d'investissement	60 000	60 000	120 000	120 000	121 252	121 252	0	0	0	0	121 252	121 252
Investissement financés sur RI	60 000	60 000	120 000	120 000	121 252	121 252	0	0	0	0	121 252	121 252
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	60 999	137 337	121 500	184 064	122 252	197 150	0	66 514	0	69 244	122 252	332 908

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	243 092	0	233 185	0	217 952	0	214 623	0	207 846	0	640 421
Personnel	0	136 681	0	126 285	0	111 052	0	107 723	0	100 946	0	319 721
Biens et Services	0	6 411	0	6 900	0	6 900	0	6 900	0	6 900	0	20 700
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	207 362	207 362	412 542	412 542	749 889	749 889	1 000	1 000	1 000	1 000	751 889	751 889
Dépenses d'investissement	1 000	1 000	1 500	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000
Projets d'investissement	206 362	206 362	411 042	411 042	748 889	748 889	0	0	0	0	748 889	748 889
Investissement financés sur RI	206 362	206 362	411 042	411 042	748 889	748 889	0	0	0	0	748 889	748 889
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	207 362	450 454	412 542	645 727	749 889	967 841	1 000	215 623	1 000	208 846	751 889	1 392 310

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	705 842	0	814 445	0	799 626	0	804 166	0	805 368	0	2 409 160
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	20	0	107 595	0	92 776	0	97 316	0	98 518	0	288 610
Biens et Services	0	5 822	0	6 850	0	6 850	0	6 850	0	6 850	0	20 550
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	2 864 174	2 864 174	5 207 410	5 207 410	14 933 438	10 790 263	15 436 530	13 314 266	10 007 633	15 253 900	40 377 601	39 358 429
Dépenses d'investissement	500	500	1 500	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	3 000	3 000
Projets d'investissement	2 863 674	2 863 674	5 205 910	5 205 910	14 932 438	10 789 263	15 435 530	13 313 266	10 006 633	15 252 900	40 374 601	39 355 429
Investissement financés sur RI	549 324	549 324	2 566 670	2 566 670	7 013 266	5 389 263	15 435 530	12 313 266	10 006 633	14 752 900	32 455 429	32 455 429
Investissement financés sur RE	2 314 350	2 314 350	2 639 240	2 639 240	7 919 172	5 400 000	0	1 000 000	0	500 000	7 919 172	6 900 000
Transferts en capital											0	0
Total	2 864 174	3 570 016	5 207 410	6 021 855	14 933 438	11 589 889	15 436 530	14 118 432	10 007 633	16 059 268	40 377 601	41 767 589

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	825 302	2 140 768	3 112 712	4 466 857	7 983 407	7 705 915	15 544 530	13 780 819	10 125 443	16 243 452	33 653 380	37 730 186
Hors Projets	9 616	1 325 082	15 000	1 369 145	100 000	1 446 511	109 000	1 467 553	118 810	1 490 552	327 810	4 404 616
Projets	802 420	802 420	3 084 446	3 084 446	7 870 141	6 246 138	15 422 264	12 300 000	10 000 000	14 746 267	33 292 405	33 292 405
Fonds de contrepartie	13 266	13 266	13 266	13 266	13 266	13 266	13 266	13 266	6 633	6 633	33 165	33 165
Financement extérieur	2 314 350	2 314 350	2 639 240	2 639 240	7 919 172	5 400 000	0	1 000 000	0	500 000	7 919 172	6 900 000
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	2 314 350	2 314 350	2 639 240	2 639 240	7 919 172	5 400 000	0	1 000 000	0	500 000	7 919 172	6 900 000
BM	2 314 350	2 314 350	2 639 240	2 639 240	7 919 172	5 400 000	0	1 000 000	0	500 000	7 919 172	6 900 000
TOTAL DE FINANCEMENT	3 139 652	4 455 118	5 751 952	7 106 097	15 902 579	13 105 915	15 544 530	14 780 819	10 125 443	16 743 452	41 572 552	44 630 186

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 315 466	0	1 354 145	0	1 346 511	0	1 358 553	0	1 371 742	0	4 076 806
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	418 946	0	436 256	0	426 762	0	437 807	0	447 973	0	1 312 542
Biens et Services	0	76 520	0	97 889	0	99 749	0	100 746	0	103 769	0	304 264
Transferts Courants	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	820 000	0	2 460 000
Dépenses en capital	3 139 652	3 139 652	5 751 952	5 751 952	15 902 579	11 759 404	15 544 530	13 422 266	10 125 443	15 371 710	41 572 552	40 553 380
Dépenses d'investissement	9 616	9 616	15 000	15 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	3 130 036	3 130 036	5 736 952	5 736 952	15 802 579	11 659 404	15 435 530	13 313 266	10 006 633	15 252 900	41 244 742	40 225 570
Investissement financés sur RI	815 686	815 686	3 097 712	3 097 712	7 883 407	6 259 404	15 435 530	12 313 266	10 006 633	14 752 900	33 325 570	33 325 570
Investissement financés sur RE	2 314 350	2 314 350	2 639 240	2 639 240	7 919 172	5 400 000	0	1 000 000	0	500 000	7 919 172	6 900 000
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	3 139 652	4 455 118	5 751 952	7 106 097	15 902 579	13 105 915	15 544 530	14 780 819	10 125 443	16 743 452	41 572 552	44 630 186

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	18	0	16	0	15	0	16	0	16	0
Catégorie A2	45	0	44	0	44	0	44	0	31	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	13	0
Catégorie B	20	0	19	0	19	0	19	0	18	0
Catégorie C	11	0	15	0	15	0	15	0	15	0
Catégorie D	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0
Contractuels	7	0	7	0	7	0	7	0	7	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	103	418 946	103	436 256	102	426 762	103	437 807	102	447 973

2.2.17. Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural (Section 810)

❖ Mission du ministère

Selon le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural met en œuvre la politique de l'Etat dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural.

Il définit et met en œuvre la politique en matière de santé des animaux et de promotion de la qualité des produits agricoles et alimentaires. Il participe à la définition et à l'animation de la politique de recherche agronomique, biotechnologique et vétérinaire.

Il élabore les programmes agricoles et définit les actions de développement agricole au plan national et au niveau régional. Il veille à l'amélioration de la productivité et à l'augmentation de la production vivrière et de la production pour l'exportation. Il poursuit l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du développement agricole et rural et la professionnalisation des filières en vue de favoriser l'émergence de l'entrepreneuriat agricole et de nouvelles filières de production.

Il contrôle et évalue l'offre de services agricoles et améliore la qualité des services offerts aux producteurs en matière de vulgarisation-conseil, de formation, de recherche-développement et d'intrants agricoles et de promotion des organisations professionnelles agricoles (OPA) et de leur structuration au niveau local, régional et national.

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural prépare et met en œuvre le plan de développement des filières agricoles et exerce la police sanitaire. Il propose toutes les mesures susceptibles de garantir la sécurité alimentaire.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

- Améliorer la productivité et les rendements agricoles ;
- Améliorer l'accès au financement et l'accès au marché aux agriculteurs à travers ;
- Renforcer les industries de transformation agroalimentaires et encourager l'agriculture à haute valeur ajoutée ;
- Améliorer l'organisation de l'espace agricole et des filières agricoles et animales ;
- Améliorer la résilience, l'alimentation, la nutrition des populations rurales et l'inclusion sociale et la prise en compte de la dimension genre ;
- Promouvoir une agriculture protectrice de l'environnement
- Développement d'un environnement favorable aux investissements privés.

❖ Contraintes et défis du ministère

✓ Contraintes

- Agriculture essentiellement pluviale (faible maîtrise de l'eau) ;

- Emiettement des surfaces cultivables ;
- Survenance des aléas (sécheresse, inondation invasion de chenille) ;
- Couts élevés de la production agricole ;
- Organisation insuffisante des chaînes de valeurs ;
- Faible niveau de valorisation des produits agricoles ;
- La balance commerciale agricole déficitaire (- 119,8 Milliards de FCFA en 2018) pèse lourdement sur l'économie nationale et constitue une perte d'opportunités.

✓ **Défis**

- Rééquilibrer la balance commerciale par la promotion d'une agriculture d'import-substitution,
- Améliorer les rendements agricoles ;
- Développer un environnement favorable aux investissements privés ;
- Développer la mécanisation agricole ;
- Maitriser l'eau pour l'agriculture
- Faciliter l'accès au financement pour les agriculteurs à travers divers mécanismes
- Cartographier les terres agricoles pour une meilleure exploitation.
- Développer une agriculture intelligente face au changement climatique ;

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	Dr BALI Nèmè	
P2 : Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	M.KPADENOU Anani Kodjogan	Directeur des filières végétales (DFV)
P3 : Amélioration de la productivité et valorisation des produits	M.TEZIKE Madadozi	Secrétaire Général du ministère
P4 : Sécurité alimentaire et résilience des populations	M.BOUAB Kpanté	Chargé de mission du Ministre pour le développement rural

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère du MAEDR	Rendre l'environnement politique, économique et social du secteur agricole plus favorable aux investissements	Part du secteur agricole dans le PIB	%	2019	31,0	31,3	28,7	28,5	28,1	27,0	DAF, SG, Cab, CP/CAT DRH, INFA-Tové, les DRAEDR,
			Taux de croissance du PIB agricole	%	2019	6,0	4,0	6,7	7,2	7,5	7,0	DAF, SG, Cab, CP/CAT DRH, INFA-Tové, les DRAEDR,
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de cadre de concertation réglementaire tenu	%	2019	50,0	5,0	35,0	25,0	30,0	30,0	SG, SG, Cab, INFA, DRAEDR, CP/CAT
			Proportion des recommandations issues des cadres de concertations mises en œuvre	%	2019	90,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	SG, SG, Cab, INFA, DRAEDR, CP/CAT
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2019	60,0	11,0	60,0	65,0	70,0	50,0	DRH
			Taux de couverture des programmes du MAEDR en personnel	%	2019	26,0	23,0	82,8	80,8	77,5	80,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières du ministère	Taux d'exécution du budget du ministère	%	2019	74,0	90,66	80,0	90,0	90,0	90,0	DAF
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
A1.4	Prospective, Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Pourcentage de rapport de suivi-évaluation disponible	%	2019	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
			Proportion de projets mûrs inscrits au PIP	%	2019	100,0	95,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPPSE
A1.5	Gestion et suivi-évaluation du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de base de données mise à jour	Nombre	2019	3,0	3,0	4,0	4,0	4,0	4,0	DSID
			Proportion de documents élaborés et publiés sur les sites web du ministère	%	2019	80,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DSID
A1.6	Genre et équité	Promouvoir la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion de femmes aux postes de décision	%	2019	13,0	14,0	20,0	25,0	30,0	30,0	Cabinet/Cellule genre
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	Développer des chaînes de valeur agricoles dans les territoires à fort potentiel	Taux de croissance des revenus agricoles dans les agropoles et organisations similaires par aux autres zones rurales	%	2018	0,0	0,0	7,9	7,9	7,3	7,5	DFV, MIFA, APRODAT, DAEMA, DPPSE
A2.1	Accélération de la mise en place de l'agropole de Kara en partenariat avec le privé	Etendre les surfaces cultivées de l'agropole de 5 000 ha à 130 000 ha	Superficie exploitée	Ha	2019	5 000,0	ND	25 000,0	69 000,0	101 000,0	121 000,0	DAEMA,DPPSE, DFV,DSID, DRAEDR,ICAT
A2.2	Accélération du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (MIFA)	Faciliter l'accès au financement à 1000 000 d'agriculteurs à l'horizon 2025	Nombre d'acteurs appuyés	Nombre	2019	75 000,0	87 000,0	260 000,0	445 000,0	630 000,0	815 000,0	MIFA, DPPSE
			Taux d'accès au crédits bancaire	%	2019	0,6	ND	1,0	1,5	2,0	2,2	DFDTPA

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
A2.3	Structuration et renforcement des Organisations Paysannes (OP) et des Interprofessions (IP) agricoles	Inciter les acteurs des chaînes de valeur à s'organiser et à renforcer leurs capacités	Nombre d'OP structurées ou renforcées	Nombre	2019	1 307,0	5 033,0	200,0	200,0	200,0	200,0	DFV, DE, ICAT, DRAEDR
			Nombre IP agricoles structurées ou renforcées	Nombre	2019	12,0	15	14,0	15,0	15,0	15,0	DFV, DE, ICAT, DRAEDR
A2.4	Cartographie des terres agricoles	Cartographier 500 000 hectares de terrains agricoles et consolider 1400 hectares de terres agricoles	Superficie de terres agricole cartographiées	Ha	2019	4 700,0	60 000,0	50 000,0	150 000,0	300 000,0	400 000,0	DSID, DPPSE, DRAEDR, ICAT, ITRA, DNR, DSP
			Surface agricoles consolidée	Ha	2019	4 700,0	5 075	200,0	320,0	320,0	320,0	DNR, DSID, DPPSE, DRAEDR, ICAT, ITRA, DNR, DSP
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits	Accroître durablement les rendements, et diversifier la production vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation (y compris leur mise en marché)	Taux d'accroissement annuel des rendements pour les principaux produits prioritaires	%	2019	-0,4	0,1	8,0	8,0	8,0	8,0	DFDTPA, DPV, DSP, CAGIA, ITRA, ICAT, ONAF, DE, NSCT,
			Taux de couverture des besoins nationaux par la production nationale en viande	%	2019	59,0	61	70,0	75,0	80,0	80,0	DFDTPA, DPV, DSP, CAGIA, ITRA, ICAT, ONAF, DE, NSCT,
A3.1	Amélioration des connaissances et des compétences des acteurs	Faciliter l'accès des acteurs aux technologies innovantes, adaptées et éprouvées	Nombre de technologies innovantes adoptées	Nombre	2019	10,0	4,0	4,0	4,0	4,0	2,0	ITRA, ICAT
A3.2	Amélioration de l'accès des EAF et des EAA aux intrants et équipements	Faciliter l'accès aux intrants	Taux de couverture des besoins nationaux en engrais de qualité	%	2019	16,0	152,9	58,8	64,7	70,6	75,0	CAGIA, DPV

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			Taux de couverture des besoins nationaux en semences de qualité	%	2019	8,0	10,0	12,0	15,0	20,0	25,0	DSP, CAGIA
A3.3	Développement des infrastructures de production agricoles, animales	Accroître les capacités d'exploitation et de valorisation du potentiel disponible	Pourcentage des agriculteurs adoptant les outils de mécanisation	%	2019	4,0	5,0	6,0	7,0	8,0	8,0	DE, CAGIA
			Taux de croissance des superficies irriguées	%	2019	7,0	0,3	23,0	31,8	41,8	42,0	DAEMA
A3.4	Promotion de la qualité des produits agricoles, (y compris les produits d'origine animale et halieutique)	Améliorer l'offre de service de qualité	Nombre de produits agricoles et agroalimentaires certifiés	Nombre	2019	225,0	375,0	700,0	1 500,0	2 000,0	2 200,0	DE, DFV, DPV
A3.5	Amélioration des capacités de transformation des produits agricoles	Promouvoir les entreprises de transformation agricoles et agroalimentaires	Taux de produits agricoles transformés	%	2019	19,0	22,0	25,0	28,0	30,0	35,0	ONAF, ITRA, ONAF, ANSAT., DSID, DE
A3.6	Promotion de la commercialisation des produits agricoles (y compris les produits d'origine animale et halieutique)	Augmenter les volumes des produits agricoles togolais sur le marché national et international	Nombre de contrats de marché	Nombre	2019	188,0	297,0	238,0	258,0	288,0	300,0	MIFA, MIFA, DFDTOPA, DFV, DE, DPPSE
			Balance commerciale agricole	%	2019	-59,2	ND	ND	ND	ND	ND	DSID, MIFA, ANSAT, DE, NSCT, ICAT/UTCC
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations	Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer	Prévalence de l'insécurité alimentaire (dont insécurité sévère)	%	2019	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	DSID, DPPSE, CONA CILSS, ARC, DFV, CN/CLMA, DFDTOPA, DE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
		leurs régimes alimentaires										
A4.1	Amélioration de la gestion des risques et des crises alimentaires	Renforcer les systèmes nationaux de gestion des crises alimentaires et des réponses aux désastres naturels	Proportion de personnes en situation de crise (phase 3)	%	2019	0,1	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ANSAT, CONACILSS; DSID
			Stock de sécurité alimentaire constitué	Tonnes	2019	9 000,0	8 511,2	15 000,0	15 000,0	15 000,0	15 000,0	ANSAT, CONACILSS; DSID
A4.2	Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques	Promouvoir les techniques d'exploitation agricole durables	Pourcentage des terres agricoles sous les pratiques de gestion durable des terres	%	2019	23,0	25,0	27,0	29,0	30,0	35,0	ICAT, ITRA; DFV, DPPSE (Cellule environnement), CONACILSS
			Volume des productions bio échangées	Tonnes	2019	45 000,0	50 000,0	ND	ND	ND	ND	ICAT, DFV
A4.3	Amélioration de la protection sociale en milieu rural	Développer un mécanisme de protection sociale spécifique et adapté au secteur agricole	Nombre de producteurs ayant accès aux produits d'assurance	Nombre	2019	4 978,0	0,0	200 000,0	200 000,0	200 000,0	200 000,0	MIFA, DFDTOPA; ARC
A4.4	Développement de production d'aliments riches en nutriments	Faciliter la fortification des aliments de grande consommation en micronutriment essentiels	Nombre d'opération de fortification appuyé	Nombre	2019	0,0	2,0	5,0	7,0	10,0	10,0	ITRA, DSID, CN/MLA
			Proportion de la population sous-alimentée (% de la population du pays)	%	2019	11,4	6,5	8,5	7,0	6,5	6,0	ITRA, DSID, DPPSE, CONACILSS
A4.5	Amélioration de gestion de la transhumance et du pastoralisme	Réduire à 0 les conflits liés à la transhumance	Nombre de conflits	Nombre	2019	0,0	12,0	ND	0,0	0,0	0,0	DE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère du MAEDR	Rendre l'environnement politique, économique et social du secteur agricole plus favorable aux investissements	405 345	2 141 364	450 000	3 868 511	265 716	2 968 119	218 000	2 925 791	237 620	2 958 211	721 336	8 852 121
P2	Organisation de l'espace agricole et des filières agricoles, animales et halieutiques	Développer des chaines de valeur agricoles dans les territoires à fort potentiel	2 768 137	3 522 280	20 570 632	9 825 837	18 720 546	9 795 596	13 677 806	9 031 540	1 754 098	6 487 891	34 152 450	25 315 027
P3	Amélioration de la productivité et valorisation des produits	Accroître durablement les rendements, et diversifier la production vers des filières végétales, animales et leur transformation et valorisation (y compris leur mise en marché)	10 573 140	13 817 247	32 043 123	20 801 310	36 118 948	21 134 154	11 579 137	18 968 639	9 188 927	14 772 160	56 887 012	54 874 954
P4	Sécurité alimentaire et résilience des populations	Renforcer la capacité des communautés rurales à anticiper, résister et s'adapter aux chocs internes et exogènes et à améliorer leurs régimes alimentaires	378 961	4 464 201	2 277 093	4 662 093	8 527 748	10 393 494	8 000 000	12 799 553	7 000 000	10 616 648	23 527 748	33 809 695
Total des programmes			14 125 583	23 945 092	55 340 848	39 157 751	63 632 958	44 291 363	33 474 943	43 725 523	18 180 645	34 834 910	115 288 546	122 851 796

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 736 019	0	3 418 511	0	2 718 119	0	2 692 075	0	2 720 591	0	8 130 785
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 147 947	0	2 692 287	0	1 914 248	0	1 886 022	0	1 900 981	0	5 701 251
Biens et Services	0	308 071	0	446 224	0	498 871	0	501 053	0	514 610	0	1 514 534
Transferts Courants	0	280 000	0	280 000	0	305 000	0	305 000	0	305 000	0	915 000
Dépenses en capital	405 345	405 345	450 000	450 000	265 716	250 000	218 000	233 716	237 620	237 620	721 336	721 336
Dépenses d'investissement	162 121	162 121	100 000	100 000	200 000	200 000	218 000	218 000	237 620	237 620	655 620	655 620
Projets d'investissement	243 224	243 224	350 000	350 000	65 716	50 000	0	15 716	0	0	65 716	65 716
Investissement financés sur RI	243 224	243 224	350 000	350 000	65 716	50 000	0	15 716	0	0	65 716	65 716
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	405 345	2 141 364	450 000	3 868 511	265 716	2 968 119	218 000	2 925 791	237 620	2 958 211	721 336	8 852 121

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	754 143	0	372 226	0	499 936	0	489 213	0	493 502	0	1 482 651
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	457 022	0	71 196	0	224 476	0	211 980	0	214 407	0	650 863
Biens et Services	0	27 121	0	31 030	0	35 460	0	37 233	0	39 095	0	111 788
Transferts Courants	0	270 000	0	270 000	0	240 000	0	240 000	0	240 000	0	720 000
Dépenses en capital	2 768 137	2 768 137	20 570 632	9 453 611	18 720 546	9 295 660	13 677 806	8 542 327	1 754 098	5 994 389	34 152 450	23 832 376
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	2 768 137	2 768 137	20 570 632	9 453 611	18 720 546	9 295 660	13 677 806	8 542 327	1 754 098	5 994 389	34 152 450	23 832 376
Investissement financés sur RI	1 375 608	1 375 608	1 550 457	1 550 457	2 255 000	580 000	1 733 646	523 017	114 098	554 389	4 102 744	1 657 406
Investissement financés sur RE	1 392 529	1 392 529	19 020 175	7 903 154	16 465 546	8 715 660	11 944 160	8 019 310	1 640 000	5 440 000	30 049 706	22 174 970
Total	2 768 137	3 522 280	20 570 632	9 825 837	18 720 546	9 795 596	13 677 806	9 031 540	1 754 098	6 487 891	34 152 450	25 315 027

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 832 378	0	2 873 046	0	3 549 116	0	3 379 812	0	3 383 446	0	10 312 375
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	122 976	0	160 921	0	834 391	0	663 351	0	665 162	0	2 162 904
Biens et Services	0	29 402	0	32 125	0	34 725	0	36 461	0	38 284	0	109 471
Transferts Courants	0	2 680 000	0	2 680 000	0	2 680 000	0	2 680 000	0	2 680 000	0	8 040 000
Dépenses en capital	10 573 140	10 984 869	32 043 123	17 928 264	36 118 948	17 585 038	11 579 137	15 588 827	9 188 927	11 388 714	56 887 012	44 562 579
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	10 573 140	10 984 869	32 043 123	17 928 264	36 118 948	17 585 038	11 579 137	15 588 827	9 188 927	11 388 714	56 887 012	44 562 579
Investissement financés sur RI	3 057 982	3 155 282	7 199 312	7 199 312	14 711 701	4 584 536	1 280 157	2 321 943	5 681 638	7 681 638	21 673 496	14 588 117
Investissement financés sur RE	7 515 158	7 829 587	24 843 811	10 728 952	21 407 247	13 000 502	10 298 980	13 266 884	3 507 289	3 707 076	35 213 516	29 974 462
Transferts en capital											0	0
Total	10 573 140	13 817 247	32 043 123	20 801 310	36 118 948	21 134 154	11 579 137	18 968 639	9 188 927	14 772 160	56 887 012	54 874 954

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 385 000	0	2 385 000	0	3 300 873	0	3 495 362	0	3 616 648	0	10 412 883
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	910 873	0	1 105 362	0	1 226 648	0	3 242 883
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	2 385 000	0	2 385 000	0	2 390 000	0	2 390 000	0	2 390 000	0	7 170 000
Dépenses en capital	378 961	2 079 201	2 277 093	2 277 093	8 527 748	7 092 621	8 000 000	9 304 191	7 000 000	7 000 000	23 527 748	23 396 812
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	378 961	2 079 201	2 277 093	2 277 093	8 527 748	7 092 621	8 000 000	9 304 191	7 000 000	7 000 000	23 527 748	23 396 812
Investissement financés sur RI	218 101	218 101	735 986	735 986	703 283	40 000	0	532 347	0	0	703 283	572 347
Investissement financés sur RE	160 860	1 861 100	1 541 107	1 541 107	7 824 465	7 052 621	8 000 000	8 771 844	7 000 000	7 000 000	22 824 465	22 824 465
Transferts en capital											0	0
Total	378 961	4 464 201	2 277 093	4 662 093	8 527 748	10 393 494	8 000 000	12 799 553	7 000 000	10 616 648	23 527 748	33 809 695

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	5 057 036	12 861 876	9 935 755	18 984 538	17 935 700	15 522 580	3 231 803	13 667 485	6 033 356	18 687 834	27 200 859	47 877 899
Hors Projets	162 121	7 869 661	100 000	9 148 783	200 000	10 268 044	218 000	10 274 462	237 620	10 451 807	655 620	30 994 313
Projets	673 492	770 792	4 557 597	4 557 597	15 990 384	4 301 006	990 651	2 310 694	4 253 078	6 418 170	21 234 113	13 029 870
Fonds de contrepartie	4 221 423	4 221 423	5 278 158	5 278 158	1 745 316	953 530	2 023 152	1 082 329	1 542 658	1 817 857	5 311 126	3 853 716
Financement extérieur	9 068 547	11 083 216	45 405 093	20 173 213	45 697 258	28 768 783	30 243 140	30 058 038	12 147 289	16 147 076	88 087 687	74 973 897
Dons	4 856 387	6 556 627	10 381 602	8 341 602	17 951 054	15 299 012	12 895 818	15 547 860	7 993 243	7 993 243	38 840 115	38 840 115
BAD	98 877	98 877	442 573	442 573	1 625 293	1 625 293	1 000 000	1 000 000	0	0	2 625 293	2 625 293
COREE	0	0	707 930	707 930	1 419 336	314 212	821 691	1 926 815	0	0	2 241 027	2 241 027
AFD	308 625	308 625	1 698 137	1 198 137	2 028 918	1 253 844	0	775 074	0	0	2 028 918	2 028 918
AIEA	66 812	66 812	65 596	65 596	80 092	80 092	0	0	0	0	80 092	80 092
Egypte	18 300	18 300	1 740 000	200 000	850 225	850 225	850 225	850 225	679 632	679 632	2 380 082	2 380 082
GIZ	4 162 785	5 863 025	3 569 786	3 569 786	7 679 274	6 907 430	2 223 902	2 995 746	313 611	313 611	10 216 787	10 216 787
UEMOA	200 988	200 988	437 580	437 580	267 916	267 916	0	0	0	0	267 916	267 916
BM	0	0	0	0	4 000 000	4 000 000	8 000 000	8 000 000	7 000 000	7 000 000	19 000 000	19 000 000
Fonds Khalifa	0	0	1 720 000	1 720 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	4 212 160	4 526 589	35 023 491	11 831 611	27 746 204	13 469 771	17 347 322	14 510 178	4 154 046	8 153 833	49 247 572	36 133 782
BAD	805 064	805 064	6 513 569	1 741 389	5 222 593	1 437 855	4 703 023	2 911 471	0	2 380 554	9 925 616	6 729 880
BADEA	615 982	615 982	4 220 841	1 426 861	3 000 000	1 000 000	0	1 400 000	877 827	1 243 980	3 877 827	3 643 980
BID	372 824	372 824	892 831	892 831	0	0	0	0	0	0	0	0
BIDC	0	71 154	1 874 239	468 008	2 998 994	1 000 000	0	1 998 994	0	0	2 998 994	2 998 994
BOAD	2 125 341	2 368 616	15 714 931	4 665 295	9 871 073	5 952 150	10 619 446	4 718 689	1 000 000	2 619 446	21 490 519	13 290 285
Fonds Khalifa	0	0	0	0	1 800 000	1 000 000	1 800 000	1 721 000	1 640 000	1 440 000	5 240 000	4 161 000
Fds Spec (BAD)	292 949	292 949	2 307 080	907 080	1 853 544	1 593 520	0	260 024	0	0	1 853 544	1 853 544
OFID	0	0	3 500 000	1 730 147	3 000 000	1 486 246	224 853	1 500 000	636 219	469 853	3 861 072	3 456 099
BM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	14 125 583	23 945 092	55 340 848	39 157 751	63 632 958	44 291 363	33 474 943	43 725 523	18 180 645	34 834 910	115 288 546	122 851 796

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	7 707 540	0	9 048 783	0	10 068 044	0	10 056 462	0	10 214 187	0	30 338 693
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 727 945	0	2 924 404	0	3 883 988	0	3 866 715	0	4 007 198	0	11 757 901
Biens et Services	0	364 595	0	509 379	0	569 056	0	574 747	0	591 989	0	1 735 792
Transferts Courants	0	5 615 000	0	5 615 000	0	5 615 000	0	5 615 000	0	5 615 000	0	16 845 000
Dépenses en capital	14 125 583	16 237 552	55 340 848	30 108 968	63 632 958	34 223 319	33 474 943	33 669 061	18 180 645	24 620 723	115 288 546	92 513 103
Dépenses d'investissement	162 121	162 121	100 000	100 000	200 000	200 000	218 000	218 000	237 620	237 620	655 620	655 620
Projets d'investissement	13 963 462	16 075 431	55 240 848	30 008 968	63 432 958	34 023 319	33 256 943	33 451 061	17 943 025	24 383 103	114 632 926	91 857 483
Investissement financés sur RI	4 894 915	4 992 215	9 835 755	9 835 755	17 735 700	5 254 536	3 013 803	3 393 023	5 795 736	8 236 027	26 545 239	16 883 586
Investissement financés sur RE	9 068 547	11 083 216	45 405 093	20 173 213	45 697 258	28 768 783	30 243 140	30 058 038	12 147 289	16 147 076	88 087 687	74 973 897
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	14 125 583	23 945 092	55 340 848	39 157 751	63 632 958	44 291 363	33 474 943	43 725 523	18 180 645	34 834 910	115 288 546	122 851 796

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	235	413260	352	747349,75	273	970955	270	966636,75	268	1001757,5
Catégorie A2	260	641349	622	675552,26	545	854440,4	540	850640,34	534	881546,6
Catégorie A3	64	409738	147	552696,6	92	776764	91	773309,4	90	801406
Catégorie B	131	263598	464	438660,6	490	582573	485	579982,05	480	601054,5
Catégorie C	81	0	172	321685,13	116	427220,2	115	425320,17	114	440773,3
Catégorie D	62	0	279	188460,09	75	271867,4	74	270658,29	74	280492,1
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	833	1 727 945	2036	2 924 404	1591	3 883 988	1575	3 866 715	1559	4 007 198

2.2.18. Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (Section 811)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise a pour mission de mettre en œuvre les politiques nationales en matière de l'eau, de l'assainissement avec la collaboration d'autres ministères et institutions concernés.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

Pour la réalisation de cette mission, le Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise (MEHV) a élaboré plusieurs documents de politique et stratégies pour le secteur de l'eau et de l'assainissement dont la mise en œuvre permettra de satisfaire les besoins en matière d'eau et assainissement des populations.

Ainsi, on distingue La Politique Nationale de l'Eau (PNE) adoptée par le Gouvernement en Août 2010 mais également les politiques sous-sectorielles notamment La politique sous-sectorielle d'approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu rural et semi urbain a été adoptée par le gouvernement en juillet 2006 et la politique sous sectorielle de l'assainissement collectif (PSAAC) au Togo.

Pour mettre en œuvre ces documents de politique, deux (2) plans d'actions ont été élaborés. Dans la hiérarchie de ces plans se trouve le Plan National d'Actions du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement (PANSEA-2011-2015) et le Plan d'Action National de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE 2010-2025).

Face aux énormes défis, aux nouveaux engagements internationaux auxquels le Togo a souscrit, aux mutations sous régionales et aux nouvelles orientations portées par le plan national de développement (PND) et la Feuille de Route du gouvernement (FdR), le ministère s'est engagé dans l'actualisation des documents de politiques nationales de l'eau et de l'hygiène et de l'assainissement. Cette actualisation a donné lieu à la politique nationale de l'eau et de l'assainissement (PNEA) assortie du PANSEA 2021-2025. A ces politiques et plan d'actions, s'ajoute la stratégie de l'approvisionnement en eau potable et assainissement à l'horizon 2030 en cours de finalisation

❖ Contraintes et défis du ministère

La politique nationale de l'eau et de l'assainissement (PNEA) à l'horizon 2030 a identifié plusieurs enjeux et défis dans le secteur de l'eau et de l'assainissement dont la synthèse est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau synthèse des enjeux et défis du secteur de l'eau et de l'assainissement à l'horizon 2030

Enjeux	Défis
Connaissance et pérennité des ressources en eau	<ul style="list-style-type: none"> • Mieux connaître les ressources en eau disponibles par l'organisation du suivi permanent de leur évolution qualitative et quantitative; • Mieux gérer la ressource en eau en vue de garantir la disponibilité de l'eau aux différents usages et protéger les écosystèmes vitaux ; • Gérer les risques naturels liés à l'eau, en l'occurrence à la protection des hommes et des biens contre les effets des inondations et à la prévention des maladies liées à l'eau; • Mettre en place et opérationnaliser les organes de la GIRE.
Financement du secteur et ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les ressources humaines en quantité et en qualité • Mobiliser les ressources financières garantissant l'atteinte de la vision de la PNEA
Lutte contre les effets de changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> • minimiser les inconvénients des effets des changements climatiques sur la disponibilité des ressources en eau pour tous les usages
Accès aux services de l'eau potable et de l'assainissement pour répondre à la demande des populations	<ul style="list-style-type: none"> • Développer les infrastructures garantissant l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement • Garantir la performance opérationnelle de la gestion des services d'eau et d'assainissement • Dynamiser le système de suivi-évaluation pour le suivi de la performance • Garantir à tous les ménages la Fin de la Défécation à l'Air Libre.

La programmation budgétaire 2022 est basée sur les priorités du ministères alignées sur les engagements pris par le ministère en matière de l'eau et de l'assainissement dans la feuille de route du gouvernement 2020-2025 ainsi que les orientations nationales contenues dans le PND 2018-2022.

Les actions du MEHV à mettre en œuvre en 2022 sont regroupées dans 4 programmes du budget programme. Il s'agit du :

- Programme 1 : pilotage et soutien des services du MEHV dont le responsable est monsieur Hatimi TCHABORE
- Programme 2 : gestion intégrée des ressources en eau dont le responsable est monsieur Wohou AKAKPO
- Programme 3 : approvisionnement en eau potable dont le responsable est monsieur Abalo KADANGA
- Programme 4 : assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta dont le responsable est monsieur Koffi SEMEGLO.

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des services du MEHV	Assurer le pilotage et la coordination des services du MEHV	Taux d'exécution physique de l'ensemble des programmes	%	2019	76,0	80,0	90,0	92,0	93,0	95,0	SG
			Taux d'exécution financière de l'ensemble des programmes	%	2019	58,6	73,7	80,0	85,0	90,0	92,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEHV	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MEHV	Nombre de cadres de concertation réglementaires tenus	Nombre	2019	0,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2019	10,0	10,0	12,0	15,0	20,0	35,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2019	65,0	73,7	80,0	85,0	90,0	92,0	DAAF
A1.3	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	Améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement	Proportion de rapports de suivi-Evaluation élaboré	%	2019	50,0	50,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
			Nombre de projets mûrs inscrits au PIP	Nombre	2019	4,0	2,0	5,0	6,0	7,0	7,0	DPSE
A1.4	Genre et équité	assurer l'équité et genre	Proportion de femmes ayant été nommé à un poste de décision	%	2019	3,0	3,0	3,5	4,0	4,5	5,0	Cellule genre
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
P2	Gestion intégrée des ressources en eau	assurer l'utilisation durable des ressources en eau	degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau	%	2017	32,0	34,0	35,0	36,0	37,0	38,0	DRE
A2.1	Cadre favorable à la gouvernance des ressources en eau	Améliorer la connaissance, la protection et l'utilisation des ressources en eau	Taux de couverture en stations de mesure hydrométriques	%	2019	72,6	72,6	72,6	95,9	100,0	100,0	DRE
			Taux de couverture en stations de mesure piézométriques	%	2019	33,8	43,7	49,3	64,8	100,0	100,0	DRE

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P3	Approvisionnement en eau potable	Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable	Proportion des ménages ayant accès de base à une source d'eau potable	%	2017	68,7	-	75,0	77,0	80,0	85,0	DAEP
			Proportion des ménages ayant accès à une source d'eau potable gérée en toute sécurité	%	2015	17,0	20,0	25,0	30,0	35,0	45,0	DAEP
A3.1	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain, semi-urbain et rural	Améliorer de façon équitable et durable l'accès des populations en milieu rural, semi-urbain et urbain aux infrastructures d'eau potable.	Taux de desserte en eau potable sur le plan national	%	2019	53,0	60,0	65,0	71,0	77,0	83,0	DAEP
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta	Taux prévalence des maladies liées au manque d'assainissement	%	2018	45,0	40,0	38,0	32,0	28,0	25,0	DA
A4.1	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Optimiser et rationaliser la mise en place et la gestion des infrastructures des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Proportion de la population ayant accès à un système adéquat d'évacuation des eaux pluviales	%	2015	25,0	25,5	26,0	26,5	27,0	27,5	DA
			proportion de la population ayant accès aux ouvrages d'évacuation des eaux usées (%)	%	2015	7,0	7,0	8,5	10,0	11,5	13,0	DA

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MEHV	Assurer le pilotage et la coordination des services du MEHV	71 090	459 066	75 000	499 933	100 000	548 383	109 000	580 606	118 810	620 867	327 810	1 749 857
P2	Gestion intégrée des ressources en eau	assurer l'utilisation durable des ressources en eau	151 141	180 754	209 036	242 923	100 000	489 575	837 870	874 073	685 837	723 210	1 623 707	2 086 859
P3	Approvisionnement en eau potable	Assurer l'accès équitable et durable à l'eau potable	10 622 099	10 780 345	42 010 740	23 934 138	31 854 599	23 622 000	33 515 289	32 276 895	7 811 090	16 883 027	73 180 978	72 781 922
P4	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excréta	Réduire de façon durable et équitable les risques liés aux eaux pluviales, aux eaux usées et excréta	351 958	421 913	459 170	346 130	0	396 120	0	29 432	0	30 399	0	455 952
Total des programmes			11 196 288	11 842 079	42 753 946	25 023 124	32 054 599	25 056 079	34 462 159	33 761 007	8 615 737	18 257 504	75 132 495	77 074 589

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	387 976	0	424 933	0	448 383	0	471 606	0	502 057	0	1 422 047
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	223 770	0	254 375	0	265 735	0	287 416	0	314 093	0	867 245
Biens et Services	0	114 206	0	120 558	0	132 648	0	134 190	0	137 964	0	404 802
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	71 090	71 090	75 000	75 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	71 090	71 090	75 000	75 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	71 090	459 066	75 000	499 933	100 000	548 383	109 000	580 606	118 810	620 867	327 810	1 749 857

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	29 613	0	33 887	0	35 359	0	36 203	0	37 373	0	108 936
Personnel	0	25 778	0	26 887	0	28 159	0	29 003	0	29 873	0	87 036
Biens et Services	0	3 835	0	7 000	0	7 200	0	7 200	0	7 500	0	21 900
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	151 141	151 141	209 036	209 036	100 000	454 217	837 870	837 870	685 837	685 837	1 623 707	1 977 924
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	151 141	151 141	209 036	209 036	100 000	454 217	837 870	837 870	685 837	685 837	1 623 707	1 977 924
Investissement financés sur RI	151 141	151 141	150 000	150 000	100 000	100 000	837 870	837 870	685 837	685 837	1 623 707	1 623 707
Investissement financés sur RE	0	0	59 036	59 036	0	354 217	0	0	0	0	0	354 217
Total	151 141	180 754	209 036	242 923	100 000	489 575	837 870	874 073	685 837	723 210	1 623 707	2 086 859

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	47 748	0	18 755	0	21 440	0	21 867	0	22 607	0	65 913
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	43 868	0	11 755	0	14 240	0	14 667	0	15 107	0	44 013
Biens et Services	0	3 880	0	7 000	0	7 200	0	7 200	0	7 500	0	21 900
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	10 622 099	10 732 597	42 010 740	23 915 383	31 854 599	23 600 560	33 515 289	32 255 028	7 269 372	16 860 420	72 639 260	72 716 009
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	10 622 099	10 732 597	42 010 740	23 915 383	31 854 599	23 600 560	33 515 289	32 255 028	7 269 372	16 860 420	72 639 260	72 716 009
Investissement financés sur RI	6 044 585	6 044 585	908 530	908 530	8 143 479	3 020 098	3 219 989	5 102 710	0	3 240 660	11 363 468	11 363 468
Investissement financés sur RE	4 577 514	4 688 012	41 102 210	23 006 853	23 711 120	20 580 462	30 295 300	27 152 318	7 269 372	13 619 760	61 275 792	61 352 541
Transferts en capital											0	0
Total	10 622 099	10 780 345	42 010 740	23 934 138	31 854 599	23 622 000	33 515 289	32 276 895	7 269 372	16 883 027	72 639 260	72 781 922

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	69 955	0	24 711	0	28 785	0	29 432	0	30 399	0	88 617
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	65 938	0	17 711	0	21 585	0	22 232	0	22 899	0	66 717
Biens et Services	0	4 017	0	7 000	0	7 200	0	7 200	0	7 500	0	21 900
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	351 958	351 958	459 170	321 419	0	367 335	0	0	0	0	0	367 335
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	351 958	351 958	459 170	321 419	0	367 335	0	0	0	0	0	367 335
Investissement financés sur RI	22 440	22 440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	329 518	329 518	459 170	321 419	0	367 335	0	0	0	0	0	367 335
Transferts en capital											0	0
Total	351 958	421 913	459 170	346 130	0	396 120	0	29 432	0	30 399	0	455 952

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	6 289 256	6 824 549	1 133 530	1 635 816	8 343 479	3 754 064	4 166 859	6 608 689	804 647	4 637 744	13 314 985	15 000 497
Hors Projets	71 090	606 383	75 000	577 286	100 000	633 966	109 000	668 109	118 810	711 247	327 810	2 013 322
Projets	5 683 549	5 683 549	691 529	691 529	7 808 482	2 695 101	3 987 859	5 860 580	685 837	3 926 497	12 482 178	12 482 178
Fonds de contrepartie	534 617	534 617	367 001	367 001	434 997	424 997	70 000	80 000	0	0	504 997	504 997
Financement extérieur	4 907 032	5 017 530	41 620 416	23 387 308	23 711 120	21 302 014	30 295 300	27 152 318	7 811 090	13 619 760	61 817 510	62 074 092
Dons	3 168 220	3 278 718	17 025 102	11 456 356	9 515 267	8 735 023	2 438 300	5 972 963	35 159	328 287	11 988 726	15 036 273
UE	1 957 728	2 068 226	7 390 117	5 773 963	772 988	2 419 675	0	633 108	0	0	772 988	3 052 783
UE/AFD	578 151	578 151	2 119 371	2 119 371	4 501 673	2 865 524	0	1 636 149	0	0	4 501 673	4 501 673
AFD	344 964	344 964	4 368 206	2 380 455	2 364 606	3 321 552	1 849 459	1 614 065	0	0	4 214 065	4 935 617
FSD	0	0	2 000 000	35 159	1 876 000	82 072	588 841	2 089 641	35 159	328 287	2 500 000	2 500 000
BAD	0	0	484 902	484 902	0	0	0	0	0	0	0	0
REPUBLIQUE DE CHINE	0	0	46 200	46 200	0	46 200	0	0	0	0	0	46 200
UEMOA	287 377	287 377	616 306	616 306	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	1 738 812	1 738 812	24 595 314	11 930 952	14 195 853	12 566 992	27 857 000	21 179 355	7 775 931	13 291 473	49 828 784	47 037 820
BID-UEMOA	568 806	568 806	4 814 343	4 814 343	3 795 867	3 795 867	0	0	0	0	3 795 867	3 795 867
AFD	0	0	3 610 959	2 000 959	4 507 208	1 575 512	17 860 000	10 057 204	1 870 113	7 210 902	24 237 321	18 843 618
BOAD	50 000	50 000	3 366 700	3 366 700	4 200 000	1 138 191	4 877 000	4 869 080	460 718	1 577 521	9 537 718	7 584 792
FONDS KOWEITIEEN	138 950	138 950	138 950	138 950	1 238 000	285 000	5 120 000	4 154 009	5 445 100	4 503 050	11 803 100	8 942 059
APPOALIM BANK	0	0	12 664 362	1 610 000	454 778	5 772 422	0	2 099 062	0	0	454 778	7 871 484
BID	981 056	981 056	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	11 196 288	11 842 079	42 753 946	25 023 124	32 054 599	25 056 079	34 462 159	33 761 007	8 615 737	18 257 504	75 132 495	77 074 589

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	535 293	0	502 286	0	533 966	0	559 109	0	592 437	0	1 685 512
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	359 355	0	310 728	0	329 718	0	353 319	0	381 973	0	1 065 010
Biens et Services	0	125 938	0	141 558	0	154 248	0	155 790	0	160 464	0	470 502
Transferts Courants	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	50 000	0	150 000
Dépenses en capital	11 196 288	11 306 786	42 753 946	24 520 838	32 054 599	24 522 112	34 462 159	33 201 898	8 615 737	17 665 067	75 132 495	75 389 077
Dépenses d'investissement	71 090	71 090	75 000	75 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	11 125 198	11 235 696	42 678 946	24 445 838	31 954 599	24 422 112	34 353 159	33 092 898	8 496 927	17 546 257	74 804 685	75 061 267
Investissement financés sur RI	6 218 166	6 218 166	1 058 530	1 058 530	8 243 479	3 120 098	4 057 859	5 940 580	685 837	3 926 497	12 987 175	12 987 175
Investissement financés sur RE	4 907 032	5 017 530	41 620 416	23 387 308	23 711 120	21 302 014	30 295 300	27 152 318	7 811 090	13 619 760	61 817 510	62 074 092
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	11 196 288	11 842 079	42 753 946	25 023 124	32 054 599	25 056 079	34 462 159	33 761 007	8 615 737	18 257 504	75 132 495	77 074 589

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	21	121225	21	98089	20	101216	20	110396	19	119124
Catégorie A2	17	52230	14	58941	15	62158	13	57483	11	62819
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	14	30719	13	30525	12	31888	11	34490	10	37691
Catégorie C	35	53289	34	41506	32	44368	27	47618	24	51574
Catégorie D	12	44966	11	35098	10	38851	9	43265	8	46549
Contractuels	10	31668	19	46569	19	51237	19	60067	19	64216
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	109	359 355	112	310 728	108	329 718	99	353 319	91	381 973

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

2.2.19. Ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière (Section 813)

❖ Les missions du ministère

Le ministère de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière élabore et met en œuvre la politique du gouvernement togolais dans le domaine de la mer sous ses divers aspects, nationaux et internationaux.

La vision portée par le ministère est d'accélérer le développement économique des secteurs maritimes et halieutique tout en préservant les écosystèmes. Cette vision est déclinée en trois (03) objectifs stratégiques :

- favoriser le développement d'un plan de l'économie bleue ;
- développer les infrastructures permettant le développement accru de l'économie portuaire
- favoriser la protection des milieux côtiers

❖ Politiques sectorielles et stratégies du ministère

Les missions du ministère s'inscrivent d'une part dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, en particulier l'ODD 14 : **Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable** et d'autre part contribuent à l'affermissement de la place du Togo en tant que hub logistique et de services par la réalisation du projet P17 (**Amélioration de la compétitivité du secteur logistique via la réforme du port et la digitalisation**) de la feuille de route gouvernementale TOGO2025.

Il est à noter que les actions s'inscrivent également dans la ligne édictée par la Stratégie Nationale pour la mer et le Littoral élaborée par le Haut Conseil pour la Mer (HCM).

❖ Contraintes et défis du ministère

- Faible industrialisation du secteur de la pêche
- Problématique de congestion portuaire
- Aménagement du littoral peu optimal
- Érosion côtière
- Faible proportion de formations spécialisées dans le domaine maritime
- Défi de mobilisations des ressources humaines compétentes dans le secteur

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Pour l'année 2022, le ministère entend mettre en œuvre des projets à fort impact sociale tout d'abord, en particulier dans le secteur de la pêche avec l'accompagnement des acteurs au travers notamment du projet Togo Aquaculture, mais également à continuer à stimuler la compétitivité du Port de Lomé par la mise en place d'un Port Community System et l'accélération de la digitalisation des services portuaires. Il est important également de préciser que dans le volet protection côtière des actions vont continuer à être menées pour d'une part sécuriser l'intégralité de la côte togolaise mais également poursuivre les réflexions dans le cadre de l'aménagement du littoral togolais.

❖ **Responsables de programme**

Programme 1 : AFACHAWO Kouete, Secrétaire Général du MEMPPC

Programme 2 : ADJINON Stéphane, Conseiller Technique

Programme 3 : ALI Domtani, Directeur des Pêches et de l'Aquaculture

Programme 4 : KPATCHA Essowè, Chargé de mission

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du MEMPPC	Taux d'exécution du budget du ministère	%	0	0,0	0,0	0,0	95,0	95,0	95,0	SG
A1.1	Coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de cadres de concertation	nbre	0	0,0	0,0	0,0	12,0	12,0	15,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	0	0,0	0,0	0,0	30,0	50,0	70,0	DRH
A1.3	Gestion des ressources financières et matérielles	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	Taux	0	0,0	0,0	0,0	90,0	100,0	100,0	DAF
A1.4	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Pourcentage des rapports de suivi évaluation disponible	%	0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	DPSE
A1.5	Gestion des affaires juridiques	Améliorer la gestion et le traitement des affaires juridiques	Nombre de textes juridiques soumis par le ministère au SGG	nbre	0	0,0	0,0	0,0	20,0	50,0	70,0	DAJ
A1.6	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion des jeunes et femmes occupant des postes de responsabilité	%	0	0,0	0,0	0,0	20,0	30,0	50,0	Cellule genre
P2	Transport maritime	Réduire le temps moyen passé les navires au port	Taux de réduction du temps passé par les navires au port	%	0	0,0	0,0	0,0	30,0	50,0	70,0	Cabinet
A2.1	Délimitation des frontières maritimes et renforcement de	Reconnaissance par l'ONU et l'OMI des frontières maritimes togolaises et assurer la	Nombre de litiges frontaliers enregistré	Nombre	2018	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DAM
			Nombre de tentatives d'actes de pirateries déjoués	%	2018	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DAM

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	la sécurité et de la sûreté maritime	protection des biens et personnes dans le transport maritime										
A2.2	Modernisation du port	Rendre le port de Lomé plus compétitif	Nombre de nouveaux organes de gestion mise en place	Nombre	2018	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	Cabinet
			Proportion des services portuaires digitalisés	%	2018	20,0	20,0	40,0	40,0	50,0	7,0	Cabinet
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Augmenter la production halieutique nationale	Taux d'augmentation de la production halieutique nationale	%	0	0,0	0,0	0,0	10,0	15,0	20,0	DPA
A3.1	Modernisation de la pêche et développement de l'aquaculture	Promouvoir les fermes aquacoles et les navires de pêches modernes	Volume des productions halieutiques nationales	Tonne	2018	24 910,0	18 764,0	25 000,0	27 500,0	31 625,0	37 950,0	DPA
P4	Développement et protection du littoral	Favoriser la protection et le développement économique du littoral	Proportion des côtes protégées contre l'érosion	%	0	0,0	0,0	0,0	10,0	40,0	50,0	DPC
A4.1	Développement et protection du littoral	Protéger la côte soumise à l'érosion et planifier un aménagement urbain durable	Proportion de côtes protégée	%	2018	0,0	0,0	10,0	30,0	40,0	50,0	DPC
			Nombre d'outils de planification élaboré	Nombre	2018	0,0	0,0	0,0	2,0	3,0	4,0	DPC

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère	Assurer le pilotage et la coordination des services du MEMPPC	0	0	12 500	71 936	33 000	174 673	35 970	178 115	39 699	183 511	108 669	536 300
P2	Transport maritime	Réduire le temps moyen passé les navires au port	0	0	19 966 250	5 396 474	155 515	226 758	9 810	81 142	10 492	82 048	175 817	389 947
P3	Développement de la pêche et de l'aquaculture	Augmenter la production halieutique nationale	1 278 183	1 278 183	908 770	960 123	2 801 492	2 894 354	1 928 889	2 021 852	9 214	102 291	4 739 595	5 018 497
P4	Développement et protection du littoral	Favoriser la protection et le développement économique du littoral	0	0	100 000	100 000	100 000	109 826	0	9 826	0	9 826	100 000	129 477
Total des programmes			1 278 183	1 278 183	20 987 520	6 528 533	3 090 007	3 405 611	1 974 669	2 290 935	59 405	377 676	5 124 081	6 074 221

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	59 436	0	141 673	0	142 145	0	143 812	0	427 631
Personnel	0	0	0	25 848	0	96 590	0	96 590	0	96 590	0	289 771
Biens et Services	0	0	0	33 588	0	45 083	0	45 555	0	47 222	0	137 860
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	12 500	12 500	33 000	33 000	35 970	35 970	39 699	39 699	108 669	108 669
Dépenses d'investissement	0	0	12 500	12 500	33 000	33 000	35 970	35 970	39 699	39 699	108 669	108 669
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	12 500	71 936	33 000	174 673	35 970	178 115	39 699	183 511	108 669	536 300

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	69 221	0	71 243	0	71 332	0	71 556	0	214 130
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	57 291	0	60 378	0	60 378	0	60 378	0	181 133
Biens et Services	0	0	0	11 930	0	10 865	0	10 954	0	11 178	0	32 997
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	19 966 250	5 327 253	155 515	155 515	9 810	9 810	10 492	10 492	175 817	175 817
Dépenses d'investissement	0	0	6 250	6 250	9 000	9 000	9 810	9 810	10 492	10 492	29 302	29 302
Projets d'investissement	0	0	19 960 000	5 321 003	146 515	146 515	0	0	0	0	146 515	146 515
Investissement financés sur RI	0	0	19 960 000	5 321 003	146 515	146 515	0	0	0	0	146 515	146 515
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	19 966 250	5 396 474	155 515	226 758	9 810	81 142	10 492	82 048	175 817	389 947

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	51 353	0	92 862	0	92 963	0	93 077	0	278 902
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	36 853	0	82 652	0	82 652	0	82 652	0	247 956
Biens et Services	0	0	0	14 500	0	10 210	0	10 311	0	10 425	0	30 946
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 278 183	1 278 183	908 770	908 770	2 801 492	2 801 492	1 928 889	1 928 889	9 214	9 214	4 739 595	4 739 595
Dépenses d'investissement	0	0	6 250	6 250	8 000	8 000	8 720	8 720	9 214	9 214	25 934	25 934
Projets d'investissement	1 278 183	1 278 183	902 520	902 520	2 793 492	2 793 492	1 920 169	1 920 169	0	0	4 713 661	4 713 661
Investissement financés sur RI	1 278 183	1 278 183	902 520	902 520	2 793 492	2 793 492	1 920 169	1 920 169	0	0	4 713 661	4 713 661
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 278 183	1 278 183	908 770	960 123	2 801 492	2 894 354	1 928 889	2 021 852	9 214	102 291	4 739 595	5 018 497

Tableau n°3.4 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	0	0	9 826	0	9 826	0	9 826	0	29 477
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	9 826	0	9 826	0	9 826	0	29 477
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
Investissement financés sur RI	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	0	0	0	0	100 000	100 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	100 000	100 000	100 000	109 826	0	9 826	0	9 826	100 000	129 477

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 278 183	1 278 183	20 987 520	6 528 533	3 090 007	3 405 611	1 974 669	2 290 935	59 405	377 676	5 124 081	6 074 221
Hors Projets	0	0	25 000	205 010	50 000	365 604	54 500	370 766	59 405	377 676	163 905	1 114 045
Projets	0	0	20 370 000	5 731 003	376 515	376 515	0	0	0	0	376 515	376 515
Fonds de contrepartie	1 278 183	1 278 183	592 520	592 520	2 663 492	2 663 492	1 920 169	1 920 169	0	0	4 583 661	4 583 661
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	1 278 183	1 278 183	20 987 520	6 528 533	3 090 007	3 405 611	1 974 669	2 290 935	59 405	377 676	5 124 081	6 074 221

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	180 010	0	315 604	0	316 266	0	318 271	0	950 140
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	119 992	0	249 446	0	249 446	0	249 446	0	748 337
Biens et Services	0	0	0	60 018	0	66 158	0	66 820	0	68 825	0	201 803
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 278 183	1 278 183	20 987 520	6 348 523	3 090 007	3 090 007	1 974 669	1 974 669	59 405	59 405	5 124 081	5 124 081
Dépenses d'investissement	0	0	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	1 278 183	1 278 183	20 962 520	6 323 523	3 040 007	3 040 007	1 920 169	1 920 169	0	0	4 960 176	4 960 176
Investissement financés sur RI	1 278 183	1 278 183	20 962 520	6 323 523	3 040 007	3 040 007	1 920 169	1 920 169	0	0	4 960 176	4 960 176
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	1 278 183	1 278 183	20 987 520	6 528 533	3 090 007	3 405 611	1 974 669	2 290 935	59 405	377 676	5 124 081	6 074 221

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	1	0	9	0	16	0	16	0	16	0
Catégorie A2	5	0	10	0	22	0	22	0	22	0
Catégorie A3	0	0	0	0	2	0	2	0	2	0
Catégorie B	4	0	4	0	6	0	6	0	6	0
Catégorie C	2	0	2	0	5	0	5	0	5	0
Catégorie D	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Contractuels	0	0	0	0	23	0	23	0	23	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	12	0	26	119 992	75	249 446	75	249 446	75	249 446

2.2.20. Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale (Section 820)

❖ Mission du Ministère

Le ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale met en œuvre la politique de l'Etat en matière de commerce, de l'industrie et de la consommation locale, en collaboration avec les autres ministères concernés. Il organise, coordonne et suit les politiques, actions et programmes des secteurs du commerce, de l'industrie et de la consommation locale.

❖ Politiques et stratégies sectorielles du ministère

Le ministère met en œuvre des politiques et stratégies couvrant les secteurs relevant de son ressort, il s'agit de :

- La Politique nationale de développement du commerce, en cours d'actualisation ;
- La Politique nationale de développement industriel ;
- La politique nationale de la qualité ;
- La Stratégie de la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf);
- La Stratégie AGOA ;
- La Stratégie du développement du secteur Privé ;
- La stratégie de la consommation locale.

❖ Contraintes et défis du ministère

Le département fait face à un nombre de contraintes et défis notamment :

- Le processus de décentralisation au niveau national ;
- La nouvelle dynamique gouvernementale traduite par la responsabilisation des ministres sur les projets et réformes prioritaires ;
- l'entrée en vigueur de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf),
- les réformes dans le secteur agricoles qui appellent à une pro activité du département ;
- le développement d'une chaîne logistique et de transport terrestre, aéroportuaire et maritime en l'intégrant à un réseau rénové en vue de créer un hub logistique et un corridor de développement compétitifs ;
- le développement des chaines de valeurs industrielles et de services respectant les normes et standards internationaux ;
- l'amélioration continue de l'environnement des affaires pour une meilleure attractivité des investissements directs étrangers (IDE) ;
- la promotion de la consommation des produits et services locaux ;
- le renforcement de l'appui au secteur privé pour accroître sa compétitivité sur le plan national et international ; et
- le respect des normes de qualité des produits industriels.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Face à cette multitude des contraintes et défis, le ministère pour le compte de l'année 2022, a fait le choix d'orienter prioritairement ses ressources budgétaires vers les actions stratégiques suivantes :

- Développement du commerce intérieur et de la consommation locale
- Développement du commerce extérieur et la promotion du commerce électronique
- Développement du secteur privé ;
- Développement du tissu industriel et;
- Développement de la qualité des produits et services.

❖ **Responsables des programmes du ministère**

Les responsables des trois programmes du budget-programme du ministère sont les suivants :

- Programme 1 : « Pilotage et Soutien » : Monsieur ABE Talime, Secrétaire Général du ministère ;
- Programme 2 : « Commerce et Consommation Locale » : Monsieur Mensah Kofi Vignon;
- Programme 3 : « Industrie » : Monsieur Feou Bilakimwe

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des services du MCICL	Améliorer le pilotage et le soutien du ministère	Taux d'exécution physique des programmes	%	2020	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0	0
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCICL	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MCICL	Nombre de cadres de concertation réglementaires tenus	Nbre	2020	24,0	36,0	36,0	48,0	48,0	50,0	SG
			Proportion des recommandations issues des cadres de concertation mises en œuvre	%	2020	20,0 %	30,0%	40,0%	50,0 %	60,0 %	70,0 %	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielle et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matériel et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2020	20,0 %	35,0%	40,0%	50,0 %	65,0 %	75,0 %	DAAF
			Taux d'exécution du budget	%	2020	60,0 %	70,0%	75,0%	80,0 %	85,0 %	90,0 %	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et Gestion du système d'information	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement ; gestion et le traitement de l'information	Proportion des projets mûrs retenus sur l'ensemble des inscrits au PIP	%	2020	80,0 %	40,0%	55,0%	70,0 %	80,0 %	90,0 %	DPSSE
			Pourcentage de rapports de suivi-évaluation disponibles	%	2020	90,0 %	95,0%	100,0%	100,0 %	100,0 %	100,0 %	DPSSE
A1.4	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion des jeunes et femmes occupant les postes de responsabilité	%	2020	0,0%	10,0%	10,0%	12,0 %	15,0 %	18,0 %	DAAF
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsa ble
				Unité de mesu re	Ann ée	Vale ur	2020	2021	2022	2023	2024	
P2	COMMERCE ET CONSOMMATION LOCALE	Renforcer le développement du commerce, du secteur privé et promouvoir la consommation locale	Part de la branche commerce dans le PIB	%	0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A2. 1	Développement du commerce intérieur et de la consommation locale	Renforcer le circuit de distribution sur le marché intérieur et Accroître le taux de consommation des produits et services locaux	Proportion d'autorisations de mise en consommation des produits accordées	%	2020	- 20,0 %	10,0%	5,0%	10,0 %	15,0 %	20,0 %	DCIC
			Taux d'accroissement de la consommation des produits et services locaux	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0
A2. 2	Développement du commerce extérieur et promotion du commerce électronique	Améliorer l'accroissement, la diversification des exportations et Inciter les échanges commerciaux en lignes	Taux de croissance des exportations des produits	%	2020	- 7,2%	10,0%	7,5%	11,5 %	15,0 %	17,5 %	DCE
			Taux d'échanges commerciaux annuels en ligne	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0
A2. 3	Développement du secteur privé	Rendre le secteur privé compétitif et dynamique	Taux d'accroissement des entreprises du secteur privé	%	2020	25,0 %	30,0%	35,0%	40,0 %	45,0 %	50,0 %	DDSP
			0	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0
A2. 4	Renforcement du contrôle du conditionnement	Garantir la loyauté dans les transactions commerciales	Proportion d'instruments de mesure contrôlés conformes	%	2020	98,9 %	99,8%	99,8%	99,9 %	99,9 %	99,9 %	DCML
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
P3	INDUSTRIE	Accroître la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	Part cible de l'industrie manufacturière dans le PIB	%	0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0
			Nombre d'emplois créés par an dans le secteur manufacturier	Nbre	0	18 802,0	19 802,0	20 802,0	21 802,0	22 802,0	23 850,0	0

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsa ble
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A3.1	Développement du tissu industriel	Favoriser l'implantation des entreprises industrielles	Nombre d'entreprises industrielles installées par an sur le territoire national	Nbre	2018	7,0	8,0	10,0	11,0	12,0	13,0	DDI
			Proportion des entreprises industrielles dans la transformation des produits locaux	%	2018	0,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	DDI
A3.2	Développement de la qualité	Opérationnaliser les structures de la qualité et rendre les produits et les services conformes aux normes	Nombre d'entreprises engagées dans la démarche qualité	Nbre	2018	20,0	25,0	30,0	40,0	50,0	60,0	HAUQE
			Proportion de produits et services conformes aux normes	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	HAUQE
A3.3	Promotion du systèmes de protection des produits industriels et des droits de propriété industrielle	Accroître l'utilisation du système de protection des produits industriels	Nombre de titres de propriétés industrielles enregistrés	Nbre	2018	129,0	150,0	160,0	170,0	180,0	190,0	INPIT
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A3.4	Restructuration et mise à niveau des entreprises	Rendre viable les entreprises	Nombre d'entreprises accompagnées	Nbre	2018	8,0	8,0	6,0	10,0	15,0	20,0	BRMN
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MCICL	Améliorer le pilotage et le soutien du ministère	5 000	287 343	380 135	667 917	587 800	850 104	96 556	363 496	106 117	380 985	790 473	1 594 585
P2	Commerce et consommation locale	Renforcer le développement du commerce, du secteur privé et promouvoir la consommation locale	3 049 537	10 641 493	2 621 193	13 439 232	1 193 957	11 998 308	510 914	11 328 168	511 132	11 341 665	2 216 003	34 668 141
P3	Industrie	Accroître la part de l'industrie manufacturière à la création de la richesse et des emplois	0	163 409	74 830	233 602	201 500	362 274	1 530	163 719	1 561	165 204	204 591	691 196
Total des programmes			3 054 537	11 092 244	3 076 158	14 340 751	1 983 257	13 210 686	609 000	11 855 383	618 810	11 887 854	3 211 067	36 953 923

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	282 343	0	287 782	0	262 304	0	266 940	0	274 868	0	804 112
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	221 892	0	201 439	0	173 467	0	177 896	0	182 457	0	533 820
Biens et Services	0	60 451	0	86 343	0	88 837	0	89 045	0	92 411	0	270 292
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	5 000	5 000	380 135	380 135	587 800	587 800	96 556	96 556	106 117	106 117	790 473	790 473
Dépenses d'investissement	5 000	5 000	8 745	8 745	87 800	87 800	96 556	96 556	106 117	106 117	290 473	290 473
Projets d'investissement	0	0	371 390	371 390	500 000	500 000	0	0	0	0	500 000	500 000
Investissement financés sur RI	0	0	371 390	371 390	500 000	500 000	0	0	0	0	500 000	500 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5 000	287 343	380 135	667 917	587 800	850 104	96 556	363 496	106 117	380 985	790 473	1 594 585

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	7 591 956	0	10 818 039	0	10 804 351	0	10 817 254	0	10 830 533	0	32 452 138
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	390 593	0	406 213	0	392 022	0	403 782	0	415 896	0	1 211 700
Biens et Services	0	39 883	0	56 633	0	57 136	0	58 279	0	59 444	0	174 859
Transferts Courants	0	7 161 480	0	10 355 193	0	10 355 193	0	10 355 193	0	10 355 193	0	31 065 579
Dépenses en capital	3 049 537	3 049 537	2 621 193	2 621 193	1 193 957	1 193 957	510 914	510 914	511 132	511 132	2 216 003	2 216 003
Dépenses d'investissement	5 677	5 677	10 755	10 755	10 700	10 700	10 914	10 914	11 132	11 132	32 746	32 746
Projets d'investissement	3 043 860	3 043 860	2 610 438	2 610 438	1 183 257	1 183 257	500 000	500 000	500 000	500 000	2 183 257	2 183 257
Investissement financés sur RI	2 957 507	2 957 507	1 857 985	1 857 985	958 883	958 883	500 000	500 000	500 000	500 000	1 958 883	1 958 883
Investissement financés sur RE	86 353	86 353	752 453	752 453	224 374	224 374	0	0	0	0	224 374	224 374
Total	3 049 537	10 641 493	2 621 193	13 439 232	1 193 957	11 998 308	510 914	11 328 168	511 132	11 341 665	2 216 003	34 668 141

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	163 409	0	158 772	0	160 774	0	162 189	0	163 643	0	486 606
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	45 939	0	37 822	0	39 896	0	41 093	0	42 326	0	123 315
Biens et Services	0	7 470	0	10 950	0	10 878	0	11 096	0	11 317	0	33 291
Transferts Courants	0	110 000	0	110 000	0	110 000	0	110 000	0	110 000	0	330 000
Dépenses en capital	0	0	74 830	74 830	201 500	201 500	1 530	1 530	1 561	1 561	204 591	204 591
Dépenses d'investissement	0	0	1 500	1 500	1 500	1 500	1 530	1 530	1 561	1 561	4 591	4 591
Projets d'investissement	0	0	73 330	73 330	200 000	200 000	0	0	0	0	200 000	200 000
Investissement financés sur RI	0	0	73 330	73 330	200 000	200 000	0	0	0	0	200 000	200 000
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	163 409	74 830	233 602	201 500	362 274	1 530	163 719	1 561	165 204	204 591	691 196

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	2 968 184	11 005 891	2 323 705	13 588 298	1 758 883	12 986 312	609 000	11 855 383	618 810	11 887 854	2 986 693	36 729 549
Hors Projets	10 677	8 048 384	21 000	11 285 593	100 000	11 327 429	109 000	11 355 383	118 810	11 387 854	327 810	34 070 666
Projets	1 152 059	1 152 059	774 352	774 352	1 200 000	1 200 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 200 000	2 200 000
Fonds de contrepartie	1 805 448	1 805 448	1 528 353	1 528 353	458 883	458 883	0	0	0	0	458 883	458 883
Financement extérieur	86 353	86 353	752 453	752 453	224 374	224 374	0	0	0	0	224 374	224 374
Dons	86 353	86 353	439 500	439 500	224 374	224 374	0	0	0	0	224 374	224 374
OMC	0	0	166 416	166 416	224 374	224 374	0	0	0	0	224 374	224 374
BAD	86 353	86 353	176 159	176 159	0	0	0	0	0	0	0	0
BOAD	0	0	96 925	96 925	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	312 953	312 953	0	0	0	0	0	0	0	0
BAD	0	0	312 953	312 953	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	3 054 537	11 092 244	3 076 158	14 340 751	1 983 257	13 210 686	609 000	11 855 383	618 810	11 887 854	3 211 067	36 953 923

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	8 037 707	0	11 264 593	0	11 227 429	0	11 246 383	0	11 269 044	0	33 742 856
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	658 423	0	645 474	0	605 385	0	622 771	0	640 679	0	1 868 834
Biens et Services	0	107 804	0	153 926	0	156 851	0	158 419	0	163 172	0	478 442
Transferts Courants	0	7 271 480	0	10 465 193	0	10 465 193	0	10 465 193	0	10 465 193	0	31 395 579
Dépenses en capital	3 054 537	3 054 537	3 076 158	3 076 158	1 983 257	1 983 257	609 000	609 000	618 810	618 810	3 211 067	3 211 067
Dépenses d'investissement	10 677	10 677	21 000	21 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	3 043 860	3 043 860	3 055 158	3 055 158	1 883 257	1 883 257	500 000	500 000	500 000	500 000	2 883 257	2 883 257
Investissement financés sur RI	2 957 507	2 957 507	2 302 705	2 302 705	1 658 883	1 658 883	500 000	500 000	500 000	500 000	2 658 883	2 658 883
Investissement financés sur RE	86 353	86 353	752 453	752 453	224 374	224 374	0	0	0	0	224 374	224 374
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	3 054 537	11 092 244	3 076 158	14 340 751	1 983 257	13 210 686	609 000	11 855 383	618 810	11 887 854	3 211 067	36 953 923

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	32	0	29	0	30	0	30	0	30	0
Catégorie A2	79	0	78	0	77	0	77	0	77	0
Catégorie A3	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie B	28	0	28	0	28	0	28	0	28	0
Catégorie C	24	0	24	0	24	0	24	0	24	0
Catégorie D	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0
Contractuels	27	0	28	0	28	0	27	0	27	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	193	658 423	190	645 474	190	605 385	189	622 771	189	640 679

2.2.21. Ministère de la promotion des investissements (Section 821)

❖ Mission du ministère

Le ministère de la promotion de l'investissement met en œuvre la politique de l'Etat en matière de la promotion de l'investissement, en collaboration avec les autres ministères concernés. La mission principale assignée au ministère est la promotion et la facilitation des investissements nationaux et étrangers. A ce titre, en liaison avec les départements ministériels concernés, et sous l'autorité du Premier Ministre, il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- Élaboration et mise en œuvre de stratégies adaptées pour faciliter les investissements ;
- Amélioration de la compétitivité de l'environnement des affaires et promotion des initiatives privées ;
- Promotion du secteur privé national et des investissements étrangers ;
- Identification et mise en œuvre des réformes administratives nécessaires au développement du secteur privé ;
- Réalisation des études nécessaires en vue de rendre plus attractif le cadre législatif et réglementaire de promotion des partenariats public-privé ;
- Coordination des activités de promotion des investissements tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en liaison avec les Ministères concernés ;
- Contribution à la création et la gestion des zones industrielles, économiques et zones franches.

❖ Enjeux, défis et perspectives

L'enjeu, aujourd'hui, est de capitaliser tous les efforts en matière d'amélioration du climat des affaires et surtout de soutenir la croissance économique par des mesures stratégiques pouvant aider le pays à assurer une bonne politique de promotion des investissements.

Dans ce cadre, de nombreux défis se présentent au ministère, notamment :

- l'adoption du décret fixant les attributions du ministre et portant organisation du ministère
- le renforcement des services en ressources humaines qualifiées, en outils et équipements adéquats ;
- la synergie avec les différentes structures qui interviennent dans la promotion des investissements et le climat des affaires
- l'opérationnalisation de l'API-ZF.

❖ Choix stratégique et budgétaires de l'année 2022

Pour l'année budgétaire 2022, l'accent est mis le fonctionnement effectif du cabinet et les directions opérationnelles. Aussi le budget du programme 1 s'élève à 256 731 pour le personnel et biens et services et 100 000 pour le HPIP. Le programme 2 est constitué essentiellement de la subvention accordée à la structure rattaché SAZOF.

❖ Nom, prénoms et titre des responsables de programmes du ministère.

- Programme 1 : M. BEDINADE Bedembada, Directeur des affaires financières par intérim.
- Programme 2 : Mme SAGBO Sélomé Marie Anaïs, Conseillère du Ministre

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des services du MPI	Assurer le pilotage et la coordination des services du MPI	Taux d'exécution physique des programmes	%	2019	0,0	0,0	80,0	90,0	90,0	90,0	SG
			Taux d'exécution financière des programmes	%	2019	0,0	0,0	90,0	90,0	95,0	95,0	DAF
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MPI	Mettre en place les organes du ministère et Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MPI	Nombre de réunions tenues	Nbre	2019	0,0	0,0	20,0	30,0	30,0	35,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matériel et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2019	0,0	0,0	40,0	45,0	50,0	50,0	DAF
			Taux d'exécution du budget	%	2019	0,0	0,0	90,0	90,0	95,0	95,0	DAF
A1.3	Planification, programmation, suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement ; gestion et le traitement de l'information	Nombre de projets inscrits au PIP	Nbre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	DP
			Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	Nbre	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	DP
A1.4	Genre et équité	Assurer la promotion du genre et de l'équité	Proportion de femmes ayant accès à un poste de décision	%	2019	0,0	0,0	0,0	20,0	20,0	20,0	CELLULE GENRE DU MPI
P2	Promotion des investissements	Renforcer l'attractivité auprès des investisseurs	Nombre d'agrément octroyés (zone franche et code des investissements)	Nbre	2019	21,0	27,0	20,0	25,0	30,0	35,0	SG
			Nombre d'événements de promotion effectués (rencontres et missions de	Nbre	2019	0,0	0,0	10,0	10,0	15,0	20,0	SG

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			promotion)									
A2.1	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	Augmenter les investissements privés nationaux et étrangers	Nombre d'emploi nouvellement créés (zone franche et code)	Nbre	2019	854,0	371,0	1 000,0	2 000,0	4 000,0	5 000,0	SAZOF/APIZF
A2.2	Facilitation des démarches liées à l'investissement	Simplifier le parcours de l'investisseur	Délai d'obtention d'agrément ZF et CI	Jour	2019	30,0	30,0	30,0	30,0	25,0	10,0	SAZOF/APIZF
			Délai entre prospection et concrétisation	Jour	2019	0,0	0,0	0,0	540,0	500,0	360,0	SAZOF/APIZF

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des services du MPI	Assurer le pilotage et la coordination des services du MPI	0	0	100 000	225 000	100 000	256 515	109 000	270 633	118 810	288 841	327 810	815 990
P2	Promotion des investissements	Renforcer l'attractivité auprès des investisseurs	0	0	0	100 000	0	110 442	0	110 755	0	111 078	0	332 275
Total des programmes			0	0	100 000	325 000	100 000	366 957	109 000	381 388	118 810	399 919	327 810	1 148 265

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	125 000	0	156 515	0	161 633	0	170 031	0	488 180
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	50 000	0	50 090	0	54 144	0	59 317	0	163 552
Biens et Services	0	0	0	75 000	0	106 425	0	107 489	0	110 714	0	324 628
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	100 000	225 000	100 000	256 515	109 000	270 633	118 810	288 841	327 810	815 990

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	100 000	0	110 442	0	110 755	0	111 078	0	332 275
Personnel	0	0	0	0	0	10 442	0	10 755	0	11 078	0	32 275
Biens et Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts Courants	0	0	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	0	0	100 000	0	110 442	0	110 755	0	111 078	0	332 275

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	0	0	100 000	325 000	100 000	366 957	109 000	381 388	118 810	399 919	327 810	1 148 265
Hors Projets	0	0	100 000	325 000	100 000	366 957	109 000	381 388	118 810	399 919	327 810	1 148 265
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	0	0	100 000	325 000	100 000	366 957	109 000	381 388	118 810	399 919	327 810	1 148 265

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	225 000	0	266 957	0	272 388	0	281 109	0	820 455
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	0	0	50 000	0	60 532	0	64 899	0	70 395	0	195 827
Biens et Services	0	0	0	75 000	0	106 425	0	107 489	0	110 714	0	324 628
Transferts Courants	0	0	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	0	0	100 000	100 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	0	0	100 000	325 000	100 000	366 957	109 000	381 388	118 810	399 919	327 810	1 148 265

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie A2	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	2	50 000	2	60 532	2	64 899	2	70 395

2.2.22. Ministère des travaux publics (Section 830)

❖ Mission du Ministère

Le Ministère des Travaux Publics a pour mission de « Développer un réseau routier de qualité afin de stimuler les déplacements entre les régions ; faciliter les débouchés des producteurs agricoles et contribuer au développement social du pays à la fois en participant à la construction d'infrastructures (e.g. centres de soins, d'écoles) et en facilitant leurs accès ».

Il veille à la bonne exécution des tâches de construction, de réhabilitation, de contrôle et de maintenance efficace du réseau routier national et des bâtiments scolaires et de soins. Il œuvre pour le développement, la conception et l'emploi de nouveaux matériaux ou de nouvelles structures favorisant la mise en œuvre des principes de développement durable.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

- document de politique nationale de développement des infrastructures ;
- Vision stratégique 2025 pour les travaux publics ;
- Feuille de route du ministère.

❖ Contraintes et défis du ministère

✓ Contraintes

- insuffisance du financement de l'entretien routier et des ressources humaines ;
- insuffisance dans le mécanisme de contrôle qualité (travaux et sécurité des ouvriers) auprès des entreprises de BTP et la formation des entreprises locales du secteur ; et
- insuffisance dans le système d'informations centralisées de recueil et de gestion de statistiques dans le secteur des transports.

✓ Défis

- accroître la capacité des infrastructures routières à recevoir le trafic ou à satisfaire le service de transport routier en général ;
- entamer la construction de l'Autoroute de l'Unité, section : Davié-Atakpamé-Sokodé-Kara-Dapaong-Cinkassé (675 km) en vue de décongestionner le trafic routier qui ne cesse de croître ;
- participer à la construction du corridor Abidjan-Lagos ; et
- renforcer les capacités du personnel pour accroître ses performances.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

La coordination des actions du ministère ; la gestion des ressources humaines ; la gestion des ressources matérielles et financières ; la planification, la programmation et le suivi-évaluation des programmes et actions du ministère ; la gestion du système d'informations ; l'équité et l'égalité du genre dans les activités du secteur. Plus spécifiquement, les priorités du Ministère des travaux publics se présentent comme suit en 2022 :

✓ Pour le secteur des infrastructures routières :

- l'achèvement des études techniques de dédoublement de la Route nationale n°1 (RN1) pour le compte du Projet de construction de l'Autoroute de l'Unité : Davié-Atakpamé-Aouda-Kara-Cinkassé (675 km) et éventuellement le démarrage des travaux du lot 1 « tronçon Davié-Atakpamé » ;
- l'achèvement des travaux de dédoublement de la route Lomé-Cotonou (phase 2) et de protection côtière, tronçon Avépozo-Aného (30 km) ;
- l'achèvement à 90% des travaux de réhabilitation de la RN17 sur le tronçon Sokodé-Bassar, y compris le contournement des monts Malfakassa (75 km) ;
- l'entretien d'une grande partie du réseau routier.

✓ En ce qui concerne les bâtiments :

- l'achèvement de la construction des préfectures de Kpendjal, Kpendjal Ouest et Oti sud ;
- la construction de l'institut de formation pour l'agro-développement de BARKOISSI ;
- la construction d'un bâtiment technique et administratif de la station Méolut-next à l'Etat-Major à Lomé ; et
- l'achèvement à 80% des neuf (09) CMS.

❖ Nom, prénoms et titre des responsables de programmes du ministère.

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programmes	Titre des responsables de programmes
P1 : Pilotage et soutien aux services du Ministère des travaux publics	Bignoite KONGNAH	Directeur de cabinet du Ministère des travaux publics
P2 : Réseaux de routes nationales	Nayadjakina AMAH	Directeur général des travaux publics
P3 : Développement des bâtiments publics	Kossivi AMAGBEGNON	Directeur régional des travaux publics, Région maritime

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisa tion	Estima tion	Cibles prévues			Structure responsab le
				Unité de mes ure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	Améliorer le pilotage et la coordination des services du Ministère des Travaux Publics	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du ministère	%	2019	86,7	47,7	50,0	75,0	80,0	82,0	DC
A1.1	Coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Taux d'exécution physique du programme	%	2019	98,0	98,4	98,5	99,0	99,0	99,0	DCIC
A1.2	Gestion des ressources humaines	Augmenter la productivité du personnel	Taux de réduction du délai de traitement des dossiers	%	2019	0,0	0,0	20,0	30,0	40,0	50,0	DAC
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Optimiser les ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget du MTP	%	2019	86,0	97,0	97,0	98,0	98,0	98,0	DAF
A1.4	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets du MTP	Nombre de rapports de suivi disponibles	U	2019	2,0	2,0	4,0	4,0	4,0	5,0	DPESE
A1.5	Gestion du système d'informations	Renforcer l'accès et la sécurisation des informations	Nombre de publications disponibles	U	2019	18,0	18,0	12,0	10,0	15,0	20,0	CABINET BDR
A1.6	Equité et égalité du genre	Promouvoir l'équité et l'égalité du genre dans les métiers des BTP	Nombre de femmes exerçant dans les métiers des BTP	U	2019	5,0	5,0	10,0	12,0	15,0	20,0	Cellule Genre
P2	Réseaux de routes nationales	Renforcer la capacité des routes nationales	Pourcentage de routes nationales en bon état	%	2019	46,0	46,0	50,0	52,0	55,0	60,0	DGTP
A2.1	Construction de routes nationales et d'ouvrages d'art sur le réseau national	développer le réseau de routes nationales	Linéaire de revêtement exécuté par an sur les routes nationales	Km	2019	46,0	71,0	65,0	100,0	110,0	25,0	DCRR
A2.2	Entretien du réseau	Relever le niveau de service du réseau	Linéaire de routes nationales entretenues	Km	2019	750,0	646,2	1 531,0	1	1	1	DER

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	des routes nationales	de routes nationales	par an						700,0	800,0	900,0	
P3	Développement des bâtiments publics	Accroître les capacités d'accueil des services publics	Nombre de bâtiments publics construits ou entretenus	U	2019	1,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	DBP
A3.1	Construction, suivi et entretien des bâtiments publics	Augmenter les capacités d'accueil des usagers et offrir de meilleures conditions de travail aux usagers	Nombre de bâtiments administratifs construits ou entretenu par an	U	2019	1,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	DBP

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Co de	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Travaux Publics	Améliorer le pilotage et la coordination des services du Ministère des Travaux Publics	206 662	1 009 271	120 000	896 831	50 000	904 181	59 000	899 651	65 810	922 255	174 810	2 726 087
P2	Réseaux de routes nationales	Renforcer la capacité des routes nationales	116 161 611	83 489 880	150 759 231	78 622 499	108 155 736	111 815 299	59 776 105	71 724 393	21 109 132	71 852 803	189 040 973	255 392 495
P3	Développement des bâtiments publics	Accroître les capacités d'accueil des services publics	6 764 956	2 110 061	3 537 065	6 983 169	5 079 734	4 565 758	0	578 913	0	2 781 879	5 079 734	7 926 550
Total des programmes			123 133 229	86 609 211	154 416 296	86 502 499	113 285 470	117 285 239	59 835 105	73 202 956	21 174 942	75 556 937	194 295 517	266 045 133

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	802 609	0	776 831	0	854 181	0	840 651	0	856 445	0	2 551 277
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	536 572	0	450 070	0	499 281	0	483 393	0	492 581	0	1 475 255
Biens et Services	0	106 037	0	166 761	0	194 900	0	197 258	0	203 864	0	596 022
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	206 662	206 662	120 000	120 000	50 000	50 000	59 000	59 000	65 810	65 810	174 810	174 810
Dépenses d'investissement	206 662	206 662	120 000	120 000	50 000	50 000	59 000	59 000	65 810	65 810	174 810	174 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	206 662	1 009 271	120 000	896 831	50 000	904 181	59 000	899 651	65 810	922 255	174 810	2 726 087

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	579 572	0	149 614	0	145 972	0	147 544	0	149 546	0	443 062
Personnel	0	546 800	0	95 440	0	86 356	0	88 084	0	89 845	0	264 285
Biens et Services	0	32 772	0	54 174	0	59 616	0	59 460	0	59 701	0	178 777
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	116 161 611	82 910 308	150 759 231	78 472 885	108 155 736	111 669 327	59 776 105	71 576 849	21 109 132	71 703 257	189 040 973	254 949 433
Dépenses d'investissement	0	0	30 000	30 000	20 000	20 000	20 000	20 000	23 000	23 000	63 000	63 000
Projets d'investissement	116 161 611	82 910 308	150 729 231	78 442 885	108 135 736	111 649 327	59 756 105	71 556 849	21 086 132	71 680 257	188 977 973	254 886 433
Investissement sur RI	33 692 146	67 411 838	83 054 432	47 509 379	60 094 173	49 204 865	33 409 936	48 059 897	21 086 132	60 665 858	114 590 241	157 930 620
Investissement sur RE	82 469 465	15 498 470	67 674 799	30 933 506	48 041 563	62 444 462	26 346 169	23 496 952	0	11 014 399	74 387 732	96 955 813
Total	116 161 611	83 489 880	150 759 231	78 622 499	108 155 736	111 815 299	59 776 105	71 724 393	21 109 132	71 852 803	189 040 973	255 392 495

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	3 780	0	38 431	0	39 939	0	40 737	0	41 551	0	122 227
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	34 056	0	35 476	0	36 186	0	36 909	0	108 571
Biens et Services	0	3 780	0	4 375	0	4 463	0	4 551	0	4 642	0	13 656
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	6 764 956	2 106 281	3 537 065	6 944 738	5 079 734	4 525 819	0	538 176	0	2 740 328	5 079 734	7 804 323
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	6 764 956	2 106 281	3 537 065	6 944 738	5 079 734	4 525 819	0	538 176	0	2 740 328	5 079 734	7 804 323
Investissement financés sur RI	6 103 517	1 672 357	1 090 086	5 697 759	5 079 734	2 705 819	0	538 176	0	2 740 328	5 079 734	5 984 323
Investissement financés sur RE	661 439	433 924	2 446 979	1 246 979	0	1 820 000	0	0	0	0	0	1 820 000
Transferts en capital											0	0
Total	6 764 956	2 110 061	3 537 065	6 983 169	5 079 734	4 565 758	0	578 913	0	2 781 879	5 079 734	7 926 550

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	40 002 325	70 676 818	84 294 518	54 322 014	65 243 907	53 020 777	33 488 936	49 706 004	21 174 942	64 542 538	119 907 785	167 269 320
Hors Projets	206 662	1 592 623	150 000	1 114 876	70 000	1 110 093	79 000	1 107 931	88 810	1 136 352	237 810	3 354 376
Projets	37 242 460	68 044 217	82 066 410	51 579 419	51 647 074	45 580 676	33 359 936	43 915 004	21 036 132	58 992 679	106 043 142	148 488 359
Fonds de contrepartie	2 553 203	1 039 978	2 078 108	1 627 719	13 526 833	6 330 008	50 000	4 683 069	50 000	4 413 507	13 626 833	15 426 584
Financement extérieur	83 130 904	15 932 394	70 121 778	32 180 485	48 041 563	64 264 462	26 346 169	23 496 952	0	11 014 399	74 387 732	98 775 813
Dons	7 856 958	3 542 269	1 990 834	5 626 960	7 525 488	10 178 950	1 894 239	1 000 000	0	1 936 363	9 419 727	13 115 313
BAD	0	783 008	775 450	806 448	37 798	107 586	0	0	0	0	37 798	107 586
FEM	0	155 774	0	1 300 000	2 395 573	1 936 478	1 894 239	561 941	0	1 836 362	4 289 812	4 334 781
UE	6 609 734	1 979 615	668 405	1 973 533	4 201 109	7 088 040	0	388 059	0	50 001	4 201 109	7 526 100
UEMOA	661 439	433 924	546 979	546 979	687 233	747 233	0	0	0	0	687 233	747 233
Emprunts	75 273 945	12 390 125	68 130 945	26 553 525	40 516 075	54 085 512	24 451 930	22 496 952	0	9 078 036	64 968 005	85 660 500
BOAD	16 627 184	4 388 801	13 979 190	9 156 012	8 616 468	15 674 182	0	3 972 319	0	1 031 527	8 616 468	20 678 028
BIDC	2 824 621	398 002	396 697	1 136 897	0	1 686 419	0	0	0	0	0	1 686 419
BADEA	4 451 400	0	0	2 000 000	494 095	1 000 000	0	1 014 560	0	521 840	494 095	2 536 400
FKDEA	7 391 899	0	0	1 946 006	1 053 596	1 267 536	0	2 178 357	0	1 000 000	1 053 596	4 445 893
OFID	5 037 877	0	0	2 121 572	0	1 549 783	962 123	1 166 522	0	500 000	962 123	3 216 305
Fonds d'Abu Dhabi	4 197 735	0	0	1 171 108	0	1 515 976	802 265	1 210 651	0	300 000	802 265	3 026 627
BAD	0	0	2 000 000	800 000	0	1 760 000	0	0	0	0	0	1 760 000
BID	12 998 395	2 831 238	0	3 500 000	21 500 000	15 900 000	22 687 542	7 517 977	0	2 785 721	44 187 542	26 203 698
Autres	21 744 834	4 772 084	51 755 058	4 721 930	8 851 916	13 731 616	0	5 436 566	0	2 938 948	8 851 916	22 107 130
TOTAL DE FINANCEMENT	123 133 229	86 609 211	154 416 296	86 502 499	113 285 470	117 285 239	59 835 105	73 202 956	21 174 942	75 556 937	194 295 517	266 045 133

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 385 961	0	964 876	0	1 040 093	0	1 028 931	0	1 047 542	0	3 116 566
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	1 083 372	0	579 566	0	621 114	0	607 662	0	619 335	0	1 848 111
Biens et Services	0	142 589	0	225 310	0	258 979	0	261 269	0	268 207	0	788 455
Transferts Courants	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	160 000	0	480 000
Dépenses en capital	123 133 229	85 223 250	154 416 296	85 537 623	113 285 470	116 245 146	59 835 105	72 174 025	21 174 942	74 509 395	194 295 517	262 928 566
Dépenses d'investissement	206 662	206 662	150 000	150 000	70 000	70 000	79 000	79 000	88 810	88 810	237 810	237 810
Projets d'investissement	122 926 567	85 016 588	154 266 296	85 387 623	113 215 470	116 175 146	59 756 105	72 095 025	21 086 132	74 420 585	194 057 707	262 690 756
Investissement financés sur RI	39 795 663	69 084 195	84 144 518	53 207 138	65 173 907	51 910 684	33 409 936	48 598 073	21 086 132	63 406 186	119 669 975	163 914 943
Investissement financés sur RE	83 130 904	15 932 394	70 121 778	32 180 485	48 041 563	64 264 462	26 346 169	23 496 952	0	11 014 399	74 387 732	98 775 813
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	123 133 229	86 609 211	154 416 296	86 502 499	113 285 470	117 285 239	59 835 105	73 202 956	21 174 942	75 556 937	194 295 517	266 045 133

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	43	243 927	38	244 477	39	229 742	40	224 889	40	229 169
Catégorie A2	57	202 900	59	200 172	56	189 755	57	186 021	57	185 566
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	50	114 653	42	113 791	41	109 650	41	106 927	41	108 952
Catégorie C	36	68 739	37	68 488	36	64 821	37	63 428	37	64 634
Catégorie D	15	29 529	18	30 251	18	28 808	18	27 974	18	28 500
Contractuels	0	0	0	0	1	4 339	1	4 426	1	4 514
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	201	1 083 372	194	579 566	191	621 114	194	607 662	194	619 335

2.2.23. Ministère du désenclavement et des pistes rurales (Section 831)

❖ Mission du ministère

La gestion et le développement du réseau des pistes rurales au Togo sont confiés au Ministère du désenclavement et des pistes rurales (MDPR). Cette mission initialement assurée par le Ministère des infrastructures et des transports à travers la Direction des pistes rurales (DPR), conformément aux articles 1 et 2 du décret n°2012-006/PR du 7 mars 2012 portant organisation des départements ministériels, était une de ses administrations centrales.

En l'absence d'un décret ou arrêté spécifique d'actualité, les attributions de la DPR sont celles de l'article 27 du décret n°2011-178/PR du 7 décembre 2011, ainsi qu'il suit :

La Direction des pistes rurales est compétente pour traiter des attributions du département ayant leur individualité propre, ou de même nature, ou encore faisant appel à une même technique, qu'elle soit administrative ou autre. Elle assure un rôle de :

- conception en développant les orientations, les politiques et stratégies du secteur et en élaborant, les programmes et plans d'action afin de garantir l'efficacité de la structure pour la réalisation des objectifs du département ;
- supervision, coordination et animation de la structure, en veillant à l'utilisation optimale des ressources humaines, financières et matérielles, en impulsant les activités, en assurant les prises de décision et leur suivi et en favorisant la circulation de l'information ;
- suivi et évaluation des activités et des programmes ;
- liaison et contact avec les usagers et les autres structures du département.

Ainsi, l'organisation de la DPR est celle actuellement fonctionnelle conformément à l'article 21 du décret abrogé n°2005-099/PR du 28 octobre 2005. A ce titre la DPR comprend :

- la division des études et de contrôle des travaux neufs ;
- la division de la gestion de l'entretien et de la participation communautaire.

Les partenaires du Ministère du désenclavement et des pistes rurales sont constitués d'opérateurs économiques privés exerçant principalement dans le domaine des infrastructures, notamment les entreprises, les bureaux d'études du secteur des travaux publics (TP), les partenaires techniques et financiers et les collectivités

❖ Politiques sectorielles du ministère

Le MDPR dispose de deux programmes à savoir :

- Pilotage et soutien aux services du Ministère du désenclavement et des pistes rurales
- Développement, extension et maintenance du réseau des pistes rurales

Ces programmes s'inscrivent dans l'axe 1.2 du PND qui vise à faire du Togo, grâce à ses réseaux et services de transport modernes et efficaces, d'ici à l'horizon 2030, une plateforme émergente de commerce, de transport et d'échange au niveau de la sous-région et sur le plan international.

Le programme « développement et extension du réseau des pistes rurales », projet N°13 de la feuille de route du gouvernement 2025, entre dans le cadre de la mise en œuvre de la politique des transports et du développement agricole, visant à favoriser l'intégration du milieu rural pour accélérer son développement économique et social.

L'atteinte des objectifs de ces programmes contribuera également à de meilleurs résultats fixés pour les secteurs dont le MDPR est en support.

❖ Enjeux, défis et perspectives

A travers la mise en œuvre de ses programmes, le ministère du désenclavement et des pistes rurales (MDPR) compte accroître la capacité des pistes rurales à recevoir le trafic ou à satisfaire au service de transport des biens et des personnes.

Le MDPR s'est fixé comme indicateurs opérationnels :

- 75% du réseau existant des pistes rurales en bon ou moyen état ;
- 4000 Km de pistes rurales ouvertes et réhabilitées ;
- 10 000 Km de pistes rurales à modéliser afin de les gérer et les entretenir.

❖ Priorités du ministère pour l'année 2022

Pour l'année 2022, les priorités fixées par le MDPR sont :

- Travaux de réhabilitation et construction de 450 km des pistes rurales ;
- Travaux d'élimination des points critiques sur un linéaire de 500 km de pistes rurales ;
- Travaux de construction et de reconstruction de 10 ponts sur les pistes rurales ;
- Travaux d'entretien courant mécanisé du réseau existant des pistes rurales prioritaires ;
- Travaux d'entretien courant manuel par cantonnage du réseau existant des pistes rurales ;
- Opérations de collecte des données routières, diagnostic d'état et définition des travaux de 2023

❖ Les responsables de programmes

Programme	Noms des responsables	Titre des responsables
Pilotage et soutien aux services du Ministère du désenclavement et des pistes rurales	AGBOZO Kossi Mawouéna	Gestionnaire comptable, Analyste de projets
	ABALO Ablavi	Planificateur
Développement, extension et maintenance du réseau des pistes rurales	YEMPABOU S. Abdourazakou	Gestionnaire comptable
	BADJASSILONA B. Fabien-Sébastien	Planificateur

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	Assurer le pilotage et la coordination des services du MDPR	Taux d'exécution physique du programme opérationnel du MDPR	%	2020	0,0	0,0	30,0	45,0	65,0	80,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDPR	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Taux d'exécution physique du programme	%	2020	0,0	0,0	27,0	72,0	75,0	80,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources du MDPR	Taux de réduction du délai de traitement des dossiers	%	2020	0,0	0,0	15,0	20,0	25,0	30,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget Annuel du MDPR	%	2020	0,0	0,0	40,0	90,0	95,0	97,0	DAAF
A1.3	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de programmation de suivi évaluation des programmes et projets du ministère	Nombre de rapports de suivi-évaluation disponibles	Nombre	2020	0,0	0,0	1,0	2,0	2,0	2,0	DPSE
			Nombre de projets mûrs inscrits au PIP	Nombre	2020	0,0	0,0	7,0	5,0	4,0	4,0	DPSE
A1.4	Equité Genre	Accès des femmes aux postes de responsabilités	Nombre de femme ayant obtenu un poste de responsabilité dans le ministère	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	CELLULE GENRE
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales	Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et social	Proportion du réseau des pistes rurales praticable en toute saison	%	2020	15,0	0,0	35,0	45,0	60,0	70,0	DPR
A2.1	Maintenance et extensions du réseau	Développer des infrastructures du réseau	Linéaire de pistes rurales réhabilités, ouvertes, construites y	km	2020	0,0	0,0	131,1	749,1	2 386,4	750,0	DPR

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	des pistes rurales	des pistes rurales qui permettent l'intégration physique du milieu rural	compris élimination des points critiques									
			Pourcentage du réseau des pistes rurales en bon ou moyen état	%	2020	15,0	15,0	35,0	45,0	60,0	76,0	DPR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (MDPR)	Assurer le pilotage et la coordination des services du MDPR	0	9 537	0	72 164	0	89 042	0	89 074	0	90 880	0	268 996
P2	Développement et extension du réseau des pistes rurales	Désenclaver le milieu rural pour favoriser son intégration économique et social	2 611 388	2 611 388	11 754 343	11 810 943	36 107 802	14 050 213	35 672 801	23 820 501	27 308 943	35 862 298	99 089 546	73 733 012
Total des programmes			2 611 388	2 620 925	11 754 343	11 883 107	36 107 802	14 139 255	35 672 801	23 909 575	27 308 943	35 953 178	99 089 546	74 002 008

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	9 537	0	72 164	0	89 042	0	89 074	0	90 880	0	268 996
Personnel	0	5 877	0	37 364	0	45 196	0	45 196	0	45 196	0	135 588
Biens et Services	0	3 660	0	34 800	0	43 846	0	43 878	0	45 684	0	133 408
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	9 537	0	72 164	0	89 042	0	89 074	0	90 880	0	268 996

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	56 600	0	60 506	0	61 086	0	61 136	0	182 728
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	41 100	0	43 096	0	43 096	0	43 096	0	129 288
Biens et Services	0	0	0	15 500	0	17 410	0	17 990	0	18 040	0	53 440
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	2 611 388	2 611 388	11 754 343	11 754 343	36 107 802	13 989 707	35 672 801	23 759 415	27 308 943	35 801 162	99 089 546	73 550 284
Dépenses d'investissement	0	0	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	2 611 388	2 611 388	11 729 343	11 729 343	36 057 802	13 939 707	35 618 301	23 704 915	27 249 538	35 741 757	98 925 641	73 386 379
Investissement financés sur RI	43 383	43 383	5 000 000	5 000 000	29 949 543	7 831 448	32 445 176	20 531 790	27 249 538	35 741 757	89 644 257	64 104 995
Investissement financés sur RE	2 568 005	2 568 005	6 729 343	6 729 343	6 108 259	6 108 259	3 173 125	3 173 125	0	0	9 281 384	9 281 384
Transferts en capital											0	0
Total	2 611 388	2 611 388	11 754 343	11 810 943	36 107 802	14 050 213	35 672 801	23 820 501	27 308 943	35 862 298	99 089 546	73 733 012

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	43 383	52 920	5 025 000	5 153 764	29 999 543	8 030 996	32 499 676	20 736 450	27 308 943	35 953 178	89 808 162	64 720 624
Hors Projets	0	9 537	25 000	153 764	50 000	199 548	54 500	204 660	59 405	211 421	163 905	615 629
Projets	43 383	43 383	4 800 000	4 800 000	29 949 543	7 831 448	31 745 176	19 831 790	26 339 820	34 832 039	88 034 539	62 495 277
Fonds de contrepartie	0	0	200 000	200 000	0	0	700 000	700 000	909 718	909 718	1 609 718	1 609 718
Financement extérieur	2 568 005	2 568 005	6 729 343	6 729 343	6 108 259	6 108 259	3 173 125	3 173 125	0	0	9 281 384	9 281 384
Dons	2 281 538	2 281 538	4 729 343	4 729 343	4 140 388	4 140 388	0	0	0	0	4 140 388	4 140 388
KFW	2 281 538	2 281 538	4 729 343	4 729 343	4 140 388	4 140 388	0	0	0	0	4 140 388	4 140 388
Emprunts	286 467	286 467	2 000 000	2 000 000	1 967 871	1 967 871	3 173 125	3 173 125	0	0	5 140 996	5 140 996
AFD	286 467	286 467	2 000 000	2 000 000	1 967 871	1 967 871	3 173 125	3 173 125	0	0	5 140 996	5 140 996
TOTAL DE FINANCEMENT	2 611 388	2 620 925	11 754 343	11 883 107	36 107 802	14 139 255	35 672 801	23 909 575	27 308 943	35 953 178	99 089 546	74 002 008

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	9 537	0	128 764	0	149 548	0	150 160	0	152 016	0	451 724
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	5 877	0	78 464	0	88 292	0	88 292	0	88 292	0	264 876
Biens et Services	0	3 660	0	50 300	0	61 256	0	61 868	0	63 724	0	186 848
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	2 611 388	2 611 388	11 754 343	11 754 343	36 107 802	13 989 707	35 672 801	23 759 415	27 308 943	35 801 162	99 089 546	73 550 284
Dépenses d'investissement	0	0	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	2 611 388	2 611 388	11 729 343	11 729 343	36 057 802	13 939 707	35 618 301	23 704 915	27 249 538	35 741 757	98 925 641	73 386 379
Investissement financés sur RI	43 383	43 383	5 000 000	5 000 000	29 949 543	7 831 448	32 445 176	20 531 790	27 249 538	35 741 757	89 644 257	64 104 995
Investissement financés sur RE	2 568 005	2 568 005	6 729 343	6 729 343	6 108 259	6 108 259	3 173 125	3 173 125	0	0	9 281 384	9 281 384
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	2 611 388	2 620 925	11 754 343	11 883 107	36 107 802	14 139 255	35 672 801	23 909 575	27 308 943	35 953 178	99 089 546	74 002 008

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

2.2.24. Ministère des transports routier, ferroviaire et aérien (Section 832)

❖ Mission du ministère

Le ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires a pour mission d'assurer et de développer un système intégré de transport multimodal efficace, économique, fiable et sûr, afin de répondre aux exigences de la lutte pour la réduction de la pauvreté, aux besoins de circulation sur toute l'étendue du territoire national en vue de faciliter les échanges extérieurs des pays enclavés, et cela de façon pérenne du point de vue sociale, économique et environnementale.

Au titre du transport routier, il met en œuvre la politique des transports urbains et inter urbains et s'assure, de concert avec le ministère des travaux publics, de la cohérence et du bon état du réseau routier. Il veille à une desserte facile par la route de l'ensemble des zones du pays.

Il définit les conditions d'utilisation des véhicules, de protection des usagers et de transport de marchandises ; et veille en rapport avec les ministères chargés de la sécurité et de la santé, au renforcement de la prévention et de la sécurité routière. En outre, il veille à la facilitation des transports et de transit le long des corridors routiers inter-Etats.

S'agissant du transport ferroviaire, il met en œuvre la politique du Gouvernement en matière de construction et de développement du réseau ferroviaire national.

Dans le domaine aérien, il assure le contrôle du transport aérien et veille à son développement et à sa sécurité en vue de le rendre plus compétitif. Il est responsable du bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures aéroportuaires.

La vision du ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires est de contribuer à mettre en place un hub logistique d'excellence et un centre d'affaire de premier ordre dans la sous-région. Ces efforts doivent amener à faire du Togo un pays émergent, doté d'un système de transports modernes à l'horizon 2030.

Les réformes qui soutiennent cette vision sont celles contenues dans la feuille de route 2020-2025 du Gouvernement ainsi que dans les différentes politiques du secteur.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

Les politiques du ministère sont entre autres :

- la politique nationale des transports à l'horizon 2030 ;
- la politique nationale de la sécurité routière adoptée en novembre 2020 et dont le plan stratégique est en cours de finalisation ;
- et celle de la mise en place d'un cadre institutionnel, légal et réglementaire adéquat des services de transport en fonction des besoins de la population et des opérateurs économiques (Loi d'orientation et d'organisation des transports routiers et des professions auxiliaires).

❖ Contraintes et défis du ministère

Contraintes

Les contraintes auxquelles le ministère est confronté sont notamment :

- L'insuffisance de ressources humaines et financières ;
- Le cadre réglementaire du sous-secteur du transport routier doit être renforcé ;
- La sécurité routière demeure une préoccupation car les statistiques sur les accidents de circulation démontrent à suffisance que le code de la route n'est pas du tout respecté par un grand nombre d'usagers ;
- Les transports urbains, peu efficaces et mal organisés couvrent un vaste réseau avec un nombre très insuffisant de bus ;
- Le réseau ferroviaire est vétuste et en voie de disparition entraînant un transport ferroviaire restreint ;
- L'Aéroport International GNASSINGBE Eyadéma (l'AIGE) est desservi par un nombre insuffisant de compagnies ;
- L'aéroport de Lomé fournit de bons services aux passagers mais ne dispose pas de compétences pour la maintenance des aéronefs des compagnies aériennes ;
- les travaux de réhabilitation de l'aéroport international de Niamtougou ainsi que ceux des études des aérodromes de l'intérieur du pays connaissent un retard.

Défis

A travers la mise en œuvre des politiques citées plus haut, la gouvernance du ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires sera renforcée, ce qui contribuera à l'atteinte des résultats escomptés et à la performance du département.

En termes de perspectives, le ministère entend poursuivre l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire du secteur, mettre en place des agences pour la coordination et la promotion de la sécurité routière, créer un centre de formation aux métiers de transporteurs routiers, améliorer les services du bureau d'enquêtes d'accidents d'avions puis rechercher l'exploitation optimale du réseau d'infrastructures routières, aériens et ferroviaires, tout en s'appuyant sur une meilleure intégration de son système multimodal.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

- La coordination des actions, la gestion de la communication et de l'information, la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière, la planification, la programmation et le suivi-évaluation des actions ;

- Dans le sous-secteur aéroportuaire, il est prévu la consolidation du positionnement de l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema, à travers plusieurs activités notamment le cadrage des besoins de développement de cet aéroport, l'accroissement du trafic aérien passager et fret, le développement des services aux compagnies, l'accroissement des services commerciaux proposés aux passagers et l'amélioration des mesures de sûreté et de sécurité sur la plateforme aéroportuaire ;
- Dans le domaine routier, on a le renforcement des services du transport routier à travers l'amélioration du cadre juridique du sous-secteur, l'acquisition de bus pour le transport collectif en milieux urbains, l'amélioration de la sécurité routière et l'assistance technique à l'opérationnalisation de l'observatoire des transports terrestres pour assurer la disponibilité des outils de prise de décisions dans le sous-secteur. Il est prévu l'exécution du projet régional corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey afin d'améliorer la résilience des populations, la qualité du transport et du transit le long de la section togolaise dudit corridor ;
- En ce qui concerne le transport ferroviaire, il est prévu la réalisation de l'étude de faisabilité de l'avant-projet sommaire et de l'avant-projet détaillé du projet de construction du chemin de fer Lomé-Cinkassé.

En outre, le ministère est appelé à apporter l'expertise transport routier et transport ferroviaire à la réalisation de 14 projets de la feuille de route 2020-2025 du Gouvernement.

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien aux services du Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires	TINDANO Komlan	Secrétaire Général (SG)
P2 : Transport aérien	Col. LATTA Gnama	Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (DG ANAC)
P3 : Services de transports routiers et ferroviaires	SIKAO Souleymane	Directeur Général des Transports

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MTRAF	Améliorer le pilotage et la coordination des services du MTRAF	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du ministère	%	2019	0,0	0,0	70,0	83,0	93,0	0,0	Secrétariat Général
A1.1	Coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Taux d'exécution physique du programme	%	2020	0,0	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	Cabinet
A1.2	Gestion des ressources humaines	Augmenter la productivité du personnel	Taux de réduction du délai de traitement des dossiers	%	2020	0,0	0,0	40,0	60,0	80,0	80,0	Direction des Ressources Humaines (DRH)
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Optimiser les ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget du MTRAF	%	2020	0,0	0,0	60,0	80,0	95,0	95,0	Direction des Affaires Financières
A1.4	Planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets du MTRAF	Taux de mise en œuvre des programmes	%	2020	0,0	0,0	80,0	90,0	95,0	95,0	Direction de la planification, des études et du suivi-évaluation
A1.5	Gestion du système d'informations	Renforcer l'accès et la sécurisation des informations	Nombre de publications disponibles	Nombre	2020	0,0	0,0	20,0	30,0	40,0	40,0	Chargé de communication
A1.6	Genre et équité	Accroître la participation de la femme à tous les niveaux de développement	Nombre de femmes aux postes de responsabilité dans le ministère	Nombre	2021	0,0	0,0	32,0	37,0	46,0	55,0	Secrétariat Général
P2	Transport aérien	Consolider le positionnement stratégique de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (AIGE)	Taux de croissance du trafic	%	2018	0,2	-57,2	40,0	30,0	25,0	0,0	ANAC
A2.1	Croissance du trafic aérien et mise à niveau des prestations de sécurité	Accroître le trafic aérien passager	Taux de croissance trafic passager	%	2019	13,3	-50,0	-21,8	-10,0	0,0	5,0	ANAC
			Taux de mise en œuvre des exigences sécurité	%	2016	85,8	85,8	85,8	87,0	90,0	91,0	ANAC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A2.2	Modernisation des installations aéroportuaires	Moderniser les installations aéroportuaires	Nombre d'action réalisées	nombre	2019	1,0	1,0	1,0	2,0	2,0	2,0	AINTG
A2.3	Mise à niveau des prestations de sûreté	Améliorer la mise en œuvre des mesures de sûreté	Taux de mise en œuvre des exigences sûreté	%	2019	67,0	78,9	82,0	85,0	87,0	90,0	ASAIGE
A2.4	Renforcement des capacités des services météorologiques	Améliorer les prestations des services météorologiques	Taux de couverture du réseau national	%	2019	60	60	60,0	62,0	67,0	70,0	DGMN
P3	Services de transports routiers et ferroviaires	Accroître l'offre des services de transports routiers et ferroviaires	Taux d'accroissement du volumes des trafics routiers	%	2018	9,4	5,7	5,7	5,7	5,7	0,0	Direction Générale des Transports (DGT)
			Taux d'accroissement du volumes des trafics ferroviaires	%	2018	-31,6	2,5	2,5	2,5	2,5	0,0	Direction Générale des Transports (DGT)
A3.1	Renforcement des services de transport routier	Améliorer la compétitivité du sous-secteur des transports routiers	Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de marchandises sur le réseau routier	%	2019	5,2	17,0	36,9	60,2	87,4	119,3	DTR
			Taux d'accroissement du trafic de véhicules de transports de passagers sur le réseau routier	%	2019	5,4	-21,7	-17,8	-13,7	-9,4	-4,8	DTR
A3.2	Amélioration du transport urbain	Accroître l'offre de service de transport urbain collectif	Taux d'accroissement du nombre de passagers transportés	%	2019	-32,3	-25,3	20,5	25,7	96,4	135,7	SOTRAL
A3.3	Amélioration de la sécurité routière	Réduire les accidents de la circulation routière	Taux de réduction des accidents	%	2019	-15,1	43,9	37,8	16,7	-6,7	-30,0	DRC
A3.4	Développement du transport ferroviaire	Améliorer la compétitivité du sous-secteur du transport ferroviaire	Taux d'accroissement du fret ferroviaire	%	2019	-4,6	13,3	21,1	38,4	38,4	38,4	DTF/TOGO RAIL

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires	Améliorer le pilotage et la coordination des services du Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires	35 805	35 805	25 000	192 103	50 000	191 154	54 500	197 563	59 405	205 364	163 905	594 081
P2	Transport aérien	Consolider le positionnement stratégique de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (AIGE)	65 000	619 582	80 000	823 141	0	757 259	0	752 711	0	752 711	0	2 262 681
P3	Services de transports routiers et ferroviaires	Accroître l'offre des services de transports routiers et ferroviaires	8 334 094	9 084 229	10 472 072	8 663 532	69 853 505	15 390 623	0	21 621 647	0	21 826 229	69 853 505	58 838 499
Total des programmes			8 434 899	9 739 616	10 577 072	9 678 776	69 903 505	16 339 036	54 500	22 571 921	59 405	22 784 304	70 017 410	61 695 261

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	0	0	167 103	0	141 154	0	143 063	0	145 959	0	430 176
Personnel	0	0	0	102 694	0	70 156	0	71 111	0	71 116	0	212 383
Biens et Services	0	0	0	64 409	0	70 998	0	71 952	0	74 843	0	217 793
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	35 805	35 805	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	35 805	35 805	25 000	25 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	35 805	35 805	25 000	192 103	50 000	191 154	54 500	197 563	59 405	205 364	163 905	594 081

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	554 582	0	743 141	0	757 259	0	752 711	0	752 711	0	2 262 681
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	90 325	0	282 857	0	294 972	0	290 424	0	290 424	0	875 820
Biens et Services	0	14 257	0	10 284	0	12 287	0	12 287	0	12 287	0	36 861
Transferts Courants	0	450 000	0	450 000	0	450 000	0	450 000	0	450 000	0	1 350 000
Dépenses en capital	65 000	65 000	80 000	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	65 000	65 000	80 000	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	65 000	65 000	80 000	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	65 000	619 582	80 000	823 141	0	757 259	0	752 711	0	752 711	0	2 262 681

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	750 135	0	790 633	0	802 949	0	807 694	0	812 701	0	2 423 344
Personnel	0	39 306	0	81 516	0	90 832	0	95 577	0	100 584	0	286 993
Biens et Services	0	10 829	0	9 117	0	12 117	0	12 117	0	12 117	0	36 351
Transferts Courants	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	700 000	0	2 100 000
Dépenses en capital	8 334 094	8 334 094	10 472 072	7 872 899	69 853 505	14 587 674	0	20 813 953	0	21 013 528	69 853 505	56 415 155
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	8 334 094	8 334 094	10 472 072	7 872 899	69 853 505	14 587 674	0	20 813 953	0	21 013 528	69 853 505	56 415 155
Investissement financés sur RI	1 710 882	1 710 882	5 761 743	5 761 743	8 565 777	4 754 796	0	2 797 453	0	1 013 528	8 565 777	8 565 777
Investissement financés sur RE	6 623 212	6 623 212	4 710 329	2 111 156	61 287 728	9 832 878	0	18 016 500	0	20 000 000	61 287 728	47 849 378
Total	8 334 094	9 084 229	10 472 072	8 663 532	69 853 505	15 390 623	0	21 621 647	0	21 826 229	69 853 505	58 838 499

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 811 687	3 116 404	5 866 743	7 567 620	8 615 777	6 506 158	54 500	4 555 421	59 405	2 784 304	8 729 682	13 845 883
Hors Projets	35 805	1 340 522	25 000	1 725 877	50 000	1 751 362	54 500	1 757 968	59 405	1 770 776	163 905	5 280 106
Projets	1 775 882	1 775 882	5 841 743	5 841 743	8 565 777	4 754 796	0	2 797 453	0	1 013 528	8 565 777	8 565 777
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	6 623 212	6 623 212	4 710 329	4 710 329	61 287 728	9 832 878	0	18 016 500	0	20 000 000	61 287 728	47 849 378
Dons	500 000	500 000	970 000	970 000	0	0	0	0	0	0	0	0
UE	500 000	500 000	970 000	970 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	6 123 212	6 123 212	3 740 329	3 740 329	61 287 728	9 832 878	0	18 016 500	0	20 000 000	61 287 728	47 849 378
Banque Mondiale	6 123 212	6 123 212	3 740 329	3 740 329	61 287 728	9 832 878	0	18 016 500	0	20 000 000	61 287 728	47 849 378
TOTAL DE FINANCEMENT	8 434 899	9 739 616	10 577 072	12 277 949	69 903 505	16 339 036	54 500	22 571 921	59 405	22 784 304	70 017 410	61 695 261

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 811 687	3 116 404	5 866 743	7 567 620	8 615 777	6 506 158	54 500	4 555 421	59 405	2 784 304	8 729 682	13 845 883
Hors Projets	35 805	1 340 522	25 000	1 725 877	50 000	1 751 362	54 500	1 757 968	59 405	1 770 776	163 905	5 280 106
Projets	1 775 882	1 775 882	5 841 743	5 841 743	8 565 777	4 754 796	0	2 797 453	0	1 013 528	8 565 777	8 565 777
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	6 623 212	6 623 212	4 710 329	2 111 156	61 287 728	9 832 878	0	18 016 500	0	20 000 000	61 287 728	47 849 378
Dons	500 000	500 000	970 000	970 000	60 000 000	8 545 150	0	18 016 500	0	20 000 000	60 000 000	46 561 650
UE	500 000	500 000	970 000	970 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Banque Mondiale	0	0	0	0	60 000 000	8 545 150	0	18 016 500	0	20 000 000	60 000 000	46 561 650
Emprunts	6 123 212	6 123 212	3 740 329	1 141 156	1 287 728	1 287 728	0	0	0	0	1 287 728	1 287 728
Banque Mondiale	6 123 212	6 123 212	3 740 329	1 141 156	1 287 728	1 287 728	0	0	0	0	1 287 728	1 287 728
TOTAL DE FINANCEMENT	8 434 899	9 739 616	10 577 072	9 678 776	69 903 505	16 339 036	54 500	22 571 921	59 405	22 784 304	70 017 410	61 695 261

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	0	0	29	216 271	24	184 891	22	173 339	22	173 344
Catégorie A2	0	0	29	140 405	29	143 826	22	127 647	22	127 647
Catégorie A3	0	0	1	2 510	1	2 556	11	31 116	11	31 116
Catégorie B	0	0	22	67 551	22	73 551	18	68 948	18	68 948
Catégorie C	0	0	31	78 606	29	81 819	29	81 819	29	81 819
Catégorie D	0	0	5	11 125	4	11 250	4	9 583	4	9 583
Contractuels	0	0	1	1 848	1	1 848	1	1 848	1	1 848
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	129 631	118	467 067	110	455 960	107	457 112	107	462 124

2.2.25. Ministère délégué auprès de la Présidence de la République chargé de l'énergie et des mines (Section 840)

❖ Mission du ministère

Le ministère délégué chargé de l'énergie et des mines a pour mission la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière des mines, des hydrocarbures et de l'énergie. A ce titre, le département assure pour le secteur des mines, la gestion du domaine minier de l'Etat et veille à une valorisation optimale des richesses du sous-sol. Il coordonne et contrôle toutes les activités de recherche, d'extraction, d'exploitation et de production.

Quant au secteur des hydrocarbures, il assure la satisfaction de la demande nationale et la sécurisation des approvisionnements en matière d'hydrocarbures.

En ce qui concerne le domaine de l'énergie, il assure la construction et contrôle la qualité des infrastructures énergétiques. Il promeut la recherche et l'utilisation des énergies renouvelables.

❖ Politique sectorielle et les stratégies du ministère

Au niveau stratégique, le département dispose de deux documents stratégiques de référence notamment la stratégie d'électrification du Togo et la politique minière du Togo. Elles s'arriment toutes sur la vision nationale notamment le PND et la feuille de route 2020-2025.

Pour le secteur des mines, la vision est de garantir « *une exploitation durable, équitable et compétitive des ressources minières basée sur l'amélioration de la connaissance géo scientifique, l'industrialisation, la transparence en vue de contribuer à la croissance économique et au bien-être de la population togolaise à l'horizon 2030* ».

Quant au secteur énergétique, il s'agira d'« *assurer, à l'horizon 2030, à toute la population l'accès à une énergie propre de qualité, compétitive qui préserve l'environnement en mettant tout en œuvre pour développer un système performant et durable d'approvisionnement en énergie basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives capables de promouvoir le développement économique et social du Togo* ».

❖ Contraintes et défis

Le secteur est confronté à certaines difficultés d'ordre organisationnel et fonctionnel dont les plus majeurs sont :

- ✓ inadaptation de l'arrêté portant organisation du ministère par rapport aux nouvelles réformes et missions du département ;
- ✓ insuffisance du personnel ;
- ✓ absence d'investissements massifs nécessaires au renouvellement des outils de production et de l'exportation du potentiel minier;
- ✓ vétusté des infrastructures actuelles de stockage des produits pétroliers ;
- ✓ obsolescence du code des hydrocarbures ;
- ✓ vétusté et l'incapacité du réseau de la CEET pour transiter les puissances demandées ;
- ✓ vétusté du parc de production de l'électricité;

- ✓ absence d'une institution responsable de la prospection, de la réalisation des investissements en infrastructures et de la construction des ouvrages électriques;

Les défis majeurs du secteur minier demeurent la valorisation ou la transformation du potentiel minier, la transformation locale, la garantie de la transparence et de la bonne gouvernance du secteur des mines. Ceci se matérialise à travers le projet d'installation du complexe de fabrication de fertilisants par la société Dangote Industries Limited qui réalise actuellement l'étude de faisabilité y relative à l'issue du mémorandum signé avec l'Etat en 2019.

En matière des hydrocarbures, l'ambition demeure la sécurisation des infrastructures de dépôts, de stockage, d'analyse et de distribution des produits pétroliers et la promotion du Gaz de Pétrole Liquéfié.

Pour le secteur de l'énergie, il s'agira d'accroître considérablement la capacité de production d'ici 2025 à travers la construction et la réhabilitation des barrages hydroélectriques, la construction de nouvelles centrales thermiques et solaires afin de disposer d'une capacité totale oscillant entre 350 et 500 MW.

Il faudra également améliorer l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coût abordable grâce aux travaux d'extension des réseaux électriques, la construction de mini-centrales solaires et le déploiement des kits domestiques. Il convient également d'encourager les branchements promotionnels et la mise en place d'un fonds d'électrification.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

En vue d'atteindre les objectifs assignés au département, il convient de poursuivre l'électrification pour tous à travers le déploiement de systèmes décentralisés, l'exécution des projets d'accès à l'électrification en milieu rural et les projets d'extension aux réseaux électriques.

Aussi, s'agira-t-il d'augmenter considérablement la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité par la mise en œuvre des projets de construction de barrages hydroélectriques et de centrales ainsi que des lignes de transports. A cet effet, une part importante du budget d'investissement est allouée au secteur de l'énergie.

Pour ce qui est du secteur minier, le choix stratégique se focalisera sur la construction des unités de transformation des produits minérales, une meilleure connaissance du potentiel minier et leur exploitation durable à travers l'exécution des projets de développement et d'amélioration de la gouvernance du secteur minier.

❖ Responsables de programme

PROGRAMMES	RESPONSABLES	TITRES
Pilotage et soutien	GAFO Raouf	Directeur des Affaires Administratives et Financières
Mines	SOGLE Damegare	Directeur Général des Mines et de la Géologie
Energie	ABOULAYE Abass	Directeur Général de l'Energie

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et Soutien	Assurer le pilotage du ministère	Taux d'exécution physique des programmes	%	2019	65,0	98,0	85,0	98,0	92,0	95,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de cadre de concertation réglementaires tenus	Nombre	2019	10,0	8,0	14,0	14,0	14,0	14,0	SG
			Nombre des recommandations issues des cadres de concertations mises en œuvre	Nombre	2019	3,0	3,0	5,0	6,0	8,0	8,0	SG
A1.2	Gestion des ressources financières, matérielles et humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources financières, matérielles et humaines du ministère	Taux d'exécution du budget	%	2019	51,0	97,0	80,0	86,0	88,0	90,0	DAF
			Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2019	10,0	25,0	25,0	50,0	65,0	75,0	DAF
A1.3	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Nombre de rapport de suivi-évaluation disponible	Nombre	2019	2,0	2,0	4,0	4,0	4,0	4,0	CPSE
			Nombre de nouveaux projets inscrits au PIP	Nombre	2019	0,0	1,0	1,0	2,0	3,0	4,0	CPSE
A1.4	Gestion du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de bases de données mises à jour	Nombre	2019	0,0	4,0	2,0	3,0	4,0	4,0	Cellule informatique
A1.5	Genre et équité	Améliorer la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion des femmes aux postes de décision	%	2019	0,0	0,0	0,0	16,0	25,0	33,0	Cellule genre
P2	Mines	Améliorer la valorisation et la transformation des ressources minières	Taux d'accroissement des recettes minières	%	2019	-0,2	6,2	6,5	7,0	7,5	8,0	DGMG

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A2.1	Recherche géologique et minière	Développer la connaissance du potentiel géologique et minière	Pourcentage du territoire national couvert par les activités de recherches géologiques et minières	%	2019	20,0	20,0	20,0	25,0	25,0	30,0	DRGM
A2.2	Développement et exploitation durable des ressources minérales	Garantir une exploitation durable des ressources minérales	Pourcentage des sites miniers contrôlés en conformité avec la législation minière	%	2019	5,0	11,0	15,0	30,0	35,0	40,0	DDCM
			Nombre d'unités de transformation de substances minérales construites	Nombre	2019	4,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	DDCM
A2.3	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	Réaliser les analyses et expertises	Nombre d'analyses et d'expertises réalisées par an	Nombre	2019	811,0	856,0	900,0	1 000,0	1 100,0	1 200,0	DLM
A2.4	Promotion de la recherche pétrolière et sécurisation des infrastructures de dépôt, de stockage, d'analyse et de distribution des produits pétroliers	valorisation du potentiel de l'offshore et assurer la qualité des ouvrages et des produits pétroliers	Nombre de campagnes de promotion pétrolière réalisées par an	Nombre	2019	1,0	2,0	3,0	3,0	4,0	5,0	DH
			Nombre de contrôle par infrastructure par an	Nombre	2019	1,0	2,0	3,0	3,0	4,0	5,0	DH
P3	Energie	Augmenter l'accès à l'énergie électrique	Taux d'accès à l'énergie électrique nationale	%	2019	45,8	53,5	60,0	65,0	70,0	75,0	DGE
			0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A3.1	Amélioration de l'accès des	Assurer pour tous l'accès à l'énergie électrique	Nombre de coupure moyen par an dans les zones	Nombre	2019	35,0	34,0	33,0	31,0	29,0	27,0	DEEE

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
	populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables		raccordées au réseau électrique									
			Taux de dépendance en énergie électrique	%	2019	77,0	64,0	50,0	45,0	40,0	35,0	DEEE
A3.2	Développement d'infrastructures durables, d'accès à l'énergie	Construire de façon durable les infrastructures de production et de transport d'énergie électrique	Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique (capacité installée)	%	2019	15,0	15,0	20,0	25,0	30,0	35,0	DPE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et Soutien	Assurer le pilotage du ministère	1 634	387 599	58 250	337 384	86 035	258 923	87 535	262 625	102 250	282 660	275 820	804 208
P2	Mines	Améliorer la valorisation et la transformation des ressources minières	1 308 645	1 443 917	3 464 558	3 672 622	63 965	1 562 859	75 965	380 681	75 965	381 378	215 895	2 324 918
P3	Energie	Augmenter l'accès à l'énergie électrique	39 749 692	39 848 241	43 301 963	36 900 207	82 220 247	56 726 393	73 348 372	69 618 188	38 767 435	42 767 900	194 336 054	169 112 481
Total des programmes			41 059 971	41 679 756	46 824 771	40 910 213	82 370 247	58 548 175	73 511 872	70 261 494	38 945 650	43 431 938	194 827 769	172 241 607

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	385 965	0	279 134	0	172 888	0	175 090	0	180 410	0	528 388
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	326 760	0	107 758	0	90 664	0	93 152	0	94 562	0	278 378
Biens et Services	0	59 205	0	81 376	0	82 224	0	81 938	0	85 848	0	250 010
Transferts Courants	0	0	0	90 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 634	1 634	58 250	58 250	86 035	86 035	87 535	87 535	102 250	102 250	275 820	275 820
Dépenses d'investissement	1 634	1 634	58 250	58 250	86 035	86 035	87 535	87 535	102 250	102 250	275 820	275 820
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1 634	387 599	58 250	337 384	86 035	258 923	87 535	262 625	102 250	282 660	275 820	804 208

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	135 272	0	208 064	0	298 894	0	304 716	0	305 413	0	909 023
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	12 501	0	164 959	0	164 779	0	169 377	0	169 588	0	503 744
Biens et Services	0	32 771	0	43 105	0	44 115	0	45 339	0	45 825	0	135 279
Transferts Courants	0	90 000	0	0	0	90 000	0	90 000	0	90 000	0	270 000
Dépenses en capital	1 308 645	1 308 645	3 464 558	3 464 558	63 965	1 263 965	75 965	75 965	75 965	75 965	215 895	1 415 895
Dépenses d'investissement	99 218	99 218	18 000	18 000	63 965	63 965	75 965	75 965	75 965	75 965	215 895	215 895
Projets d'investissement	1 209 427	1 209 427	3 446 558	3 446 558	0	1 200 000	0	0	0	0	0	1 200 000
Investissement financés sur RI	286 586	286 586	100 000	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	922 841	922 841	3 346 558	3 346 558	0	1 200 000	0	0	0	0	0	1 200 000
Transferts en capital											0	0
Total	1 308 645	1 443 917	3 464 558	3 672 622	63 965	1 562 859	75 965	380 681	75 965	381 378	215 895	2 324 918

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	88 549	0	113 984	0	100 487	0	103 973	0	104 040	0	308 500
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	49 238	0	71 555	0	57 315	0	60 344	0	60 579	0	178 238
Biens et Services	0	9 311	0	12 429	0	13 172	0	13 629	0	13 461	0	40 262
Transferts Courants	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	30 000	0	90 000
Dépenses en capital	39 749 692	39 759 692	43 301 963	36 786 223	82 220 247	56 625 906	73 348 372	69 514 215	38 767 435	42 663 860	194 336 054	168 803 981
Dépenses d'investissement	7 500	7 500	23 750	23 750	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	39 742 192	39 752 192	43 278 213	36 762 473	82 220 247	56 625 906	73 348 372	69 514 215	38 767 435	42 663 860	194 336 054	168 803 981
Investissement financés sur RI	1 104 296	1 114 296	1 587 978	1 587 978	3 573 877	2 751 389	556 555	828 667	485 350	485 350	4 615 782	4 065 406
Investissement financés sur RE	38 637 896	38 637 896	41 690 235	35 174 495	78 646 370	53 874 517	72 791 817	68 685 548	38 282 085	42 178 510	189 720 272	164 738 575
Transferts en capital											0	0
Total	39 749 692	39 848 241	43 301 963	36 900 207	82 220 247	56 726 393	73 348 372	69 618 188	38 767 435	42 767 900	194 336 054	169 112 481

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 499 234	2 119 019	1 787 978	2 389 160	3 723 877	3 473 658	720 055	1 575 946	663 565	1 253 428	5 107 497	6 303 032
Hors Projets	108 352	718 137	100 000	701 182	150 000	722 269	163 500	747 279	178 215	768 078	491 715	2 237 626
Projets	1 320 882	1 320 882	1 422 978	1 422 978	2 320 724	2 320 724	0	0	0	0	2 320 724	2 320 724
Fonds de contrepartie	70 000	80 000	265 000	265 000	1 253 153	430 665	556 555	828 667	485 350	485 350	2 295 058	1 744 682
Financement extérieur	39 560 737	39 560 737	45 036 793	38 521 053	78 646 370	55 074 517	72 791 817	68 685 548	38 282 085	42 178 510	189 720 272	165 938 575
Dons	1 996 679	1 996 679	10 420 536	15 231 546	29 670 141	24 745 551	24 493 953	29 418 543	18 496 943	18 496 943	72 661 037	72 661 037
KfW	1 682 150	1 682 150	5 378 655	6 435 108	11 363 621	8 684 802	4 549 962	7 228 781	3 839 355	3 839 355	19 752 938	19 752 938
UE	314 529	314 529	4 961 881	8 716 438	10 627 611	8 381 840	6 243 991	8 489 762	1 957 588	1 957 588	18 829 190	18 829 190
BAD	0	0	80 000	80 000	178 909	178 909	0	0	0	0	178 909	178 909
BM	0	0	0	0	7 500 000	7 500 000	13 700 000	13 700 000	12 700 000	12 700 000	33 900 000	33 900 000
Emprunts	37 564 058	37 564 058	34 616 257	23 289 507	48 976 229	30 328 966	48 297 864	39 267 005	19 785 142	23 681 567	117 059 235	93 277 538
BM	6 349 170	6 349 170	9 925 545	6 346 558	2 657 016	3 857 016	13 700 000	3 700 000	12 700 000	12 700 000	29 057 016	20 257 016
BOAD	5 364 489	5 364 489	2 984 713	4 121 327	8 163 023	1 154 099	7 983 091	5 786 887	346 917	4 006 293	16 493 031	10 947 279
BIDC	0	0	999 723	750 000	4 000 277	3 310 941	0	689 336	0	0	4 000 277	4 000 277
BID	1 975 569	1 975 569	1 646 364	1 550 000	3 822 067	1 500 000	2 857 879	3 000 000	0	2 179 946	6 679 946	6 679 946
FSID	1 147 811	1 147 811	350 000	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0
OFID	1 993 295	1 993 295	433 962	433 962	0	0	0	0	0	0	0	0
EXIM BANK INDE	6 524 023	6 524 023	3 290 914	3 000 000	768 883	768 883	0	0	0	0	768 883	768 883
AFD	535 457	535 457	7 718 353	2 500 000	7 568 404	9 055 675	23 756 894	22 033 678	6 738 225	2 738 225	38 063 523	33 827 578
BAD	0	0	85 000	85 000	206 272	206 272	0	0	0	0	206 272	206 272
FOND D'HABU DABI	8 407 191	8 407 191	3 039 023	10 000	0	0	0	0	0	0		
Autres emprunteurs	5 267 053	5 267 053	4 142 660	4 142 660	21 790 287	10 476 080	0	4 057 104	0	2 057 103	21 790 287	16 590 287
TOTAL DE FINANCEMENT	41 059 971	41 679 756	46 824 771	40 910 213	82 370 247	58 548 175	73 511 872	70 261 494	38 945 650	43 431 938	194 827 769	172 241 607

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	609 785	0	601 182	0	572 269	0	583 779	0	589 863	0	1 745 911
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	388 499	0	344 272	0	312 758	0	322 873	0	324 729	0	960 360
Biens et Services	0	101 287	0	136 910	0	139 511	0	140 906	0	145 134	0	425 551
Transferts Courants	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	120 000	0	360 000
Dépenses en capital	41 059 971	41 069 971	46 824 771	40 309 031	82 370 247	57 975 906	73 511 872	69 677 715	38 945 650	42 842 075	194 827 769	170 495 696
Dépenses d'investissement	108 352	108 352	100 000	100 000	150 000	150 000	163 500	163 500	178 215	178 215	491 715	491 715
Projets d'investissement	40 951 619	40 961 619	46 724 771	40 209 031	82 220 247	57 825 906	73 348 372	69 514 215	38 767 435	42 663 860	194 336 054	170 003 981
Investissement financés sur RI	1 390 882	1 400 882	1 687 978	1 687 978	3 573 877	2 751 389	556 555	828 667	485 350	485 350	4 615 782	4 065 406
Investissement financés sur RE	39 560 737	39 560 737	45 036 793	38 521 053	78 646 370	55 074 517	72 791 817	68 685 548	38 282 085	42 178 510	189 720 272	165 938 575
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	41 059 971	41 679 756	46 824 771	40 910 213	82 370 247	58 548 175	73 511 872	70 261 494	38 945 650	43 431 938	194 827 769	172 241 607

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	17	74 978	17	78 563	17	73 261	16	76 178	16	77 053
Catégorie A2	24	84 090	24	88 998	23	87 619	23	91 595	23	92 438
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	10	27 096	10	27 517	8	23 759	8	25 442	8	25 467
Catégorie C	18	34 433	18	36 977	13	25 754	13	27 179	13	27 179
Catégorie D	4	5 655	4	6 108	2	2 850	2	2 966	2	3 079
Contractuels	43	107 044	43	98 865	43	98 867	43	98 865	43	98 865
Volontaires	0	3 800	0	1 848	0	1 848	0	1 848	0	1 848
TOTAL	116	388 499	116	344 272	106	312 758	105	322 873	105	324 729

2.2.26. Ministère de la culture et du tourisme (Section 850)

❖ Mission du ministère

Le ministère de la culture et du tourisme met en œuvre la politique du gouvernement en matière de la culture et du tourisme. A ce titre, le ministère de la culture et du tourisme :

- assure la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel dans toute sa diversité ;
- encourage la créativité dans les domaines des arts et lettres ;
- favorise les initiatives culturelles des collectivités locales et de la société civile ;
- veille au développement, à la réhabilitation et à la promotion des ressources, sites et infrastructures touristiques ;

❖ Politiques sectorielles et les stratégies du ministère

- Politique sectorielle de la culture du Togo ;
- Politique sectorielle du tourisme du Togo ;

Les stratégies sont de :

- Créer et développer une offre touristique à destination des touristes nationaux, régionaux et internationaux.
- Renforcer les infrastructures de transport afin de faciliter la venue des touristes
- Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entrepreneuriat

❖ Contraintes et les défis du ministère

Le ministère de la culture et du tourisme a en charge la mise en œuvre de la politique nationale en matière de la culture et du tourisme. Face aux enjeux de la pandémie du coronavirus, de la mondialisation et de la standardisation des cultures puis de la sollicitation de l'industrie touristique pour relever l'économie au plan planétaire, le ministère doit relever des défis en dotant les deux (02) secteurs en ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à la réalisation de leurs projets, en professionnalisant les artistes et les acteurs culturels et touristiques, en veillant à la pratique du tourisme durable et en créant des cadres propices au développement du tourisme national, régional et international. En termes de perspectives, le ministère de la culture et du tourisme envisage le développement des industries culturelles et créatives, le renforcement de l'image de la destination Togo, le développement du tourisme interne puis la mise en place des infrastructures modernes adaptées à la pratique du tourisme.

❖ Les choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Dans le cadre de ses prestations de service au profit des opérateurs économiques, des partenaires, des touristes et des citoyens, sur la période 2022-2024, les actions prioritaires identifiées pour le ministère de la culture et du tourisme sont :

- pilotage et coordination des actions du ministère ;
- gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- prospective, planification et suivi évaluation ;
- genre et équité ;
- formation ;
- valorisation du patrimoine culturel ;
- renforcement des infrastructures culturelles et organisation d'évènements artistiques et culturels ;
- développement du cinéma et de l'image animée ;
- promotion du livre ;
- développement de l'entrepreneuriat et des industries culturelles ;
- développement et promotion du produit touristique ;
- réglementation des activités et des professions touristiques ;
- appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique.

❖ **Noms, prénoms et titre des responsables programmes**

Programme 1 : pilotage et soutien aux services du ministère de la culture et du tourisme, Madame KORIKO Lamie, Secrétaire Général

Programme 2 : Culture, Monsieur KOUTOM Essohanam, Directeur National de la Cinématographie

Programme3 : Tourisme, Madame AVOUGLA Yawa A., Directrice de la Promotion Touristique

Programme 4 : Fonds de Promotion et de développement du Tourisme (FPDT), Monsieur KOTUBETAY Kossivi M., Secrétaire exécutif du FPDT

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MCT	Améliorer le pilotage et le soutien des services du ministère	Taux d'exécution des programmes	%	2019	94,0	81,5	85,0	87,0	88,5	91,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MCT	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MCT	Nombre de réunions réglementaires tenues	Nbre	2019	50,0	40,0	48,0	50,0	51,0	52,0	SG
			Proportion des recommandations issues des cadres de concertations mises en œuvre	%	2019	60,0	70,0	85,0	90,0	90,0	100,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	2019	8,0	8,0	7,0	8,0	9,0	10,0	DAAF
			Taux de couverture des programmes du MCT en personnel	%	2019	80,0	80,0	80,0	90,0	95,0	100,0	DAAF
A1.3	Prospectives, planification et suivi évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et évaluation des programmes et projets de développement	Proportion de projets mûrs inscrits au PIP	%	2019	100,0	100,0	50,0	30,0	100,0	100,0	DPSE
			Pourcentage de rapports de suivi-évaluation des actions du ministère	%	2019	80,0	70,0	75,0	90,0	95,0	100,0	DPSE
A1.4	Genre et équité	Favoriser la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion de femmes aux postes de décision	%	2019	26,9	30,8	34,6	38,5	42,3	46,2	Cellule genre

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
A1.5	Formation	Assurer l'expertise et l'enseignement sur les questions de culture et du tourisme en lien avec le développement	Proportion de fonctionnaires togolais formés par IRES-RDEC par rapport au nombre de fonctionnaires de l'administration publique togolaise	%	2019	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	IRES-RDEC
P2	Culture	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entrepreneuriat dans le secteur culturel	Part des activités culturelles privées et formelles dans le PIB	%	2019	2,0	1,8	2,0	3,5	3,8	4,0	DERPC
			Proportion d'individus exerçant un emploi culturel au sein de la population active	%	2019	1,8	0,8	0,8	1,0	1,5	2,0	DERPC
A2.1	Valorisation du patrimoine culturel	Renforcer la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel national	Proportion du patrimoine culturel national sauvegardé, protégé et valorisé	%	2019	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	DPC
			Taux d'accroissement de la fréquentation des sites et musées	%	2019	20,0	5,0	5,0	6,0	7,0	10,0	DPC
A2.2	Renforcement des infrastructures culturelles et organisation d'événements artistiques et culturels	Promouvoir les arts et la culture	Taux d'accroissement de la fréquentation des centres culturels	%	2019	4,0	1,5	1,5	3,0	5,0	10,0	DPAC
			Taux d'accroissement d'événements artistiques et culturels organisés	%	2019	60,0	5,0	10,0	15,0	20,0	25,0	DPAC
A2.3	Développement du cinéma et de l'image animée	Accroître la création, la production et la diffusion d'œuvres cinématographiques et de l'image animée	Taux d'accroissement de productions de films togolais	%	2019	5,0	3,0	3,0	5,0	7,0	10,0	DNC
			Proportion des films togolais diffusés	%	2019	2,0	10,0	15,0	17,0	20,0	25,0	DNC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A2.4	Promotion du livre	Dynamiser la chaîne du livre et de la lecture	Taux d'accroissement des titres édités	%	2019	10,0	15,0	20,0	22,0	25,0	30,0	DBPL
			Taux de progression de la fréquentation des centres de lecture	%	2019	20,0	10,0	10,0	13,0	15,0	20,0	CENALAC
A2.5	Développement de l'entrepreneuriat et industrie culturelle	Soutenir la production des industries culturelles et créatives	Taux d'accroissement des exportations des produits culturels	%	2019	19,0	8,0	10,0	13,0	15,0	20,0	FAC
P3	Tourisme	Accroître la productivité du secteur touristique	Part du tourisme dans le PIB	%	2019	4,0	1,5	1,6	2,0	3,0	4,0	DPSE
			Proportion d'emplois touristiques créés	%	2019	6,0	3,0	4,0	5,0	6,0	7,0	DPSE
A3.1	Développement d'une offre touristique et de loisirs	Valoriser et exploiter de façon durable les potentialités touristiques	Taux de croissance annuel du nombre d'arrivées des touristes	%	2019	32,5	10,0	9,0	12,0	15,0	20,0	DPT
			Taux d'accroissement des recettes touristiques	%	2019	12,5	6,0	5,0	7,0	8,0	10,0	DPT
A3.2	Règlementation des activités et des professions touristiques	Assurer la qualité des prestations de services touristiques	Taux de satisfaction des visiteurs de la destination	%	2019	40,0	40,0	50,0	60,0	70,0	80,0	DRICEHB
			Evolution de la durée moyenne de séjour dans la destination	%	2019	1,3	1,0	1,3	1,7	2,0	3,0	DRICEHB

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MCT	Améliorer le pilotage et le soutien des services du ministère	19 998	1 568 976	25 000	616 390	100 000	726 423	109 000	741 891	118 810	765 064	327 810	2 233 378
P2	Culture	Promouvoir la diversité culturelle, la créativité et l'entrepreneuriat dans le secteur culturel	2 546	477 327	0	686 680	0	650 677	0	655 393	0	663 505	0	1 969 575
P3	Tourisme	Accroître la productivité du secteur touristique	195 248	290 164	199 737	406 715	100 000	309 687	55 719	269 244	12 000	231 630	167 719	810 561
Total des programmes			217 792	2 336 467	224 737	1 709 784	200 000	1 686 787	164 719	1 666 527	130 810	1 660 200	495 529	5 013 514

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 548 978	0	591 390	0	626 423	0	632 891	0	646 254	0	1 905 568
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	565 970	0	325 196	0	356 862	0	361 634	0	369 860	0	1 088 356
Biens et Services	0	115 777	0	166 194	0	169 561	0	171 256	0	176 395	0	517 212
Transferts Courants	0	867 231	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	19 998	19 998	25 000	25 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Dépenses d'investissement	19 998	19 998	25 000	25 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	19 998	1 568 976	25 000	616 390	100 000	726 423	109 000	741 891	118 810	765 064	327 810	2 233 378

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	474 781	0	686 680	0	650 677	0	655 393	0	663 505	0	1 969 575
Personnel	0	48 354	0	242 723	0	205 920	0	210 038	0	216 340	0	632 298
Biens et Services	0	41 427	0	58 957	0	59 757	0	60 355	0	62 165	0	182 277
Transferts Courants	0	385 000	0	385 000	0	385 000	0	385 000	0	385 000	0	1 155 000
Dépenses en capital	2 546	2 546	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	2 546	2 546	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2 546	477 327	0	686 680	0	650 677	0	655 393	0	663 505	0	1 969 575

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	94 916	0	206 978	0	209 687	0	213 525	0	219 630	0	642 842
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	75 081	0	181 778	0	184 087	0	187 769	0	193 402	0	565 258
Biens et Services	0	9 835	0	15 200	0	15 600	0	15 756	0	16 229	0	47 585
Transferts Courants	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	10 000	0	30 000
Dépenses en capital	195 248	195 248	199 737	199 737	100 000	100 000	55 719	55 719	12 000	12 000	167 719	167 719
Dépenses d'investissement	1 250	1 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	193 998	193 998	199 737	199 737	100 000	100 000	55 719	55 719	12 000	12 000	167 719	167 719
Investissement financés sur RI	193 998	193 998	199 737	199 737	100 000	100 000	55 719	55 719	12 000	12 000	167 719	167 719
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	195 248	290 164	199 737	406 715	100 000	309 687	55 719	269 244	12 000	231 630	167 719	810 561

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	217 792	2 336 467	224 737	1 709 784	200 000	1 686 787	164 719	1 666 527	130 810	1 660 200	495 529	5 013 514
Hors Projets	23 794	2 142 469	25 000	1 510 047	100 000	1 586 787	109 000	1 610 808	118 810	1 648 200	327 810	4 845 795
Projets	193 998	193 998	199 737	199 737	100 000	100 000	55 719	55 719	12 000	12 000	167 719	167 719
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	217 792	2 336 467	224 737	1 709 784	200 000	1 686 787	164 719	1 666 527	130 810	1 660 200	495 529	5 013 514

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 118 675	0	1 485 047	0	1 486 787	0	1 501 808	0	1 529 390	0	4 517 985
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	689 405	0	749 696	0	746 869	0	759 442	0	779 601	0	2 285 912
Biens et Services	0	167 039	0	240 351	0	244 918	0	247 367	0	254 788	0	747 073
Transferts Courants	0	1 262 231	0	495 000	0	495 000	0	495 000	0	495 000	0	1 485 000
Dépenses en capital	217 792	217 792	224 737	224 737	200 000	200 000	164 719	164 719	130 810	130 810	495 529	495 529
Dépenses d'investissement	23 794	23 794	25 000	25 000	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	193 998	193 998	199 737	199 737	100 000	100 000	55 719	55 719	12 000	12 000	167 719	167 719
Investissement financés sur RI	193 998	193 998	199 737	199 737	100 000	100 000	55 719	55 719	12 000	12 000	167 719	167 719
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	217 792	2 336 467	224 737	1 709 784	200 000	1 686 787	164 719	1 666 527	130 810	1 660 200	495 529	5 013 514

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	44	522 509	49	143 952	50	131 080	50	121 429	50	125 072
Catégorie A2	62	236 714	57	168 836	54	134 648	54	106 807	54	110 012
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	45	115 243	57	224 614	46	88 789	46	71 400	46	73 541
Catégorie C	54	80 915	49	167 782	42	83 937	42	49 589	42	51 077
Catégorie D	17	24 037	18	36 090	23	16 387	23	9 749	23	10 041
Contractuels	3	6 848	3	4 218	4	3 889	4	3 955	4	4 074
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	225	689 405	233	749 696	219	746 869	219	759 442	219	779 601

2.2.27. Ministère de l'environnement et des ressources forestières (Section 860)

❖ Mission du ministère

Le ministère de l'environnement et des ressources forestières est chargé de la mise en œuvre de la vision du gouvernement en matière d'environnement. De ce fait, sa missions est précisée par l'arrêté 001/2013/MERF/SG du 20 août 2013 et s'articule autour de :

- mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de gestion de l'environnement et des ressources forestières ;
- élaborer des règles relatives à la sauvegarde et la protection de l'environnement, la prévention contre les pollutions et nuisances et la prévention des risques et catastrophes naturelles ;
- contrôler l'exécution et le respect des conventions internationales en matière d'environnement, ainsi que des dispositions de la loi-cadre sur l'environnement, du code forestier et de la loi sur la prévention des risques biotechnologiques ;
- contrôler l'intégration des préoccupations environnementales dans les différentes politiques sectorielles et stratégies nationales de développement ;
- développer des moyens d'appui et d'encadrement des populations et des autres acteurs dans le cadre du reboisement et de l'aménagement des forêts ;
- assurer la police transfrontière des mouvements de produits chimiques et de substances dangereuses

Quant aux attributions spécifiques, elles peuvent schématiquement être relevées par sous-secteur. Ainsi, dans le sous-secteur de la préservation de l'environnement, les questions relatives à la prévention des risques et des catastrophes naturelles, aux évaluations environnementales ainsi qu'aux technologies et modes de production et de consommation écologiquement viables sont adressées. Dans le sous-secteur des ressources forestières, les attributions se concentrent autour du suivi et de la mise en œuvre de la politique en matière forestière.

❖ Politiques et stratégies du ministère

Afin de relever tous ces défis et enjeux, le MERF s'est doté de deux politiques et plusieurs stratégies et plans qui sont :

- La politique de l'environnement, adoptée le 23 décembre 1998
- La déclaration de la politique forestière de 2011
- Stratégie nationale de gestion des feux de végétation (SNGFV) de 2010
- Stratégie nationale d'information, d'éducation et de communication (IEC) sur l'environnement au Togo
- Stratégie et plan national d'actions sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages issus de leur utilisation (APA)
- Stratégie nationale de mise en œuvre de la convention-cadre des nations unies sur les changements climatiques
- Stratégie nationale de développement durable (SNDD)
- Stratégie et le plan d'action national pour la biodiversité (SPANB)
- Plan national d'adaptation aux changements climatiques
- Plan d'Actions Forestier National de 2011

- Contributions déterminées au niveau national (CDN).

❖ **Contraintes et défis du ministère**

○ **Contraintes**

- Le manque de ressources humaines pour garantir la gestion efficace des ressources naturelles
- La limitation des ressources financières

○ **Défis**

Les tendances d'évolution des ressources naturelles et l'analyse des problèmes environnementaux ont mis en évidence la nécessité et l'urgence pour le pays de répondre à un certain nombre d'enjeux et de défis environnementaux. Ces défis et enjeux sont :

- la préservation des ressources naturelles et de l'intégrité des écosystèmes ;
- l'extension de la couverture forestière pour satisfaire les besoins nationaux en bois d'œuvre, bois de service et bois énergie ;
- la conservation de la biodiversité ;
- la restauration des sols et du paysage ;
- la lutte contre les changements climatiques ;
- la prévention et la gestion des catastrophes naturelles ;
- la protection du littoral ;
- la lutte contre les pollutions et nuisances ;
- la prise en compte systématique des impératifs environnementaux dans les plans, programmes et projets de développement socio-économique ;
- la prise en compte des grandes tendances et des enjeux environnementaux régionaux (politique environnementale de la CEDEAO, politique commune d'amélioration de l'environnement de l'UEMOA) et globaux dans les approches de gestion de l'environnement ;
- la protection de la santé publique, la préservation et l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- la promotion de la participation et de la responsabilisation de toute la population pour garantir le succès des interventions des différents acteurs en matière d'environnement ;
- la gestion des risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques
- Etc.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

- La réalisation du gros œuvre de protections de la côte contre l'érosion côtière à travers le projet WACA
- Le développement et la mise en œuvre des sous projets communautaires à travers le projet WACA

- La mise en œuvre de l'ambition décennale par le reboisement de 25 000 ha
- La conservation et la protection des aires protégées du Togo
- Le renforcement des capacités en infrastructure du ministère
- L'élaboration du programme d'anticipation aux risques climatiques majeurs
- Le développement des forêts communautaires à travers le projet d'appui à la lutte contre les changements climatiques

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

En termes d'organisation pour des résultats probants, les missions du ministère sont organisées autour de trois programmes budgétaires et un programme compte d'affectation spécial (confère CAS FNDF). Chaque programme est coordonné par un responsable de programme nommé par le ministre de l'environnement et des ressources forestières. Il s'agit de :

Programme	Nom du responsable	Titre du responsable
Pilotage et soutien	Lt-Col DIMIZOU Aoufoh	Secrétaire général
Gestion durable des écosystèmes	ATUTONU Ama	Directrice des ressources forestières
Environnement et mobilité durable	ESSOBIYOU Tiyou	Directeur de l'environnement

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesur e	Anné e	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF	Améliorer la qualité des services du MERF	Taux d'exécution physique des programmes opérationnels du MERF	%	2019	90,0	70,0	80,0	85,0	90,0	95,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MERF et réforme de la législation environnementale	Créer un cadre attractif pour le développement de la mobilité verte et de l'économie bleue	Nombre de textes juridiques de promotion de l'économie verte	Nbre	2019	0,0	0,0	0,0	5,0	7,0	10,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Accroître le rendement du personnel et optimiser l'utilisation des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2019	92,0	95,0	95,0	96,0	96,0	98,0	DAAF
			Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'une formation dans l'année	%	2019	66,0	67,0	67,0	68,0	69,0	75,0	DAAF
A1.3	Gestion du système d'information et de suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Pourcentage de rapport de suivi-évaluation disponible	%	2019	70,0	50,0	80,0	85,0	85,0	90,0	DEP
A1.4	Genre et équité	Promouvoir le genre dans les instances décisionnelles	Part de femmes aux postes de responsabilité	%	2019	0,0	5,0	7,5	10,0	15,0	20,0	CELLULE GENRE
P2	Gestion durable des écosystèmes	Assurer la gestion durable des terres et des forêts	Taux de couverture forestière	%	2019	24,2	24,4	24,5	24,6	24,8	24,9	DRF
			Nombre de plants mis en terre	Nbre	2020	5 732 297,0	5 732 297,0	10 000 000,0	50 000 000,0	120 000 000,0	130 000 000,0	DRF

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Cod e	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des	Référence			Réalisati on	Estimati on	Cibles prévues			Structure responsable
A2.1	Gestion durable des terres et des forêts	Augmenter la couverture forestière	Superficie reboisée	ha	2019	1 632,7	2 072,0	2 279,2	6 837,6	7 658,1	8 577,1	DRF
			superficie des terres restaurées	ha	2019	27 270,4	29 342,0	29 928,8	30 527,4	31 138,0	31 760,7	DRF
A2.2	Développement et gestion des forêts domaniales	Augmenter la superficie des forêts domaniales sous gestion durable	superficie aménagées	ha	2019	2 370,0	3 008,0	3 308,8	3 639,7	4 003,6	4 404,0	ODEF
P3	Environnement et mobilité durable	Améliorer l'état de l'environnement et renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques.	Linéaire de côte protégée	m	2019	21 170,0	0,0	1 100,0	5 000,0	13 000,0	0,0	DE (WACA)
			Nombre de ménages moins exposés aux risques d'érosion côtière, d'inondation et de pollution	Nbre	2019	0,0	0,0	5 060,0	10 144,0	12 735,0	0,0	DE (WACA)
A3.1	Lutte contre les pollutions et les changements climatiques	Contribuer à la réduction des risques, des pollutions et des effets des changements climatiques promouvoir les politiques fiscales et les schémas réglementaires pour inciter à la mobilité électrique à faible émission de carbone	Linéaire de côte protégée (par les mesures douces et non douce)	m	2019	21 170,0	0,0	1 100,0	5 000,0	13 000,0	0,0	DE
			Part des véhicules électriques dans les immatriculations des véhicules neufs	%	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DE
A3.2	Evaluation environnementale	Réduire les impacts environnementaux et sociaux des projets	Nombre de certificats environnementaux délivrés	Nbre	2018	85,0	35,0	74,0	74,0	80,0	80,0	ANGE
			Taux de PGES et PGR suivis	%	0	0,0	70,0	75,0	75,0	75,0	75,0	ANGE

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MERF	Améliorer la qualité des services du MERF	12 535	459 968	370 593	885 607	354 745	832 657	109 000	611 407	118 810	610 094	582 555	2 054 158
P2	Gestion durable des écosystèmes	Assurer la gestion durable des terres et des forêts	2 905 164	3 521 242	2 495 995	4 659 946	3 303 884	5 208 838	2 400 000	4 315 430	2 800 000	4 637 247	8 503 884	14 161 515
P3	Environnement et mobilité durable	Améliorer l'état de l'environnement et renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques.	4 565 680	2 428 546	9 073 061	9 352 099	16 362 245	16 633 733	10 100 173	10 365 253	0	258 990	26 462 418	27 257 976
Total des programmes			7 483 380	6 409 757	11 939 649	14 897 651	20 020 874	22 675 228	12 609 173	15 292 090	2 918 810	5 506 331	35 548 857	43 473 650

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	447 433	0	515 014	0	477 912	0	502 407	0	491 284	0	1 471 603
Personnel	0	382 508	0	422 420	0	383 691	0	407 000	0	393 781	0	1 184 472
Biens et Services	0	64 925	0	92 594	0	94 221	0	95 407	0	97 503	0	287 131
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	12 535	12 535	370 593	370 593	354 745	354 745	109 000	109 000	118 810	118 810	582 555	582 555
Dépenses d'investissement	12 535	12 535	25 384	25 384	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	0	0	345 209	345 209	254 745	254 745	0	0	0	0	254 745	254 745
Investissement financés sur RI	0	0	345 209	345 209	254 745	254 745	0	0	0	0	254 745	254 745
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	12 535	459 968	370 593	885 607	354 745	832 657	109 000	611 407	118 810	610 094	582 555	2 054 158

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	1 621 954	0	2 163 951	0	1 904 954	0	1 915 430	0	1 837 247	0	5 657 631
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	1 580 233	0	2 103 756	0	1 843 501	0	1 853 564	0	1 772 895	0	5 469 960
Biens et Services	0	41 721	0	60 195	0	61 453	0	61 866	0	64 352	0	187 671
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	2 905 164	1 899 288	2 495 995	2 495 995	3 303 884	3 303 884	2 400 000	2 400 000	2 800 000	2 800 000	8 503 884	8 503 884
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	2 905 164	1 899 288	2 495 995	2 495 995	3 303 884	3 303 884	2 400 000	2 400 000	2 800 000	2 800 000	8 503 884	8 503 884
Investissement financés sur RI	341 811	341 811	591 921	591 921	1 360 820	1 360 820	2 400 000	2 400 000	2 800 000	2 800 000	6 560 820	6 560 820
Investissement financés sur RE	2 563 353	1 557 477	1 904 074	1 904 074	1 943 064	1 943 064	0	0	0	0	1 943 064	1 943 064
Transferts en capital											0	0
Total	2 905 164	3 521 242	2 495 995	4 659 946	3 303 884	5 208 838	2 400 000	4 315 430	2 800 000	4 637 247	8 503 884	14 161 515

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	247 716	0	279 038	0	271 488	0	265 080	0	258 990	0	795 558
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	140 195	0	169 975	0	162 236	0	155 777	0	149 271	0	467 283
Biens et Services	0	7 522	0	9 063	0	9 253	0	9 303	0	9 719	0	28 275
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	4 565 680	2 180 829	9 073 061	9 073 061	16 362 245	16 362 245	10 100 173	10 100 173	0	0	26 462 418	26 462 418
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	4 565 680	2 180 829	9 073 061	9 073 061	16 362 245	16 362 245	10 100 173	10 100 173	0	0	26 462 418	26 462 418
Investissement financés sur RI	37 000	37 000	386 969	386 969	634 250	634 250	341 003	341 003	0	0	975 253	975 253
Investissement financés sur RE	4 528 680	2 143 829	8 686 092	8 686 092	15 727 995	15 727 995	9 759 170	9 759 170	0	0	25 487 165	25 487 165
Transferts en capital											0	0
Total	4 565 680	2 428 546	9 073 061	9 352 099	16 362 245	16 633 733	10 100 173	10 365 253	0	258 990	26 462 418	27 257 976

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	391 346	2 708 450	1 349 483	4 307 485	2 349 815	5 004 169	2 850 003	5 532 920	2 918 810	5 506 331	8 118 628	16 043 421
Hors Projets	12 535	2 329 639	25 384	2 983 386	100 000	2 754 354	109 000	2 791 917	118 810	2 706 331	327 810	8 252 603
Projets	202 825	202 825	991 446	991 446	1 634 745	1 634 745	2 400 000	2 400 000	2 800 000	2 800 000	6 834 745	6 834 745
Fonds de contrepartie	175 986	175 986	332 653	332 653	615 070	615 070	341 003	341 003	0	0	956 073	956 073
Financement extérieur	7 092 033	3 701 306	10 590 166	10 590 166	17 671 059	17 671 059	9 759 170	9 759 170	0	0	27 430 229	27 430 229
Dons	5 449 133	3 691 247	4 221 077	4 221 077	9 802 197	9 802 197	4 059 170	4 059 170	0	0	13 861 367	13 861 367
UE	2 387 700	1 381 824	800 000	800 000	1 943 064	1 943 064	0	0	0	0	1 943 064	1 943 064
BM/IDA	1 357 100	1 033 792	0	0	3 300 000	3 300 000	3 039 317	3 039 317	0	0	6 339 317	6 339 317
BM/FEM	1 063 250	634 548	1 400 000	1 400 000	1 500 000	1 500 000	138 252	138 252	0	0	1 638 252	1 638 252
PNUD	225 195	225 195	321 503	321 503	793 218	793 218	782 251	782 251	0	0	1 575 469	1 575 469
PNUE/ONUE	4 025	4 025	35 000	35 000	24 475	24 475	0	0	0	0	24 475	24 475
ONUDI	192 500	192 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BM	175 653	175 653	1 104 074	1 104 074	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds vert pour le climat	43 710	43 710	300 000	300 000	2 096 290	2 096 290	0	0	0	0	2 096 290	2 096 290
PNUE/FEM	0	0	260 500	260 500	145 150	145 150	99 350	99 350	0	0	244 500	244 500
Emprunts	1 642 900	10 059	6 369 089	6 369 089	7 868 862	7 868 862	5 700 000	5 700 000	0	0	13 568 862	13 568 862
BM/IDA	1 642 900	10 059	6 369 089	6 369 089	7 868 862	7 868 862	5 700 000	5 700 000	0	0	13 568 862	13 568 862
TOTAL DE FINANCEMENT	7 483 380	6 409 757	11 939 649	14 897 651	20 020 874	22 675 228	12 609 173	15 292 090	2 918 810	5 506 331	35 548 857	43 473 650

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 317 104	0	2 958 002	0	2 654 354	0	2 682 917	0	2 587 521	0	7 924 793
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	2 102 936	0	2 696 150	0	2 389 428	0	2 416 341	0	2 315 947	0	7 121 716
Biens et Services	0	114 168	0	161 852	0	164 927	0	166 576	0	171 574	0	503 077
Transferts Courants	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	100 000	0	300 000
Dépenses en capital	7 483 380	4 092 653	11 939 649	11 939 649	20 020 874	20 020 874	12 609 173	12 609 173	2 918 810	2 918 810	35 548 857	35 548 857
Dépenses d'investissement	12 535	12 535	25 384	25 384	100 000	100 000	109 000	109 000	118 810	118 810	327 810	327 810
Projets d'investissement	7 470 844	4 080 117	11 914 265	11 914 265	19 920 874	19 920 874	12 500 173	12 500 173	2 800 000	2 800 000	35 221 047	35 221 047
Investissement financés sur RI	378 811	378 811	1 324 099	1 324 099	2 249 815	2 249 815	2 741 003	2 741 003	2 800 000	2 800 000	7 790 818	7 790 818
Investissement financés sur RE	7 092 033	3 701 306	10 590 166	10 590 166	17 671 059	17 671 059	9 759 170	9 759 170	0	0	27 430 229	27 430 229
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	7 483 380	6 409 757	11 939 649	14 897 651	20 020 874	22 675 228	12 609 173	15 292 090	2 918 810	5 506 331	35 548 857	43 473 650

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	65	370 160	65	1 730 082	65	443 776	64	464 762	64	444 883
Catégorie A2	189	554 585	188	222 499	188	700 337	186	720 248	186	701 444
Catégorie A3	5	105 892	5	106 304	5	163 057	5	110 807	5	94 719
Catégorie B	183	532 931	183	285 303	183	465 522	182	481 124	180	465 035
Catégorie C	231	499 326	228	201 463	222	481 090	225	502 076	224	485 987
Catégorie D	53	40 043	51	144 353	51	129 815	51	131 492	49	118 047
Contractuels	0	0	0	6 146	0	5 832	0	5 832	0	5 832
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	726	2 102 936	720	2 696 150	714	2 389 428	713	2 416 341	708	2 315 947

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

2.2.28. Ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale (Section 870)

❖ Mission du ministère

Le ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale (MENTD) gère les activités de l'Etat relatives au développement de l'économie numérique. Il œuvre pour la promotion et la diffusion des technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue de l'émergence du secteur de l'économie numérique.

A ce titre, il est chargé entre autres de :

- coordonner l'élaboration des textes réglementaires relatifs au secteur de l'économie numérique ;
- poursuivre le déploiement et la généralisation de l'accès Internet haut-débit, du développement de l'offre de contenus numériques sur tout le territoire ;
- permettre progressivement à tous les citoyens, quel que soit leur lieu de vie, d'accéder aux outils, services et contenus numériques ;
- mettre en œuvre des initiatives pertinentes afin que dans tous les domaines d'activités socioprofessionnels, les TIC deviennent un facteur de croissance et d'efficacité accrue ;
- contribuer au développement des compétences dans le secteur ;
- contribuer à la mise en place des instruments juridiques pour garantir le respect de la vie privée et la protection des personnes face à la multiplication des données numériques personnelles ;
- contribuer à améliorer la gouvernance par l'utilisation accrue des outils numériques.

❖ Politiques sectorielle et stratégie du secteur

Le MENTD a élaboré et fait adopter par le gouvernement la politique du secteur de l'économie numérique la période 2018-2022. Cette politique sectorielle, qui a pour vision de faire du Togo un hub de services et un centre international d'innovation et de compétence digitale, est construite autour de quatre (04) axes stratégiques, à savoir : i) développer les infrastructures locales, nationales et internationales ; ii) favoriser la diffusion des TIC dans l'économie et l'accroissement des usages pour les couches les plus vulnérables ; iii) renforcer la concurrence sur l'ensemble des segments du marché ; et iv) garantir la souveraineté numérique nationale y compris la cybersécurité et la protection des citoyens.

Par ailleurs, afin de matérialiser la volonté de transformation numérique du pays voulue par le gouvernement à travers la feuille de route gouvernementale Togo 2025, le MENTD a élaboré la stratégie Togo digital pour la période 2020 – 2025. Cette stratégie se décline en neuf (09) composantes structurées autour des trois (03) grandes ambitions suivantes : i) Inclure tous les citoyens dans le système social et économique ; ii) Digitaliser les services publics et sociaux ; et iii) accélérer la transformation numérique de l'économie et faire du Togo un hub digital.

❖ Contraintes et les défis du ministère

✓ Contraintes

- Insuffisance de ressources financières et des ressources humaines de qualité ;
- Faible appropriation des outils de programmation budgétaires ;
- Faible productivité de données statistiques dans le secteur ;
- Faible déploiement d'infrastructures de communication électronique en milieu rural ;
- résistance au changement dans les habitudes de travail imposées par la digitalisation ;
- Inadéquation de l'offre du marché en compétences numériques avec les besoins pour accélérer la transformation numérique;
- Faible culture digitale dans les activités économiques et sociales.

✓ Défis

Les défis sont de plusieurs ordres, à savoir : (i) mettre en œuvre l'aménagement numérique du territoire afin d'assurer le déploiement des infrastructures, la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel ainsi que l'amélioration de la qualité de service ; (ii) inclure l'ensemble des populations et notamment les catégories les plus vulnérables, (iii) dynamiser le marché des services aux entreprises, (iv) intégrer pleinement les TIC dans l'éducation, (v) concilier concurrence, investissement et innovation (vi) optimiser l'utilisation des TIC dans les services de l'Etat et de façon générale la digitalisation des activités économiques et sociales.

❖ Les choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Les choix stratégiques du MENTD pour 2022 découlent des trois programmes retenus et se déclinent comme suit :

Programme 1 : Pilotage et soutien des actions du ministère

La coordination des actions ; la gestion de la communication et de l'information ; la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière ; la prospection, la planification, la programmation et le suivi évaluation des actions.

Programme 2 : Infrastructures numériques et postales

L'extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile ; le renforcement du raccordement Internet au réseau mondial ; l'extension de la couverture réseau postal.

Programme 3 : Digitalisation des activités économiques et sociales

L'attribution de l'identité pour tous ; l'amélioration de la qualité de l'enseignement ; la mise en place du Registre social unique, la digitalisation des principaux services publics et le développement d'un hub d'innovation digital.

❖ **Les personnes responsables de programmes**

Intitulé des Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	M. Tidjani KASSIME	Secrétaire Général du MENTD
P2 : Infrastructures numériques et postales	Attia BYLL	Directeur Général de la SIN
P3 : Digitalisation des activités économiques et sociales	Kafui EKOHOHO	Coordonnateur du projet WURI-TOGO

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Assurer le pilotage du ministère	Taux d'exécution des programmes du ministère	%	2020	0,0	0,8	0,9	0,9	1,0	0,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du ministère	Nombre de postes pourvus (Nomination)	Nombre	0	0,0	3,0	6,0	5,0	5,0	0,0	SG/CAB
			Proportion des recommandations issues des cadres de concertations mises en œuvre	%	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	SG/CAB
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines du ministère	Taux de couverture des programmes du MENTD en personnel	Nombre	0	0,0	3,0	5,0	10,0	10,0	0,0	DAAF
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer la gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	0	0,0	0,7	0,8	0,9	1,0	0,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projets de développement	Pourcentage de rapports de suivi-évaluation disponibles / proportion de projets mûrs inscrits au PIP	%	0	0,0	0,3	0,5	1,0	1,0	0,0	Cellule Planification

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			Nombre de projets mûrs inscrits au PIP	Nombre	0	0,0	3,0	2,0	2,0	2,0	0,0	Cellule suivi -évaluation
A1.5	Gestion et suivi-évaluation du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de bases de données mises en place/proportion de donnée statistique publiées	Nombre	0	0,0	2,0	3,0	4,0	5,0	0,0	0
			Proportion de données statistique publiées	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.6	Genre et équité	Favoriser la représentativité des femmes dans les actions du ministère	Proportion de femmes aux postes de décision	%	0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,4	0,0	Cellule genre
A1.7	Formation	Renforcer les capacités du personnel du MENTD	Proportion du personnel du ministère ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année	%	0	0,0	5,0	7,0	9,0	11,0	0,0	DAAF
P2	Infrastructures numériques et postales	Améliorer l'aménagement numérique du territoire et assurer l'accès haut débit pour la population	Taux de couverture de la population en haut débit	%	2019	0,0	0,9	0,9	0,9	1,0	0,0	DIT
			Taux de couverture du territoire en haut débit	%	2019	0,0	0,7	0,8	0,8	0,8	0,0	DIT
A2.1	Extension de la couverture réseau Internet	Améliorer la connectivité des services de	Bande passante par personne	kbps/s	0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	SIN

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur			2022	2023	2024	
	fixe et mobile	communications électroniques										
A2.2	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	Accès au réseau de fibre optique international de qualité	Câble sous-marin disponible et opérationnel	nombre	2019	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	SIN
A2.3	Extension de la couverture réseau postal	Amélioration de la qualité de service postale sur l'ensemble du territoire	Points de présence des poste	nbre/100000hmts	2019	1,0	1,3	1,5	1,5	1,8	0,0	DP/SPT
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales	Digitaliser les secteurs économiques prioritaires (agriculture, logistique, commerce) et assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital	75 % des démarches administratives digitalisées	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	DPEN
			8 % de gain de productivité annuelle	%	2021	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	DPEN
A3.1	Attribution de l'identité pour tous	Augmenter le nombre de personnes en République Togolaise qui ont une preuve d'identité unique reconnue par le	Existence d'un système FID qui génère des numéros d'identifiants uniques (NIU) et est conforme aux bonnes pratiques	Oui/Non	2020	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	ANID

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
		gouvernement qui facilite leur accès aux services	internationales									
			Nombre de services publics et privés fonctionnels nationaux ou régionaux liés au système FID	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	ANID
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement	Déployer des plateformes d'apprentissage informatisées	Nombre d'établissements équipés en plateformes d'apprentissage	nombre	2019	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	0,0	ENT
A3.3	Mise en place du Registre social unique	Créer un système d'information composé d'une base de données qui recueille les profils et les caractéristiques socio-économiques et démographiques des individus et des ménages pour un meilleur ciblage des populations dans le cadre des interventions et programmes des sociaux de l'Etat.	Existence d'une base de données sur les profils et les caractéristiques socio-économiques et démographiques des individus	Oui/Non	2020	Non	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	ANID

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
A3.4	Digitalisation des principaux services publics	Facilitation de l'accès aux services publics (p.ex., état civil, titres fonciers, impôts)	1 architecture nationale déployée, 1 système d'interopérabilité opérationnel	%	2020	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0	ATD/MENTD
			20 services publics prioritaires digitalisés et intégrés à la plateforme nationale, 20 administrations utilisant les outils mutualisés	Nombre	2020	0,0	0,0	6,0	8,0	12,0	14,0	ATD/MENTD/Ministères, Administrations
A3.5	Développement d'un hub d'innovation digital	Développer un écosystème de l'innovation intégré et dynamique (Djanta Tech Hub) et Soutenir l'émergence de prestataires digitaux de référence (nationaux ou internationaux).	Hub digital (Djanta Tech hub) opérationnel	Oui/Non	2020	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	ATD/MENTD
			30 entreprises incubées chaque année au sein de l'incubateur national	Nombre	2020	0,0	0,0	0,0	30,0	30,0	30,0	ATD/MENTD

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services du MENTD	Assurer le pilotage du ministère	1 233	83 232	4 973	84 447	50 000	136 119	54 500	141 323	59 405	148 274	163 905	425 716
P2	Infrastructures numériques et postales	Améliorer l'aménagement numérique du territoire et assurer l'accès haut débit pour la population	6 733 662	6 942 591	20 706 669	21 694 721	6 255 000	6 466 721	500 000	711 790	0	211 860	6 755 000	7 390 371
P3	Digitalisation des activités économiques et sociales	Digitaliser les secteurs économiques prioritaires (agriculture, logistique, commerce) et assurer un service public de qualité et accessible à tous les citoyens grâce au digital	0	402 500	15 744 147	5 204 226	9 131 949	9 135 941	5 812 478	5 816 470	12 850 889	12 854 881	27 795 316	27 807 292
Total des programmes			6 734 895	7 428 324	36 455 789	26 983 394	15 436 949	15 738 781	6 366 978	6 669 583	12 910 294	13 215 016	34 714 221	35 623 379

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	81 999	0	79 474	0	86 119	0	86 823	0	88 869	0	261 811
Personnel	0	45 450	0	31 120	0	31 120	0	31 164	0	31 210	0	93 494
Biens et Services	0	36 549	0	48 354	0	54 999	0	55 659	0	57 659	0	168 317
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 233	1 233	4 973	4 973	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	1 233	1 233	4 973	4 973	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1 233	83 232	4 973	84 447	50 000	136 119	54 500	141 323	59 405	148 274	163 905	425 716

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	208 929	0	212 721	0	211 721	0	211 790	0	211 860	0	635 371
Personnel	0	4 429	0	4 721	0	4 721	0	4 790	0	4 860	0	14 371
Biens et Services	0	4 500	0	8 000	0	7 000	0	7 000	0	7 000	0	21 000
Transferts Courants	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	600 000
Dépenses en capital	6 733 662	6 733 662	20 706 669	21 482 000	6 255 000	6 255 000	500 000	500 000	0	0	6 755 000	6 755 000
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	6 733 662	6 733 662	20 706 669	21 482 000	6 255 000	6 255 000	500 000	500 000	0	0	6 755 000	6 755 000
Investissement financés sur RI	0	0	12 000 000	12 000 000	6 255 000	6 255 000	500 000	500 000	0	0	6 755 000	6 755 000
Investissement financés sur RE	6 733 662	6 733 662	8 706 669	9 482 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	6 733 662	6 942 591	20 706 669	21 694 721	6 255 000	6 466 721	500 000	711 790	0	211 860	6 755 000	7 390 371

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	2 500	0	3 500	0	3 992	0	3 992	0	3 992	0	11 976
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	2 500	0	3 500	0	3 992	0	3 992	0	3 992	0	11 976
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	400 000	15 744 147	5 200 726	9 131 949	9 131 949	5 812 478	5 812 478	12 850 889	12 850 889	27 795 316	27 795 316
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	400 000	15 744 147	5 200 726	9 131 949	9 131 949	5 812 478	5 812 478	12 850 889	12 850 889	27 795 316	27 795 316
Investissement financés sur RI	0	0	77 480	77 480	1 148 107	1 148 107	612 478	612 478	7 000 000	7 000 000	8 760 585	8 760 585
Investissement financés sur RE	0	400 000	15 666 667	5 123 246	7 983 842	7 983 842	5 200 000	5 200 000	5 850 889	5 850 889	19 034 731	19 034 731
Transferts en capital											0	0
Total	0	402 500	15 744 147	5 204 226	9 131 949	9 135 941	5 812 478	5 816 470	12 850 889	12 854 881	27 795 316	27 807 292

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	1 233	294 662	12 082 453	12 378 148	7 453 107	7 754 939	1 166 978	1 469 583	7 059 405	7 364 127	15 679 490	16 588 648
Hors Projets	1 233	294 662	4 973	300 668	50 000	351 832	54 500	357 105	59 405	364 127	163 905	1 073 063
Projets	0	0	12 077 480	12 077 480	7 403 107	7 403 107	1 112 478	1 112 478	7 000 000	7 000 000	15 515 585	15 515 585
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	6 733 662	7 133 662	24 373 336	14 605 246	7 983 842	7 983 842	5 200 000	5 200 000	5 850 889	5 850 889	19 034 731	19 034 731
Dons	0	0	3 666 667	3 666 667	4 583 333	4 583 333	1 833 333	1 833 333	1 038 889	1 038 889	7 455 555	7 455 555
Emprunts	6 733 662	7 133 662	20 706 669	10 938 579	3 400 509	3 400 509	3 366 667	3 366 667	4 812 000	4 812 000	11 579 176	11 579 176
TOTAL DE FINANCEMENT	6 734 895	7 428 324	36 455 789	26 983 394	15 436 949	15 738 781	6 366 978	6 669 583	12 910 294	13 215 016	34 714 221	35 623 379

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	293 429	0	295 695	0	301 832	0	302 605	0	304 722	0	909 158
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	49 880	0	35 841	0	35 841	0	35 954	0	36 071	0	107 865
Biens et Services	0	43 549	0	59 854	0	65 991	0	66 651	0	68 651	0	201 293
Transferts Courants	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	200 000	0	600 000
Dépenses en capital	6 734 895	7 134 895	36 455 789	26 687 699	15 436 949	15 436 949	6 366 978	6 366 978	12 910 294	12 910 294	34 714 221	34 714 221
Dépenses d'investissement	1 233	1 233	4 973	4 973	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	6 733 662	7 133 662	36 450 816	26 682 726	15 386 949	15 386 949	6 312 478	6 312 478	12 850 889	12 850 889	34 550 316	34 550 316
Investissement financés sur RI	0	0	12 077 480	12 077 480	7 403 107	7 403 107	1 112 478	1 112 478	7 000 000	7 000 000	15 515 585	15 515 585
Investissement financés sur RE	6 733 662	7 133 662	24 373 336	14 605 246	7 983 842	7 983 842	5 200 000	5 200 000	5 850 889	5 850 889	19 034 731	19 034 731
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	6 734 895	7 428 324	36 455 789	26 983 394	15 436 949	15 738 781	6 366 978	6 669 583	12 910 294	13 215 016	34 714 221	35 623 379

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	5	0	5	0	8	0	8	0	8	0
Catégorie A2	2	0	2	0	9	0	9	0	9	0
Catégorie A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	25	0	44	0	64	0	64	0	64	0
Volontaires	0	0	7	0	40	0	40	0	40	0
TOTAL	34	49 880	60	35 841	123	35 841	123	35 954	123	36 071

2.2.29. Ministère des droits de l'homme, de la formation à la citoyenneté et des relations avec les institutions de la République (Section 920)

❖ Missions du ministère

Aux termes du décret le Décret n° 2012-004 du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres, la mission du MDHFCDRIR consiste à mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière de droits de l'homme et de démocratie. Il doit :

- veiller, de concert avec les institutions et ministères intéressés, à la promotion et à la protection des droits de l'homme, au raffermissement des principes démocratiques et à la consolidation de la démocratie participative ;
- contribuer au renforcement de la cohésion et de l'unité nationales et initier toutes études et recherches prospectives sur les facteurs susceptibles d'aider durablement à la consolidation de la démocratie.
- veiller en relation avec le ministre chargé des affaires étrangères et de la coopération, à la mise en œuvre des accords internationaux en matière de promotion et de protection des droits de l'homme ;
- assurer, en relation avec le ministre chargé de la justice, l'information, la formation et la sensibilisation des citoyens sur leurs droits et devoirs ainsi que la vulgarisation des instruments, textes et documents afférents aux droits de l'homme. Il œuvre à l'instauration d'une culture citoyenne.
- préparer, participer à l'animation et suivre les discussions parlementaires ;
- proposer la composition de l'équipe du commissaire du gouvernement lors des débats et discussions parlementaires et institutionnels ;
- assurer la représentation et défendre les positions du gouvernement auprès de toutes les institutions ;
- veiller à l'application des directives du ministre en rapport avec les activités des institutions de la République ;
- suivre les programmes et le déroulement des activités et travaux des institutions de la République, des organisations parlementaires et des juridictions régionales et internationales.
- mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de civisme et de l'éducation à la citoyenneté.

La vision de la Politique publique du MMDHFCRIR à l'horizon 2025 est celle d'un Togo moderne où règne la paix et dans lequel les citoyens, sans exclusion aucune, jouissent des libertés fondamentales et agissent de manière responsable dans un cadre institutionnel respectueux des droits de l'homme et des principes démocratiques. Son objectif global est de contribuer à la construction d'une nation moderne composée de citoyens qui prennent conscience de leurs droits et responsabilités civiques pour la réalisation des projets de développement dans un environnement institutionnel protecteur des droits de l'homme, renforcé et de paix.

❖ Politiques et les stratégies du ministère

- Politique publique des droits de l'homme et de la consolidation de la démocratie (PPDHCD) ;
- Stratégie nationale de consolidation de la démocratie et de la paix pour le développement ;

- Plan d'action national de mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel et des organes de traités (PAN-EPU 2018-2021) ;
- Politique Nationale de Formation Civique et d'Education à la Citoyenneté ;
- Manuel de formation à la citoyenneté à l'usage du monde associatif ;
- Recueil des droits et devoir du citoyen dans la constitution togolaise.

Les trois 1^{ers} documents nécessitent une actualisation.

❖ **Contraintes et défis du ministère**

Contraintes

- Insuffisance de ressources humaines et financières ;
- Faible appropriation des outils de programmation budgétaires par les agents de conception et d'exécution ;
- Absence de structures déconcentrées ;
- Documents de planification (politique publique et stratégies non actualisés) ;
- Difficultés de production des données statistiques dans le secteur ;
- Diverses perceptions des traitements des droits de l'homme ;
- Faible appropriation du plan d'action de mise en œuvre des recommandations des organes de traités et de l'EPU par les acteurs ;
- Manque de confiance et une tendance au rejet des institutions par les populations etc.

Défis

- ✓ Mise en place de projets d'investissement ;
- ✓ Formation continue du personnel ;
- ✓ Renforcement de capacités du Togo en matière de veille informationnelle dans le domaine des droits de l'homme et du développement des institutions ;
- ✓ Promotion de la prise en compte et suivi des droits de l'homme dans les processus d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques, stratégies, programmes et projets de développement et réformes ;
- ✓ Amélioration de la situation des droits de l'homme dans une approche inclusive, participative et protectrice des droits (respect des principes et valeurs, lutte contre les violences) dans les processus de mise en place, ainsi de mise en œuvre et de suivi-évaluation notamment es projets dedéveloppement industriels, d'infrastructures, agricoles et d'accès des populations les plus vulnérablesaux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, électricité, logements sociaux, etc.)
- ✓ Mise en œuvre et suivi des engagements régionaux et internationaux pris par le Togo dans l'esprit d'une collaboration et d'un partenariat renforcé avec les organes de traités et le Conseil des droits de l'homme.

- ✓ Renforcement de la gouvernance démocratique et la participation citoyenne ;
- ✓ Renforcement des structures de promotion de paix
- ✓ Promotion de la citoyenneté consciente des droits et responsabilités civiques pour la réalisation de projets de société dans un environnement de paix, de solidarité et de cohésion sociale ;
- ✓ Sensibilisation de la population sur les risques de dépravation des mœurs, face à la modernité et au développement des secteurs porteurs (digitalisation, internet, tourisme, industrie etc.) ;
- ✓ Renforcement des relations fonctionnelles entre le gouvernement et les institutions de la République ;
- ✓ Renforcement des institutions de la République en vue de les rendre plus efficaces et plus performantes pour l'atteinte progressive de l'ODD 16.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

- ✓ La coordination des actions, la gestion de la communication et de l'information, la gestion des ressources humaines, la gestion matérielle et financière, la prospection, la planification, la programmation et le suivi évaluation des actions ;
- ✓ La promotion des droits de l'homme (PDH) à tous les niveaux à travers la vulgarisation des principes et valeurs de droits de l'homme dans une approche inclusive et participative, y compris dans les projets de développement et réformes, et le renforcement des mesures de protection des droits de l'homme ;
- ✓ Le renforcement de la gouvernance démocratique et la prévention des conflits : la promotion d'une citoyenneté responsable face aux enjeux de la modernité ;
- ✓ La construction d'institutions efficaces, la promotion d'un dialogue interinstitutionnel permanent et le renforcement de la gouvernance démocratique, constituent les leviers d'action des cinq programmes du ministère pour l'année 2022.

❖ **Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme.**

Programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions du ministère	KOUSSETOU Makonawoe	Directeur des affaires administratives et financières (DAAF)
P2 : Renforcement des mesures de mise en œuvre et de protection des droits de l'homme au Togo	AKPAOU Abdou Gafaou	Directeur p.i.de la législation et de la protection des droits de l'homme (DLPDH)
P3 : Consolidation de la démocratie et de la paix	d'ALMEIDA-DOKOU Dopé Pauline	Directrice p.i de la prévention des conflits (DPC)
P4 : Formation à la citoyenneté	TALIM Asksno Anathère	Directeur p.i formation civique de la
P5 : Relations avec les institutions de la République	ROWLAND Komlavi	Directeur p.i Relations avec les institutions de la République (DRIR)

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisa tion	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien des actions du MDHFCRIR	Assurer le pilotage du ministère	Taux d'exécution physique des programmes	Taux	2019	80,0	82,0	85,0	86,0	90,0	90,0	SG
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDHFCRIR	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du MDHFCRIR	Nombre de réunion de cabinet tenue	Nombre	2019	52,0	52,0	52,0	48,0	48,0	48,0	SG
			Nombre de texte organisationnel pris	Nombre	2019	1,0	9,0	6,0	5,0	0,0	0,0	Cabinet
A1.2	Gestion de la communication et de l'information	Assurer une gestion efficace de la communication, de l'information, de la documentation et porte parolât	Nombre de plateformes mises en place, opérationnelles et renforcées	Nombre	2019	3,0	3,0	5,0	6,0	6,0	6,0	Cabinet
			Nombre de sorties médiatiques du ministre	Nombre	2019	0,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	Cabinet
A1.3	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion du personnel du MDHFCRIR ayant bénéficié d'au moins une formation dans l'année formation	%	2019	68,4	0,0	50,0	50,0	50,0	50,0	DAAF
			Taux d'exécution du budget	Taux	2019	85,0	100,0	95,0	96,0	96,0	96,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Renforcer les capacités internes de planification, programmation, suivi et évaluation des programmes, actions/activités	Pourcentage de rapport de suivi /évaluation disponible	%	2019	75,0	75,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPSE/DAAF
			Nombre de dossiers techniques de projets prêts pour recherche de financement	Nombre	2019	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	DPSE/DAAF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P2	Renforcement des mesures de mise en œuvre et de protection des droits de l'homme au Togo	Améliorer constamment la situation des droits de l'homme	Pourcentage des recommandations des organes des droits de l'homme acceptées mises en œuvre au titre du nouveau cycle de cinq ans	%	2019	70,0	75,0	90,0	20,0	30,0	40,0	DLPDH
			Pourcentage d'acteurs locaux issus des communes formés/sensibilisés qui ont amélioré leur connaissance en matière de droits de l'homme	%	2019	75,0	0,0	77,0	78,0	79,0	80,0	DLPDH
A2.1	Promotion des droits de l'homme	Améliorer la connaissance et le respect des principes et valeurs des droits de l'homme	Proportion d'acteurs locaux formés/sensibilisés qui ont amélioré leur connaissance en matière de droits de l'homme	%	2019	75,0	0,0	77,0	78,0	79,0	80,0	DPDH
			Proportion d'acteurs locaux formés qui ont amélioré leur connaissance pour la prise en compte de l'ABDH dans leurs plans de développement	%	2019	65,0	67,0	95,0	70,0	72,0	75,0	DPDH
A2.2	Protection des droits de l'homme	Renforcer les mesures de protection des droits des populations	Pourcentage des recommandations des organes des droits de l'homme acceptées mises en œuvre au titre du nouveau cycle de cinq ans	%	2019	70,0	75,0	90,0	20,0	30,0	40,0	DLPDH
			Pourcentage des cas	%	2019	0,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DLPDH

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			d'allégations de violation des droits de l'homme étudiés									
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix au sein des communautés	Proportion d'acteurs sociopolitiques formés/sensibilisés qui ont amélioré leur connaissance des valeurs et principes démocratiques et en matière de gouvernance locale	%	2019	95,0	0,0	95,0	95,0	95,0	95,0	DPC
			Proportion d'acteurs initiés à la culture de la paix dans les communes	%	2019	95,0	89,6	95,0	95,0	95,0	95,0	DPC
A3.1	Gouvernance démocratique	Promouvoir le respect des différences, valeurs et la gouvernance démocratiques	Proportion d'acteurs sociopolitiques formés/sensibilisés qui ont amélioré leur connaissance des valeurs et principes démocratiques et en matière de gouvernance locale	%	2019	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	DPC
A3.2	Prévention des conflits	Renforcer les mesures de prévention des conflits	Proportion d'acteurs formés/sensibilisés qui ont amélioré leur connaissance en matière de prévention des conflits	%	2019	95,0	89,6	95,0	95,0	100,0	100,0	DPC
P4	Formation à la citoyenneté	Renforcer l'éducation à la citoyenneté	Pourcentage de structures locales mises en place et accompagnées ayant la capacité de participer à la gestion des affaires	%	2019	0,0	0,0	0,0	10,0	55,0	55,0	DFC

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisa tion	Estim ation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
			publiques									
			Pourcentage d'acteurs formés qui sensibilisent leur base sur les valeurs civiques et citoyennes	%	2019	90,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	DFC
A4.1	Promotion d'une citoyenneté responsable face aux enjeux de la modernité	Promouvoir une citoyenneté responsable face aux enjeux de la modernité	Nombres d'acteurs sensibilisés	Nombre	2019	0,0	2 100,0	2 100,0	2 100,0	2 100	2 100	DFC
P5	Relations avec les institutions de la République	Renforcer l'efficacité des institutions de la République	Proportion d'institutions dont les capacités fonctionnelles sont renforcées	%	2019	0,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	DRIR
A5.1	Suivi de l'activité institutionnelle	Renforcer des capacités institutionnelles, fonctionnelles et organisationnelles des institutions de la République	Nombre d'institutions ayant bénéficié d'un appui institutionnel et/ou organisationnel	Nombre	2019	0,0	2,0	3,0	2,0	2,0	2,0	DRIR

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien des actions du MDHFCRIR	Assurer le pilotage du ministère	20 000	214 652	20 000	224 149	50 000	261 144	54 500	262 531	59 405	274 403	163 905	798 078
P2	Renforcement des mesures de mise en œuvre et de protection des droits de l'homme au Togo	Améliorer constamment la situation des droits de l'homme	0	18 567	0	47 294	0	48 087	0	43 665	0	44 910	0	136 662
P3	Consolidation de la démocratie et de la paix	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique et à l'édification de la paix au sein des communautés	0	37 125	0	30 476	0	35 332	0	36 368	0	35 100	0	106 800
P4	Formation à la citoyenneté	Renforcer l'éducation à la citoyenneté	0	46 154	0	94 129	0	112 656	0	112 656	0	113 015	0	338 327
P5	Relations avec les institutions de la République	Renforcer l'efficacité des institutions de la République	0	10 477	0	42 207	0	37 587	0	38 008	0	38 721	0	114 316
Total des programmes			20 000	326 975	20 000	438 255	50 000	494 806	54 500	493 228	59 405	506 149	163 905	1 494 183

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	194 652	0	204 149	0	211 144	0	208 031	0	214 998	0	634 173
Personnel	0	148 211	0	101 770	0	105 095	0	100 013	0	101 016	0	306 124
Biens et Services	0	46 441	0	102 379	0	106 049	0	108 018	0	113 982	0	328 049
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	20 000	20 000	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	20 000	20 000	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	20 000	214 652	20 000	224 149	50 000	261 144	54 500	262 531	59 405	274 403	163 905	798 078

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	18 567	0	47 294	0	48 087	0	43 665	0	44 910	0	136 662
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	12 307	0	32 786	0	33 579	0	29 157	0	30 402	0	93 138
Biens et Services	0	6 260	0	14 508	0	14 508	0	14 508	0	14 508	0	43 524
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	18 567	0	47 294	0	48 087	0	43 665	0	44 910	0	136 662

Tableau n°3.3 : Coût du programme 3 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	37 125	0	30 476	0	35 332	0	36 368	0	35 100	0	106 800
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	29 953	0	17 464	0	22 320	0	23 356	0	22 088	0	67 764
Biens et Services	0	7 172	0	13 012	0	13 012	0	13 012	0	13 012	0	39 036
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	37 125	0	30 476	0	35 332	0	36 368	0	35 100	0	106 800

Tableau n°3.4 : Coût du programme 4 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	46 154	0	94 129	0	112 656	0	112 656	0	113 015	0	338 327
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	47 966	0	66 493	0	66 493	0	66 852	0	199 838
Biens et Services	0	46 154	0	46 163	0	46 163	0	46 163	0	46 163	0	138 489
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	46 154	0	94 129	0	112 656	0	112 656	0	113 015	0	338 327

Tableau n°3.5 : Coût du programme 5 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	10 477	0	42 207	0	37 587	0	38 008	0	38 721	0	114 316
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	25 095	0	20 475	0	20 896	0	21 609	0	62 980
Biens et Services	0	10 477	0	17 112	0	17 112	0	17 112	0	17 112	0	51 336
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	0	10 477	0	42 207	0	37 587	0	38 008	0	38 721	0	114 316

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	20 000	326 975	20 000	438 255	50 000	494 806	54 500	493 228	59 405	506 149	163 905	1 494 183
Hors Projets	20 000	326 975	20 000	438 255	50 000	494 806	54 500	493 228	59 405	506 149	163 905	1 494 183
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	20 000	326 975	20 000	438 255	50 000	494 806	54 500	493 228	59 405	506 149	163 905	1 494 183

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	306 975	0	418 255	0	444 806	0	438 728	0	446 744	0	1 330 278
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	190 471	0	225 081	0	247 962	0	239 915	0	241 967	0	729 844
Biens et Services	0	116 504	0	193 174	0	196 844	0	198 813	0	204 777	0	600 434
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	20 000	20 000	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	20 000	20 000	20 000	20 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	20 000	326 975	20 000	438 255	50 000	494 806	54 500	493 228	59 405	506 149	163 905	1 494 183

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	16	83 574	18	99 694	19	104 297	19	102 965	19	105 713
Catégorie A2	14	57 172	13	53 380	12	49 815	12	48 871	12	49 982
Catégorie A3	0	0	2	9 395	3	11 858	3	11 900	3	11 960
Catégorie B	10	27 998	10	26 059	10	30 035	10	30 270	10	31 107
Catégorie C	8	16 826	8	17 136	8	18 009	6	13 812	5	10 617
Catégorie D	3	4 461	3	4 718	3	4 968	2	3 248	1	1 330
Contractuels	5	9 323	3	7 483	2	5 253	1	1 840	1	1 840
Volontaires	6	0	6	0	3	0	3	0	3	0
TOTAL	62	190 471	63	225 081	60	247 962	56	239 915	54	241 967

2.2.30. Ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel (Section 121)

❖ Mission du ministère

Le ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel a pour mission de favoriser l'inclusion financière et l'organisation du secteur informel comme leviers pour le développement du Togo.

❖ Contraintes et les défis du ministère

Contraintes :

- aversion des acteurs à la fiscalité ;
- suspension des foraines d'établissement de pièces du fait de la COVID-19,
- dégradation de la situation financière des Prestataires de Services Financiers (PSF) ;
- faible capitalisation des PSF ;

Défis :

- accentuer la sensibilisation sur la formalisation ;
- renforcer les mécanismes d'appui aux Très Petites et Moyennes Entreprise (TPME).
- créer une banque digitale pour tous ;
- diversifier les produits et services financiers ;
- mettre en application le mécanisme de refinancement.

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

- renforcement des mécanismes d'appui aux Très Petites et Moyennes Entreprise (TPME) ;
- adoption de la loi sur l'inclusion financière ;
- mise en œuvre la stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) ;
- développement des offres digitales.

❖ Nom, prénoms et titre du responsable de chaque programme

Intitulé des programmes	Nom des responsables de programme	Titre des responsables de programme
P1 : Pilotage et soutien des actions de l'IFSI	Maïpa PAKIDAME	Secrétaire général
P2 : Inclusion financière et secteur informel	Komla Folitsè GATI	Directeur de la promotion de la finance inclusive

Tableau n°1 : Cadre de performance du ministère

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Pilotage et soutien aux services de l'IFSI	Assurer la coordination des services de l'IFSI	Taux pondéré d'exécution physique des programmes	Nombre	2019	48,0	48,0	52,0	52,0	52,0	52,0	SG
A1.1	Coordination des actions de l'IFSI	Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles	Nombre de cadre de concertations	Nombre	2018	48,0	48,0	52,0	52,0	52,0	52,0	SG
A1.2	Gestion des ressources humaines	Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines	Proportion de personnel ayant bénéficié d'au moins une formation	%	2019	52,0	62,0	84,0	86,0	90,0	95,0	DAAF
			Taux de couverture des programmes en personnel	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	Assurer une gestion optimale des ressources matérielles et financières	Taux d'exécution du budget	%	2019	67,4	81,5	100,0	100,0	100,0	100,0	DAAF
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	Améliorer le processus de planification, de suivi et d'évaluation des programmes et projet de développement	Pourcentage de rapport de suivi-évaluation disponible	%	2019	60,0	80,0	80,0	90,0	100,0	100,0	DPSE
			Nombre de projet mûr inscrit au PIP	Nombre	2019	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	DPSE
A1.5	Gestion du système d'information	Améliorer la gestion et le traitement de l'information	Nombre de bases de données mises à jours	Nombre	2019	4,0	4,0	4,0	3,0	4,0	4,0	DPSE
A1.6	Genre et équité	Renforcer l'équité et l'égalité du genre	Nombre de femme à inclure	Nombre	2019	91 900,0	97 300,0	103 000,0	108 900,0	115 000,0	97 300,0	Cellule genre
			Nombre de femme micro entrepreneurs formalisées	Nombre	2019	99,0	121,0	130,0	150,0	170,0	190,0	Cellule genre
P2	Inclusion financière et secteur informel	Favoriser l'inclusion financière et l'organisation du secteur informel comme leviers pour le développement	Taux d'inclusion financière	%	2019	56,3	60,0	63,8	67,5	71,3	72,0	DPFI
			Nombre de microentreprises formalisées	Nombre	2019	288,0	255,0	300,0	350,0	400,0	450,0	DOSI
A2.1	Renforcement de l'inclusion financière	Accélérer l'inclusion financière	Proportion des personnes bénéficiaires des produits et services financiers	%	2019	50,0	60,0	63,5	65,5	71,3	73,0	DPFI
A2.2	Organisation du secteur informel	Diminuer la part du secteur informel dans l'économie togolaise	Nombre de microentreprises traditionnelles formalisées	Nombre	2018	288,0	255,0	300,0	350,0	400,0	450,0	DOSI

Tableau n°2 : Coût des programmes (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Pilotage et soutien aux services de l'IFSI	Assurer la coordination des services de l'IFSI	1 000	44 304	4 000	68 888	46 500	133 570	34 500	121 405	57 405	148 708	138 405	403 683
P2	Inclusion financière et secteur informel	Favoriser l'inclusion financière et l'organisation du secteur informel comme leviers pour le développement	5 854 247	3 316 418	6 256 194	3 355 706	3 500	567 301	20 000	585 650	2 000	567 505	25 500	1 720 456
Total des programmes			5 855 247	3 360 722	6 260 194	3 424 594	50 000	700 871	54 500	707 055	59 405	716 213	163 905	2 124 139

Tableau n°3 : Coût par programme et par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Tableau n°3.1 : Coût du programme 1 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	43 304	0	64 888	0	87 070	0	86 905	0	91 303	0	265 278
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	21 420	0	37 806	0	44 366	0	44 701	0	45 799	0	134 866
Biens et Services	0	21 884	0	27 082	0	42 704	0	42 204	0	45 504	0	130 412
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	1 000	1 000	4 000	4 000	46 500	46 500	34 500	34 500	57 405	57 405	138 405	138 405
Dépenses d'investissement	1 000	1 000	4 000	4 000	46 500	46 500	34 500	34 500	57 405	57 405	138 405	138 405
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	1 000	44 304	4 000	68 888	46 500	133 570	34 500	121 405	57 405	148 708	138 405	403 683

Tableau n°3.2 : Coût du programme 2 par nature de dépense (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	528 015	0	560 780	0	563 801	0	565 650	0	565 505	0	1 694 956
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	5 915	0	8 001	0	8 365	0	8 535	0	24 901
Biens et Services	0	28 015	0	54 865	0	55 800	0	57 285	0	56 970	0	170 055
Transferts Courants	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	5 854 247	2 788 403	6 256 194	2 794 926	3 500	3 500	20 000	20 000	2 000	2 000	25 500	25 500
Dépenses d'investissement	1 155	1 155	4 000	4 000	3 500	3 500	20 000	20 000	2 000	2 000	25 500	25 500
Projets d'investissement	5 853 092	2 787 248	6 252 194	2 790 926	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	844 398	100 000	775 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	5 008 694	2 687 248	5 476 248	2 714 980	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	5 854 247	3 316 418	6 256 194	3 355 706	3 500	567 301	20 000	585 650	2 000	567 505	25 500	1 720 456

Tableau n°4 : Sources de financement du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	846 553	673 474	783 946	709 614	50 000	700 871	54 500	707 055	59 405	716 213	163 905	2 124 139
Hors Projets	2 155	573 474	8 000	633 668	50 000	700 871	54 500	707 055	59 405	716 213	163 905	2 124 139
Projets	844 398	100 000	775 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	5 008 694	2 687 248	5 476 248	2 714 980	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	2 504 347	1 343 624	2 738 124	1 864 885	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	2 504 347	1 343 624	2 738 124	1 864 885	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	2 504 347	1 343 624	2 738 124	850 095	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	2 504 347	1 343 624	2 738 124	850 095	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	5 855 247	3 360 722	6 260 194	3 424 594	50 000	700 871	54 500	707 055	59 405	716 213	163 905	2 124 139

Tableau n°5 : Emplois des ressources du ministère sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	571 319	0	625 668	0	650 871	0	652 555	0	656 808	0	1 960 234
Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel	0	21 420	0	43 721	0	52 367	0	53 066	0	54 334	0	159 767
Biens et Services	0	49 899	0	81 947	0	98 504	0	99 489	0	102 474	0	300 467
Transferts Courants	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	500 000	0	1 500 000
Dépenses en capital	5 855 247	2 789 403	6 260 194	2 798 926	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Dépenses d'investissement	2 155	2 155	8 000	8 000	50 000	50 000	54 500	54 500	59 405	59 405	163 905	163 905
Projets d'investissement	5 853 092	2 787 248	6 252 194	2 790 926	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	844 398	100 000	775 946	75 946	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	5 008 694	2 687 248	5 476 248	2 714 980	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des programmes par nature	5 855 247	3 360 722	6 260 194	3 424 594	50 000	700 871	54 500	707 055	59 405	716 213	163 905	2 124 139

Tableau n°6 : Evolution des effectifs et des dépenses de personnel du ministère (en milliers de FCFA)

CATEGORIES	Réalisation		Estimation		Projection					
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant	Effectif	Montant
Catégorie A1	1	0	3	0	9	0	0	0	0	0
Catégorie A2	2	0	2	0	13	0	0	0	0	0
Catégorie A3	1	0	0	0	8	0	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0
Catégorie D	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contractuels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Volontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4	21 420	5	43 721	46	52 367	0	53 066	0	54 334

3. PRESENTATION DES COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

3.1. Fonds national d’apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP)

❖ mission du FNAFPP

Le FNAFPP a pour mission d’appuyer financièrement les institutions, les organismes et les entreprises intervenant dans l’étude, la conception et la réalisation des programmes d’apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels.

❖ politiques sectorielles et stratégies du secteur

○ Politiques sectorielles

Le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) du FNAFPP tient compte du plan stratégique du Fonds et du plan sectoriel de l’éducation (PSE 2020-2030) qui sont en cohérence avec le PND 2018-2022 et la feuille de route gouvernementale, Togo 2025.

La mission du FNAFPP se retrouve dans l’axe 3 du PND intitulé « consolider le développement social et renforcer les mécanismes d’inclusion ».

○ Stratégies du FNAFPP

Les stratégies du FNAFPP sont entre autres :

- rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds ;
- renforcer les capacités professionnelles des acteurs économiques ;
- développer les capacités de conception et de pratiques des apprentis.

❖ Contraintes et défis du FNAFPP

○ Contraintes

- Problème de mise à disposition effective des ressources financières du Fonds (Délais/Disponibilité) ;
- Problème de faible sollicitation du FNAFPP par les entreprises du secteur formel ;
- Problème de nécessité d’accentuation du rôle de conseil et d’accompagnement au développement de la Formation Professionnelle au Togo ;
- Problème lié à la gouvernance (réaffirmer les rôles des instances du Fonds)

○ Défis

- reverser directement, entièrement et à temps sur le compte bancaire du FNAFPP la patente collectée ;

- activer les autres sources de financement prévues par la loi (développer un partenariat actif avec les PTFs ;
- amener l'Etat à accorder une subvention au Fonds afin de lui permettre de promouvoir l'apprentissage de type dual coopératif...).

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

- le renforcement des capacités professionnelles de 5440 acteurs économiques ;
- le renforcement des capacités de conception et de pratique de 600 apprentis en vue de leur insertion ;

Pour réaliser ces actions, il est prévu un montant de 1 439 689 000 F CFA.

❖ **NOM ET PRENOMS DU RESPONSABLE DU PROGRAMME**

CHANKONI Koffi, Secrétaire exécutif du FNAFPP

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNAFPP

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Fonds d'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation	Proportion d'acteurs formés et proportion de jeunes formés à l'insertion	%	2019	113,5	57,3	52,4	100,0	100,0	100,0	FNAFPP
			Taux de satisfaction des bénéficiaires	%	2019	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
A1.1	Coordination des actions du FNAFPP	Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	%	2019	45,0	77,0	60,0	95,0	98,0	100,0	FNAFPP
A1.2	Financement des projets souples de formation	Renforcer les capacités professionnelles des acteurs économiques	Proportion des acteurs économiques ayant bénéficié des financements	%	2019	32,0	106,0	37,6	90,0	90,0	95,0	FNAFPP
A1.3	Financement des formations de type dual coopératif	Développer les capacités de conception et pratiques des apprentis	Proportion d'apprentis formés dans le dual	%	2019	100,0	100,0	0,0	90,0	90,0	100,0	FNAFPP

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels	Contribuer au développement du capital humain et à l'insertion des jeunes par le financement de la formation	64 127	656 741	62 425	602 883	131 000	1 439 689	54 000	1 493 773	49 000	1 634 629	234 000	4 568 091
Total des programmes			64 127	656 741	62 425	602 883	131 000	1 439 689	54 000	1 493 773	49 000	1 634 629	234 000	4 568 091

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	592 614	0	540 458	0	1 308 689	0	1 439 773	0	1 585 629	0	4 334 091
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	93 562	0	93 562	0	166 391	0	166 391	0	166 385	0	499 166
Biens et Services	0	499 052	0	446 896	0	1 142 299	0	1 273 383	0	1 419 245	0	3 834 926
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	64 127	64 127	62 425	62 425	131 000	131 000	54 000	54 000	49 000	49 000	234 000	234 000
Dépenses d'investissement	64 127	64 127	62 425	62 425	131 000	131 000	54 000	54 000	49 000	49 000	234 000	234 000
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	64 127	656 741	62 425	602 883	131 000	1 439 689	54 000	1 493 773	49 000	1 634 629	234 000	4 568 091

Tableau n°4 : Sources de financement du FNAFPP sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	64 127	656 741	62 425	602 883	131 000	1 439 689	54 000	1 493 773	49 000	1 634 629	234 000	4 568 091
Hors Projets	64 127	656 741	62 425	602 883	131 000	1 439 689	54 000	1 493 773	49 000	1 634 629	234 000	4 568 091
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	64 127	656 741	62 425	602 883	131 000	1 439 689	54 000	1 493 773	49 000	1 634 629	234 000	4 568 091

3.2. Fonds spécial de développement de l'habitat (FSDH)

❖ Mission du FSDH

Le FSDH a pour mission d'accorder un appui financier aux organismes intervenant dans la réalisation des programmes d'aménagement de terrains et de construction des logements sociaux par la prise en charge du financement du tout ou partie des voiries et réseaux divers de même que les équipements sociaux collectifs.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

○ Politiques sectorielles

Le document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) tient compte des orientations stratégiques du Fonds et de la politique nationale de l'habitat et du développement urbain (PNH DU), qui sont alignées au PND 2018-2022 et à la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Le FSDH entend poursuivre sa mission s'inscrivant dans l'atteinte de l'objectif 11 de développement durable : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » et de l'effet attendu 10 : « les populations ont accès à un meilleur cadre de vie et à des logements décents » de l'axe 3 du PND

○ Stratégies du FSDH

Les stratégies du FSDH sont entre autres :

- rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds ;
- faciliter la mise en œuvre des projets de logements sociaux.

❖ CONTRAINTES ET DEFIS DU FSDH

○ Contraintes

- insuffisance des ressources du FSDH eu égard à la grandeur de sa mission ;
- la non disponibilité du foncier sécurisé, gage et condition sine qua non de réussite de la promotion des logements sociaux ;
- lenteur des dossiers dans le circuit financier impactant sur l'efficacité et l'efficience de mise en œuvre des activités.

○ Défis

- reverser directement et à temps sur le compte trésor du FSDH la totalité de la patente collectée ;
- revoir à la hausse la prévision budgétaire du FSDH ;

- revoir la loi créant le FSDH en vue d'élargir son champ d'action et diversifier ses ressources pour lui permettre de mieux jouer sa partition pour relever le défi des 20 000 logements.
- permettre au FSDH de loger des projets ou fonds extérieurs au profit des logements sociaux dans un contexte de partenariat public-privé.

❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Les actions ci-après sont retenues en 2022 :

- appui financier à la construction de 500 logements sociaux ;
- acquisition de 05 hectares de superficie de terrains constructibles ;

Tableau n°1 : Cadre de performance du FSDH

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Appui à la promotion immobilière	Améliorer l'offre de logements décents	Taux de financements octroyés aux promoteurs immobiliers	pourcentage	2019	0,4	0,3	0,5	0,7	0,8	0,9	Secrétariat du Comité de Gestion
A1.1	Coordination des actions du Fonds	Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	pourcentage	2019	38,0	40,3	55,0	80,0	88,0	88,0	Secrétariat du Comité de Gestion
A1.2	Financement des promoteurs immobiliers	Faciliter la mise en œuvre des projets de logements sociaux	Nombre de logements construits par an avec l'appui financier du Fonds	Nombre	2018	125,0	170,0	200,0	500,0	1 000,0	1 000,0	Secrétariat du Comité de Gestion
			Superficie de terrains acquis par an	hectares	2018	104,0	3,0	5,0	5,0	5,0	5,0	Secrétariat du Comité de Gestion

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Appui à la promotion immobilière	Améliorer l'offre de logements décents	468 903	570 018	248 531	356 883	844 856	1 081 689	893 440	1 135 773	976 802	1 226 635	2 715 098	3 444 097
Total des programmes			468 903	570 018	248 531	356 883	844 856	1 081 689	893 440	1 135 773	976 802	1 226 635	2 715 098	3 444 097

Projet du budget programme de l'Etat 2022-2024

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	101 114	0	108 352	0	236 833	0	242 333	0	249 833	0	728 999
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	61 535	0	61 729	0	99 133	0	99 133	0	99 133	0	297 399
Biens et Services	0	39 579	0	46 623	0	137 700	0	143 200	0	150 700	0	431 600
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	468 903	468 903	248 531	248 531	844 856	844 856	893 440	893 440	976 802	976 802	2 715 098	2 715 098
Dépenses d'investissement	0	0	9 200	9 200	15 000	15 000	17 500	17 500	17 500	17 500	50 000	50 000
Projets d'investissement	468 903	468 903	239 331	239 331	829 856	829 856	875 940	875 940	959 302	959 302	2 665 098	2 665 098
Investissement financés sur RI	468 903	468 903	239 331	239 331	829 856	829 856	875 940	875 940	959 302	959 302	2 665 098	2 665 098
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	468 903	570 018	248 531	356 883	844 856	1 081 689	893 440	1 135 773	976 802	1 226 635	2 715 098	3 444 097

Tableau n°4 : Sources de financement du FSDH sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	468 903	570 018	248 531	356 883	844 856	1 081 689	893 440	1 135 773	976 802	1 226 635	2 715 098	3 444 097
Hors Projets	468 903	570 018	248 531	356 883	844 856	1 081 689	893 440	1 135 773	976 802	1 226 635	2 715 098	3 444 097
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	468 903	570 018	248 531	356 883	844 856	1 081 689	893 440	1 135 773	976 802	1 226 635	2 715 098	3 444 097

3.3. Fonds national de développement forestier (FNDF)

❖ Mission du FNDF

Le FNDF a pour mission de financer les opérations de gestion durable des forêts au Togo. A cet effet, le fonds finance notamment les activités de reboisement, de protection des aires protégées et de lutte contre la criminalité liée aux espèces de faune et de flore sauvages.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

○ Politiques sectorielles

La politique de l'Etat en matière de ressources forestières se traduit par des ambitions énoncées dans la feuille de route gouvernementale 2022-2024 et l'ambition décennale du gouvernement en matière de reboisement.

Au niveau de la feuille de gouvernementale, l'Etat envisage porter à 25 % le taux de couverture forestière nationale à l'horizon 2025 sur la base des données de l'inventaire forestier national de 2015 qui l'a évalué à 24,24 %, ce qui correspond à une extension des forêts de près de 50 000 ha.

Aussi, le Togo a-t-il lancé un vaste programme de reboisement qui vise le reboisement d'un milliard de plants d'ici à 2030. Ceci passe par la mobilisation des acteurs (Etat, collectivités territoriales, les communautés, les organisations de la société civile, les particuliers, etc) et des terres en vue de la réalisation de cette ambition.

○ Stratégies du FNDF

Le FNDF qui est un compte d'affectation dédié exclusivement au financement des opérations forestières contribue au financement des activités concourant à la concrétisation de la politique du secteur forestier. Dans cette perspective, les ressources du FNDF contribuent à :

- étendre le couvert forestier ;
- lutter contre la dégradation des terres et écosystèmes particuliers ;
- rendre plus visible et communiquer autour des activités sur la gestion durable des forêts ;
- appuyer la mobilisation des acteurs du secteur pour l'atteinte des objectifs stratégiques définis par les documents de politiques ;

❖ CONTRAINTES ET DEFIS DU FNDF

○ Contraintes

- Les ressources du fonds restent bien insuffisantes pour financer convenablement les opérations forestières ;
- Le caractère saisonnier des activités forestières et la nécessité de les réaliser entièrement demande une souplesse et une célérité dans les procédures de décaissement pour répondre au mieux aux besoins exprimés ;

- L'insuffisance du personnel sur le Fonds (comptable assermenté de l'Etat, secrétaire et un cadre) ;

- **Défis**

- Accroître les ressources du fonds à travers la mobilisation des autres sources d'approvisionnement prévues du FNDF (la subvention de l'Etat, développer un partenariat actif avec les PTF) ;
- Réviser la fiscalité forestière pour accroître le niveau des recettes de service qui alimentent le fonds.

- ❖ **Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022**

Les interventions ci-après sont retenues en 2022 :

- reboisement de 150 hectares ;
- appui à la conservation des aires protégées ;
- suivi, entretien et contrôle des plantations de reboisement.

- ❖ **Nom et prénom du responsable du programme**

MAMAN Farida, Responsable administratif et financier du FNDF.

Tableau n°1 : Cadre de performance du FNDF

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P1	Fonds national de développement forestier	Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières	Part du fonds dans l'extension du couvert végétal	%	2019	38,5	44,2	73,2	74,8	75,8	78,0	Responsable programme FNDF
A1.1	Coordination de la mobilisation des ressources du fonds	Améliorer le cadre juridique et institutionnel des ressources du fonds	Taux d'exécution financière	%	2019	90,0	55,0	85,0	90,0	90,0	90,0	Responsable programme FNDF
A1.2	Appui financier de la gestion durable des forêts	Permettre l'exécution des activités de terrain visant à répondre aux objectifs du fonds	Montant de financement octroyé	FCFA	2019	109 294,0	143 300,0	279 000,0	459 562,5	562 500,0	637 500,0	Responsable programme FNDF

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P1	Fonds national de développement forestier	Contribuer à protéger et à développer les ressources forestières	503 149	548 924	450 000	450 000	407 050	475 000	442 050	510 000	482 050	550 000	1 331 150	1 535 000
Total des programmes			503 149	548 924	450 000	450 000	407 050	475 000	442 050	510 000	482 050	550 000	1 331 150	1 535 000

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	45 775	0	82 046	0	67 950	0	67 950	0	67 950	0	203 850
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Biens et Services	0	45 775	0	82 046	0	67 950	0	67 950	0	67 950	0	203 850
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	503 149	503 149	450 000	367 955	407 050	407 050	442 050	442 050	482 050	482 050	1 331 150	1 331 150
Dépenses d'investissement	503 149	503 149	450 000	367 955	407 050	407 050	442 050	442 050	482 050	482 050	1 331 150	1 331 150
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	503 149	548 924	450 000	450 000	407 050	475 000	442 050	510 000	482 050	550 000	1 331 150	1 535 000

Tableau n°4 : Sources de financement du FNDF sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	503 149	548 924	450 000	450 000	407 050	475 000	442 050	510 000	482 050	550 000	1 331 150	1 535 000
Hors Projets	503 149	548 924	450 000	450 000	407 050	475 000	442 050	510 000	482 050	550 000	1 331 150	1 535 000
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	503 149	548 924	450 000	450 000	407 050	475 000	442 050	510 000	482 050	550 000	1 331 150	1 535 000

3.4. Fonds de promotion et de développement du tourisme (FPDT)

❖ Mission du FPDT

Le FPDT a pour mission d'appuyer financièrement les actions liées au développement du secteur du tourisme au plan national, régional et international.

❖ Politiques sectorielles et stratégies du secteur

Politiques sectorielles

Conformément à la feuille de route gouvernementale 2020 – 2025, le Togo ambitionne accueillir un minimum de 500.000 touristes par année. Le programme FPDT appuie les actions du secteur tourisme devant permettre au ministère de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière du tourisme. Il se rapporte à l'axe 2 de ladite feuille de route du gouvernement intitulée : « Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ».

Stratégies du FPDT

Les stratégies du FPDT sont entre autres :

- Appuyer les actions de développement et de promotion du secteur tourisme ;
- Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds ;
- Appuyer financièrement le secteur du tourisme.

❖ Contraintes et défis du FPDT

Contraintes

- Insuffisance du fonds alloué au secteur ;
- Limitation dans la collecte des taxes devant alimenter le fonds ;
- Besoins trop considérables par rapport à la dotation ;
- Faible appui des entreprises touristiques tant sur le plan financier que technique...

Défis

- Activer les autres sources de financement prévues par la loi ;
- Amener l'Etat à accorder une subvention au Fonds afin de lui permettre de promouvoir le tourisme
- Impliquer les acteurs du tourisme dans la collecte de la taxe spéciale pour la promotion touristique, la seule ressource du FPDT

❖ Choix stratégiques et budgétaires de l'année 2022

Huit (08) projets seront financés par le Fonds. Pour la réalisation de ces projets, il est prévu un montant de 142 804 000 FCFA

❖ Noms et pronoms du responsable : KOTUBETAY Mawuko Kossivi, Secrétaire exécutif du FPDT

Tableau n°1 : Cadre de performance du FPDT

Code	Programmes et actions	Objectifs des programmes / actions	Indicateur de performance des programmes et actions	Référence			Réalisation	Estimation	Cibles prévues			Structure responsable
				Unité de mesure	Année	Valeur	2020	2021	2022	2023	2024	
P4	Fonds de promotion et de développement du tourisme	Appuyer les actions de promotion et de développement touristique (textes)	Taux de couverture des besoins en financement	%	2018	2,0	2,1	3,0	5,0	10,0	15,0	FPDT
A4.1	Appui financier aux interventions de promotion et de développement touristique	Rendre plus efficace et efficient les différents organes du Fonds	Taux d'exécution physique du programme	%	2019	25,0	70,0	85,0	90,0	90,0	90,0	FPDT
A4.2	0	Appuyer financièrement les activités du secteur du tourisme	Taux d'exécution du budget du fonds	%	2019	22,0	42,3	50,0	60,0	70,0	75,0	FPDT

Tableau n°2 : Coût du programme par actions (en milliers de FCFA)

Code	Intitulé du programme	Objectifs généraux/ stratégiques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P4	Fonds de promotion et de développement du tourisme	Appuyer les actions de promotion et de développement touristique (textes)	214 835	250 000	153 550	250 000	23 454	142 804	24 392	148 516	26 100	158 941	73 946	450 261
Total des programmes			214 835	250 000	153 550	250 000	23 454	142 804	24 392	148 516	26 100	158 941	73 946	450 261

Tableau n°3 : Emplois des ressources du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Nature de dépenses	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires	0	35 165	0	96 450	0	119 350	0	124 124	0	132 842	0	376 316
Charges financières de la dette											0	0
Personnel	0	4 000	0	4 000	0	23 000	0	23 920	0	25 594	0	72 514
Biens et Services	0	31 165	0	92 450	0	96 350	0	100 204	0	107 247	0	303 801
Transferts Courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses en capital	214 835	214 835	153 550	153 550	23 454	23 454	24 392	24 392	26 100	26 100	73 946	73 946
Dépenses d'investissement	214 835	214 835	153 550	153 550	23 454	23 454	24 392	24 392	26 100	26 100	73 946	73 946
Projets d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement financés sur RE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts en capital											0	0
Total	214 835	250 000	153 550	250 000	23 454	142 804	24 392	148 516	26 100	158 941	73 946	450 261

Tableau n°4 : Sources de financement du FPDT sur le moyen terme (en milliers de FCFA)

Rubriques	2020		2021		2022		2023		2024		Total 2022 - 2024	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Financement intérieur	214 835	250 000	153 550	250 000	23 454	142 804	24 392	148 516	26 100	158 941	73 946	450 261
Hors Projets	214 835	250 000	153 550	250 000	23 454	142 804	24 392	148 516	26 100	158 941	73 946	450 261
Projets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de contrepartie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dons	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE FINANCEMENT	214 835	250 000	153 550	250 000	23 454	142 804	24 392	148 516	26 100	158 941	73 946	450 261

CONCLUSION

L'élaboration du budget programme de l'Etat 2022-2024 intègre la démarche de la gestion axée sur les résultats dont le vote renforcera la mise en œuvre des réformes en matière d'exécution, de comptabilisation et de suivi-évaluation des dépenses et des recettes publiques.

Sur le plan technique, les travaux ont permis de mesurer le niveau d'adéquation entre les documents de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) et les projets annuels de performance (PAP) encore appelés budget programme et les politiques publiques tout en veillant à la prise en compte des actions prioritaires du Plan national de développement (PND) et des projets et réformes de la feuille de route gouvernementale, Togo 2025. Ainsi, le budget programme 2022-2024, qui est en cohérence parfaite avec les référentiels nationaux ci-dessus mentionnés, est le fruit des efforts soutenus consentis par les acteurs budgétaires des ministères et institutions de la République.

Dans cette optique, des actions de réformes seront renforcées afin d'assurer une exécution conforme aux résultats prévus dans le budget programme et qui sera sanctionnée par un reporting budgétaire et comptable ainsi que les rapports annuels de performance.

ETATS ANNEXES A LA LOI DE FINANCES, GESTION 2022

1- PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

2- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE

3- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

4- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE ET DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

1- PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

110 Assemblée Nationale

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
800	Dotation: Assemblée Nationale	900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921
Total Section 110 :		900 000	5 843 785	760 000	5 702 312	318 810	5 730 921

120 Présidence de la République

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
801	Dotation: Présidence de la Republique	1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103
Total Section 120 :		1 050 250	24 381 932	973 000	24 452 252	989 944	24 828 103

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

121 Ministère Chargé de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
001	Pilotage et soutien aux services de l'IFSI	46 500	133 570	34 500	121 405	57 405	148 708
002	Inclusion financière et secteur informel	3 500	567 301	20 000	585 650	2 000	567 505
Total Section 121 :		50 000	700 871	54 500	707 055	59 405	716 213

130 Premier Ministère

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
802	Dotation : Pilotage stratégique de la Primature	226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177
Total Section 130 :		226 690	1 406 281	109 000	1 304 215	118 810	1 338 177

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

131 Secrétariat Général du Gouvernement

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
803	Dotation : SGG	50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906
Total Section 131 :		50 000	223 185	54 500	230 217	59 405	238 906

140 Cour Constitutionnelle

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
804	Dotation: Cour Constitutionnelle	1 151 408	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981
Total Section 140 :		1 151 408	1 477 090	570 881	899 795	0	333 981

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

150 Cour Suprême

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
805	Dotation: Cour Suprême	50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381
Total Section 150 :		50 000	619 108	54 500	542 468	59 405	632 381

160 Médiature

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
806	Dotation: Médiature	50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741
Total Section 160 :		50 000	133 915	54 500	139 332	59 405	145 741

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

170 Cour des Comptes

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
807	Dotation: Cour des Comptes	1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 658	3 714 785	4 783 494
Total Section 170 :		1 636 993	2 680 123	1 529 830	2 582 658	3 714 785	4 783 494

180 Conseil Economique et Social

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
808	Dotation: Conseil Economique et Social	0	500 000	0	500 000	0	500 000
Total Section 180 :		0	500 000	0	500 000	0	500 000

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

190 Haute Autorité de l'Audiovisuel & de la Communication

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
809	Dotation : Pilotage et soutien aux services de la HAAC	0	296 084	0	300 348	0	303 749
Total Section 190 :		0	296 084	0	300 348	0	303 749

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

210 Ministère de l'Economie et des Finances

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
003	Pilotage et soutien des services du MEF	17 999	1 500 608	18 340	1 172 531	18 690	1 196 435
004	Mobilisation des ressources financières	0	19 801 214	0	19 801 807	0	19 802 412
005	Gestion macroéconomique	2 175 785	2 547 780	5 776	368 178	5 886	379 456
006	Programmation et gestion budgétaire	19 222	2 860 206	19 587	2 850 467	19 959	2 816 868
007	Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comp	12 037 005	15 354 240	7 037 709	10 449 510	7 038 424	10 547 291
008	Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre	22 635	1 870 131	20 488	1 899 071	22 062	1 928 842
814	Dotation : Dépenses communes de transfert	0	8 600 000	0	8 600 000	0	8 600 000
900	Dotation : Charges financières de la dette publique	0	124 309 377	0	134 493 152	0	146 049 901
901	Dotation : Dépenses communes ordinaires	0	222 977 897	0	198 978 028	0	228 963 781
902	Dotation : Dépenses communes d'investissement	38 370 670	38 370 669	37 978 431	37 978 431	35 482 076	35 482 076
Total Section 210 :		52 643 316	438 192 122	45 080 331	416 591 175	42 587 097	455 767 062

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

220 Ministère du Plan et de la Coopération

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
009	Pilotage et Soutien aux services du ministère du plan e	100 000	703 597	109 000	711 988	118 810	724 279
010	Planification du développement	6 213 029	7 682 242	5 100 000	6 563 115	2 430 000	3 893 772
011	Coopération au développement	0	368 411	0	375 600	0	376 605
Total Section 220 :		6 313 029	8 754 250	5 209 000	7 650 703	2 548 810	4 994 656

230 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
012	Pilotage et soutien aux services du ministère des affai	123 549	1 058 182	134 668	1 084 549	146 789	1 120 514
013	Diplomatie économique et rayonnement du Togo aux plans	197 951	14 685 353	215 768	14 966 543	235 186	15 334 542
014	Mobilisation de la diaspora et placement des togolais d	28 500	118 920	31 065	123 448	33 861	128 687
Total Section 230 :		350 000	15 862 455	381 501	16 174 540	415 836	16 583 743

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

240 Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
015	Pilotage et soutien aux services du MDBJEJ	90 000	233 409	98 100	240 244	106 900	250 690
016	Développement à la base	7 754 603	9 980 780	22 184 656	16 378 267	11 400 000	14 306 595
017	Jeunesse	3 820 710	8 277 877	496 665	5 196 851	71 315	4 932 847
Total Section 240 :		11 665 313	18 492 066	22 779 421	21 815 362	11 578 215	19 490 132

310 Ministère des Armées

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
019	Pilotage et soutien du MDAC	43 440	371 780	43 440	375 199	43 440	385 557
020	Préparation et emploi des Forces	1 725 218	21 998 911	1 543 329	22 806 253	922 300	23 103 669
021	Équipement, logistique et soutien interarmées	7 051 805	39 593 810	380 160	42 986 775	380 160	41 233 420
022	Anciens combattants, mémoires, lien armée - nation	30 740	140 293	30 740	141 437	30 740	144 904
810	Dotation: Infrastructures militaires + Besoins spécifiques	41 017 584	43 439 739	78 011 072	80 433 227	81 596 402	84 018 557
Total Section 310 :		49 868 787	105 544 533	80 008 741	146 742 891	82 973 042	148 886 107

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

410 Ministère d'Etat, Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
023	Pilotage et soutien aux services du MATDDT	112 000	533 092	76 000	498 730	146 000	576 720
024	Décentralisation et Déconcentration	13 414 359	20 189 535	6 471 870	13 243 772	3 618 718	10 418 346
025	Gouvernance Politique et Institutionnelle	4 000	795 172	2 000	790 464	2 000	799 825
026	Développement des Territoires	208 032	317 594	834 841	943 945	305 500	417 051
Total Section 410 :		13 738 391	21 835 393	7 384 711	15 476 911	4 072 218	12 211 942

420 Garde des sceaux, Ministère de la Justice et de la législation

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
027	Pilotage et soutien des services du ministère de la jus	68 900	1 030 275	62 900	1 028 650	87 710	1 090 155
028	Administration de la justice	13 100	3 251 601	28 100	3 319 921	13 100	3 359 800
029	Accès au droit et à la justice	3 000	137 439	3 000	139 401	3 000	141 420
030	Administration pénitentiaire et réinsertion	15 000	1 642 852	15 000	1 671 931	15 000	1 701 861
Total Section 420 :		100 000	6 062 167	109 000	6 159 903	118 810	6 293 236

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

421 Conseil Supérieur de la Magistrature

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
811	Dotation: Conseil Supérieur de la Magistrature	0	70 492	0	70 807	0	71 760
Total Section 421 :		0	70 492	0	70 807	0	71 760

430 Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
031	Pilotage et soutien des services du MSPC	870 000	1 135 067	875 000	1 162 038	883 100	1 228 761
032	Sécurité intérieure et criminalité transfrontalière	606 508	14 622 689	639 602	14 352 848	305 000	13 832 326
033	Protection civile	677 242	2 096 556	910 036	2 384 569	860 470	2 335 294
813	Dotation du MSPC	0	1 137 007	0	1 137 007	0	1 137 007
Total Section 430 :		2 153 750	18 991 319	2 424 638	19 036 462	2 048 570	18 533 388



PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)

EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

510 Ministère des Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
034	Pilotage et soutien des services du ministère des ensei	117 938	12 176 154	128 552	12 507 745	140 118	12 885 845
035	Enseignements Préscolaire et Primaire	36 032 652	85 202 474	91 355	90 664 204	99 579	87 894 944
036	Enseignement secondaire général	3 646 867	44 436 157	38 423	47 967 098	41 883	46 621 607
037	Enseignement technique et Formation professionnelle	3 370 854	9 053 523	10 900	8 684 146	11 881	8 978 234
038	Artisanat	3 000	711 417	3 270	713 511	3 564	715 645
Total Section 510 :		43 171 311	151 579 725	272 500	160 536 704	297 025	157 096 275

530 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
039	Pilotage et soutien aux services du MESR	274 820	668 711	270 950	695 919	285 565	720 612
040	Enseignement Supérieur : Orientation et Promotion de la	34 160	35 031 583	34 020	35 019 691	34 020	35 012 059
041	Recherche et Innovation	15 432 909	5 244 574	443 003	6 905 523	541 011	3 261 625
Total Section 530 :		15 741 889	40 944 868	747 973	42 621 133	860 596	38 994 296

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

610 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
042	Pilotage et soutien des services du ministere en charge	145 500	6 505 958	158 595	6 625 456	172 869	6 730 915
043	Offre de services de santé de qualité et lutte contre l	25 705 196	56 408 761	31 039 114	66 147 246	980 394	34 335 301
044	Couverture Santé Universelle	17 219 230	19 265 844	15 260 342	17 337 247	9 638 928	11 738 563
045	Réponse aux urgences sanitaires	9 410 000	9 502 440	660 000	753 100	0	93 505
Total Section 610 :		52 479 926	91 683 003	47 118 051	90 863 049	10 792 191	52 898 284

710 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
046	Pilotage et soutien aux services du ministère chargé de	100 000	581 519	109 000	611 438	118 810	629 143
047	Fonction publique	0	438 959	0	443 361	0	442 354
048	Modernisation de l'administration publique	1 680 250	478 826	0	1 547 571	0	177 056
049	Emploi	0	1 344 702	0	1 349 826	0	1 351 281
050	TRAVAIL	0	963 871	0	969 487	0	969 505
Total Section 710 :		1 780 250	3 807 877	109 000	4 921 683	118 810	3 569 339

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

720 Ministère de la Communication et des Médias

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
052	Pilotage et soutien aux services du ministère de la Com	89 446	1 549 099	97 496	1 567 504	106 271	1 610 179
053	Communication et information	10 554	2 303 620	11 504	2 290 965	12 539	2 281 920
Total Section 720 :		100 000	3 852 719	109 000	3 858 469	118 810	3 892 099

740 Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
054	Pilotage et soutien aux services du ministère	100 000	1 436 645	109 000	1 452 880	118 810	1 491 927
055	Promotion de l'action sociale	0	606 735	0	612 573	0	602 748
056	Protection de l'enfant	0	332 297	0	337 065	0	318 977
057	Genre et promotion de la femme	72 000	586 931	110 000	627 958	550 000	1 039 966
058	Alphabétisation et éducation non formelle	0	188 908	0	191 244	0	193 653
Total Section 740 :		172 000	3 151 516	219 000	3 221 720	668 810	3 647 271



PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)

EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

750 Ministère des Sports et Loisirs

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
059	Pilotage et soutien aux services du Ministère des Sport	3 083 100	1 144 459	109 000	1 183 870	118 810	1 657 050
060	Sports et Loisirs	0	2 122 852	0	2 122 198	0	2 123 981
Total Section 750 :		3 083 100	3 267 311	109 000	3 306 068	118 810	3 781 031

760 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
061	Pilotage et soutien aux services du MUHRF	97 000	351 035	107 000	380 250	116 810	406 094
062	Développement des infrastructures de production de l'in	122 252	197 150	0	66 514	0	69 244
063	Logement décent	749 889	967 841	1 000	215 623	1 000	208 846
064	Cadre de vie	14 933 438	11 589 889	15 436 530	14 118 432	10 007 633	16 059 268
Total Section 760 :		15 902 579	13 105 915	15 544 530	14 780 819	10 125 443	16 743 452

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

810 Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
065	Pilotage et soutien aux services du ministère	265 716	2 968 119	218 000	2 925 791	237 620	2 958 211
066	Organisation de l'espace agricole et des filières agric	18 720 546	9 795 596	13 677 806	9 031 540	1 754 098	6 487 891
067	Amélioration de la productivité et valorisation des pro	36 118 948	21 134 154	11 579 137	18 968 639	9 188 927	14 772 160
068	Sécurité alimentaire et résilience des populations	8 527 748	10 393 494	8 000 000	12 799 553	7 000 000	10 616 648
Total Section 810 :		63 632 958	44 291 363	33 474 943	43 725 523	18 180 645	34 834 910

811 Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
069	Pilotage et soutien des services du MEHV	100 000	548 383	109 000	580 606	118 810	620 867
070	Gestion intégrée des ressources en eau	100 000	489 575	837 870	874 073	685 837	723 210
071	Approvisionnement en eau potable	31 854 599	23 622 000	33 515 289	32 276 895	7 811 090	16 883 027
072	Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux	0	396 120	0	29 432	0	30 399
Total Section 811 :		32 054 599	25 056 078	34 462 159	33 761 006	8 615 737	18 257 503



PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)

EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

813 Ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
073	Pilotage et soutien aux services du Ministère de l'Econ	33 000	174 673	35 970	178 115	39 699	183 511
074	Transport maritime	155 515	226 758	9 810	81 142	10 492	82 048
075	DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE	2 801 492	2 894 354	1 928 889	2 021 852	9 214	102 291
076	Développement et protection du littoral	100 000	109 826	0	9 826	0	9 826
Total Section 813 :		3 090 007	3 405 611	1 974 669	2 290 935	59 405	377 676

820 Ministère du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
077	Pilotage et soutien aux services du MCICL	587 800	850 104	96 556	363 486	106 117	381 006
078	Commerce et Consommation Locale	1 193 957	11 998 308	510 914	11 328 177	511 132	11 341 647
079	Industrie	201 500	362 274	1 530	163 719	1 561	165 204
Total Section 820 :		1 983 257	13 210 686	609 000	11 855 382	618 810	11 887 857

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

821 Ministère de la Promotion des Investissements

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
106	PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MPI	100 000	256 731	109 000	270 856	118 810	289 070
107	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	0	110 659	0	110 979	0	111 306
815	Dotation Ministère de la promotion des investissements	0	0	0	0	0	0
Total Section 821 :		100 000	367 390	109 000	381 835	118 810	400 376

830 Ministère des travaux publics

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
080	Pilotage et soutien aux services du MTP	50 000	904 183	59 000	899 651	65 810	922 255
081	Réseaux de routes nationales	108 155 736	111 815 299	59 776 105	71 724 393	21 109 132	71 852 803
082	Devéveloppement des bâtiments publics	5 079 734	4 565 758	0	578 913	0	2 781 879
Total Section 830 :		113 285 470	117 285 240	59 835 105	73 202 957	21 174 942	75 556 937

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

831 Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
083	Pilotage et soutien aux services du Ministère du Désenc	0	89 042	0	89 074	0	90 880
084	Développement et extension du réseau des pistes rurales	36 107 802	14 050 213	35 672 801	23 820 501	27 308 943	35 862 298
Total Section 831 :		36 107 802	14 139 255	35 672 801	23 909 575	27 308 943	35 953 178

832 Ministère des Transports Routiers, Ferroviaire et Aérien

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
085	Pilotage et soutien aux services du Ministère desTransp	50 000	191 154	54 500	197 564	59 405	205 364
086	Transport aérien	0	757 259	0	752 711	0	752 711
087	Services de transports routiers et ferroviaires	69 853 505	15 390 623	0	21 621 646	0	21 826 230
Total Section 832 :		69 903 505	16 339 036	54 500	22 571 921	59 405	22 784 305

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

840 Ministère Délégué auprès du Président de la République Chargé de l'Energie et des Mines

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
088	Pilotage et Soutien	86 035	258 923	87 535	262 625	102 250	282 660
089	Mines	63 965	1 562 859	75 965	380 681	75 965	381 378
090	ENERGIE	82 220 247	56 726 393	73 348 372	69 618 188	38 767 435	42 767 900
Total Section 840 :		82 370 247	58 548 175	73 511 872	70 261 494	38 945 650	43 431 938

850 Ministère de la Culture et du Tourisme

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
091	Pilotage et soutien aux services du Ministère de la Cul	100 000	726 423	109 000	741 891	118 810	765 064
092	Culture	0	650 677	0	655 393	0	663 505
093	Tourisme	100 000	309 687	55 719	269 244	0	219 630
Total Section 850 :		200 000	1 686 787	164 719	1 666 528	118 810	1 648 199

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

860 Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
095	Pilotage et soutien aux services du MERF	354 745	832 657	109 000	611 407	118 810	610 094
096	Gestion durable des écosystèmes	3 303 884	5 208 838	2 400 000	4 315 430	2 800 000	4 637 247
097	Environnement et mobilité durable	16 362 245	16 633 733	10 100 173	10 365 253	0	258 990
Total Section 860 :		20 020 874	22 675 228	12 609 173	15 292 090	2 918 810	5 506 331

870 Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
098	Pilotage et soutien aux services du MENTD	50 000	136 120	54 500	141 323	59 405	148 272
099	Infrastructures numériques et postales	6 255 000	6 466 720	500 000	711 790	0	211 845
100	Digitalisation des activités économiques et sociales	9 131 949	9 135 941	5 812 478	5 816 470	12 850 889	12 854 881
Total Section 870 :		15 436 949	15 738 781	6 366 978	6 669 583	12 910 294	13 214 998

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

920 Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des Relations avec les Institutions de la République

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
101	Pilotage et soutien des actions du MDHFCRIR	50 000	261 144	54 500	262 531	59 405	274 403
102	RENFORCEMENT DES MESURES DE MISE EN OEUVRE ET DE PROTECTION	0	48 087	0	43 665	0	44 910
103	Consolidation de la démocratie et de la paix	0	35 332	0	36 368	0	35 100
104	Formation à la citoyenneté	0	112 656	0	112 656	0	113 015
105	Relations avec les institutions de la République	0	37 587	0	38 008	0	38 721
Total Section 920 :		50 000	494 806	54 500	493 228	59 405	506 149

921 Commission Nationale des Droits de l'homme (CNDH)

CODE PROG.	Intitulés Programmes	2022		2023		2024	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
812	Dotation : CNDH	0	490 560	0	493 545	0	493 545
Total Section 921 :		0	490 560	0	493 545	0	493 545

PREVISION DES DEPENSES PAR DOTATION ET PAR PROGRAMME

(millier de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Travail-Liberté-Patrie

TOTAL PROGRAMMES: 840 231 857

TOTAL CREDITS GLOBAUX: 385 657 943

TOTAL DOTATIONS: 91 299 301

TOTAL BUDGET: 1 317 189 101

2- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification économique**

(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Administrative Economique	Charges financières de la dette	Personnel	Biens et services	Transferts et subventions	Investissements		TOTAL PAR SECTION	
					AE	CP	AE	CP
110 Assemblée Nationale	0	2 404 993	2 410 397	128 395	900 000	900 000	900 000	5 843 785
120 Présidence de la République	0	1 753 555	11 991 232	9 586 895	1 050 250	1 050 250	1 050 250	24 381 932
121 Ministère Chargé de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel	0	52 367	98 504	500 000	50 000	50 000	50 000	700 871
130 Premier Ministère	0	354 113	810 478	15 000	226 690	226 690	226 690	1 406 281
131 Secrétariat Général du Gouvernement	0	110 389	58 796	4 000	50 000	50 000	50 000	223 185
140 Cour Constitutionnelle	0	238 633	87 049	0	1 151 408	1 151 408	1 151 408	1 477 090
150 Cour Suprême	0	473 137	95 971	0	50 000	50 000	50 000	619 108
160 Médiature	0	34 300	49 615	0	50 000	50 000	50 000	133 915
170 Cour des Comptes	0	745 206	297 924	0	1 636 993	1 636 993	1 636 993	2 680 123
180 Conseil Economique et Social	0	0	0	500 000	0	0	0	500 000
190 Haute Autorité de l'Audiovisuel & de la Communication	0	85 364	0	210 720	0	0	0	296 084
210 Ministère de l'Economie et des Finances	124 309 377	10 405 742	219 628 688	31 205 000	52 643 316	52 643 315	52 643 316	438 192 122
220 Ministère du Plan et de la Coopération	0	1 215 422	254 799	971 000	6 313 029	6 313 029	6 313 029	8 754 250
230 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur	0	7 653 275	5 800 680	2 058 500	350 000	350 000	350 000	15 862 455
240 Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	0	200 247	69 316	7 135 000	11 665 313	11 087 503	11 665 313	18 492 066

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification économique**

(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Administrative Economique	Charges financières de la dette	Personnel	Biens et services	Transferts et subventions	Investissements		TOTAL PAR SECTION	
					AE	CP	AE	CP
310 Ministère des Armées	0	40 003 568	21 009 494	0	49 868 787	44 531 471	49 868 787	105 544 533
410 Ministère d'Etat, Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires	0	1 882 840	424 162	5 790 000	13 738 391	13 738 391	13 738 391	21 835 393
420 Garde des sceaux, Ministère de la Justice et de la législation	0	5 027 583	774 584	160 000	100 000	100 000	100 000	6 062 167
421 Conseil Supérieur de la Magistrature	0	39 048	31 444	0	0	0	0	70 492
430 Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	0	14 141 371	1 826 198	870 000	2 153 750	2 153 750	2 153 750	18 991 319
510 Ministère des Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat	0	124 009 407	3 868 762	8 810 904	43 171 311	14 890 652	43 171 311	151 579 725
530 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	0	790 061	698 776	34 053 299	15 741 889	5 402 732	15 741 889	40 944 868
610 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins	0	25 833 963	1 844 084	13 532 567	52 479 926	50 472 389	52 479 926	91 683 003
710 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social	0	1 286 600	229 031	1 892 246	1 780 250	400 000	1 780 250	3 807 877
720 Ministère de la Communication et des Médias	0	1 677 312	1 325 407	750 000	100 000	100 000	100 000	3 852 719
740 Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation	0	1 674 408	227 908	1 077 200	172 000	172 000	172 000	3 151 516
750 Ministère des Sports et Loisirs	0	527 289	249 658	1 570 000	3 083 100	920 364	3 083 100	3 267 311
760 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière	0	426 762	99 749	820 000	15 902 579	11 759 404	15 902 579	13 105 915
810 Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural	0	3 883 988	569 056	5 615 000	63 632 958	34 223 319	63 632 958	44 291 363
811 Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise	0	329 718	154 247	50 000	32 054 599	24 522 113	32 054 599	25 056 078

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification économique**

(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Administrative Economique	Charges financières de la dette	Personnel	Biens et services	Transferts et subventions	Investissements		TOTAL PAR SECTION	
					AE	CP	AE	CP
813 Ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière	0	249 446	66 158	0	3 090 007	3 090 007	3 090 007	3 405 611
820 Ministère du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale	0	605 385	156 851	10 465 193	1 983 257	1 983 257	1 983 257	13 210 686
821 Ministère de la Promotion des Investissements	0	60 965	106 425	100 000	100 000	100 000	100 000	367 390
830 Ministère des travaux publics	0	621 114	258 979	160 000	113 285 470	116 245 147	113 285 470	117 285 240
831 Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales	0	88 292	61 256	0	36 107 802	13 989 707	36 107 802	14 139 255
832 Ministère des Transports Routiers, Ferroviaire et Aérien	0	455 960	95 402	1 150 000	69 903 505	14 637 674	69 903 505	16 339 036
840 Ministère Délégué auprès du Président de la République Chargé de l'Energie et des Mines	0	312 758	139 511	120 000	82 370 247	57 975 906	82 370 247	58 548 175
850 Ministère de la Culture et du Tourisme	0	746 869	244 918	495 000	200 000	200 000	200 000	1 686 787
860 Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières	0	2 389 430	164 924	100 000	20 020 874	20 020 874	20 020 874	22 675 228
870 Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale	0	35 841	65 991	200 000	15 436 949	15 436 949	15 436 949	15 738 781
920 Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des Relations avec les Institutions de la République	0	247 962	196 844	0	50 000	50 000	50 000	494 806
921 Commission Nationale des Droits de l'homme (CNDH)	0	49 880	0	440 680	0	0	0	490 560
TOTAL GENERAL	124 309 377	253 124 563	276 543 268	140 536 599	712 664 650	522 675 294	712 664 650	1 317 189 101
POIDS RELATIFS	9%	19%	21%	11%		40%		100%

TOTAL CP

1 317 189 101

TOTAL AE

712 664 650

3- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**
(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Administrative	Classification Fonctionnelle	Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
110 Assemblée Nationale	AE	900 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	900 000
	CP	5 843 785	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 843 785
120 Présidence de la République	AE	927 926	50 000	0	0	0	0	72 324	0	0	0	1 050 250
	CP	22 109 608	700 000	0	1 200 000	0	0	372 324	0	0	0	24 381 932
121 Ministère Chargé de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel	AE	46 500	0	0	3 500	0	0	0	0	0	0	50 000
	CP	133 570	0	0	567 301	0	0	0	0	0	0	700 871
130 Premier Ministère	AE	226 690	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226 690
	CP	1 406 281	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 406 281
131 Secrétariat Général du Gouvernement	AE	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
	CP	223 185	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 185
140 Cour Constitutionnelle	AE	0	0	0	0	0	1 151 408	0	0	0	0	1 151 408
	CP	325 682	0	0	0	0	1 151 408	0	0	0	0	1 477 090
150 Cour Suprême	AE	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
	CP	619 108	0	0	0	0	0	0	0	0	0	619 108
160 Médiature	AE	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
	CP	133 915	0	0	0	0	0	0	0	0	0	133 915
170 Cour des Comptes	AE	1 636 993	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 636 993
	CP	2 680 123	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 680 123

Pour Toute Information Complémentaire, veuillez-vous adresser à l'Administrateur du SIGFIP

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**
(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative		Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
180 Conseil Economique et Social	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500 000
190 Haute Autorité de l'Audiovisuel & de la Communication	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	296 084	0	0	0	0	0	0	0	0	0	296 084
210 Ministère de l'Economie et des Finances	AE	21 910 947	0	0	4 232 369	0	6 500 000	0	0	0	20 000 000	52 643 316
	CP	354 870 760	0	350 000	16 299 091	0	11 700 000	50 000	200 000	2 629 392	52 092 879	438 192 122
220 Ministère du Plan et de la Coopération	AE	6 313 029	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 313 029
	CP	8 650 741	0	0	0	0	0	0	0	103 509	0	8 754 250

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**

(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative	Services généraux des administrations	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culture	Enseignement	Protection sociale	TOTAL
230 Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de	AE 345 000	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	350 000
	CP 15 662 455	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	15 862 455

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**
(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative		Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
l'Extérieur												
240 Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	AE	90 000	0	0	3 841 596	0	248 717	0	0	0	7 485 000	11 665 313
	CP	220 353	0	0	8 231 521	0	1 090 704	0	0	1 000 000	7 949 488	18 492 066
310 Ministère des Armées	AE	19 800	42 739 104	51 500	0	0	0	6 671 645	0	4 400	382 338	49 868 787
	CP	2 624 995	100 734 073	387 950	0	0	0	1 348 984	0	48 320	400 211	105 544 533

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**

(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative		Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
410 Ministère d'Etat, Ministère de l'Administration Territoriale, de la	AE	6 818 297	0	0	6 709 762	0	208 032	0	2 300	0	0	13 738 391
	CP	13 408 654	0	0	6 709 762	720 000	307 594	0	439 383	0	250 000	21 835 393

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**
(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative		Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
Décentralisation et du Développement des Territoires												
420 Garde des sceaux, Ministère de la Justice et de la législation	AE	49 900	0	50 100	0	0	0	0	0	0	0	100 000
	CP	712 894	0	5 349 273	0	0	0	0	0	0	0	6 062 167
421 Conseil Supérieur de la Magistrature	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	70 492	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 492
430 Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	AE	870 000	0	1 129 000	0	0	0	0	0	0	154 750	2 153 750
	CP	2 160 149	32 259	16 624 161	0	0	0	0	0	0	174 750	18 991 319
510 Ministère des Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat	AE	15 000	0	0	3 000	0	0	0	0	43 153 311	0	43 171 311
	CP	6 539 239	0	0	711 417	0	0	0	0	144 297 869	31 200	151 579 725
530 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	AE	260 120	0	0	0	0	0	0	0	15 481 769	0	15 741 889
	CP	562 979	0	0	0	0	0	0	0	40 381 889	0	40 944 868
610 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins	AE	26 000	0	0	0	0	0	52 436 926	0	16 000	1 000	52 479 926
	CP	1 171 120	0	0	0	0	0	88 798 567	0	1 432 979	280 337	91 683 003
710 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social	AE	1 780 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 780 250
	CP	1 235 044	0	0	2 327 632	0	0	0	0	245 201	0	3 807 877
720 Ministère de la Communication et des Médias	AE	89 446	0	0	0	0	0	0	10 554	0	0	100 000
	CP	1 349 416	0	0	0	0	0	0	2 503 303	0	0	3 852 719

Pour Toute Information Complémentaire, veuillez-vous adresser à l'Administrateur du SIGFIP

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**
(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Administrative	Classification Fonctionnelle	Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
740 Ministère de l' Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation	AE	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	72 000	172 000
	CP	276 174	0	0	0	0	0	0	0	346 211	2 529 131	3 151 516
750 Ministère des Sports et Loisirs	AE	100 000	0	0	0	0	0	0	2 983 100	0	0	3 083 100
	CP	278 358	0	0	0	0	0	0	2 988 953	0	0	3 267 311
760 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière	AE	87 600	0	0	0	0	15 814 979	0	0	0	0	15 902 579
	CP	292 863	0	0	0	0	12 813 052	0	0	0	0	13 105 915
810 Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural	AE	0	0	0	63 632 958	0	0	0	0	0	0	63 632 958
	CP	451 325	0	0	43 840 038	0	0	0	0	0	0	44 291 363
811 Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise	AE	0	0	0	0	0	32 054 599	0	0	0	0	32 054 599
	CP	193 346	0	0	0	0	24 862 732	0	0	0	0	25 056 078
813 Ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière	AE	33 000	0	0	2 957 007	100 000	0	0	0	0	0	3 090 007
	CP	174 673	0	0	3 121 112	109 826	0	0	0	0	0	3 405 611
820 Ministère du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale	AE	87 800	0	0	1 895 457	0	0	0	0	0	0	1 983 257
	CP	350 104	0	0	12 860 582	0	0	0	0	0	0	13 210 686
821 Ministère de la Promotion des Investissements	AE	0	0	0	100 000	0	0	0	0	0	0	100 000
	CP	13 955	0	0	353 435	0	0	0	0	0	0	367 390
830 Ministère des travaux publics	AE	0	0	0	109 102 530	0	4 082 940	0	100 000	0	0	113 285 470
	CP	233 317	0	0	110 566 447	0	4 271 838	333 638	100 000	1 780 000	0	117 285 240

Pour Toute Information Complémentaire, veuillez-vous adresser à l'Administrateur du SIGFIP

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**
(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative	Services généraux des administrations	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culture	Enseignement	Protection sociale	TOTAL
831 Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales	AE	0	0	0	36 107 802	0	0	0	0	0	36 107 802
	CP	81 194	0	0	14 058 061	0	0	0	0	0	14 139 255
832 Ministère des Transports Routiers, Ferroviaire et Aérien	AE	50 000	0	0	69 853 505	0	0	0	0	0	69 903 505
	CP	163 597	0	0	16 175 439	0	0	0	0	0	16 339 036
840 Ministère Délégué auprès du Président de la République Chargé de l'Energie et des Mines	AE	86 035	0	0	82 284 212	0	0	0	0	0	82 370 247
	CP	258 923	0	0	58 289 252	0	0	0	0	0	58 548 175
850 Ministère de la Culture et du Tourisme	AE	77 000	0	0	112 615	0	0	10 385	0	0	200 000
	CP	322 848	0	0	420 277	0	0	943 662	0	0	1 686 787
860 Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières	AE	25 000	0	0	0	19 995 874	0	0	0	0	20 020 874
	CP	297 171	0	0	0	22 378 057	0	0	0	0	22 675 228
870 Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale	AE	50 000	0	0	7 403 107	0	0	0	0	7 983 842	15 436 949
	CP	127 362	0	0	7 627 577	0	0	0	0	7 983 842	15 738 781

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**

(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative		Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
920 Ministère des Droits de l'Homme, de la Formation à la Citoyenneté, des	AE	0	0	50 000	0	0	0	0	0	0	0	50 000
	CP	186 359	0	195 791	0	0	0	0	112 656	0	0	494 806

**Tableau matriciel croisé de la classification administrative et de la
classification fonctionnelle**
(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Fonctionnelle Administrative		Services généraux des administratio	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiqu es	Protection de l'environnem ent	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignemen	Protection sociale	TOTAL
Relations avec les Institutions de la République												
921 Commission Nationale des Droits de l'homme (CNDH)	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CP	490 560	0	0	0	0	0	0	0	0	0	490 560
TOTAL GENERAL	AE	43 172 333	42 794 104	1 280 600	388 239 420	20 095 874	60 060 675	59 180 895	3 106 339	58 655 480	36 078 930	712 664 650
	CP	447 702 761	101 666 332	22 907 175	303 358 944	23 207 883	56 197 328	90 903 513	7 287 957	192 265 370	71 691 838	1 317 189 101
TAUX DE REPARTITI	%AE	6%	6%	0%	54%	3%	8%	8%	0%	8%	5%	100%
	%CP	34%	8%	2%	23%	2%	4%	7%	1%	15%	5%	100%

4- TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ECONOMIQUE ET DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

**Tableau matriciel croisé de la classification économique et de la
classification fonctionnelle**

(milliers de francs)



EXERCICE 2022 - LOI DE FINANCE INITIALE

Classification Economique \ Fonctionnelle		Services généraux des administrations publiques	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale
1 CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE	CP	124 309 377	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 PERSONNEL	CP	32 279 062	40 069 372	18 626 933	10 245 603	2 185 654	623 363	24 184 025	2 754 898	119 896 299	2 259 354
3 BIENS ET SERVICES	CP	206 844 704	18 152 856	1 989 642	8 806 593	106 355	5 355 053	879 241	699 456	6 937 504	26 771 864
4 TRANSFERTS COURANTS	CP	42 477 536	650 000	1 010 000	26 790 093	820 000	1 645 000	13 670 567	2 890 000	43 635 903	6 947 500
5 DEPENSES EN CAPITAL	AE	43 172 333	42 794 104	1 280 600	388 239 420	20 095 874	60 060 675	59 180 895	3 106 339	58 655 480	36 078 930
	CP	41 792 082	42 794 104	1 280 600	257 516 655	20 095 874	48 573 912	52 169 680	943 603	21 795 664	35 713 120
TOTAL GENERAL	AE	43 172 333	42 794 104	1 280 600	388 239 420	20 095 874	60 060 675	59 180 895	3 106 339	58 655 480	36 078 930
	CP	447 702 761	101 666 332	22 907 175	303 358 944	23 207 883	56 197 328	90 903 513	7 287 957	192 265 370	71 691 838

TOTAL CP	1 317 189 101
TOTAL AE	712 664 650